

LE FIGARO

Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

AUJOURD'HUI
VOTRE JOURNAL SE
MET AUX COULEURS
DE TUMI



Carabot à Cherbourg.

LE FIGARO SCOPE

• **PARIS** : LES MEILLEURS RESTAURANTS DU 20^E À MOINS DE 50 EUROS • **COGNAC** : UN WEEK-END CHARENTAIS ENTRE ART ET BONNE CHÈRE • **CHERBOURG** : BONNES TABLES MARINES PAGES 36 À 39

REPORTAGE

COMMENT LA RUSSIE DE
POUTINE CÉLÈBRE L'HÉRITAGE
DE STALINE PAGE 17



DROITE

L'interminable
guerre
de tranchées PAGE 5

VIOLENCES

La délinquance
casse l'ambiance
dans les petites
villes de France
PAGE 9

PRISONS

Plongée à la Santé,
où la pratique
du « yoyo » fait rage
PAGE 10

UKRAINE

Au G7, un nouveau
plan d'aide massif
à l'Ukraine PAGE 11

FOOTBALL

Parcours des Bleus,
favoris, Ballon d'Or...
Dix questions
sur l'Euro PAGE 14

COMMERCE

Montée en gamme
et services
personnalisés,
planche de salut des
grands magasins
PAGE 22

DÉFICIT

La charge du Sénat
contre la gestion
du gouvernement
PAGE 24

CHAMPS LIBRES

• Les tribunes de
Pierre Vermeren et
de Renaud Dutreil

• Le bloc-notes
de Laurence
de Charette
• L'analyse de
Jean-Pierre Robin
PAGES 17 À 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de jeudi :

Législatives : avez-vous
été convaincu par la
conférence de presse
d'Emmanuel Macron ?

OUI 25% NON 75%

VOTANTS : 201591

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Législatives : Marion
Maréchal a-t-elle raison
de soutenir le RN ?

CARABOT - JULIAN COLLING

Mélenchon veut imposer sa loi à la gauche et à Glucksmann

Judi soir, après des heures de tractations, socialistes, écologistes, communistes et Insoumis ont trouvé un accord dans lequel La France insoumise obtient la meilleure part.

Les responsables de gauche ont poursuivi leurs négociations à huis clos toute la journée de jeudi au siège des Écologistes, dans l'Est parisien. En début de soirée, l'accord a enfin été scellé.

Il faut dire que le temps pressait : les états-majors devaient tenir leur promesse de consolider un « nouveau Front populaire » d'ici à dimanche 18 heures, date limite pour le dépôt des

candidatures. Comme lors de l'accord de la Nupes, scellé dans la douleur en juin 2022, les discussions se sont sévèrement durcies au moment d'évoquer les circonscriptions. Les oppo-

sants à Jean-Luc Mélenchon ont essayé de lui bloquer la route d'une éventuelle nomination à Matignon en soutenant François Ruffin. Le député LFI de la Somme fait consensus au sein des

trois groupes de gauche, et séduit quelques Insoumis « frondeurs ». Il a confirmé jeudi matin sur France Bleu Picardie qu'il se sentait « capable aussi » d'être premier ministre.

→ À AMIENS, L'ÉLECTRON LIBRE DE LA MAISON INSOUMISE LANCE SA CAMPAGNE LOCALE → LE CAMP MACRON À LA RECHERCHE DES ÉLECTEURS DE RAPHAËL GLUCKSMANN PAGES 2, 3 ET L'ÉDITORIAL



Éric Zemmour- Marion Maréchal : l'histoire secrète d'une rupture

Divisés depuis le début de la campagne des européennes, le président de Reconquête et la nièce de Marine Le Pen ont brutalement rompu mercredi soir sur la question des alliances avec le RN. PAGE 4

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

Alerte rouge

Nouveau fruit amer de cette dissolution : Jean-Luc Mélenchon et François Ruffin se disputent, à ciel ouvert, l'Hôtel de Matignon. C'est la démocratie tempérée par le trotskisme : Robespierre en keffieh ou Robespierre en gilet jaune...

Scénario impensable ? L'Histoire nous l'enseigne : la gauche, quand elle parvient à s'unir, quand elle sent le pouvoir à portée de vote, ne fait pas dans le détail. Alerte rouge ! En vingt-quatre heures, Raphaël Glucksmann a été digéré par les Insoumis. Et l'on voit maintenant débouler Philippe Poutou, tout sourire.

Rappel succinct. Le parti de Poutou, le NPA, a salué le massacre du 7 octobre comme un « acte de résistance », ce qu'ont dit durant toute la campagne, Rima Hassan, Danièle Obono et d'autres élus Insoumis en maintenant l'équivoque sur le Hamas. Le « Nouveau Parti Antisémitisme » va donc soutenir une coalition qui, promeut, dans le désordre (et en écriture inclusive) : la décroissance économique, la tyrannie fiscale, l'immigration voulue, l'islamisation complaisante, la violence excusée, les médias surveillés, les élèves endoctrinés, le nucléaire délaissé, la justice politisée : la France dévastée.

Hormis Bernard Cazeneuve, on cherche dé-

sespérément un prédicateur médiatique, une grande conscience pour s'élever contre le monstre politique qui est en train de naître. Sans doute trop occupée à excommunier Éric Ciotti, la gauche morale est introuvable. Une fois encore elle échappe aux condamnations qu'elle aime tant prononcer.

« La gauche ? Le bien. La droite ? Une maladie », écrivait ironiquement Jean Cau au début des années 1980. Tout était dit. La droite contamine, elle peut-être « cas contact » de « l'extrême droite », il faut avec elle respecter les distanciations sociales.

C'est aussi cette disqualification de principe qui a permis l'éclosion du Rassemblement national. Ce parti n'a pas seulement poussé sur le terrain du déni migratoire et sécuritaire, il prospère aussi sur l'engrais de l'intimidation menée par le gauchisme culturel.

Même pour Emmanuel Macron et Marine Le Pen, il fut un temps (c'était pour lui entre les deux tours de 2022, pour elle en 2017), où ils faisaient les yeux doux à Jean-Luc Mélenchon. C'est de cette emprise dont une majorité de Français veut se libérer pour ne plus avoir à faire la révérence devant Sa Majesté la gauche. ■

Édouard Philippe : « L'avenir du pays n'est pas dans l'alliance avec le RN »

Dans un entretien au Figaro, l'ancien premier ministre appelle les électeurs de droite qui refusent l'initiative « consternante » et « contre-nature » d'Éric Ciotti à venir travailler avec son parti Horizons. Il appelle à la constitution d'une nouvelle majorité parlementaire allant de la droite conservatrice aux sociaux-démocrates et regroupant les élus attachés à l'économie de marché, proeuropéens, soucieux d'ordre et de liberté.

PAGES 6 ET 7



TUMI.COM



LE FIGARO

Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

TUMI

19 DEGREE
ALUMINIUM

The TUMI logo is displayed in a white, stylized, sans-serif font. It features a horizontal bar above the letters 'T' and 'M', which are connected by a thin line. The letters 'U' and 'I' are also connected by a thin line. The background of the entire advertisement is a photograph of a man in a black suit and white shirt, standing next to a silver TUMI suitcase. The background is a modern, geometric structure with large glass panels and dark metal frames, creating a high-contrast, architectural look.

19 DEGREE
ALUMINIUM

SON HEUNG-MIN
FOOTBALLEUR
PROFESSIONNEL

TUMI.COM



CHAMPS-ÉLYSÉES
SAINT-HONORÉ

[TUMI.COM](https://tumi.com)

The TUMI logo is centered in the upper half of the image. It features a thick horizontal bar above the letters 'TUMI'. The letters are in a bold, sans-serif font. The background is a photograph of a large window with a grid pattern, looking out onto a blue sky with white clouds. The window frame is made of dark metal. The floor in the foreground is a light-colored, polished surface.

TUMI

19 DEGREE
ALUMINIUM

RUE DU VIEUX COLOMBIER
BOULEVARD DES CAPUCINES

[TUMI.COM](https://www.tumi.com)

Derrière l'accord à gauche, la guerre d'influence

Pierre Lepelletier

Alors qu'un accord a été trouvé jeudi soir, socialistes et Insoumis ont bataillé toute la journée sur la répartition des circonscriptions. En jeu, le poste de premier ministre en cas de victoire de la coalition de gauche.

Les responsables de gauche ont poursuivi leurs négociations à huis clos toute la journée de jeudi au siège des Écologistes, dans l'Est parisien. En début de soirée, l'accord était conclu. L'union de la gauche est « scellée », indiquait un communiqué. Il faut dire que le temps pressait : les états-majors devaient tenir leur promesse de consolider un « nouveau Front populaire » d'ici dimanche 18 heures, date limite pour le dépôt des candidatures. Comme lors de l'accord de la Nupes, scellé dans la douleur en juin 2022, les discussions se sont sévèrement durcies au moment d'évoquer les circonscriptions. Si le nombre attribué pour chaque parti a rapidement été tranché sur la base d'un nouveau rapport de force compilant les résultats de la présidentielle avec ceux des européennes, la répartition des candidatures sur tous les territoires a, elle, posé de sérieuses problèmes.

Sans surprise, le ton est monté très fort rue des Petits-Hôtels (10^e arrondissement). Chacun a montré ses muscles, promis les pires choses, lancé telle ou telle rumeur aux journalistes, le tout en brandissant la menace de quitter à tout moment la table des négociations... Du grand classique, et surtout du déjà-vu puisque les négociateurs, tous à tu et à toi, étaient peu ou prou les mêmes qu'il y a deux ans. Tous se connaissent suffisamment, et ont désormais assez de bouteille pour savoir que lorsqu'une porte claque, la même peut se rouvrir aussitôt quelques minutes plus tard. De quoi, forcément, encore un peu plus compliquer l'exercice. « Les négociations sont très difficiles », confiait au cœur de la journée un cadre socialiste. Certaines décisions pour des circonscriptions ont pu durer des heures, comme celle de la 1^{re} du Nord, où siège Adrien Quenennec. Le député LFI avait été condamné pour violences conjugales, après avoir reconnu une « gifle » contre son ex-poseuse en septembre 2022. « Ce serait la honte absolue qu'il garde son investiture », prévenait une écologiste.

Comme lors de l'accord de la Nupes,

« Les socialistes sont arrivés avec une proposition qui n'était pas raisonnable : ils réclamaient toutes les circonscriptions gagnables à gauche. Forcément, ça tend »

Une écologiste

les débats les plus violents se sont sur-tout tendus entre les délégations socialistes et Insoumises. Au regard du nouveau rapport de force établi, les mélenchonistes devaient « lâcher » des circonscriptions où ils étaient candidats en 2022 aux troupes d'Olivier Faure. « Les socialistes sont arrivés avec une proposition qui n'était pas raisonnable : ils réclamaient toutes les circonscriptions gagnables à gauche. Forcément, ça tend », raconte un écologiste. Les stratèges du PS se sont justifiés en répliquant sans cesse qu'il était « évident » qu'un candidat socialiste aurait beaucoup plus de chances de l'emporter face à un candidat du RN qu'un candidat Insoumis. « Notre taux de victoire serait dix fois plus élevé ! », affirme même un cadre. Les socialistes n'ont d'ailleurs pas manqué de rappeler à leurs homologues le nombre de second tour perdu par des candidats LFI face au RN aux législatives de juin 2022.

Au cœur de ces négociations se jouait aussi une bataille plus secrète, plus calculatrice, mais tout à fait décisive. En se battant pour obtenir le plus de circonscriptions « gagnables », les socialistes espéraient, par ricochet, décrocher le plus grand groupe de gauche début juillet. Dans l'hypothèse - encore très lointaine - d'une victoire du « Front populaire », ils pourraient

ainsi proposer le nom d'un premier ministre issu de leurs rangs. « C'est évidemment ce que les socialistes veulent, et les Insoumis l'ont très bien compris », raconte un négociateur.

En cas de contingent de députés moins élevé qu'espéré, la délégation PS voulait à minima s'assurer que le total des effectifs socialistes, écologistes et communistes soit majoritaire par rapport au bloc Insoumis. Une façon de bloquer la route à Jean-Luc Mélenchon pour accéder à Matignon. « Ça ne peut pas être lui, il faut un profil le plus rassembleur possible ! », souligne un responsable. Dans cette configuration, la voie pourrait alors s'ouvrir pour François Ruffin. Le député LFI de la Somme fait consensus au sein des trois groupes de gauche, et séduit quelques Insoumis « frondeurs ». Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le réalisateur de *Merci Patron !* a confirmé jeudi matin sur France Bleu Picardie qu'il se sentait « capable aussi » d'être premier ministre.

« Il y a un truc magique en politique, quand il y a accord sur les circons, les questions de programme se règlent tout de suite »

David Cormand
Eurodéputé écologiste

Une réponse directe à Jean-Luc Mélenchon, qui s'était lui aussi dit prêt à relever le défi la veille au « 20 Heures » de France 2. « Je ne m'élimine pas, mais je ne m'impose pas », avait indiqué le chef de LFI, confirmant que ce serait « le groupe parlementaire le plus important » du « Front populaire » qui proposerait son candidat. En découvrant son invitation à la télévision, tout le reste de la gauche avait retenu son souffle mercredi, craignant que le chef des Insoumis fasse tout capoter. « Il a été rétro », souffle un élu écologiste. « Les gens qui l'ont regardé vont se dire qu'il en a envie, mais tout le monde sait qu'il est affaibli, que personne dans le reste de la gauche ne souhaite que ce soit lui », se rassure une cadre du PS.

Tous ont également salué l'Insoumis d'avoir refusé un débat télévisé entre Gabriel Attal, le premier ministre sortant qui représentera les macronistes, et Jordan Bardella, le chef du Rassemblement national. « Le nouveau front populaire n'a pas encore désigné son candidat premier ministre. C'est donc aux chefs des grands partis de notre coalition d'aller à ce type de débats », a répondu l'Insoumis sur X (ex-Twitter) jeudi après-midi. D'aucuns ironisaient sur l'adoucissement express de Jean-Luc Mélenchon, comme s'il voulait convaincre ses partenaires les plus hostiles qu'il n'était pas si radioactif...

Au-delà de la répartition des circonscriptions, la gauche tablait aussi sur un programme partagé. Même si, comme le soufflait David Cormand, eurodéputé écologiste au cœur des négociations : « Il y a un truc magique en politique, quand il y a accord sur les circons, les questions de programme se règlent tout de suite. » Au sein des partis de gauche, on raconte que les « circonstances exceptionnelles », avec une arrivée imminente du RN au gouvernement, ont contraint tout le monde de trouver en urgence des points d'accord. Une situation qui peut sembler baroque après les mois et mois de tensions entre LFI et PS lors de la campagne européenne, en particulier sur les questions internationales.

Sur le fond, le « Front populaire » devait finalement se mettre d'accord jeudi soir sur un « soutien à la résistance ukrainienne ». Exit aussi l'idée insoumise d'ouvrir des négociations avec la Russie de Vladimir Poutine pour aboutir à la paix. Concernant la guerre au Proche-Orient, la gauche devait s'accorder sur le terme de « massacre terroriste » pour qualifier l'attaque du Hamas du 7 octobre en Israël, revendiquer un cessez-le-feu et prôner une solution à deux états. ■



Jean-Luc Mélenchon et Olivier Faure, lors du lancement de la Nupes, à Paris, en mai 2022.
RAPHAEL LAFARGUE/ABACA

À Amiens, l'électron libre de la maison Insoumise

Richard Flurin
Envoyé spécial à Amiens

« Sur la ligne de départ, elle est le lièvre et je suis la tortue. » En campagne pour sa réélection, le député sortant de la Somme, François Ruffin, s'en est référé à la célèbre fable de La Fontaine pour s'inquiéter devant une poignée de journalistes réunis à Amiens d'une possible défaite aux législatives anticipées face à la candidate investie par le Rassemblement national. En prononçant ses mots, il esquissait un sourire fugace sur sa mine grave. C'est que la « tortue » est devenue l'un des emblèmes des mélenchonistes depuis que leur chef de file s'est présenté lors de la campagne présidentielle de 2022 -

dont il sortira avec un score plus qu'honorable de 21,95 % - comme « une tortue électorale sage ». Faut-il y voir un clin d'œil de la part de François Ruffin, qui cache de moins en moins son intention de dérober à Jean-Luc Mélenchon son hégémonie à gauche ?

On ne le saura pas. Les questions politiques ne sont pas à l'ordre du jour ce mercredi soir, au pied des tours d'immeuble d'un quartier populaire du nord d'Amiens. La horde de journalistes qui le suit à la trace a beau insister, François Ruffin ne dira rien de ses ambitions nationales. « Ce n'est pas le sujet », serine-t-il, plaidant seulement pour une « incarnation plurielle » façon équipe de football. C'est pourtant ses conseillers qui ont invité les médias nationaux ; un duplex sur BFMTV a sa-

vamment été organisé depuis Amiens, avant un autre à la télévision locale. Ainsi avance le candidat putatif à la présidentielle de 2027 : un pied dans sa circonscription qui a tout pour basculer au RN, un autre dans les discussions sur l'avenir de la gauche.

Il lui faudra bien marcher sur ces deux jambes s'il veut poursuivre ses rêves ascensionnels. « En politique, la légitimité s'acquiert par le suffrage universel. S'il se fait battre par le RN dans la Somme, il peut oublier ses ambitions nationales », résume un vieux routard socialiste. L'équation se révèle compliquée pour François Ruffin. Sa circonscription, la première de la Somme, a propulsé la droite nationale à un niveau record aux élections européennes dimanche (45,91 %), loin du score cumulé des quatre partis de gauche



François Ruffin, en campagne, mercredi, à Amiens (Somme) pour reconquérir son mandat. FRANÇOIS NASCIMBENI/AFP

entre le PS et LFI



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

À gauche, la dissolution a empêché la recomposition

À gauche, le scénario Mélenchon l'a emporté sur le pari Macron. Non sans mal, non sans ambiguïté, non sans arrière-pensées, non sans frotements et non sans embarras, une nouvelle forme d'union dont LFI reste le pôle dominant s'est imposée. À rebours du rêve du chef de l'État d'attirer à lui toute la sensibilité non radicale de cette famille.

Le calcul présidentiel avait pourtant sa pertinence. Depuis deux ans, des outrances parlementaires des Insoumis à leur refus de dénoncer clairement le Hamas, une digue faite de principes les plus essentiels semblait s'être érigée entre deux gauches qu'un Manuel Valls, il y a déjà dix ans, avait qualifiées d'« irréconciliables ». Mélenchon, plus jamais ! prétendaient ceux qui espéraient, dans l'élan de la campagne de Raphaël Glucksmann, la renaissance d'une gauche pleinement démocratique. La Nupes était morte, et ces européennes devaient l'enterrer.

Certes, cette social-démocratie régérée prévoyait de se construire dans une opposition résolue à Emmanuel Macron. Mais qui sait si la rupture avec « l'ogre » mélenchoniste n'allait pas faciliter des discussions, des convergences, voire des rapprochements futurs. Qui sait si l'espoir de « majorités de projets » n'allait pas pouvoir enfin se reconstituer. C'était du moins le calcul du chef de l'État ; un calcul torpillé par la dissolution décidée par le même chef de l'État.

Macron a voulu provoquer une « clarification ». Elle ne s'est pas produite dans le sens souhaité. « Vous nous obligez à refaire la Nupes », a lâché dès dimanche soir le président du groupe PS Boris Vallaud à l'ancien ministre Clément Beaune qu'il croisait sur un plateau de télé. La recomposition de la gauche supposait en effet un minimum de temps ; la dissolution l'en a privé. Voilà des semai-

nes que de nombreux acteurs de l'ex-Nupes prévoyaient de mettre sur pied une nouvelle union de la gauche, tenant à l'écart le clan Mélenchon. François Ruffin était leur tête de pont, et pourquoi pas leur fédérateur, pour arrimer une large frange des Insoumis au nouvel édifice.

Mais, dans l'urgence, il a fallu sauver les meubles. Les circonscriptions passaient avant les convictions. Raphaël Glucksmann n'ayant pas été assez rapide pour s'emparer du leadership de la recomposition, chacun a dû se résoudre à ce que les partis actuels négocient entre eux. Certes les discussions ont bien failli échouer sur la répartition des places, mais, en dépit de ses concessions, LFI reste la formation la mieux lotie. Dans ce « nouveau Front populaire », rien ne se fera sans les Insoumis ; donc sans Mélenchon. Le triple candidat à la présidentielle a beau feindre de ne pas exiger le poste de premier ministre en cas de victoire, le trop-plein de candidats (Fabien Roussel, François Ruffin...) joue en sa faveur.

Ce n'est pas Marine Le Pen qui s'en plaindra. Le visage mélenchoniste de ce « nouveau Front populaire » provoquera le vote barrage qu'elle était seule à susciter autrefois. Le bloc central se met aussi à espérer : faire campagne sur le thème d'un double rejet des « diables » Le Pen et Mélenchon sera-t-il le moyen de fédérer les modérés de tous bords ? Encore faudrait-il que le rejet de Macron ne soit pas plus fort encore. ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME
TABARD

DANS LA MATINALE
DE DAVID ABIKER
avec LE FIGARO



lance sa campagne locale

(26,33 %). « Nous avons deux semaines pour rattraper 18 points », a répété François Ruffin mercredi soir. En oubliant de préciser qu'il reste favori face au RN. Le parti de Marine Le Pen a investi la même candidate qu'en 2022, Nathalie Ribeiro-Billet, qui n'avait recueilli que 22,58 % des voix au premier tour, puis 38,99 % au second. Mais dramatiser l'enjeu devant les militants permet à la figure de la gauche radicale de lutter contre « l'indifférence et la résignation », qu'il identifie depuis le nord d'Amiens comme « ses pires ennemis ».

Debout sur un banc, en face d'un magasin Leader Price, François Ruffin chauffe ses troupes à blanc. « Vous allez être mes voix et mes visages dans les jours à venir », lance-t-il à la petite foule amassée, qui s'engouffrera bientôt, au son d'une batucada, dans les escaliers sans fin des tours avoisinantes pour un porte-à-porte XXL. Après une diatribe au vitriol contre le président

Manon Aubry qu'une seule fois, chez lui, à Amiens, pour parler de l'urgence sociale qui frappe son territoire. « Évidemment qu'il faut un cessez-le-feu immédiat à Gaza, évidemment qu'il faut tout faire pour aider l'Ukraine, mais le quotidien des gens, ce n'est pas cela », avait-il déclaré, se distinguant de la stratégie du noyau dur mélenchoniste qui a tout misé sur la mobilisation pro-palestinienne pour étendre son emprise électorale. Une fois de plus, Ruffin a maillé à partir avec Mélenchon. Au pied de la cité des Pigeonniers, mercredi soir, le candidat à sa réélection n'a pas manqué toutefois de rappeler son engagement pour la reconnaissance d'un État palestinien.

La circonscription ne compte pas que les quartiers populaires du nord d'Amiens. Elle s'étend jusqu'à Abbeville, qui a voté à plus de 40 % pour le RN aux européennes, en passant par Domart-en-Ponthieu (56 %) ou Picquigny (50 %). Le territoire illustre parfaitement « la France des tours » et « la France des bourgs » que François Ruffin a pour projet politique de réconcilier. Son « députéur » se poursuivra dans les prochains jours sous ces clochers picards ensevelis par la vague mariniste. En mode commando, celui qui revendiquait lundi le « capitaine » du Front populaire en gestation dans les QG parisiens des partis a fait part depuis Amiens de son impatience. « Chaque jour qui passe est un jour perdu dans notre combat contre l'extrême droite. Nous n'avons pas le temps d'attendre la fumée blanche. En 1936, le Front populaire a eu deux ans ; nous, nous avons deux semaines », a clamé le candidat picard.

Comme s'il voulait montrer l'exemple, un kakemono aux couleurs de son « Front populaire » a été déployé sur l'asphalte et un tract vante « dix mesures concrètes » dont aucune ne semble prêter le flanc à la contradiction à gauche. Exactement la méthode que François Ruffin défendait lundi au lancement de son site internet « Front populaire 2024 », qui a déjà recueilli 420 000 soutiens. ■

Le camp Macron à la recherche des électeurs de Raphaël Glucksmann

Louis Hausalter

La pêche à l'électeur de Raphaël Glucksmann est ouverte. À l'Élysée, à Matignon et au QG de campagne macroniste, on jette désespérément des filets pour tenter de capturer cette espèce devenue très convoitée depuis les élections européennes. Avec ce parti incertain que, parmi les 13,8 % d'électeurs à avoir glissé dimanche un bulletin PS-Place Publique dans l'urne, certains (re)viennent vers la macronie aux législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains. Rebutés par la reconstruction d'une alliance de la gauche avec Jean-Luc Mélenchon et désireux d'un vote utile pour faire barrage au Rassemblement national.

Deux épouvantails que Gabriel Attal s'est employé à agiter jeudi, au micro de France Inter. Le premier ministre en a appelé aux « électeurs sociaux-démocrates de gauche » et a montré du doigt l'alliance en cours entre le Parti socialiste, Les Écologistes, le Parti communiste et la France insoumise. « Ça me rend triste de voir les sociaux-démocrates faire alliance avec le NPA de Philippe Poutou », a-t-il déclaré. « Ça me rend triste de voir ceux qui ont inventé la laïcité se retrouver avec ceux qui carburant au communautarisme. Ça me rend triste de voir ceux qui ont été les défenseurs de Dreyfus avec ceux qui sont poursuivis pour apologie du terrorisme parce qu'ils ont refusé de condamner ce qui s'est passé le 7 octobre », en référence à l'attaque terroriste du Hamas contre Israël.

Emmanuel Macron avait tenu à peu près ce langage lors de sa conférence de presse, la veille, en s'adressant à cette « gauche républicaine et ses dirigeants, qui avaient exprimé, semble-t-il, des choix clairs durant cette campagne européenne, sur la social-démocratie, l'économie sociale de marché, l'Euro-

pe ». Et le chef de l'État de fustiger une alliance « avec l'extrême gauche qui s'est, durant la même campagne, rendue coupable d'antisémitisme, de communautarisme, d'antiparlementarisme ». « S'il y en a un qui doit se retourner dans sa tombe aujourd'hui, c'est Léon Blum », s'est-il indigné en évoquant le nouveau « Front populaire » formé sur les ruines de la Nupes, avec des négociations accélérées sur les circonscriptions et le programme.

Depuis que Jean-Luc Mélenchon a déclaré, mercredi sur France 2, qu'il se sentait « capable » d'être premier ministre - et qu'il n'a pas été désavoué par le premier secrétaire du PS, Olivier Faure - le camp présidentiel pense tenir un argument de poids. « Est-ce que les Français qui ont voté pour Glucksmann sont à l'aise avec cette nouvelle Nupes ? », fait-on mine de se interroger dans l'entourage présidentiel, qui n'y va pas par quatre chemins : « Si la gauche prend le pouvoir, leur premier ministre sera Mélenchon, et ce sera un bordel absolu. »

Réservoir limité

L'argument peut-il porter sur le terrain ? « LFI a un effet repoussoir dans mon département », constate Olga Givernet, députée Renaissance de l'Ain, qui veut croire que les électeurs de Glucksmann se tourneront vers elle. « Un certain nombre d'électeurs ont probablement voté Glucksmann parce qu'il était plus européen et plus modéré que LFI sur beaucoup de sujets, estime Marc Ferracci, lui aussi reparti en campagne chez les Français de Suisse et du Liechtenstein, une circonscription habituellement acquise à la macronie, mais où la liste Glucksmann (20 %) a talonné celle de Valérie Hayer (24 %) dimanche. J'espère que le fait de voir LFI devenir la force dominante au sein de la Nupes, que je continue d'appeler Nupes, avec des divergences profondes sur des sujets comme le nucléaire, l'Europe ou le

rapport à la République, va pousser un certain nombre de personnes vers un pôle central stable dans ses convictions. »

Le réservoir est pourtant limité. Selon un sondage Ifop-Fiducial pour Le Figaro, LCI et Sud Radio réalisé le jour des européennes, Raphaël Glucksmann a attiré 17 % de ceux qui ont voté pour Emmanuel Macron en 2022. L'essayiste a surtout pris sur sa gauche, chez les anciens électeurs mélenchonistes et écologistes. Par ailleurs, les appels du pied macronistes à cette France du centre gauche ne s'accompagnent pas tellement de gages sur la ligne suivie. « Si on veut attraper ces électeurs, je ne comprends pas du tout le maintien de la réforme de l'assurance-chômage », grimace un conseiller ministériel. Gabriel Attal a confirmé jeudi qu'un décret serait la vis sur les conditions d'indemnisation serait pris d'ici au 1^{er} juillet. La veille, Emmanuel Macron avait lui aussi assumé la réforme, tout en se disant ouvert sur les « modalités » dans le cadre de la nébuleuse « fédération de projet » qu'il entend constituer.

« Ce n'est pas une bonne mesure telle qu'elle est présentée », pointe lui aussi l'ancien ministre socialiste du Travail François Rebsamen, qui a rejoint la majorité en soutenant Emmanuel Macron en 2022. Le maire de Dijon a lancé jeudi un « appel au rassemblement des sociaux-démocrates » pour « former une coalition avec les républicains progressistes et européens du centre et de la droite de gouvernement ». « Beaucoup de citoyens sociaux-démocrates ont voté Glucksmann de bonne foi, estime-t-il. Mais c'est le moment où jamais de former un grand bloc central dans l'intérêt de la France, car il y a danger imminent d'une majorité relative ou absolue pour le RN. Un ennemi appelé à une forme de « front républicain » qui semble avoir perdu de sa vigueur, à force d'être ressassé par une macronie aux abois, qui n'a pas su endiguer cette poussée lepéniste. ■

« Chaque jour qui passe est un jour perdu dans notre combat contre l'extrême droite. (...) En 1936, le Front populaire a eu deux ans ; nous, nous avons deux semaines »

François Ruffin Député LFI sortant

de la République, déjà traité de « taré » à la télévision dimanche soir, le ton se veut moins fielleux contre les candidats du RN. Il intime à ses troupes de ne « pas les insulter » lors des tractages. « Vous devez donner à voir une gauche joyeuse, généreuse, et pas une gauche hargneuse, teigneuse », professe le candidat aux militants. Il n'y a qu'ainsi, pense-t-il, que sa famille politique peut damer le pion à « l'extrême droite ».

Difficile de ne pas voir dans ce plaidoyer pour « la joie » une réprobation, en creux, de la campagne brutale et cli-vante menée par les Insoumis aux européennes. Lui s'était tenu à l'écart, ne partageant l'estrade avec la tête de liste

Zemmour-Maréchal, l'impossible union de deux irréconciliables

Paul Laubacher

Le divorce a éclaté au grand jour mercredi.

Quelques semaines avant les européennes, Marion Maréchal a eu un flash. Elle s'est souvenue d'un épisode lointain. Un petit indiscret paru fin 2018 dans *Le Journal du dimanche*. Une éternité. « Quand Marine Le Pen imagine Marion Maréchal à la tête des Républicains », posait le titre. « Une fois aux commandes de LR, on fait des alliances. Imaginez Jean-Marie Le Pen à l'extrême droite, moi au Rassemblement national et Marion à LR, ce serait pas mal, non ? », pouvait-on y lire, selon des propos tenus par la présidente du RN. Un doux rêve qui ne s'est pas réalisé. Ce qui n'a pas empêché Marion Maréchal d'y repenser. Lorsqu'elle se repasse cette scène, la tête de liste Reconquête est à un moment crucial de la campagne. Elle tente désespérément d'abattre François-Xavier Bellamy, l'homme qui conduit la liste de droite. Elle se dit que si LR perd les européennes, il ne restera plus que des Le Pen à droite de l'échiquier politique. Marine Le Pen au RN, et elle à Reconquête, bien que le parti soit dirigé par Eric Zemmour. C'est certain, Jean-Marie Le Pen pourra alors être très fier de ses héritiers. Car Marion Maréchal repense aussi à ses relations familiales, à sa tante, à son grand-père. D'un coup, l'ancienne enfant chérie du camp national assure que les Le Pen ont toujours fait une chose : « Pardonnez-moi ». Le mot est le sien. Et venant de celle qui avait préféré rejoindre Eric Zemmour pendant la présidentielle de 2022, plutôt que de soutenir – même de loin – Marine Le Pen, ce n'est peut-être pas un hasard. « Dans la vie, il y a deux pôles d'attraction très forts : la famille, et le pouvoir. Or, Marine Le Pen concentre les deux pour Marion Maréchal, donc elle finira par revenir au RN. Et cela pourrait arriver plus vite qu'on ne l'imagine », décryptait récemment en privé le ministre de l'Économie et numéro deux du gouvernement sortant, Bruno Le Maire.

Tout cela date d'avant la déflagration du 9 juin. Avant les 5,47 % qui ont permis à Reconquête de faire élire cinq eurodéputés sous ses propres couleurs, une première depuis la création du parti. Avant, aussi, la dissolution surprise de l'Assemblée nationale par Emmanuel Macron, et la convocation de législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet prochains. Avant, toujours, que le tremblement de terre ne vienne percuter de plein fouet Marion Maréchal et

Éric Zemmour, ainsi que Sarah Knafo, la compagne et conseillère du nationaliste, réveillant les ambitions, les rancœurs et les suspensions de ce trio. Avant, enfin, que le président des Républicains, Éric Ciotti, annonce une « alliance avec le Rassemblement national », provoquant un séisme qui viendrait écraser tout le reste. Dont Reconquête.

Depuis mercredi soir, 22 h 01, Marion Maréchal n'est plus membre du parti. Éric Zemmour l'en a exclue en direct à la télévision, avec ses « trois compères en trahison » : Guillaume Peltier, Nicolas Bay et la conservatrice Laurence Trochu. « C'est le record du monde de la trahison », déplore le nationaliste, « écoeuré » et « blessé », accusant sa championne de lui avoir « menti ». « C'est moi qui l'ai désignée comme tête de liste, ce sont mes militants qui ont fait cette campagne. Les militants ont trahi pour elle, ont donné leur argent pour elle. Et au bout de 48 heures, elle trahit ces gens, elle les abandonne comme des chiens, comme de vieilles chaussettes », assène-t-il, disant y voir le signe d'un plan caché pour « rejoindre le clan familial ». Éric Zemmour a trouvé sa punition : « Elle est pour le regroupement familial ». Une virulence fuit d'une longue après-midi de règlements de comptes, dont le point culminant a été le bureau exécutif de Reconquête, la veille, qui a duré moins de dix minutes. Les mots y sont aérés. Marion Maréchal part au bout de cinq minutes. Guillaume Peltier et Nicolas Bay, au bout de huit. Ne restent qu'Éric Zemmour, Sarah Knafo et Stanislas Rigault, qui a lui été, en 48 heures, investi et désinvesti par le RN. La rupture est définitive.

Mercredi, Marion Maréchal donne donc rendez-vous aux médias devant l'Assemblée nationale. Face caméra, l'ancienne députée FN avait dénoncé la « triple faute » de celui qui était encore son patron : « Éric Zemmour a décidé, malgré notre opposition, de présenter le maximum de candidats contre cette coalition de droite dans toute la France ». Entourée de ses alliés, l'eurodéputée conclut par une bombe : elle appelle à choisir les candidats de l'alliance entre le RN et Éric Ciotti plutôt que ceux de Reconquête. Un proche d'Éric Zemmour s'étrangle en direct : « Elle ment. Il envoie à l'appui une capture d'écran fraîchement tirée d'une boucle Telegram : Guillaume Peltier et Nicolas Bay y demandent quand la commission d'investiture zemmouriste se réunira, et Sarah Knafo leur répond qu'il faudra



Marion Maréchal et Éric Zemmour (à gauche), le 9 juin, au soir des élections européennes.

proposer des candidats partout sauf en cas d'accord avec le RN. Où est la vérité ? Qu'importe. L'accord entre le parti de Jordan Bardella et celui d'Éric Zemmour n'aurait de toute façon jamais pu voir le jour.

Marion Maréchal dit avoir tout tenté, pour ne pas rater ce « moment historique » à la portée du « camp national ». Comprendre : une victoire dans les urnes le 7 juillet, qui ouvrirait grand les portes de Matignon et du gouvernement. Même si elle connaît la réponse

« Il y a deux Marion. Il y a Marion Maréchal et Marion Le Pen. Elle sera toujours tiraillée entre son clan et ses convictions »

Un proche de Sarah Knafo

avant même de poser la question, l'exclue du Vaulxuc profite de son rendez-vous, lundi, au siège du RN, pour proposer que Sarah Knafo et Éric Zemmour soient investis aux législatives. Elle image la création d'une « plateforme » pour accueillir les cadres et les élus de Reconquête désireux de s'arrimer au RN, dans le cadre d'un accord qui porterait sur une cinquantaine de circonscriptions. Et tant pis si cela prive au passage le parti zemmouriste des précieux financements publics.

Mais les discussions prennent fin moins de 24 heures plus tard quand Jordan Bardella, qui vient de toper avec Éric Ciotti, l'appelle. Trop de résistances internes. Éric Zemmour et tous ceux qui l'ont approché sont radioactifs. Des cadres RN la trouvent aussi trop gourmande, et s'agacent de l'entendre dire qu'elle souhaite discuter avec le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan. « Elle en fait trop », dit l'un d'eux. « Avec LR, on se crédibilise, pourquoi se rediaboliser avec Reconquête ? », questionne un intime de Bardella. Marion Maréchal accuse le coup, publie un communiqué pour fustiger

son ancien parti. Selon plusieurs sources, Marine Le Pen rattrapera personnellement l'affaire en investissant dans la nuit de mardi à mercredi deux proches de sa nièce sous étiquette RN et trois autres cadres de Reconquête.

Philippe Vardon, ami très proche de Marion Maréchal, fait le bilan de la séquence et compte sur ses doigts : « Éric Zemmour a viré trois vice-présidents, la présidente du seul mouvement allié et quatre de ses députés européens sur cinq ! » Des élus du 9 juin, il ne reste plus que Sarah Knafo. Philippe Vardon, ancien RN, soupire : « C'est la fin de l'aventure Reconquête. » Il parle pour Marion Maréchal, évidemment. Mais il parle aussi de ce parti, créé en décembre 2021 par l'homme et la femme qui voulaient dynamiser le camp national : Éric Zemmour et Sarah Knafo. « Que vont-ils faire du parti ? C'est Maréchal, Peltier et Bay qui l'ont structuré », assure un marioniste. Un autre assène : « C'est la conséquence logique des derniers mois. »

Les derniers mois ? Il parle de la campagne des européennes qui s'est transformée en long purgatoire pour Marion Maréchal. Un « calvaire », un « enfer », un « sabotage interne ». Tout a déjà été raconté, ou presque, sur cette aventure. Et après la crise, tout le monde fait le procès de tout le monde. « Éric Zemmour et Sarah Knafo ont voulu planter la campagne de Marion Maréchal », dit-on. L'absence de soutiens massifs, les coups de couteau dans les dos, les boucles Telegram devenues inaccessibles le dimanche de l'élection. Marion Maréchal, qui prônait un discours constructif à l'égard du RN, estimait qu'Éric Zemmour et Sarah Knafo, adeptes de la stratégie inverse, allaient lui couper la tête au lendemain des européennes. L'ancienne députée FN n'en pouvait plus, éreintée par les attaques de son propre camp. Les zemmouristes attendaient impatiemment la fin de la campagne. À chaque sondage quotidien, ils savaient. Allaient-ils passer sous la fatale barre des 5 %, seuil indispensable pour

décrocher des élus ? Ils disaient aussi ne rien comprendre à la campagne de Marion Maréchal, à ses silences, à ses « erreurs stratégiques ». Rétrospectivement, un proche de Sarah Knafo se dit une chose : « Il y a deux Marion. Il y a Marion Maréchal et Marion Le Pen. Elle sera toujours tiraillée entre son clan et ses convictions. » « Il y a un avant et un après décembre 2023. Avant, tout allait bien. Mais après avoir vu Marine Le Pen, elle avait complètement changé », explique un autre. Un jour, Éric Zemmour accable Marion Maréchal : « Tu t'exprimes comme si on était un petit parti. Réplique de l'intéressée : « Nous sommes un petit parti. » Charge de Zemmour, du tac au tac : « Jamais nous ne serons un parti satellite ! »

Pourquoi un tel conflit ? Les principaux intéressés jurent que tout cela s'est cristallisé durant la campagne des européennes. En réalité, il faut revenir plus loin en arrière, quand Éric Zemmour se lance dans la campagne présidentielle de 2022. L'homme est persuadé qu'il peut détrôner Marine Le Pen, qui ne pourra jamais accéder selon lui au pouvoir. Toute sa campagne est centrée sur cette idée. À force d'hésiter à le rejoindre, Marion Maréchal finit par l'agacer, ainsi que ses proches. Sans compter l'impact quasi nul de son ralliement sur la campagne, alors que d'anciens la comparaient à « la Bayrou de Macron ».

Les deux figures nationalistes s'alignent mais une différence profonde les séparera à jamais. Aux lendemains de la défaite d'Éric Zemmour à la présidentielle, et du succès du RN aux législatives, tous les yeux nationalistes sont rivés vers 2027. Éric Zemmour et Sarah Knafo planchent sur un plan. « Ils sont persuadés qu'ils affronteront Jean-Luc Mélenchon en 2027 », jure un cadre du parti. Cela suppose donc – à nouveau – d'essayer de disqualifier Marine Le Pen et le RN à tout prix. Marion Maréchal, elle, avait prévenu : « Jamais je ne m'opposerai à la victoire de Marine en 2027. » Pas question de s'y opposer en 2024 non plus. ■

Législatives : les huit promesses de campagne de Le Pen et Bardella

C'est un tract qui tient en une page. Au recto : Marine Le Pen, légèrement derrière Jordan Bardella, le président du Rassemblement national (RN). En petites lettres, en haut : « Pour un gouvernement d'union nationale ». En lettres capitales : « Bardella premier ministre ».

Et au verso : les huit thèmes de campagne que le RN veut porter pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet prochains. Cette profession de foi, que *Le Figaro* a pu consulter, doit être envoyée à tous les candidats du RN. Rien n'a été laissé au hasard dans ce document : à la fois les mesures qui y sont

écrites, mais aussi l'ordre dans lequel elles sont présentées. Cette profession de foi ne constitue pas encore le programme du RN pour la campagne électorale qu'il s'engage ni celui de la « plateforme » négociée avec Éric Ciotti, mais elle rassemble toutes les promesses du parti nationaliste. Et plus encore. Car Marine Le Pen et Jordan Bardella veulent construire la majorité la plus large, ce qui implique de parler au plus grand nombre d'électeurs possible, qu'ils soient de droite, de gauche, ou même de Reconquête.

Les trois premiers thèmes correspondent aux fondements du marisme, remis à la sauce des législatives. Un proche de Marine Le Pen prévenait récemment : « On ne peut pas présenter le programme présidentiel. » Au placard, par exemple, le grand référendum sur l'immigration, prérogative qui relève du

chef de l'État. Priorité au pouvoir d'achat, où le RN promet de « baisser les factures d'électricité, de réduire la TVA sur le gaz, le fioul et les carburants » ; à la sécurité, où il s'agit de « mettre fin au laxisme judiciaire à l'égard des délinquants et des criminels » ; et à l'immigration, où le parti nationaliste veut « réduire drastiquement l'immigration légale et illégale et expulser les délinquants étrangers ».

« Pour faire respecter les Français »

La suite, toujours selon l'ordre validé par Marine Le Pen et Jordan Bardella, porte sur l'agriculture, et préconise de « développer les circuits courts et lutter contre la concurrence déloyale ». Sur la santé, il s'agit de « réduire les déserts médicaux, soutenir l'hôpital public et sécuriser l'approvisionnement des médicaments ».

Si jamais le RN arrive à obtenir une majorité et que Jordan Bardella est nommé à Matignon, les deux figures nationalistes savent qu'ils hériteront de finances publiques dans un état dégradé. Ce que Marine Le Pen anticipe depuis plusieurs mois, en préparant les esprits à la situation budgétaire catastrophique du pays. Dès lors, le RN, qui a laissé entendre que l'abrogation de la réforme des retraites ne serait plus une priorité, promet de « stopper la multiplication des normes abusives qui pèsent sur les familles et les entreprises » et de « baisser le coût de l'immigration et lutter contre les grandes fraudes sociales et fiscales ».

Enfin, le dernier thème est très large. « Pour faire respecter les Français », le RN assure qu'il défendra la « souveraineté et les intérêts de la France en Europe ». Suffisamment vaste et consensuel pour espérer rassembler. ■ P.L.

Europe 1

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Édito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémolet de Villers du Figaro

À droite, l'interminable guerre de tranchées

Claire Conruyt, Emmanuel Galiero et Paule Gonzales

Entre les ténors anti-Ciotti et le président LR, la guerre politique se poursuit sur le terrain juridique.

La guerre des tranchées ne s'arrête plus. Jeudi, dans le chaudron des Républicains, Éric Ciotti a retrouvé son bureau de la place du Palais Bourbon malgré son exclusion actée par les ténors du parti, la veille. Une décision prise à la suite de l'alliance que le patron de la droite, désormais contesté, a voulu tisser avec Marine Le Pen en vue des élections législatives.

« Je suis président du parti, je vais à mon bureau, c'est tout », a lâché le député des Alpes-Maritimes, avant de diffuser une vidéo de lui-même reprenant ses quartiers dans un bureau immaculé, sur fond de musique épique avec un seul slogan : *Au travail pour la France*. Inflexible, malgré la forte détermination de ceux qui annoncent sa disparition imminente à la tête du mouvement LR, l'homme est contraint de mobiliser des huissiers pour évaluer le nombre de salariés sur lesquels il peut compter. Ciotti n'a pas l'intention de lâcher les rênes de l'appareil. Jeudi matin, il faisait la une du quotidien *Nice-Matin*, dans son fief, avec un titre choc : « Anatomie d'une chute ». Et dans le parti, certains promettent : *Il sera obligé de rendre les clés, l'argent et la carte bleue.* »

« Ils sont devenus fous »

Toujours combatif, Éric Ciotti continue de défendre un choix dicté par « les militants ». Il a saisi le tribunal judiciaire de Paris par référé pour contester son exclusion. Comme l'a révélé *Le Figaro*, l'action est dirigée contre Annie Genevard et François-Xavier Bellamy en ce que tous les deux se seraient comportés comme « présidents » du parti sans en avoir le mandat. Rien ne dit que le tribunal, qui doit examiner le recours ce vendredi matin, se déclare compétent. Les opposants du parlementaire nîçois déploient tous les moyens possibles pour le



Éric Ciotti, jeudi, à la fenêtre de son bureau au siège des Républicains, à Paris. QUENTIN DE GROEVE / HANS LUCAS VIA REUTERS

contrer, lui et ses soutiens. D'ailleurs, il est prévu qu'un nouveau bureau politique soit l'occasion d'annoncer plusieurs exclusions, notamment celle de Guilhem Carayon, président des Jeunes LR qui a fait le choix de suivre Éric Ciotti. L'intéressé n'en revient pas : « Ils sont devenus complètement fous et ne comprennent rien de ce que veulent les électeurs de droite. Bon courage pour justifier juridiquement que le président des Jeunes LR élu par les militants peut être démis de ses fonctions. Quid de ceux qui s'allient avec Macron ? » Cette nouvelle réunion des ténors en visioconférence doit acter à nouveau l'exclusion du chef. Celle-ci serait validée par le recensement de plus du quart des signatures des membres du Conseil national, selon les règles statutaires du parti, assure-t-on. « Près de 800 noms sur environ 2000 membres », souligne un ténor avant la fin de la récolte. « On fait ça pour se couvrir juridiquement, ça valide l'expulsion. Ça bétonne tout », soutient-on. « Ce nouveau BP ne fait que confirmer l'invalidité du premier organisé illégalement la veille », riposte Guilhem Carayon. Chez Ciotti, on considère que cette nouvelle initiative n'a toujours aucune valeur juridique.

Le conflit politique à ciel ouvert est aussi une course contre la montre infernale sur le terrain juridique, tandis que l'urgence oblige chaque camp à avancer sur les investitures. Les anticlottiistes, mobilisés autour de Laurent Wauquiez, continuent d'affiner leur stratégie. Michèle Tabarot, Patrick Hetzel, Nadine Morano et Roger Karoutchi se penchent sur les circonscriptions et ont pour mission de clore les investitures des vendredis. Outre les 59 députés sortants annoncés et les 22 noms désignés sous les couleurs LR jeudi matin, les élus promettent d'avoir des candidats « partout ».

Mais, quel que soit le nombre, la bataille des investitures reste un sujet sensible pour la droite, voire une question cruciale posée au cœur du jeu de massacre auquel assistent les militants LR. Car comment les électeurs feront-ils la différence entre les étiquettes LR et les étiquettes LR/RN ? Dans un camp comme dans l'autre, quelles seront les parades imaginées pour contourner ce problème ?

Certains adversaires d'Éric Ciotti craignent que nombre de candidats RN se ruent sur l'opportunité d'afficher le logo LR sur leurs affiches. « Aucun risque ! », soutient Daniel Fasquelle. Pour le trésorier des LR et maire du Touquet, « l'accord passé avec le RN n'a aucune valeur

juridique et Ciotti comme le RN prendraient le risque d'être condamnés dans l'heure en référé s'ils tentaient d'utiliser la marque LR ». Michèle Tabarot, présidente de la CNI (poste qu'Éric Ciotti lui a retiré, avant qu'il soit rétabli par les ténors) explique au *Figaro* que des avocats sont mobilisés sur le sujet et que des actions juridiques sont prévues pour contrer ce danger, « mortel pour tout le monde ».

« Il fait les fonds de tiroir »

Quand Éric Ciotti assure que 80 candidats sont concernés par son pacte électoral, ses opposants ironisent sur la difficulté qu'il aurait eue à le dénichier. « Il fait les fonds de tiroir, accuse le sénateur Bruno Retailleau. Il a pris le fichier de ceux qui n'ont pas été investis la dernière fois pour leur proposer, ô miracle, la chance de leur vie ! » Le patron de la droite sénatoriale annonce un barrage : « Nous ferons annuler leur bulletin et leur profession de foi. Ils ne pourront pas utiliser notre logo. Pas de label LR, le juge l'interdira. » Du côté de Laurent Wauquiez, on insiste : « Il n'y a qu'une seule CNI. Éric Ciotti n'en a aucune. Seuls nos élus seront LR et toutes les mesures juridiques seront prises s'il y a usurpation de logo. » Chez LR, certains cadres se félicitent de voir Laurent Wauquiez « prendre le lead » dans cette affaire. L'entourage du président de la région Auvergne-Rhône-Alpes assure qu'il prendra toute sa part dans cette campagne « collective » et fait observer que son annonce de candidature aux législatives en Haute-Loire est déjà un signal « d'engagement très fort ».

Dans les Bouches-du-Rhône, il en est un qui « accueillerait » Éric Ciotti et « tous ses soutiens, s'il en a besoin »... Au *Figaro*, Franck Allisio, ex-LR passé chez Le Pen et qui a relancé le « RPR » (marque rachetée par le RN en mars 2022), estime qu'Éric Ciotti est victime d'un « putsch ». Et avance : « Il est président des LR ! Il n'a pas besoin d'être accueilli par une entité amie. Son choix est salvateur. Comment l'avenir se construira-t-il ? Je ne sais rien. Mais évidemment, mon mouvement, le RPR, est ouvert à tous et si jamais il peut être utile à Éric Ciotti, tant mieux ! » ■

Amertume et fatalisme à Nîmes, la plus grande ville LR

Guillaume Mollaret
Nîmes

« Je suis vraiment le cocu de l'affaire... » Président du parti Les Républicains pour le département du Gard et fervent soutien d'Éric Ciotti jusqu'à l'annonce par ce dernier d'une volonté d'alliance avec le Rassemblement national, Richard Tiberino n'en revient pas du revirement décidé seul par son chef de parti. Cette position du président LR gardois est à l'unisson de l'ensemble des élus locaux de cette famille politique. Et si le département n'est assurément pas le plus gros pourvoyeur d'adhérents, il occupe tout de même une place symbolique puisque Nîmes, sa préfecture, est, avec 150 000 habitants, la plus grande ville de France tenue par un maire LR. En poste depuis 2001, Jean-Paul Fournier a toujours tenu une ligne claire vis-à-vis du Front national puis du RN. Une opinion renouvelée dès mardi dans un communiqué : « Je me mets en retrait des LR jusqu'à nouvel ordre. »

Quid de militants ? « Chez les Jeunes LR du Gard, nous sommes tous sur la même ligne que le maire de Nîmes », assure Clément Stevant, leur responsable qui, pour la première fois, représentera son parti aux législatives. Sympathisant du parti Les Républicains, « que je considère comme ma famille politique », Éric, 47 ans, dénonce lui aussi l'attitude d'Éric Ciotti. « Tout ça pour devenir ministre de Bardella... Cela alimente la pensée de ceux qui estiment que les politiques n'ont pas de conviction. Et ça, ça nourrit l'abstention », croit savoir ce professionnel de santé. Marie, une jeune retraitée croisée en centre-ville, n'est pas de cet avis. « Ce que

fait Ciotti, les électeurs LR l'ont fait avant lui. Il a juste quelques TER de retard ! Regardez le score du RN ici depuis quelques élections », invite celle qui a voté François-Xavier Bellamy dimanche dernier.

Bellamy en sixième position

Ils sont peu nombreux dans une ville pourtant fidèle à la droite traditionnelle depuis plus de vingt ans. Ici, avec 2643 voix seulement, la liste emmenée par Bellamy ne s'est pas classée en cinquième position (son rang national) mais au sixième rang, derrière la liste Reconquête de Marion Maréchal. Devant ce spectacle, Marc Taullelle jubile. Adjoint au maire de Nîmes jusqu'en 2021, il a été exclu de la majorité municipale à l'annonce de son ralliement au parti d'Éric Zemmour dont il est désormais le référent départemental. « Quand un parti n'a plus rien à dire, et c'est ce qui arrive aux Républicains, il ne peut que se déliter dans le temps », tacle ce médecin en retraite qui se réjouit du ralliement d'Éric Ciotti à un parti nationaliste. Localement, son parti ne présentera pas de candidat là où le RN est sortant... Ce qui ne concerne que deux circonscriptions sur six.

Non encarté mais de sensibilité de « droite républicaine », un élu gardois affirme : « Mon sentiment est celui que Ciotti achève un mouvement entamé depuis longtemps par les militants. Le vote UMP, puis le vote LR, s'est étiolé au profit de l'extrême droite. Les électeurs veulent quelque chose du niveau national et attendent parfois autre chose au niveau local. Il est difficile de leur faire la morale. » Dans de nombreuses communes du département, les listes de Jordan Bardella et de Marion Maréchal ont dépassé les 50 %. Au Grau-du-Roi, où le maire est divers gauche, elles ont même dépassé les 60 %. ■

TOUS UNIS PAR LE DON

Cet été, je donne mon sang... Et je viens avec des proches !

RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE

PARTAGEZ VOTRE POUVOIR. DONNEZ VOTRE SANG !

dondesang.efs.sante.fr

Attal, un chef de file en campagne pour se main

Tristan Quinault-Maupoil

Sans renoncer à la réforme de l'assurance-chômage, le premier ministre espère convaincre les électeurs sociaux-démocrates.

Il a choisi une table en terrasse et une grande tournée de bières pour marquer son entrée en campagne. D'abord silencieux après l'annonce surprise de la dissolution de l'Assemblée, le premier ministre a sonné jeudi à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) la mobilisation générale de son camp, à 17 jours du premier tour des élections législatives anticipées. « Je ne suis pas du genre à baisser les bras, je suis toujours mobilisé » malgré un « moment difficile », a promis le chef du gouvernement au côté du député macroniste local, Jean-Pierre Pont. Lequel aura fort à faire pour l'emporter. Bien davantage que dans le reste du pays, la commune dirigée par l'ancien ministre socialiste Frédéric Cuvillier a plébiscité le Rassemblement national aux européennes (41,68 %). « Je vois beaucoup de Français qui sont inquiets à l'idée que les extrêmes puissent remporter une majorité et diriger le pays. Évidemment je souhaite que ça puisse se traduire par un sursaut électoral », a insisté Gabriel Attal au lendemain de la conférence de presse d'Emmanuel Macron, où le président l'a chargé d'animer la campagne. « C'est bon que chaque projet soit porté. C'est pour ça que j'ai décidé que ce soit le premier ministre, pour la majorité présidentielle », a indiqué le chef de l'État au moment où ses partisans aimeraient que l'Élysée fasse profil bas.

C'est tout le sens du premier tract de la majorité, présenté le matin même au siège du parti présidentiel, Renaissance. Seule la photo de Gabriel Attal figure en pleine page au recto du prospectus. Une stratégie de nature à rassurer ministres et députés en campagne. Même si une coquille dans la rédaction d'une charge contre le RN « Non à l'alliance de l'approvisionnement » (sic) - trahit à quel point la dissolution a pris de court jusqu'aux macronistes eux-mêmes. « Je ne suis pas dans la sidération mais dans l'action », a

assuré le premier ministre sur France Inter, sans rappeler qu'il avait qualifié mardi de « brutale » la dissolution devant des parlementaires éconduits. Un cliché diffusé mercredi soir par la photographie de l'Élysée montre d'ailleurs le moment où, mines fermées et graves, Gabriel Attal et les ministres prennent connaissance de la décision du président.

Rester en course

Pour le locataire de Matignon, qui se représente dans son fief des Hauts-de-Seine, la dissolution pourrait aboutir à l'interruption brutale de son bail au lendemain du second tour des législatives, le 7 juillet. Soit moins de six mois après sa nomination. Mais Gabriel Attal entend rester en course. « Moi je veux servir, je veux être utile à mon pays. Avec les candidats (macronistes), je me présente évidemment pour pouvoir agir », a-t-il glissé sur France Inter. Avant de se dire « favorable » lors de sa déambulation à Boulogne-sur-Mer à un débat télévisé « entre ceux ou celles qui ont été plus ou moins identifiés comme potentiellement premier ministre à l'issue de ces élections, M. Bardella pour l'extrême droite et ses alliés, M. Mélenchon pour l'extrême gauche et ses alliés, et puis moi-même pour ce bloc progressiste ». Bien que sa précédente confrontation avec le président du Rassemblement national, le 23 mai dernier, lui ait laissé un goût amer. Présenté par les commentateurs comme le grand gagnant sur le fond, le chef du gouvernement avait finalement vu Jordan Bardella en récolter les fruits dans les sondages puis dans les urnes.

Pour l'heure, c'est surtout contre l'alliance des partis de gauche que Gabriel Attal porte la charge. En prenant à témoin les électeurs socialistes : « Je me désole de voir que le PS, dont j'ai été membre, fasse aujourd'hui un accord de la honte avec La France insoumise. » « Je me mets à la place des électeurs de Raphaël Glucksmann, je



me dis qu'ils doivent se sentir tellement trahis. Ils ont entendu pendant toute la campagne des européennes "c'est fini avec Jean-Luc Mélenchon, c'est fini avec la Nupes", a-t-il suggéré dans l'espoir de les rallier à la voix « progressiste, républicaine, démocrate et sociale » de la majorité. Bien qu'il a confirmé que le même

temps qu'un « décret sera pris d'ici au 1^{er} juillet » pour réformer et restreindre l'assurance-chômage. Une équation incertaine tant ce projet hérisse à gauche et jusqu'au sein de la majorité. Elisabeth Borne, qui s'attend à une campagne difficile dans le Calvados, a déjà exprimé ses réserves en avril dernier. À Boulogne-

sur-Mer, Gabriel Attal n'a pas manqué d'être interrogé sur le sujet. En juin 2022, c'était le projet de réforme des retraites qui avait déjà plombé la campagne de la majorité. Récemment, dans ses déambulations pour les européennes, d'anciens électeurs déçus lui en parlaient d'ailleurs encore. « Au moins nous, c'est clair », veut

Édouard Philippe : « L'avenir du pays n'est pas dans cette alliance avec le Rassem

Propos recueillis par
Loris Boichot

Dans *Le Figaro*, l'ex-premier ministre invite « tous les démocrates » à se rassembler « avant le premier tour » des législatives anticipées du 30 juin et du 7 juillet. Il revendique une « indépendance » nouvelle pour son parti, Horizons, qui a « vocation » à « grandir ».

LE FIGARO. - Cette dissolution surprise était-elle vraiment nécessaire après votre échec aux européennes ?
ÉDOUARD PHILIPPE. - Savoir si l'on est pour ou contre la dissolution, c'est un sujet intéressant, mais ce n'est pas le sujet. C'est une décision qui appartient au président. Elle a surpris les Français, elle n'a pas été spontanément comprise et elle a suscité de l'étonnement, parfois peut-être de la colère. Mercredi, le président a expliqué sa décision clairement. C'était utile. Dans une démocratie, redonner la parole au peuple ne peut de toute façon jamais être considéré comme un problème. Il nous faut désormais construire une nouvelle majorité, afin d'éviter que la majorité ne soit confiée à l'extrême droite de Marine Le Pen, ou à ce prétendu « Front populaire ». Je vais m'y engager avec beaucoup d'énergie et d'esprit combatif.

Ces législatives anticipées ouvrent une période très risquée pour la majorité sortante. Craignez-vous sa disparition ?
Le président de la République a appelé à la clarification. En prononçant la dissolution, il a mis un terme à la majorité présidentielle telle qu'elle fonctionnait depuis 2022. Il faut donc désormais construire quelque chose de neuf. Je ne crois pas que la même architecture de la majorité puisse être reproduite à l'identique, avec uniquement une ou deux personnalités qui nous rejoindraient. Il s'agit donc de recomposer une toute nouvelle majorité parlementaire.

Passer d'une « majorité présidentielle » à une « majorité parlementaire », qu'est-ce que cela veut dire ?

Aucun parti, à l'intérieur du bloc central, n'est en mesure, à lui seul, d'être majoritaire et de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour le pays. Il faut donc que nous nous préparions à travailler les uns avec les autres. Pas à nous fonder dans un conglomérat non identifié, mais à nous entendre sur l'essentiel pour faire avancer le pays. Cette nouvelle majorité parlementaire ne peut pas être un accord d'appareils discuté dans une arrière-cuisine, après l'élection. C'est une forme de coalition, sur la base d'un projet commun, dans le respect de la spécificité des uns et des autres. La stratégie d'Horizons, c'est l'ouverture, la main tendue.

À qui tendez-vous la main ?

À tous les démocrates, de la droite conservatrice aux sociaux-démocrates, attachés à l'économie de marché, proeuropéens, soucieux d'ordre et de liberté. Je leur propose de trouver la voie d'un avenir commun, en restant ce qu'ils sont. C'est quelque chose de simple à faire. Il faut se mettre dans cette disposition d'esprit et dire, avant le premier tour du 30 juin : « On discutera. » Ceux qui se sont ouverts à la discussion seront aussi les bienvenus. Dans toutes les démocraties parlementaires, c'est comme cela que l'on procède.

Vous vous adressez en particulier aux LR, dont le chef, Éric Ciotti, a proposé une alliance inédite avec le RN ?

L'initiative d'Éric Ciotti m'est apparue consternante et contre-nature. L'avenir du pays n'est pas dans cette alliance avec le RN. Le parti de Nicolas Sarkozy, de Jacques Chirac et d'Alain Juppé, dans une large mesure issu du parti du général de Gaulle, n'a jamais composé avec l'extrême droite. Il ne peut pas composer avec un parti qui juge que la seule bonne façon de traiter l'impérialisme russe, c'est de ne pas énerver Poutine. Ce n'est pas l'intérêt de la France. Les responsables de LR

ont condamné l'initiative d'Éric Ciotti, ils ont eu raison et je leur rends hommage. Mais justement : tirons-en toutes les conséquences et discussions. Si certains veulent rejoindre Horizons, ils seront toujours bienvenus. S'ils veulent simplement travailler avec nous, ils seront les bienvenus aussi !

Vous avez raillé par le passé la droite conservatrice « Trocadéro », du nom du lieu où François Fillon avait tenu un meeting en 2017. Cette droite a maintenant sa place auprès de vous ?

Il y a beaucoup de gens qui étaient avec François Fillon au Trocadéro, avec lesquels j'ai pu avoir des désaccords, mais avec qui je peux parfaitement travailler. Sauf Éric Ciotti bien sûr. On peut travailler ensemble sans nier nos différences. Ce qui est important, c'est de dire le socle de ce que nous croyons. C'est de définir nos priorités pour le pays. J'ai exprimé clairement les miennes.

Lesquelles ?

La transformation, l'ordre, une ligne proeuropéenne. Nous ne pouvons pas rester immobiles dans un monde qui bouge à toute vitesse et qui est dangereux. L'immobilité, c'est probablement le pire des dangers. L'ordre, c'est l'ordre dans les comptes, c'est-à-dire transformer des politiques publiques qui ne fonctionnent pas et qui coûtent cher. C'est aussi l'ordre dans la rue pour régler un certain nombre de problèmes, dont la justice, maillon faible de notre système régalien. Un retour des peines planchers, notamment en matière de récidive, permettrait d'avancer, parmi d'autres propositions. C'est enfin l'ordre dans nos têtes : la France repose sur des principes. L'antisémitisme et les dérives en matière de laïcité, ce ne sont pas des options. Ensuite, il faut faire confiance aux Français, leur donner de l'espoir. Ce que montre une partie des votes, c'est que les classes moyennes ont le sentiment que leur avenir est confisqué, que leurs en-

fants vivront moins bien. Il faut que le travail paye pour que le pouvoir d'achat augmente. Il faut que la liberté à l'école et les services publics permettent de corriger les inégalités de naissance. Enfin, on ne peut pas exprimer de bémol sur la construction de l'Europe. Voilà le socle de principes que je crois nécessaires.

Devez-vous faire plus en matière d'immigration ?

La majorité sortante n'est pas naïve. Gérard Darmanin non plus, et je le salue son action à l'Intérieur. Mais nous devons être encore plus fermes sur l'immigration. J'ai notamment proposé de dénoncer l'accord de 1968 avec l'Algérie, pour revoir les dispositions en matière de droit de séjour avec ce pays. Il y a des choses que nous n'avons pas faites, que nous pouvons faire.

Estimez-vous qu'il y a un lien entre l'immigration et l'insécurité ?

Je trouve ce débat curieux. Il n'y a pas tellement de doute là-dessus. Quand la proportion de faits délictueux commis par des étrangers ou par des étrangers en situation illégale est supérieure à la proportion de ceux-ci dans la population, c'est un fait. Il faut donc regarder cette réalité en face, la quantifier et la traiter. En respectant nos valeurs et avec fermeté.

Votre camp, s'il est reconduit au pouvoir, doit-il moins dépenser ?

Oui. Nous devons cesser de considérer que les problèmes se règlent avec plus d'argent public. Notre niveau de dette nous place dans une situation de fragilité. Ceux qui pensent que notre niveau de dette n'est pas un problème sont dangereux pour l'avenir du pays. Remettre de l'ordre dans les comptes, c'est se prémunir contre une crise financière.

Comprenez-vous les électeurs séduits par le « Front populaire » face au RN ?
Je leur dis simplement : regardez bien. Derrière ce prétendu « Front populaire », il y a des gens qui se sont insultés et qui, d'un coup de baguette magique, préten-



« Il faut donc que nous nous préparions à travailler les uns avec les autres », souligne Édouard Philippe. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

tenir à Matignon



croire le premier ministre en attaquant Jordan Bardella, qui ne fait plus de l'abrogation du texte une priorité en cas de victoire dans trois semaines. Après avoir pourtant prospéré sur son rejet. Il en faudra sûrement davantage pour ramener au bercail les voix égarées par sept ans d'exercice du pouvoir. ■

Gabriel Attal, jeudi, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), lors de son premier déplacement de campagne pour les élections législatives. DENIS CHARLETT/AFIP

blement national »

dent pouvoir gouverner ensemble. Avec qui ? Pour faire quoi ? Ils sont bien incapables de le dire. Chez eux, j'ai vu des gens de LFI traiter de tous les noms ceux qui considéraient qu'on devait à la fois pleurer les morts israéliens et les morts à Gaza. Ils sont en désaccord profond sur l'Europe et la politique étrangère, certains d'entre eux utilisent tous les codes de l'antisémitisme, à dessin. Ce « Front populaire », c'est la preuve navrante que Jean-Luc Mélenchon utilise toutes les ficelles du marketing électoral. Un certain nombre de gens issus de la gauche le pensent aussi.

« Il nous faut désormais construire une nouvelle majorité, afin d'éviter que la majorité ne soit confiée à l'extrême droite de Marine Le Pen, ou à ce prétendu "Front populaire" »

Comment éviter que l'élection se transforme en référendum anti-Macron ? Il y a toujours, dans les élections qui sont organisées à mi-mandat, une partie du vote qui est une réaction à la situation politique, à la personne du président de la République et aux décisions du gouvernement. Ça s'est déjà vu. Mais la question posée aux Français est : qui va être majoritaire et qui va être le chef du gouvernement ? M. Bardella ? M. Mélenchon ? Ou est-ce qu'on considère que Gabriel Attal, premier ministre, ou un autre, peut construire quelque chose avec ceux qui veulent continuer à faire avancer le pays ? La question n'est pas de savoir si on aime ou pas le président de la République. Il est élu président de la République. Et vous savez quoi ? Il n'est pas candidat aux législatives.

Y aura-t-il plus de candidats Horizons en lice qu'il y a deux ans ? Oui. Nous espérons approcher la centaine de candidats.

Une centaine, c'est deux fois plus qu'en 2022. Comment l'expliquer ? Nous sommes mieux organisés aujourd'hui qu'il y a deux ans, avec des implantations locales plus nombreuses, plus d'adhésions - particulièrement depuis dimanche soir -, et une capacité plus forte à travailler avec les partis de la majorité. Horizons a une caractéristique : il est à la fois une partie de la majorité ancienne et il milite très puissamment pour l'organisation d'une majorité nouvelle. Nous serons utiles, en apportant un esprit d'ouverture, une aspiration à être autonomes et à travailler avec les autres.

En tant que sous-couleurs, Horizons entre-t-elle l'alliance de 2022 conclue avec Renaissance et le MoDem ? Nous avons bien travaillé avec eux, et nous souhaitons continuer à le faire. Nous n'allons évidemment pas présenter de candidats contre les députés de la majorité sortante. Mais nous avons envie d'affirmer et d'assumer notre indépendance. C'est normal qu'un parti politique parte sous ses couleurs. Nous sommes des partenaires loyaux. Dès qu'il s'agit de travailler avec d'autres dans l'intérêt de la France, je le ferai. Notre vocation, c'est de grandir. Mais je ne suis pas obnubilé par les partis. La France, c'est toujours plus important qu'un parti politique. L'hégémonie partisane, ce n'est jamais bon lorsque c'est au détriment de l'intérêt de la France.

Et vous ? Que répondez-vous à ceux qui suggèrent que cette instabilité remet en cause votre stratégie pour 2027 ? Je leur dis de ne pas avoir peur. Personnellement, je n'ai pas peur.

Le président a évoqué mercredi « les ambitions personnelles (...) contrariées par les événements actuels ». Qu'est-ce que cela change pour vous ? Les circonstances changent.

Et le reste ? Le reste ne change pas. ■

En quête d'élargissement, le camp Macron attend un signe des oppositions « modérées »

Louis Hausalter et L. B.

Derrière son pupitre tricolore, Emmanuel Macron rêve à haute voix. Il imagine une « fédération de projets » avec les « sociaux-démocrates », les « écologistes » et la « droite gaulliste », devant les journalistes qu'il a réunis ce mercredi, à Paris. Il promet qu'il est « prêt à intégrer » leurs « propositions » pour les législatives. Son programme n'est pas « fermé », assure-t-il, appelant à « bâtir des compromis plus vite et plus fort » dans un futur « accord de gouvernement ». Ainsi va la vie d'un chef de l'État qui vient de dissoudre l'Assemblée et s'est contraint à un nouveau casse-tête : trouver des alliés pour espérer continuer à gouverner.

L'opération est délicate. Au siège de Renaissance, du Mouvement démocrate (MoDem) et d'Horizons, les stratèges guettent les députés sortants jugés « constructifs ». Le sont-ils suffisamment, au point qu'ils peuvent les épargner en ne présentant pas de candidat face à eux ? L'espoir est de les retrouver ensuite dans l'Hémicycle, en partenaires. Le temps presse : les candidatures doivent être déposées en préfecture d'ici à dimanche, 16 heures.

Par petites touches, quelques compromis sont trouvés. Selon les informations du Figaro, il a été acté jeudi que la quasi-totalité des 22 députés sortants du groupe

hétéroclite Liot - qui comptent dans leurs rangs socialistes anti-Insoumis, membres de l'UDI, nationalistes corses et ultramarins - n'auront pas de concurrent Renaissance. À commencer par leur président, Bertrand Pancher, dans la Meuse.

« Indépendance » à Horizons

Dans le camp présidentiel, Édouard Philippe se sent particulièrement disposé à tisser des liens de part et d'autre. Dans un entretien au Figaro, il invite « tous les démocrates, de la droite conservatrice aux sociaux-démocrates », à se rassembler « avant le premier tour ». Comme Emmanuel Macron, il parle sur l'effet repoussoir d'une alliance à gauche avec les Insoumis et de l'alliance à droite avec le RN. Ces derniers jours, il s'est entretenu avec les présidents du Sénat, de la région Île-de-France et de la région Grand Est, Gérard Larcher, Valérie Pécresse et Franck Leroy. Mais il est difficile de s'accorder partout entre alliés. Si la coalition « Ensemble pour la République ! » a été relancée jeudi, à l'issue d'un comité stratégique de campagne, Horizons acquiert une étiquette en préfecture et des règles de financement propres. Édouard Philippe assume auprès du Figaro une ligne d'« indépendance », avec une centaine de candidats espérés, soit presque deux fois plus qu'il y a deux ans.

À droite, les macronistes visent Les Républicains (LR) opposés au « pacte du diable », selon l'expression d'Emmanuel Ma-

cron, entre leur président, Éric Ciotti, et le RN. En Savoie, la ministre MoDem Marina Ferrari n'aura pas d'adversaire LR, tandis que les deux députés du parti de droite seront épargnés. Dans le Nord, deux transfuges de la droite ont été investis jeudi : l'ex-député LR Sébastien Huyghe et le conseiller départemental Jean-Noël Verfaillie. À gauche, un ex-membre du Mouvement des jeunes socialistes, Tarik Mekki, se lance.

En attente de prises de guerre, Renaissance investit des candidats issus de ses rangs, défaits en 2022 ou nouveaux prétendants. Le secrétaire général du parti, Stéphane Séjourné, par ailleurs ministre des Affaires étrangères, se déclare pour la première fois à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), coiffant au poteau le sortant Emmanuel Pellerin. Son porte-parole, Loïc Signor, livre aussi une bataille inédite face au médiatique Insoumis Louis Boyard, dans le Val-de-Marne.

Dans la précipitation, certains couacs sont relevés. Investi dans un premier temps dans son fief d'Annonay (Ardèche), l'ex-ministre Olivier Dussopt a finalement fait savoir qu'il renonçait à une candidature et « va chercher un travail ». Quant à Jean-Pierre Bataille, un proche de Xavier Bertrand dans le Nord, il a découvert, jeudi, avoir été présenté comme candidat d'Ensemble : « Je ne sais pas si c'est une erreur, une maladresse ou de la récupération ». Des limites de l'élargissement. ■

RMC

EURO TALK SPORT

UEFA EURO 2024™

DU 14 JUIN AU 14 JUILLET

100% DES MATCHS EN INTÉGRALITÉ

RMC

INFO TALK SPORT

UEFA

EURO2024

GERMANY

RADIO OFFICIELLE

© France Sport

Anne Rovani

La nouvelle campagne qui débute à Bruxelles pour la tête de liste s'annonce rude, alors que les libéraux français sortent affaiblis des élections européennes.

Valérie Hayer, chef de file d'une majorité présidentielle écrasée par le RN et talonnée par le PS dimanche, est loin d'en avoir fini avec les élections. Celle qui est aussi la présidente sortante du groupe Renew au Parlement européen est en campagne pour conserver ce poste. Propulsée en janvier à cette fonction après le départ de Stéphane Séjourné au quai d'Orsay, l'intéressée est candidate à sa succession. Elle l'a annoncée lundi. L'élection est prévue le 26 juin. Elle dispose de moins de deux semaines pour convaincre les eurodéputés Renew de la soutenir.

La campagne en cours pourrait ne pas être couronnée de succès. Comme ce fut le cas de la campagne menée en France, durant laquelle la tête de liste n'aurait pas bénéficié du soutien auquel elle aurait pu prétendre, souligne un cadre de Renew. « On faisait des notes qui ne lui arrivaient pas. On essayait de l'alerter sur des sujets dont elle aurait pu se saisir, mais l'information ne passait pas », illustre-t-il, pointant par ailleurs la visite surprise et « problématique » du premier ministre, Gabriel Attal, lors du débat de la candidate à Radio France. « Tout le dispositif de campagne n'a fait qu'affaiblir Valérie. Elle n'a jamais pu compter sur les équipes de l'Elysée et de Matignon », ajoute-t-il.

Valérie Hayer est, cette fois encore, face à des vents contraires. Question d'arithmétique, d'abord. Si la France est toujours la première délégation nationale au sein de Renew, elle a dangereusement fondu dimanche soir, passant de 22 à 13. Et le recul important de Renew au sein de l'hémicycle de Strasbourg – 79 sièges contre 102 dans l'Assemblée sortante – tient pour moitié à la claquette que les électeurs français ont voulu infliger à Emmanuel Macron au travers des candidats de la majorité.

Dans ce contexte, la question de la reconduction de Valérie Hayer est clairement posée. Notamment parmi les élus membres de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (Alde), qui siègent aussi dans le groupe



Valérie Hayer, lors d'une conférence de presse, lundi au Parlement européen, à Bruxelles, annonce sa candidature à sa succession. KENZO TRIBOILLARD / AFP

Après la claquette des européennes, Hayer tente de garder la tête du groupe Renew

Renew. « Ce sera plus difficile », lâche un membre. Alde, qui pesait déjà lourd en 2019, est ressorti numériquement encore plus fort dimanche soir. Selon les résultats toujours provisoires – ceux de l'Irlande ne sont toujours pas tombés –, ce parti détient 55 sièges d'eurodéputés, soit 70 % du groupe. « Est-ce qu'une entreprise détenue à 70 % par un actionnaire est dirigée par les 30 % restants ? », interroge-t-on.

Une candidate fragilisée

Sans compter qu'à cette supériorité numérique s'ajoutent aussi des positionnements idéologiques différents. Beaucoup moins libéraux que leurs collègues, notamment sur le commerce et sur les questions budgétaires, les Français sont encore moins au centre

de gravité du groupe qu'ils ne l'étaient en 2019. « Il n'y a plus d'Espagnols, de Roumains... », énumère un membre de la délégation française, pointant la bonne résistance du FDP allemand.

Dans les rangs d'Alde, certains poussent désormais la candidature alternative de la Belge Sophie Wilmès, ex-première ministre, ex-ministre des Affaires étrangères. « Il vaut mieux une femme expérimentée et gagnante qu'une femme inexpérimentée et perdante », souligne un soutien. Au vu des scores enregistrés par sa liste, Sophie Wilmès pourrait aussi obtenir une responsabilité importante dans le futur gouvernement belge. Pour l'heure, l'élue MR n'a rien dit de ses intentions.

La candidate macroniste n'a pas non plus marqué des points ces derniers

jours. Son absence, dimanche soir, au Parlement européen de Bruxelles, n'est pas passée. Alors que les chefs de file de tous les autres groupes étaient sur place, elle a annulé sa venue en catastrophe du fait des annonces du président. « Pour la France, c'est normal. Mais pour les autres pays, c'est peut-être trop arrogant », ironise un membre de Renew.

Mercredi, à l'occasion de sa conférence de presse, Emmanuel Macron n'a pas non plus envoyé le signal adéquat. « L'élection de dimanche, c'est une élection européenne. Je n'étais pas tête de liste aux européennes », a déclaré le président. Depuis, ces quelques mots tournent au sein du groupe, fragilisant d'autant plus la candidate.

Au sein de la délégation française, ses ambitions également font débat. Ne se-

rait-ce que parce que les élus alliés de Renaissance – le MoDem, Horizons et UDI – sont désormais numériquement plus forts que ceux du parti présidentiel, 7 contre 6. Si elle devait obtenir la présidence du groupe, des postes clés échapperaient mécaniquement aux autres eurodéputés, notamment les présidences de commission. Dans ce contexte, certains ont assez peu apprécié que Valérie Hayer annonce sa candidature sans discussion préalable avec les autres élus français. La candidate trace sa route et tente de sécuriser son élection en organisant le ralliement d'autres partis à Renew, notamment Volt, qui a décroché au final cinq sièges. L'entourage de Valérie Hayer affiche sa sérénité : « Cette élection est loin d'être perdue. » ■

« Coupée en deux blocs radicaux », Marseille ou l'« échec en grand » de Macron

Olivier Martocq
Marseille

A Marseille, le constat des urnes est d'une violence inouïe pour le camp présidentiel. Au soir des européennes, Jordan Bardella est arrivé en tête avec 30,14 % des voix, devant la liste LFI (21,54 %), puis Raphaël Glucksmann (11,49 %). La majorité n'est que quatrième, avec 10,32 % des suffrages. Si la liste RN est en tête dans neuf arrondissements sur seize, camouflet supplémentaire, c'est dans les 10^e et 11^e arrondissements, en partie sur la circonscription de la députée Renaissance Sabrina Agresti-Roubache, qu'elle réalise ses meilleurs scores (avec respectivement 40,8 % et

43,59 % des voix).

Pour autant, la secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté et de la Ville ne baisse pas les bras : « Le président comme moi savons que nous faisons avancer les choses, même si ça prend du temps. Il m'a choisie parce que mon histoire personnelle illustre l'ascenseur social à la française. Une élection n'est jamais perdue d'avance. Des habitants m'ont avoué avoir choisi le RN dimanche pour envoyer un signal et m'affirment qu'ils voteront pour moi. Ils me connaissent. Me croisent le week-end sur le terrain. J'ai ma pelle, ma pioche et je vais creuser. »

Si, pour la macronie, les résultats de dimanche à Marseille sont une déflagration, c'est notamment parce que depuis son élection en 2017, Emmanuel Macron n'a cessé de s'engager pour cette ville. Il y a déjà effectué quatorze visites présidentielles officielles et considère Marseille comme sa « ville de cœur ». Un amour né pendant sa jeunesse à Amiens, à travers l'épopée de l'OM époque Tapie, selon les confidences livrées à Arthur Berdah, journaliste au service politique du Figaro et auteur du livre Emmanuel Macron, vérités et légendes (Éditions Perrin). « Macron est un animal politique à sang froid, explique l'un de ses relais dans la Cité phocéenne. Marseille lui permet de jouer sur la fibre populaire, la chaleur, la proximité... Et surtout de relever des défis jugés impossibles compte tenu de l'état de la ville et du système politique local. »

D'où l'annonce surprise de son plan

Marseille en grand, en septembre 2021. Une enveloppe de 5 milliards d'euros mobilisée par l'État, censée générer 15 milliards d'investissements sur des chantiers prioritaires comme la sécurité, les écoles ou encore les transports. Pour l'Elysée, Marseille devient dès lors un « laboratoire des nouvelles politiques publiques ». Dans un premier temps, un préfet est désigné pour suivre l'avancement des chantiers. Puis ce sera Sabrina Agresti-Roubache, une Marseillaise proche du couple Macron. Du reste, tel un maître d'œuvre, celui-ci viendra à plusieurs reprises sur le

terrain pour se rendre compte de l'avancée des programmes. Il est à Marseille, en juin 2023, quand débute les émeutes qui enflammeront la ville avec 48 heures de retard sur le reste de la France. Et, en mars 2024, il gratifie la Cité phocéenne d'une visite surprise au lendemain de l'opération « Place nette XXL » contre le narcotraffic.

« Le problème, c'est que toutes ces séquences illustrent son incapacité à agir, analyse un élu Renaissance de la métropole provençale. À peine le président reparti, les trafics et les règlements de

comptes reprenaient. Quant à Marseille en grand, c'est une pétaudière, ça n'avance pas, c'est inaudible. » Romain Simmarano, président du collectif Génération pour Marseille qui réunit 600 jeunes venus de la droite, du centre et même de l'écologie, avance une autre explication : « On a donné les clés d'une Ferrari à un chauffeur d'auto tamponneuse ! Marseille en grand, c'est la chance historique de notre ville. Un effort colossal de l'État que les Marseillais ne voient pas venir à cause d'un seul homme, Benoît Payan. Le maire ne fait pas ce qui relève de sa compétence et bloque ce qui tient de la compétence des autres collectivités. Notre génération ne le lui pardonnera pas. »

À Marseille, Renaissance qui, comme LFI, compte trois députés dans l'Assemblée nationale dissoute contre un seul au RN, veut encore y croire. Notamment parce que les électeurs se sont moins mobilisés ici, avec une abstention à 50,89 % contre 48,6 % à l'échelle nationale. Reste que Renaud Muselier, président (Renaissance) de la région, est inquiet : « Quand on analyse les résultats des européennes, on voit une ville fracturée, coupée en deux blocs radicaux. LFI et le RN arrivent en tête dans tous les arrondissements. Ici, l'alliance Nupes/LFI fonctionne et véhicule la haine dans certains quartiers. Ce qui fait le jeu de l'extrême droite. Ce face-à-face mortifère est potentiellement très dangereux. Marseille, ce n'est pas ça ! La ville est plébiscitée par les touristes. Mais le positif est devenu inaudible. » ■

« Ici, l'alliance Nupes/LFI véhicule la haine dans certains quartiers. Ce qui fait le jeu de l'extrême droite. Ce face-à-face mortifère est très dangereux. Marseille, ce n'est pas ça ! La ville est plébiscitée par les touristes. Mais le positif est devenu inaudible »

Renaud Muselier

Président Renaissance de la région



À Marseille, la majorité est arrivée quatrième, avec 10,32 % des voix, derrière Jordan Bardella, 30,14 %, LFI (21,54 %) et Raphaël Glucksmann (11,49 %).

BORIS MONAT / AFP

La délinquance casse l'ambiance dans les petites villes de France

Jean-Marc Leclerc et Nicolas Mondon avec Fig Data

La situation se dégrade partout ou presque, dans ces zones rurales où le RN a enregistré des résultats historiques.

C'est la France des « p'tits patelins », comme l'avait baptisée il y a près de vingt ans le rappeur Kamini. Dans notre palmarès de la délinquance dans les toutes petites villes de France, celles de moins de 5 000 habitants, vous ne trouverez pas son bourg de Marly-Gaumont (Aisne). Mais il y a bien d'autres communes, autrefois si calmes, où les incivilités ont cédé le pas à d'authentiques actes de délinquance. Des crimes et délits suffisamment fréquents, en tout cas, pour que le sujet de l'insécurité s'invite dans les campagnes et même dans la campagne tout court. Ils nourrissent, à tort ou à raison, un sentiment, un climat, qui peut expliquer l'expression d'une forme d'inquiétude à travers le vote de la France rurale. Celle-ci a massivement voté pour le Rassemblement national. Le parti de Marine Le Pen et Jordan Bardella y a cumulé « 36 % des voix » et même « 40 % dans les communes de 2000 à 20 000 habitants », selon Bernard Sanañes, le président de l'institut de sondage Elabe, au micro de RMC lundi.

L'un de ces bourgs s'appelle La Destrousse (Bouches-du-Rhône). Il doit son nom à un lointain passé : au XIX^e siècle, les promeneurs s'y faisaient détrousser sur la route qui le traverse, en montant au massif du Garbaran. Un siècle plus tard, La Destrousse, 636 habitants, a déclaré en 2023 aux autorités 29 vols simples, mais aussi 20 faits d'usage de stup, 16 coups et blessures intrafamiliaux, 15 vols dans les véhicules, autant de cambriolages et d'actes de vandalisme. Un « p'tit patelin » bien dans la moyenne, si l'on se réfère aux données du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), rattaché au ministère de l'Intérieur, Gérard Darmanin.

Le Figaro avait déjà radioscopé les crimes et délits en année pleine, dans les grandes villes (de plus de 100 000 habitants), les villes moyennes (de 20 000 à 100 000 habitants), mais aussi dans les petites (de 5 000 à 20 000 habitants). Restait à éclairer la situation dans les villes placées sous la barre des 5 000 habitants. Elles dessinent cette France profonde qui peut se sentir un brin reléguée. Un territoire essentiellement placé sous la coupe de la gendarmerie nationale.

« Infractions en série »

Ces communes expriment parfois des particularismes forts, liés à l'histoire, à la géographie, à l'économie locale et à l'aménagement. Selon que leur territoire accueille, ici, de nombreux touristes en saison ; là, une zone de chalandise, comme un hypermarché ; ailleurs, un aéroport, une gare, une station d'autoroute, avec leur cohorte de désagréments. Une chose est certaine : la majorité de ces bourgs a vu sa situation se dégrader au plan sécuritaire, en quelques années. Particulièrement sur le plan des violences, puisque celles commises dans la sphère familiale ont augmenté de plus de 30 % dans cette France rurale en 2023 par rapport à la séquence 2017-2019 quand les coups et blessures volontaires dans l'espace public connaissent eux aussi des augmentations à deux chiffres (+10 %). Les cambriolages n'ont pas diminué et les vols de véhicules ont grimpé de près de 10 % sur la même période. Les petits pays, à l'évidence, n'échappent plus à la spirale de la radicalisation des comportements, ni à celle de la prédation, souvent itinérante.

Dans les tableaux de chiffres bruts livrés par le ministère de l'Intérieur, l'analyse des cambriolages concerne quelque 1 797 communes de moins de 5 000 habitants (nous avons écarté celles qui, faute de chiffres pertinents, n'indiquaient qu'une moyenne départementale). Dans le lot se distingue la Haute-Garonne, particulièrement exposée.

Trois communes de ce département figurent dans le top 10 des communes de l'Hexagone les plus écumées par les as du fric-frac : Vieille-Toulouse, d'abord, en tête du classement, avec 46 faits pour 1 000 logements, contre 31 en 2017 ; puis Pin-Balma, deuxième de notre palmarès, avec un taux de 41 pour 1 000 logements, contre 24 en 2017 ; et enfin, Pechbusque, avec un taux de 35 pour 1 000 logements, contre 20 pour



1 000 logements au début du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

Traversée par l'A11, avec son aire d'autoroute, Sargé-lès-le-Mans (Sarthe) et ses 38 000 âmes a vu, quant à elle, son taux de cambriolages quadrupler en six ans, passant de 9 à 38 faits pour 1 000 logements. « Une seule équipe peut commettre des infractions en série ; c'est une délinquance qui emprunte les axes de circulation », rappelle un gradé de la gendarmerie.

Juste derrière, figure Le Tholonet (Bouches-du-Rhône, 37 cambriolages pour 1 000 logements, contre 15 en 2017), et plus loin, en quinzième place, Tavel (Gard), qui ne fait pas seulement un bon rosé, mais qui est également prisé des cambrioleurs (27 faits pour 1 000 logements l'an dernier, contre 11 en 2017).

Rappelons qu'Aix-en-Provence, championne des grandes villes les plus cambriolées, affichait un taux de 12 pour 1 000 logements, l'an dernier ; Sévres (Hauts-de-Seine), au top des villes moyennes de métropole pour ce type d'infraction, un taux de 16 pour 1 000 ; et Ventabren (Bouches-du-Rhône), numéro un pour les villes de 5 000 à 20 000 habitants, un taux de cambriolage de 30 pour 1 000. Pas moins de huit communes de moins de 5 000 habitants les dépassent, parfois allègrement. Paisibles, les petits villages ?

Pour échapper à la malédiction des vols avec effraction dans les logements, mieux vaut s'installer à Collioures (Pyrenées-Orientales), Morzine (Haute-Savoie), Trégastel (Côtes-d'Armor), Cabourg (Calvados) ou à Noirmoutier (Vendée). Ces communes ne subissent annuellement guère plus d'un fait de cette nature pour 1 000 logements. Tandis que La Trinité-sur-Mer (Morbihan), fief historique des Le Pen, Senonches (Eure-et-Loire) ou Royat (Puy-de-Dôme), se placent dans la moyenne nationale, pour les villes de moins de 5 000 habitants, avec un taux de 8 faits par an pour 1 000 logements.

Hausse des agressions du quotidien

Et les vols de véhicules, qui remontent partout ailleurs en France ? Ils pulsent de Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) à Saint-Tropez ou Grimaud (Var), en passant par Alixan (Drôme) et sa gare de Valence-TGV, ou encore Coignières (Yvelines) et sa zone industrielle, truffée de parcs d'autos et de camions. Toutes ces communes figurent dans le top 20 des villes les plus affectées par ce phénomène, parmi les 563 communes de moins de 5 000 habitants où des données utiles émergent.

La position la plus singulière est celle de Roissy, siège de l'aéroport international Paris-Charles-de-Gaulle, avec ses 67 millions de passagers par an. Roissy-en-France : 2 738 habitants, mais en réalité, une ville dans la ville : 90 000 employés et agents de tous horizons travaillent chaque jour sur sa plateforme aéroportuaire qui abrite 700 sociétés et traite 40 millions de bagages par an. Sans compter les milliers de véhicules garés à la journée dans ses parkings géants. Ce qui multiplie les opportunités pour les réseaux criminels et place la commune en tête de bien des catégories d'infractions : numéro un des vols de véhicules, donc, mais aussi pour les actes de vandalisme et les vols tout court, avec plus de 3 000 faits de vols sans violence déclarés à la justice en 2023.

Le Mont-Saint-Michel et ses 25 habitants recensés, pour 3 millions de visiteurs par an, arrive juste derrière pour ces petits larcins. Et il ne faut guère s'étonner de voir fleurir derrière la farandole des stations de ski, bondées l'hiver : Les Bellevilles, par exemple, commune qui dessert les Trois Vallées, dans les Alpes. Mais aussi Les Deux Alpes, Val d'Isère, Huez, Tignes, Risoul, Isola. N'oublions pas non plus, côté mer, Saint-Tropez et Les Portes-en-Ré, si courues l'été. Le Touquet, cher au couple présidentiel, a cumulé, pour sa part, en 2023, 181 vols sans violence, 53 coups et blessures volontaires hors famille, 27 cambriolages de logement, 111 usages de stup et autant de destructions et dégradations. Les agressions y ont presque doublé depuis 2017.

Sur le plan des violences sexuelles, au-delà du cas particulier de Roissy, plusieurs villes des Hauts-de-France s'illustrent parmi les petites cités les plus exposées à ce type d'infractions : Prémontré (Aisne) ou Saint-Maximin (Oise), par exemple, avec des taux de plainte de 7 à 8 faits pour 1 000 habitants. C'est plus du double du taux moyen relevé dans les 316 villes de moins de 5 000 habitants concernées par le phénomène. Et autant que dans les villes moyennes les plus atteintes par ce fléau.

Au palmarès des violences intrafamiliales, ce sont toujours les Hauts-de-France, terre d'élection de l'hôte de Beauvais, qui s'allument en rouge, avec pas moins de huit communes parmi les dix les plus touchées, de Hesdin (Pas-de-Calais) à Saint-Vaast-lès-Melo (Oise), en passant par Avesnes-sur-Helpe (Nord). S'y déroulent jusqu'à cinq affaires par mois qui justifieraient la saisi-

ne de la justice. Et il y a toutes les autres, celles qui n'émergent jamais dans la statistique officielle. Elles nourrissent la zone grise identifiée par les enquêtes auprès des victimes, les fameuses enquêtes de « victimation ».

Les agressions du quotidien, sans rapport avec le contexte familial, celles commises dans l'espace public donc, mais aussi au travail ou à l'école, augmentent aussi dans les petits pays. Mais il faut bien distinguer chaque type de territoire, dans le classement des 599 communes qui ont retenu notre attention. Les villes des aéroports, comme Roissy, figurent tout naturellement en tête du classement, en raison des flux humains qu'elles drainent. C'est le cas également de Colombier-Saugnieu (Rhône), dont le taux d'agression à plus que triplé depuis 2017. Elle accueille l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry.

La gendarmerie écartelée

Il y a aussi les zones d'affluence commerciale. « Des terrains de frictions, pour des personnes de plus en plus trascinées, qui en viennent si facilement aux mains, pour une place de stationnement, pour un rien ; sans parler des rencontres entre groupes de jeunes, pas toujours amicales », assure un commissaire de police de l'agglomération bordelaise.

Et voici comment Chalezeule (Doubs), en périphérie de Besançon, se trouve propulsée en quatrième place de notre palmarès, malgré sa population résidente modeste (1 329 habitants). Elle abrite, il est vrai, une zone comprenant plus de 10 000 m² de commerces, incluant de grandes enseignes. Le brassage qui en découle a visiblement des effets indésirables : une agression, suivie de plainte, tous les quinze jours en moyenne, mais aussi chaque année, 62 vols simples, 30 usages de stup, 23 actes de vandalisme.

Vous voulez la tranquillité absolue ? La Mezière (Ile-et-Vilaine), en périphérie de Rennes, déclare moins de dix faits de violence hors famille par an. Pas d'agressivité maladroite non plus à Liffignac (Côtes-d'Armor), qui vit naître Bernard Hinault, Banyuls-sur-Mer (Pyrenées-Orientales), réputée pour son vin doux naturel, ou Saint-James (Manche), patrie du pul marin de qualité. La France des clochers n'est pas un coupe-jarret, mais elle a perdu, c'est certain, un peu de sa sérénité. Un défi de plus à relever pour la gendarmerie, écartelée entre la métropole et l'outre-mer, d'Hédé à Nouméa. Un terreau fertile également pour le vote aux extrêmes. ■

Classement 2023 des cambriolages

Victimes de cambriolages dans les communes de moins de 5 000 habitants

	Taux pour 1000 logements en 2023	Nombre de faits en 2023	Faits en moyenne 2017-2019
Vieille-Toulouse Haute-Garonne	46,91	25	16
Pin-Balma Haute-Garonne	41,45	16	9
Sargé-lès-le-Mans Sarthe	38,25	65	15
Le Tholonet Bouches-du-Rhône	37,46	45	18
Saint-Saturnin Sarthe	37,34	38	-
Pechbusque Haute-Garonne	35,87	14	7
Noyelles-lès-Seclin Nord	34,93	13	-
Fleury-la-Forêt Eure	30,11	6	-
Maréil-Marly Yvelines	29,11	45	16
Morsang-sur-Seine Essonne	28,78	8	-

Source : ministère de l'Intérieur

Droit de suite. La Chancellerie a signé ce jeudi, avec les organisations syndicales de surveillants de prison, le protocole d'accord qui engage la réforme des extractions judiciaires. Cette dernière, prévue à droit constant, est une réponse à l'évasion sanglante de Mohamed Amra - alias « La Mouche » -, le 14 mai dernier, au péage d'Incarville. Elle a coûté la vie à deux agents de la pénitencière, l'usage d'un bras à un troisième tandis qu'un autre agent est toujours hospitalisé.

Le recours à la visioconférence ou au déplacement des magistrats en détention, pour les détenus les plus dangereux, demeure le nœud gordien de la négociation. Si les magistrats ont laissé la porte ouverte pour en assouplir l'usage, ils en ont aussi exposé les limites. De quoi susciter l'ire de FO-pénitentiaire, qui a publié un tract d'une violence extrême, accusant de façon à peine voilée les juges de n'avoir pas averti la pénitencière de la dangerosité de Mohamed Amra : « Qui savait et n'a rien dit. Qui savait et n'a rien fait, qui est responsable d'avoir conduit nos collègues à la mort », a tempêté le syndicat, vendredi dernier, en marge d'un comité social d'administration à la Chancellerie. De quoi scandaliser le corps judiciaire et acter une défiance de fort mauvais alois. Les nouvelles élections changent en tout cas la donne sur d'éventuelles modifications législatives.

Le protocole d'accord signé ce jeudi prévoit d'accéder à des revendications parfois très anciennes des surveillants. Il concerne tout d'abord la banalisation « d'une grande partie du parc de véhicules » - 75 % minimum - d'ici à fin décembre. Fini donc les fourgons pénitentiaires sérigraphiés qui équivalent à mettre « une cible dans le dos des agents », ont dénoncé les organisations syndicales. La Chancellerie promet aussi de faire un effort pour augmenter « le nombre de véhicules légers » pour les missions les moins exposées et, parallèlement, d'augmenter le nombre de SUV pour affronter plus efficacement les malfrats équipés de grosses cylindrées. Une mise à niveau intégrale est prévue pour 2027. En revanche, la Chancellerie a été obligée de botter en touche quant aux véhicules blindés, car la loi ne les autorise que pour le transport de valeurs comme de fonds.

La Chancellerie s'est également engagée à une « dotation rapide en armes longues et armes d'épaules automatiques » au bénéfice des agents des pôles de rattachement des extractions judiciaires. Elle promet un « plan de formation y afférant ainsi que l'élaboration d'une doctrine d'emploi ». La formation de 1200 surveillants à l'armement ne devait débuter qu'en 2025. D'une durée



L'établissement pénitentiaire de Caen (Calvados) a été bloqué, le 15 mai, en hommage aux agents affectés au Pôle régional d'extraction judiciaire de Caen, tués la veille au péage d'Incarville (Eure).

MARTIN ROCHE/PHOTOPROJEST - FRANCE/MAFPP

Prison : une réforme des extractions judiciaires pour protéger les surveillants

Paule Gonzales

Un accord a été signé ce jeudi entre la Chancellerie et les agents de la pénitencière pour fixer le calendrier de ces évolutions, qui font suite à l'évasion sanglante de Mohamed Amra.

de huit mois, elle ne permettra pas à ces effectifs d'être opérationnels avant mai 2026. La Chancellerie maintient la date de début des formations mais s'engage à doter les PREJ de ces armements courant 2025. Elle s'est aussi engagée au déploiement immédiat et à la généralisation des holsters de cuisse ou de poitrine dès cet été. Ainsi qu'à celui du Taser et de la caméra piétonne, en cours d'expérimentation.

Par ailleurs Eric Dupond-Moretti a promis d'accélérer le déploiement des dispositifs antidrones et des brouilleurs de téléphones. D'ici à fin 2025, un peu moins de la moitié des établissements pénitentiaires devraient en être équipés. Est évoqué avec plus de réticences le recours aux chiens spécialisés dans la

recherche de stupéfiants. Le relevé de conclusion propose d'« expertiser la possibilité de doter chaque établissement d'un chien en spécialité stupéfiants ». Une expérimentation est en cours au centre pénitentiaire d'Aix-Lyrie pour des missions de sécurisation périmétrique. Il est cependant peu probable, pour des raisons politiques et symboliques, que la Chancellerie accepte la présence de chiens en détention.

Accès au fichier Genesis d'ici à 2025

Mesure en revanche essentielle pour les personnels pénitentiaires, l'accès au fichier Genesis - le logiciel de traitement des données sur les détenus -, d'ici à 2025, par les pôles d'extraction judi-

ciaire. Jusqu'à présent ces derniers n'ont accès qu'aux fiches pénales qui renseignent peu sur la dangerosité des détenus, comme insiste l'association des magistrats instructeurs.

Trois points d'achoppement à noter toutefois : celui des escortes panachées de surveillants armés et non armés. À ce stade, la Chancellerie s'y refuse absolument. De même, elle n'entend pas renoncer aux escortes à deux surveillants. Par ailleurs, le relevé de conclusion prévoit de limiter les extractions médicales par l'usage de la télémedecine. Un vœu pieux, car il faudra auparavant négocier avec le ministère de la Santé.

Il faudra également négocier avec le ministère de l'Intérieur, pour

convaincre Beauvau d'épauler les escortes de niveau 3 - celle de Mohamed Amra - par des forces de gendarmerie et de police. Un dispositif forcément lié à la disponibilité des effectifs à la main des préfets.

Enfin, le rétablissement des fouilles au corps au sortir des parloirs, qui impose une évolution législative, n'est pas à l'ordre du jour. « Cela signifie que nous continuerons les fouilles sectorielles coup de poing », prévient un représentant syndical, qui rappelle au passage « qu'en 2023, ce sont 53 000 téléphones portables qui ont été saisis en détention ». Enfin, en ces temps législatifs troublés, la grande concertation sur la surpopulation carcérale reste imprécise. ■

Plongée dans la maison d'arrêt de la Santé, où la pratique du « yoyo » fait rage

« Depuis quand subissez-vous des projections ? (de colis, NDLR) — Depuis 1867, date de création de la prison de la Santé. C'est une prison de centre-ville, il y a toujours eu des projections et il y en aura toujours. »

Placide, Bruno Clément-Petremann, directeur de l'établissement pénitentiaire parisien depuis 2019, fait faire le tour du propriétaire à Olivier Marleix, président du Groupe LR d'une Assemblée nationale pas encore dissoute ce vendredi 7 juin.

Le parlementaire a peu goûté que le garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti - répondant à une question du député Minot sur le fait que les prisons sont des passoirs -, ait préféré blâser sa réponse en évoquant la séparation des pouvoirs au sujet de l'enquête sur Mohamed Amra, dont la sanglante évasion a défrayé la chronique la semaine du 11 mai.

Le ministre de la Justice affirme n'avoir appris que par voie de presse que ce détenu avait dans sa cellule neuf téléphones, des stupéfiants, une chicha... Autrement dit, tout le confort moderne du petit chef de la criminalité organisée qui poursuit une vie presque normale en prison, jusqu'à bénéficier des services d'une prostituée qui se faisait passer pour sa sœur lorsqu'il était incarcéré à la Santé, justement.

« Le garde des Sceaux fait mine de ne pas savoir que tout entre en détention et qu'il y a des projections », s'insurge

Olivier Marleix en arpentant le chemin de ronde de la Santé, établissement pénitentiaire devenu un modèle depuis sa rénovation en 2019. Malgré tout, le fléau des projections n'épargne aucune prison française, et le député a tenu à se rendre compte par lui-même de cette réalité : « Il faut une volonté qui tienne au-delà de l'émotion. Nous ne pouvons plus accepter que nos agents soient en première ligne face à des malfrats qui peuvent commanditer des meurtres depuis leur cellule ou organiser des extractions médicales, moment de grande fragilité pour les personnels. Il faut aussi colmater les brèches des prisons. »

À la Santé, le chemin de ronde est si étroit entre les hauts murs, qui bordent le boulevard Arago, et le barbelé concertina qui hérise la cour de promenade du bâtiment QB2, que c'est à main d'homme que, toute la journée, sont lancés des colis récupérés par les détenus. Prises dans les résilles de métal, des bouteilles d'eau en plastique ont servi de lances aux lanceurs. La forte odeur de cannabis qui flotte dans l'air dit tout de la consommation de stupéfiants en détention.

« En fonction de l'heure, ils savent à qui est destinée la projection. Ils se regroupent pour dissimuler ceux qui vont en bénéficier et ils se disent que le contenu. Cela va extrêmement vite. Si vite que même le surveillant en charge de la promenade, et placé en surplomb dans la guérite, a du mal à repérer les mouvements », souligne le directeur d'établisse-

ment. « Quand on y parvient, on fouille. Mais ça ne donne pas toujours quelque chose dans la mesure où, bien souvent, ils cachent le contenu dans des endroits du corps que je ne peux pas nommer », renchérit un homme que les détenus appellent « Kendji », en raison de sa ressemblance avec le chanteur gitan. C'est un Elac, chargé de la sécurité et de la prévention des troubles dans les établissements pénitentiaires ou lors

« Nous ne pouvons plus accepter que nos agents soient en première ligne face à des malfrats qui peuvent commanditer des meurtres depuis leur cellule ou organiser des extractions médicales, moment de grande fragilité pour les personnels »

Olivier Marleix Président du Groupe LR à l'Assemblée nationale

des déplacements internes. En poste depuis plusieurs années, il maîtrise à la perfection l'art du « yoyo ». Cet objet typiquement pénitentiaire, « fait de banderoles de tissu agrémenté d'une fourchette qui permet de récupérer, au bas des cellules, des filets de pomme de terre dans lesquels sont glissés viande, hashich, téléphone, etc. ». Un jeu de patience, « complexe » qui « nécessite du temps », souligne le surveillant.

Pas plus tard que le matin même, Bruno Clément-Petremann et le commissaire de police du 14^e arrondissement faisaient le tour de l'établissement quand deux colis ont atterri à leur pied. « C'est tout le temps, de jour comme de nuit », note le directeur de la Santé, qui affirme que les projections se font aussi par des tiers depuis la cour de l'école maternelle qui jouxte la prison, côté rue de la Glacière. De quoi mettre les nerfs en pelote de tous les riverains.

Le patron des lieux insiste sur la démultiplication des projections à cause de la surpopulation carcérale. Avec 1080 détenus pour 706 places, la Santé affiche un taux d'occupation de 150 %. Une vétillerie par rapport à d'autres établissements. Toutes les cellules ont été doublées pour éviter les matelas au sol. « Ce n'est pas vrai que les prisons sont des passoirs. Il y a de plus en plus de projections, parce qu'il y a de plus en plus de détenus. Si beaucoup de choses entrent, nous en interceptons également beaucoup », affirme-t-il. Sur 1500 téléphones saisis par an dans l'établissement, un tiers le serait par interception de projections, estime-t-il.

Cette surpopulation carcérale est un frein redoutable aux fouilles de cellules, précise le directeur en ouvrant l'une d'elles dans le quartier des prévenus. Un jeune homme à la peau pâle et aux cheveux longs, canines en argent massif, est assis sur le lit superposé du haut. Arrêté pour meurtre « lors d'un braquage qui a mal tourné », dit-

il, il est là depuis février et attend sans hâte de rencontrer son juge. Les projections ? Non, vraiment, jamais entendu parler. Les téléphones, non non, il n'en a pas. La cellule, qu'il vient de passer soigneusement à la javel, regorge d'objets et de réserves alimentaires sans doute « cantinées » (achetées en interne) : les siens et ceux de son nouveau colocataire. « Comment voulez-vous fouiller des cellules si encombrées ? Sachez pourtant que nos surveillants font des miracles », tient à souligner Bruno Clément-Petremann.

L'avis diverge quelque peu lorsque Nadia Labiod, capitaine pénitentiaire et déléguée syndicale pour l'Ufap-Unsa, prend la parole, entourée de deux jeunes surveillants. « Depuis la réouverture de l'établissement, nous demandons des filins anti-projections, mais rien, se désespère-t-elle. Nous retrouvons de tout, même des couteaux. » Selon elle, la situation s'est aggravée par rapport à 2014, année de la fermeture de l'établissement pour sa réhabilitation. « Nous avons des rondes de policiers autour de l'établissement, de jour comme de nuit. Et cela nous a été enlevé », soupire-t-elle. La création d'équipes de sécurité périmétrique, pouvant intervenir sur les domaines pénitentiaires, ne devrait pas changer la donne. « Car, comme la Santé est une prison de centre-ville, elle ne possède pas de domaine et notre pouvoir et notre compétence s'arrêtent à son portail », rappelle Bruno Clément-Petremann. ■

P. G.

Au G7, un nouveau plan d'aide massif à l'Ukraine

Florentin Collomp Envoiyé spécial à Bari

Volodymyr Zelensky signe un accord bilatéral de défense avec Joe Biden. Les Occidentaux lui promettent un prêt de 50 milliards.

Volodymyr Zelensky ne quitte plus les dirigeants de la planète. Après les cérémonies du D-Day en France, il est arrivé en Italie du Sud, jeudi après-midi, au sommet du G7, après Berlin en début de semaine et un détour par l'Arabie saoudite pour rencontrer le prince héritier Mohammed Ben Salman. En Italie, il attendait des « décisions importantes » sur le soutien des sept pays les plus industrialisés (États-Unis, Canada, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Japon) à l'effort de guerre en Ukraine.

Hormis Giorgia Meloni, qui l'accueillait à l'hôtel de luxe Borgo Egnazia, dans les Pouilles, forte de son bon résultat aux élections européennes, le club réunit des dirigeants en fin de course, « canards boiteux », selon l'expression anglo-saxonne (« lame ducks ») ou malmenés par les urnes. Outre Joe Biden, menacé par la perspective d'un retour de Donald Trump à Washington, Rishi Sunak risque d'être balayé par les électeurs britanniques début juillet, tandis qu'Emmanuel Macron s'est infligé le même test électoral à la fin du mois. Quant à Olaf Scholz, sa coalition sort affaiblie des européennes, avant les élections fédérales de 2025. Et le doyen Justin Trudeau, en poste depuis près de dix ans, fait face au même sort d'ici à l'an prochain.

Les dirigeants occidentaux cherchent à pérenniser leur soutien à l'Ukraine et à l'assurer face à de possibles alternances, que ce soit Donald Trump outre-Atlantique ou Jordan Bardella à Paris

Les dirigeants occidentaux cherchent donc à pérenniser leur soutien à l'Ukraine et à l'assurer face à d'éventuelles alternances, que ce soient celles de Trump outre-Atlantique ou de Jordan Bardella à Paris. Dans cet esprit, Joe Biden devait signer jeudi un accord de sécurité bilatéral de dix ans avec Volodymyr Zelensky, en négociations depuis août 2023. Il promet de fournir à Kiev une assistance militaire pour renforcer sa « capacité de défense et de



La première ministre italienne, Giorgia Meloni (au centre), accueille les dirigeants du G7, jeudi, à Savellettri, en Italie. KEVIN LAMARQUE/REUTERS

dissuasion », selon Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale du président américain. « Si Vladimir Poutine pense qu'il peut tenir plus longtemps que la coalition qui soutient l'Ukraine, il a tort », ajoute-t-il. Ce texte s'ajoute à une quinzaine d'autres accords bilatéraux déjà signés par l'Ukraine avec la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne ou l'Italie notamment. Un autre devait être conclu en marge du G7 avec le Japon.

Washington avait adopté, la veille, un nouveau train de sanctions visant les entreprises soutenant l'économie de la Russie, dans le secteur de la défense, ainsi que les banques qui en fa-

cilitent les financements, en particulier les établissements situés en Chine, en Turquie ou aux Émirats arabes unis. Ces mesures « tapent là où ça fait mal », s'est félicité Zelensky. Londres a également annoncé de nouvelles sanctions financières contre Moscou.

Les dirigeants du G7 ont aussi approuvé un accord sur un nouveau plan d'aide massif à l'Ukraine, après l'enveloppe de 60 milliards de dollars laborieusement approuvée par le Congrès américain en avril et celle de 50 milliards d'euros de l'Union européenne en février. Depuis plus d'un an, les Américains, soutenus par les Britanniques et les Canadiens, tentent

de pousser le G7 à confisquer les avoirs gelés à l'étranger de la Russie, évalués à quelque 300 milliards de dollars. L'Europe, où se trouvent les deux tiers de cette somme (abrités au sein de l'organisme Euroclear, en Belgique) s'y oppose, par crainte des conséquences juridiques et sur la réputation de la zone euro.

La Maison-Blanche a donc mis sur la table un compromis : un mécanisme complexe prévoyant un prêt de 50 milliards de dollars à l'Ukraine, dont le remboursement serait assuré par les profits annuels des avoirs russes bloqués. L'UE a en effet décidé il y a quelques mois la saisie de ces béné-

fices (mais pas du capital), estimés entre 3 et 5 milliards d'euros par an. Un accord de principe figurera dans le communiqué final du G7 sur ce prêt, après des semaines de difficiles tractations. Mais le diable se loge dans les détails et les résistances, notamment de Paris et Berlin, ne sont pas complètement apaisées.

« Il y a un accord, assurait-on dans l'entourage du président français. Comme toujours au G7, les leaders prennent une décision et les techniciens font ensuite leur travail pour la mettre en forme. Les 50 milliards seront décaissés avant la fin 2024. » Le dossier est donc renvoyé aux ministres des Finances, qui l'avaient pourtant transmis à l'examen des chefs d'État et de gouvernement après leur réunion du G7 Finances. Il s'agit en particulier de définir qui assumera ce « prêt solidaire ». Sans doute les États-Unis pour l'essentiel, avec des contributions individuelles d'États européens en complément.

Le combat des victimes de viols ukrainiennes pour briser le silence

Nicolas Barotte

Les députés qu'elles devaient rencontrer, happés par la dissolution, ont annulé leur rendez-vous. Il n'était pas non plus prévu dans leur agenda d'entretiens au Quai d'Orsay. Quoi qu'il en soit, les « survivantes » de l'association Sema poursuivent leur chemin pour faire entendre les voix des victimes de violences sexuelles en Ukraine. « Nous n'avons rien de particulier à demander à la France ou à la communauté internationale, le seul point important c'est d'être conscient du drame », explique Irina Dovgan, la fondatrice de Sema, avec lucidité, force et modestie. Aux côtés d'autres membres de l'association, réunis à Paris pour une conférence, elle se contente de remercier, avec une pointe d'inquiétude, le gouvernement français pour l'aide militaire qu'il a promis d'envoyer. « L'espoir de gagner nous aide à vivre », dit-elle. Et à attendre justice pour les crimes qu'elles ont subis.

Irina Dovgan avait été suppliée par les forces russes à Donetsk en 2014, attachée à un poteau et livrée à la vindicte. Les années suivantes, elle avait été l'une des premières à briser le silence progressivement et difficilement sur les violences sexuelles. Elle fonde Sema Ukraine en 2019. Mais avant l'invasion de 2022, les victimes étaient peu entendues. « Ni l'État Ukrainien ni la commu-

nauté internationale ne savaient comment réagir. Certains policiers fermaient les yeux. La plupart des femmes refusaient d'en parler. Puis la guerre a recommencé et il y a eu des milliers de cas de violences sexuelles contre des femmes mais aussi des hommes », rapporte-t-elle.

« Il est impossible de connaître le nombre exact de victimes », poursuit-elle. Impossible d'obtenir des informations fiables des territoires occupés, impossible de recenser le nombre de femmes tuées après avoir été abusées... La justice ukrainienne a identifié formellement 290 cas, dont certains perpétrés par des officiers. « Selon les données russes, 400 femmes sont actuellement détenues dans les territoires occupés, complète la journaliste Lyudmyla Huseynova, qui a été détenue pendant trois ans. Imaginez que vous êtes dans une salle de torture sans lumière avec des dizaines de femmes. Imaginez que vous êtes là pendant trois ans. Imaginez que des mains sales vous touchent partout au moment des fouilles. Imaginez quand la porte s'ouvre, un doigt qui pointe pour dire : c'est toi qui vas servir à un combat », énonce-t-elle. Elle est certaine que le nombre de victimes est sous-estimé, et évoque les chiffres de 2000 civils détenus actuellement et près de 10 000 personnes qui ont pu être retenues depuis le début du conflit. « Dans 80 % des cas, il y a des violences sexuelles », dit-elle.

Daria Zymenko a été l'une de ces prisonnières. « Je vivais dans un village occupé, raconte la jeune artiste de 33 ans. Dès le premier jour, les Russes étaient dans nos immeubles. Un jour, ils sont venus dans notre maison et ils m'ont dit de les suivre. C'est difficile de décrire la suite... Les Russes utilisent la violence sexuelle pour détruire nos sentiments et notre liberté. Après l'occupation, j'étais heureuse d'être vivante, j'ai décidé d'oublier. Mais avec le temps, j'ai compris que je ne pourrai pas. Il faut dire aux femmes (victimes) qu'elles ne doivent pas avoir honte », raconte-t-elle.

« Les Russes utilisent la violence sexuelle pour détruire nos sentiments et notre liberté »

Daria Zymenko Ukrainienne anciennement détenue par les Russes

Pour ne pas laisser le silence s'installer, la documentariste Alisa Kovalenko a recueilli des témoignages de femmes abusées entre 2014 et 2023 pour un documentaire intitulé *Traces* sur le point d'être diffusé. « J'essaie de montrer tous les types de traumatismes », explique la jeune femme, qui dit avoir elle-même été agressée par un responsable du renseignement russe. Elle cite le témoignage d'une habitante de Boutcha : « Je ne ressens que le silence, néanmoins il y a

des explosions dans la rue. Mais à la maison il n'y a que le silence et le froid à l'intérieur de mon corps. Mon corps n'était plus qu'un emballage. À l'intérieur il n'y a que des glaçons. »

« Avoir vécu des violences sexuelles est vécu comme une honte. Les Russes utilisent ce moyen comme une arme, souligne l'avocate Oleksandra Matviitchuk, directrice du Centre pour les libertés civiles, qui a reçu le prix Nobel de la paix en 2022. Tous ces crimes sont le résultat des décisions de Poutine et de son commandement militaire. C'est avec leur accord que les soldats commettent ces crimes. »

« Il ne s'agit pas d'actes isolés mais d'une politique délibérée et systématique » de la Russie, assure aussi l'essayiste française Florence Hartmann, qui a travaillé pour les tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yugoslavie et le Rwanda, en citant les rapports d'enquête des Nations unies sur les violences en Ukraine. Les violences sexuelles sont une facette des horreurs de l'armée russe. « À travers les témoignages des auteurs, un objectif stratégique revient régulièrement : que leurs victimes, traumatisées, renoncant à avoir des enfants », observe-t-elle, en associant ces crimes aux déportations d'enfants ukrainiens. Au nom de la « compétence universelle », elle espère que des tribunaux occidentaux se saisiront. La justice ukrainienne, selon les victimes, ne dispose pas des outils juridiques suffisants pour faire aboutir les enquêtes. ■

« Si Vladimir Poutine pense qu'il peut tenir plus longtemps que la coalition qui soutient l'Ukraine, il a tort »

Jack Sullivan
Conseiller à la sécurité nationale des États-Unis

Les États membres de l'UE redoutent de devoir en fine rembourser ce prêt si les avoirs russes concernés étaient un jour dégelés - les sanctions européennes doivent être renouvelées tous les six mois, l'occasion de marchandages réguliers de Viktor Orban - ou s'ils ne produisaient plus les rendements escomptés. Ils doivent aussi trouver une solution pour préserver ces revenus, déjà attribués à la Faculté pour la paix, qui finance les équipements militaires fournis à l'Ukraine.

« Nous avons beaucoup de travail », a admis Giorgia Meloni à l'ouverture du sommet, qu'elle a placé sous le sceau de l'olivier italien, symbole de paix, en accueillant ses homologues. Outre les nations historiques du G7, elle a invité nombre de dirigeants du reste du monde, dont Narendra Modi, Luiz Inácio Lula da Silva, Javier Milei, Recep Tayyip Erdogan, ainsi que ceux de l'Algérie, de Tunisie, du Kenya et de Mauritanie. Et même le pape François, qui devait lui aussi rencontrer Volodymyr Zelensky et Emmanuel Macron. ■

Iran : les dessous de la libération de Louis Arnaud

Georges Malbrunot

Le jeune consultant a été libéré, après 21 mois de détention. La question d'une contrepartie se pose.

Enfin libre! Après bientôt deux ans de détention en Iran, Louis Arnaud, 36 ans, est rentré en France jeudi matin. Son avion a atterri à l'aéroport du Bourget près de Paris où l'attendaient, au pied de la passerelle, sa famille et le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné.

Sur des images diffusées par la chaîne de télévision LCI, on voit l'ex-otage étreindre longuement son père puis sa mère. « *Vollà presque 21 mois que nous attendions le retour de notre fils* », a écrit à des journalistes sa mère, Sylvie Arnaud. « *Une attente qui n'aurait jamais dû exister* », a-t-elle ajouté, soulignant « *un moment merveilleux* » et remerciant les autorités françaises et les soutiens qui ont contribué à sa libération.

Louis Arnaud, un consultant bancaire, avait entamé un tour du monde en juillet 2022 qui l'avait conduit jusqu'en Iran. Deux mois plus tard, il avait été arrêté avec d'autres Européens accusés d'avoir participé aux manifestations après la mort de Mahsa Amini, une jeune Kurde décédée après son arrestation par la police des mœurs. Si ses compagnons de voyage avaient été rapidement libérés, Louis Arnaud était resté en détention, avant d'être condamné, en novembre dernier, à 5 ans de prison pour propagande et atteinte à la sécurité de l'État. Une condamnation jugée « *inacceptable* » par Paris.

Trois autres Français restent détenus en Iran : le couple Cécile Kohler et Jacques Paris, et Olivier G., un jeune rou-



Louis Arnaud entouré de sa mère et de son père à son arrivée à l'aéroport du Bourget (Seine-Saint-Denis), jeudi. AFP

nom n'a jamais été rendu public. Cécile Kohler et Jacques Paris ont été arrêtés en mai 2022 à Téhéran, après avoir été suivis dans leur voyage. Téhéran les accuse d'être des espions, une accusation récurrente dans ce genre d'affaires, mais farouchement niée par leurs proches et les autorités françaises.

La libération de Louis Arnaud intervient à un moment de tensions dans les relations entre la France et l'Iran, ce qui la rend « *bizarre* », selon un expert, familier des deux pays.

En fait, depuis plusieurs années, la relation est dégradée entre la France et l'Iran. Paris reproche à Téhéran de déstabiliser le Moyen-Orient via ses « *relais* » en Irak, au Liban, en Syrie et au

Yémen. En mai, Paris avait, une nouvelle fois, dénoncé une « *pratique odieuse de la République islamique des aveux forcés et publics, relancé ces dernières années, après le retrait américain de l'accord international de 2015.* »

Une « belle victoire diplomatique »

L'Iran, de son côté, a fustigé récemment les déclarations d'Emmanuel Macron, favorable à la création d'une alliance israélo-arabe contre l'Iran, dans la foulée de l'attaque iranienne inédite en Israël. La France avait d'ailleurs pris part aux interceptions de drones iraniens dans le ciel jordanien. Enfin, ces dernières semaines,

Paris a été en pointe pour sanctionner l'Iran dans le différend qui l'oppose aux grandes puissances sur son programme nucléaire, relancé ces dernières années, après le retrait américain de l'accord international de 2015.

Y a-t-il une contrepartie à ce dénouement heureux? Dans ce genre d'affaires, Paris nie, en général, toute contrepartie. Mais « *ce n'est pas le genre de l'Iran de lâcher un otage sans contrepartie*, estime l'expert précité. Il y a très vraisemblablement eu quelque chose de promis ou de délivré par Paris, ce n'est certainement pas sur un coup de tête que l'Iran a décidé de libérer Louis Arnaud.

Selon une autre source, « *la diplomatie iranienne avait fini par considérer*

qu'il fallait solder le cas Arnaud qui nuisait encore plus aux relations » entre les deux pays. Un « *cas* » visiblement plus simple que ceux du couple Kohler-Paris et d'Olivier G.

Il n'y a plus, a priori, d'Iraniens dans les prisons françaises à échanger contre un otage français libéré. Est-ce, alors, un signe adressé par l'Iran à la France avant les Jeux olympiques? Une troisième source croit savoir que « *Paris a un temps menacé de ne pas accueillir les athlètes iraniens* ».

En accueillant Louis Arnaud au Bourget, Stéphane Séjourné s'est félicité d'une « *belle victoire diplomatique de la France* ». Il s'était entretenu à plusieurs reprises avec son homologue Hossein Amir Abdollahian, avant sa mort le mois dernier avec le président de la République Ebrahim Raisi, dans un accident d'hélicoptère. Les échanges furent parfois rugueux.

Dans un tweet, Emmanuel Macron a félicité le sultanat d'Oman pour son aide. Mascate, où Louis Arnaud a fait escale sur le chemin du retour vers la France, entretient de bonnes relations avec la République islamique, dont Paris a, déjà, bénéficié par le passé.

Après avoir tenté un rapprochement avec l'Iran au début de son premier mandat, Macron a peu à peu haussé le ton, en réaction à un durcissement iranien « *tous azimuts* ». « *J'ai été trop gentil avec eux*, confiait-il au début de l'année 2023, selon l'un de ses anciens conseillers. *Le leur ai donné leur chance, maintenant, il faut taper du poing sur la table* ».

S'agit-il d'un geste avant les élections législatives, à peu de frais pour l'Iran, sachant que Téhéran détient encore trois Français? « *Peu probable*, estime la source familière de la relation franco-iranienne. *Ce qui est sûr, c'est que jusqu'à maintenant, la détention de Français n'a pas adouci la posture de Paris vis-à-vis de l'Iran. Et ce n'est pas, non plus, un clin d'œil au Rassemblement national*, Marine Le Pen a durci la position plutôt bienveillante de son père sur la République islamique. ■

En vente actuellement



les solutions existent, agissons

L'UE sanctionne la Hongrie sur l'immigration

Albert Kornél Budapest

La justice européenne a infligé une amende gigantesque au gouvernement Orban en raison du refoulement systématique des migrants à la frontière externe de l'UE.

Ses politiques implacables en matière d'immigration et d'asile ont donné à Viktor Orban une notoriété mondiale. Elles valent aujourd'hui à la Hongrie une amende extrêmement salée, imposée jeudi par la Cour européenne de justice : 200 millions d'euros, auxquels s'ajouteront 1 million d'euros pour chaque jour de retard dans l'exécution d'un arrêt de la Cour de justice daté de décembre 2020.

Le dirigeant magyar a jugé cette décision « *scandaleuse et inacceptable* ». Depuis près de quatre ans, le gouvernement hongrois défie la justice européenne, qui lui intime de mettre fin au refoulement systématique des migrants à la frontière externe de l'UE, entre la Hongrie et la Serbie.

À l'été et l'automne 2015, au plus fort de la crise migratoire sur la « *route des Balkans* », les autorités hongroises ont érigé des clôtures grillagées et barbelées longues de 175 kilomètres à la frontière serbo-hongroise. Le dispositif a été renforcé par une « *clôture législative* » l'année suivante. Elle donne le droit aux forces de police qui patrouillent l'espace frontalier de renvoyer de l'autre côté de la frontière quiconque a réussi à se faufiler illégalement en Hongrie. Manu militari, hors de toute procédure et sans donner la possibilité de demander l'asile.

C'est une façon de légaliser les « *push-backs* » pratiqués ailleurs le long des frontières externes de l'Union, notamment en Pologne et en Croatie. Ils sont souvent accompagnés de violences contre les migrants, morsures de chiens ou coups de matraque... D'abord limité à une bande de 8 kilomètres le long de la frontière, le dispositif légis-

latif a été étendu à tout le territoire hongrois en 2017. Très critiquée pour avoir fermé les yeux pendant plusieurs années sur ces pratiques illégales au regard du droit européen, l'agence Frontex a suspendu ses opérations en Hongrie en janvier 2021.

Trier les migrants

Les voies d'accès légales ont aussi été quasi complètement fermées. Depuis 2020, quiconque veut déposer une demande d'asile doit d'abord se rendre à Kiev en Ukraine ou à Belgrade en Serbie. Là - et uniquement là -, il faut patienter jusqu'à deux mois pour éventuellement recevoir l'autorisation de mettre le pied sur le sol hongrois et y déposer formellement sa demande d'asile. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : sur l'année 2023, 31 personnes ont pu demander l'asile et 19 ont obtenu un statut de protection.

C'est, à l'échelle miniature, ce que le premier ministre Viktor Orban propose pour l'Union européenne : trier les migrants dans des « *hotspots* » situés de l'autre côté de la Méditerranée. Mais sa politique migratoire fait encore l'objet d'une procédure d'infraction qui pourrait déboucher sur une nouvelle amende pour Budapest.

András Lederer, juriste à la branche hongroise de l'ONG Comité Helsinki, souligne que des fonds européens ont déjà été gelés en raison de ces politiques. « *Il y avait déjà des conséquences financières, mais pas assez, semble-t-il, pour que, sans même parler des droits de l'homme, le gouvernement fasse le minimum de respecter un jugement de la justice européenne*. Cela n'était jamais arrivé avant ». Viktor Orban va-t-il cette fois plier? ■

Les éléphants se donneraient des « noms » quand ils se parlent

Delphine Chayot

Leurs vocalises semblent en effet contenir des sons personnalisés permettant de signifier au destinataire du message que celui-ci lui est adressé.

La faculté d'utiliser des noms pour s'adresser aux autres membres du groupe a longtemps semblé être le propre de l'homme. Mais une étude publiée lundi dans la revue *Nature Ecology and Evolution* suggère qu'une autre espèce est capable d'un tel niveau d'abstraction. Contrairement aux dauphins ou aux perroquets qui imitent les cris de leurs congénères pour attirer leur attention, les éléphants s'interpellerait en effet avec des sons spécifiques. Selon les auteurs, ce mode de communication les rapprocherait alors de l'être humain, témoignant de capacités cognitives supérieures.

Les scientifiques ont réalisé près de 500 enregistrements audio d'éléphants d'Afrique, suivis dans le cadre de programmes de conservation dans deux espaces naturels du Kenya, la réserve Samburu et le parc national Amboseli. Ils se sont intéressés aux grondements (*rumble* en anglais) et non aux barrissements. Il s'agit en fait de sons gutturaux qui constituent le mode de communication le plus classique de l'espèce. « Nous avons utilisé les vocalises émises dans des contextes de contact, de salut et

de soins pour lesquels l'utilisation du nom semble être le plus bénéfique. Les appels collectifs du type "allons-y" ont été exclus », écrit Michael Pardo, chercheur à l'Université d'État du Colorado et auteur de l'étude menée avec les ONG Save The Elephants et Elephants Voices. Les identités de l'éléphant émetteur du son et des individus présents à proximité ont été consignées.

Recours à l'intelligence artificielle

Les scientifiques ont ensuite eu recours à une intelligence artificielle pour tenter de trouver, dans le grondement émis par un éléphant, un signal associé à un autre pachyderme, représentant en quelque sorte son nom. Cela s'est avéré possible pour un quart des enregistrements environ – un taux plus élevé que ne l'aurait obtenu le hasard seul. Les chercheurs en déduisent que les éléphants s'interpellent probablement avec des sons spécifiques, et non par imitation.

« Ce résultat est d'autant plus impressionnant que le grondement des éléphants contient un grand nombre d'informations », commente Régis Debruyne, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle.



Selon les auteurs de l'étude publiée dans la revue *Nature Ecology and Evolution*, le mode de communication des éléphants, utilisant des sons gutturaux, les rapprocherait de l'être humain. CHOMCHOE/STOCKADOBEC.COM

Le message monosyllabique permet à l'animal de se présenter (son âge et son sexe) et de communiquer sur son état émotionnel. Le "nom" de l'éléphant interpellé est comme noyé au milieu de tout ça, ce qui complique le décodage du signal. »

Les chercheurs ont éprouvé leur résultat sur le terrain, en diffusant des enregistrements aux éléphants. Dans la savane, ils ont observé que les animaux réagissaient de façon plus marquée aux sons qui leur étaient adressés, en répondant ou en s'approchant du haut-parleur. Ils restaient au contraire indifférents aux messages visant d'autres individus.

Très éloignés des humains sur l'arbre de l'évolution, les éléphants ont des traits communs avec notre espèce. Animaux sociaux par excellence, comme les baleines ou certains primates, ils ont dé-

veloppé des stratégies de communication sophistiquées. Les grondements, que les pachydermes émettent sans ouvrir la bouche, se propagent par l'air et par le sol. Dans ce cas, les animaux peuvent capter le message à des kilomètres de distance en ressentant les vibrations avec leurs pieds. « Les éléphants vivent dans des groupes sociaux très organisés qui se séparent et se réunissent régulièrement », indique Régis Debruyne. Dans ce cadre, la faculté de s'interpeller individuellement, y compris au loin, est un atout supplémentaire, qui est vraisemblablement apparu au fil de l'évolution. L'étude précise que le recours à un son individualisé était plus fréquent dans le cadre d'échanges à distance et pour s'adresser aux juvéniles.

« Malheureusement, les scientifiques ont manqué de données pour aller jusqu'à

bout de leur démonstration : ils ne peuvent montrer que les différents éléphants de la harde utilisent le même "nom" pour désigner un même individu », analyse François-Xavier Dechaume-Moncharmont, professeur d'écologie à l'université Claude-Bernard de Lyon. Il se dit malgré tout « admiratif » du travail accompli qui constitue « une ouverture extraordinaire sur compréhension de la communication animale ». Il est beaucoup trop tôt pour le dire, mais s'ils peuvent désigner des individus par un son, les éléphants pourraient aussi être capables de « nommer » des objets. Pour avancer dans cette voie, les scientifiques comptent encore une fois sur l'intelligence artificielle qui offre la possibilité d'exploiter des données acoustiques pour y dénicher des signatures qui échappent aux capacités de l'oreille humaine. ■

Une mystérieuse hausse des cancers chez les jeunes Britanniques

Amandine Alexandre

Les experts s'interrogent sur l'impact délétère des nouveaux modes de vie, en particulier la consommation d'aliments ultratransformés.

Sil les Britanniques ont été choqués d'apprendre que Kate Middleton, la princesse de Galles, souffrait d'un cancer à 42 ans seulement, son cas est malheureusement de plus en plus fréquent outre-Manche. D'après des chiffres publiés par le Cancer Research UK début juin, l'incidence du cancer des 25-49 ans a augmenté de 24 % entre 1995 et 2019 dans le pays, contre 10 % chez les plus de 75 ans. « Neuf cancers sur 10 continuent d'être diagnostiqués chez les plus de 50 ans, mais les diagnostics chez les plus jeunes sont une source d'inquiétude croissante », précise la fondation privée. En 2019, 35 000 nouveaux cas de cancer ont ainsi été détectés chez des adultes âgés de 25 à 50 ans, portant le taux d'incidence à

164,6 sur 100 000 habitants, contre 132,9 cas pour 100 000 habitants en 1995.

Des diagnostics trop tardifs

Mais comment expliquer une telle hausse ? Si son ampleur reste « une énigme » pour Charles Swanton, oncologue en chef au sein de la fondation, ce dernier pointe du doigt « les changements de mode de vie et d'alimentation et l'augmentation du taux d'obésité » comme étant des facteurs à prendre en considération, et plus spécifiquement « l'altération de la flore intestinale ». Rappelons qu'au Royaume-Uni, la moitié des aliments consommés sont ultratransformés.

À Chicago, au début du mois, l'impact d'une alimentation pauvre en nutri-

ments et riche en produits ultratransformés sur les intestins a été au centre des discussions des spécialistes internationaux du cancer réunis à l'occasion du congrès mondial de l'ASCO. L'université de médecine de Washington y a présenté une étude montrant que les patients de moins de 50 ans atteints d'un cancer des intestins présentaient un nombre important de bactéries susceptibles d'entraîner la formation de tumeurs. Ces bactéries sont liées à un régime faible en fibres, autrement dit faible en fruits et légumes. L'information a fait l'objet d'un intérêt particulier au Royaume-Uni, où le nombre de cancers colorectaux chez les 25-50 ans (+22 % entre 1990 et 2018) fait régulièrement les gros titres. Selon Bowel Cancer UK, ce type de cancer af-

fecte 2 500 personnes supplémentaires chaque année dans cette tranche d'âge.

Le drame de ces patients relativement jeunes est qu'en dépit d'une campagne d'information baptisée « Never Too Young », lancée dès 2013, leurs symptômes ne sont souvent pas pris au sérieux par les médecins généralistes. Lorsqu'un diagnostic finit par être établi, la maladie a dangereusement progressé au point d'être déjà incurable, à l'instar de Deborah James, décédée en 2022 à l'âge de 40 ans. L'ancienne proviseur adjointe était devenue une figure très appréciée des Britanniques pour sa campagne d'information très active sur les symptômes du cancer de l'intestin. Le fonds caritatif qu'elle avait créé à la fin de sa vie a levé plus de 11 millions de livres

sterling (environ 13 millions d'euros) grâce à la générosité des Britanniques. Une partie de cet argent servira à financer un programme de recherche international soutenu également par Cancer Research UK et l'Institut national du cancer. Dénommé Prospect, il a pour objectif d'identifier les facteurs de risque du cancer de l'intestin chez les moins de 50 ans et les stratégies de prévention à mettre en place. Les chercheurs vont passer au crible 2 700 cas de cancer de l'intestin chez les moins de 50 ans au Royaume-Uni, aux États-Unis, au Mexique et dans plusieurs pays européens, dont la France. L'augmentation du cancer colorectal chez les moins de 50 ans est un phénomène qui a été constaté dans au moins 18 pays. ■

NOUVEAU

LE FIGARO,
MAINTENANT
À LA TÉLÉVISION

LE FIGARO
LA NUIT

Tous les dimanches
à 19h00

Avec

DS AUTOMOBILES

LE FIGARO TV
Île-de-France

Canal 34 de la TNT
Île-de-France,
Canal 30 sur toutes
les box TV



Guy Stephan et Didier Deschamps face aux joueurs de l'équipe de France lors d'une séance d'entraînement à Paderborn, le 12 juin, en Allemagne.

Parcours des Bleus, favoris, Ballon d'Or... 10 questions sur l'Euro

Ce vendredi soir à 21 heures, l'Allemagne lancera les hostilités contre l'Ecosse dans son chaudron de l'Allianz Arena de Munich. Un mois de football, de fête et de spectacle dans une actualité nationale et internationale plombante. Au programme, 24 nations, 46 matchs pour un seul vainqueur, attendu le 14 juillet prochain à l'Olympiastadion de Berlin. Les favoris sont nombreux, les outsiders aussi, tout comme les stars ou les jeunes aux dents longues. Tous sont désireux de s'offrir une vitrine exceptionnelle pour entrer dans la légende. Des questions, sur et en dehors du terrain, restent en suspens avant le feu d'artifice.

1 Les Bleus sont-ils les grands favoris de l'Euro?

Non. Vice-championne du monde, l'équipe de France se présente ambitieuse et forte d'une armada à rendre jaloux n'importe quel sélectionneur. Pour autant, plusieurs raisons incitent à la prudence et nous obligent à ne pas placer la bande de Kylian Mbappé au-dessus des autres concurrents à la victoire finale. Balayés par l'Allemagne en mars dernier (0-2), pas forcément flamboyants contre le Luxembourg (3-0) et le Canada (0-0) lors de la préparation, les Bleus restent sur des sorties décevantes ou inabouties. La faute à un état de forme de certains titulaires qui interroge (Maignan, Upamecano, Tchouaméni, Rabiot, Mbappé) et à une animation offensive repensée (Mbappé recentré, Thuram à gauche, Griezmann plus haut sur le terrain) qui devra tourner à plein régime dès lundi prochain contre l'Autriche. Il n'y a cependant pas de quoi s'alarmer : le potentiel est là, la profondeur de banc, colossale et l'expérience certaine. Mais l'équipe de France ne s'avance pas sur la ligne de départ au-dessus de ses autres concurrents.

2 Quels sont les favoris pour succéder à l'Italie?

Au-delà des Bleus, les regards se tournent forcément vers l'Angleterre quand il est question des favoris. Gareth Southgate dispose d'une génération en or, emmenée par Harry Kane, le buteur du Bayern, ou encore l'ancienne pépite de Dortmund Jude Bellingham. Devant et au milieu, c'est peu ou prou ce qui se fait de mieux au monde. Un peu moins en charnière centrale et dans les buts... N'empêche, les Three Lions, éliminés par les Bleus en quarts de finale de la dernière Coupe du monde et finalistes malheureux à l'Euro 2021, ont tout pour rêver à un premier sacre continental. Champions d'Europe en 2016 face à la... France, Cristiano Ronaldo et ses camarades portugais ont aussi leur rond de serviette à la table des favoris, eux qui ont survolé les éliminatoires (10 victoires). Qu'il de l'Allemagne, longtemps dans le doute ces derniers mois, mais ravivée depuis la prise de fonction de Julian Nagelsmann et qui aura à cœur de briller devant son public? Les champions d'Europe italiens, la talentueuse Espagne, la Belgique ou les jeunes Néerlandais sont plus que des outsiders, la Croatie également, avec la Suisse ou le Danemark pour espérer renverser la table. À noter que huit des

Baptiste Desprez et Christophe Remise
Envoyés spéciaux à Paderborn

Le championnat d'Europe qui débute ce vendredi en Allemagne s'annonce grandiose avec un plateau très relevé et des stars en pagaille.

dix premiers au classement Fifa sont présents sur la ligne de départ.

3 Qui sont les stars?

L'Allemagne sera le théâtre des rêves pendant un mois, et les stars seront au rendez-vous. Côté français, Kylian Mbappé (25 ans), qui reste sur un échec retentissant lors de la dernière campagne en 2021 avec une élimination en 8^e de finale contre la Suisse aux tirs au but, a déjà claironné ses ambitions («Je veux marquer l'Euro de mon empreinte»). Meilleur buteur de la Coupe du monde au Qatar avec huit unités au compteur, le capitaine des Bleus se sait attendu au tournant. Il n'est pas le seul. Jude Bellingham (20 ans), tête de gondole d'Anglais ambitieux comme jamais, entend surfer sur sa somptueuse saison avec le Real Madrid (vainqueur de la Liga et la Ligue des champions) pour marcher sur l'Europe. Que dire de Cristiano Ronaldo (39 ans), retiré en Arabie saoudite où il empile les buts (42 cette saison avec Al Nasr) et plus que jamais leader d'un Portugal lourdement armé. Ou encore Kevin de Bruyne (32 ans) avec la Belgique et Toni Kroos (34 ans) du côté de l'Allemagne? Ces stars ont le talent, la tête et les jambes pour tout casser.

4 Quelles sont les pépites à suivre?

Qu'est-ce qu'une pépite? Un joueur (très) jeune et qui n'est pas encore installé sur la scène internationale. Exit donc Jude Bellingham, Jamal Musiala, Bukayo Saka, Pedri ou Eduardo Camavinga. Nos deux premières pépites sont à la frontière de cette définition, et notamment Florian Wirtz (21 ans) brillant maître à jouer du Bayer Leverkusen, champion d'Allemagne sortant. Peut-il avoir le même impact avec la Mannschaft? Très en vue avec Leipzig et très courtisé, notamment par le Bayern, le Néerlandais Xavi Simons (21 ans) pourrait changer de dimension à l'Euro, lui qui appartient au PSG. Également formé à Paris, Warren Zaïre-Emery (18 ans) représente quant à lui assurément l'avenir du club de la capitale. Il vivra sa première grande compétition avec l'équipe de France. Comme le phénomène barcelonais de la Roja Lamine Yamal (16 ans) ou la révélation mancunienne Kobbie Mainoo (19 ans), avec l'Angleterre. Récemment prolongé à Leipzig, l'attaquant slovène Benjamin Sesko (21 ans) pourrait encore faire grimper sa cote en Europe, comme le jeune milieu portugais de Benfica Joao Neves (19 ans).



Restant sur un échec retentissant lors de l'Euro 2021, Kylian Mbappé «veut marquer l'Euro de son empreinte». Ci-dessous : brillant maître à jouer du Bayer Leverkusen, Florian Wirtz réussira-t-il à avoir le même impact avec la Mannschaft?



5 Le Ballon d'Or se jouera-t-il en Allemagne?

Non. Avant l'Euro, Vinicius Junior, buteur en finale de la Ligue des champions contre Dortmund (2-0) et auteur d'un doublé contre le Bayern Munich en demi-finale aller (2-2), est en tête des suffrages dans la course au Ballon d'Or. Pour sa saison en Liga et en Cl (23 buts et 11 passes décisives), il devance ses concurrents directs qui sont Jude Bellingham, Kylian Mbappé, Toni Kroos, Erling Haaland, ou encore Harry Kane et Florian Wirtz. Le Brésilien jouera un match à distance cet été, puis qu'il dispute la Copa America avec sa sélection. Une victoire et des matchs décisifs de Vinicius pourraient plier le débat. A contrario, si l'un des éléments cités plus haut (en dehors de Haaland, pas qualifié avec la Norvège) porte sa sélection sur le toit de l'Europe et que «Vini» se rate en Amérique du Sud, le match sera relancé.

6 Qui sont les grands absents?

La plus grande star à manquer la fête se nomme Erling Haaland, non qualifié avec la Norvège. Idem pour son compatriote Martin Odegaard. Après avoir manqué la Coupe du monde, l'Italie est bien présente à l'Euro, mais sans Marco Verratti, expatrié au Qatar. L'équipe de France arrive sans les retraités Hugo Lloris, Raphaël Varane et Karim Benzema, ni le suspensé Paul Pogba, le revenant Christopher Nkunku ou le blessé Lucas Hernandez, tandis que l'Allemagne s'est passée des services de Mats Hummels, si précieux lors de l'épopée de Dortmund jusqu'en finale de Ligue des champions, comme Julian Brandt d'ailleurs. Revenu à temps pour ladite finale de Cl avec le Real, après de longues semaines d'indisponibilité, Thibaut Courtois suivra l'Euro 2024... en dehors du groupe belge. David Alaba (Autriche), Raphaël Guerreiro (Portugal), Gavi (Espagne) et, très récemment, Frenkie de Jong (Pays-Bas), ont dû déclarer forfait.

7 Quel nouveau record Didier Deschamps peut-il décrocher?

À la tête des Bleus depuis 2012, «DD» fascine les uns par sa longévité et ses résultats, autant qu'il agace les autres pour sa communication... et sa longévité. En Allemagne, le technicien de 55 ans dispute son troisième championnat d'Europe sur le banc de l'équipe de France. Après la finale perdue contre le Portugal en 2016 et l'échec face à la Suisse en 8^e de finale en 2021, il vise la victoire finale et rien d'autre. S'il y parvient, Didier Deschamps décrochera un nouveau record. Tout du moins il égalera celui d'un certain Berti Vogts, lauréat avec l'Allemagne en tant que joueur (1972) et sélectionneur (1996). Champion d'Europe 2000 en tant que capitaine sous les ordres de Roger Lemerre, le patron des Bleus est déjà le seul, avec le Brésilien Mario Zagallo, à avoir décroché la Coupe du monde sur et en dehors du terrain. Bis repetita avec l'Euro?

8 Un nouveau miracle pour Sagnol et la Géorgie?

«L'objectif est que tout le monde, les joueurs, le personnel et la fédération, acquière de l'expérience au cours de ce

merveilleux tournoi», indique Willy Sagnol, sélectionneur français... de la Géorgie. Emmenée par la star napolitaine Khvicha Kvaratskhelia et le Messin Georges Mikautadze, cette équipe a déjà réalisé un exploit en se hissant, pour la première fois de son histoire, en phase finale. Sagnol n'y est pas pour rien. À voir si «sa» Géorgie peut faire encore mieux en sortant d'un groupe relevé. Ce serait un exploit. «On est un peu l'invité surprise qui s'est glissé dans ce tournoi sans qu'on s'en aperçoive. Ce qui est sûr, c'est que, ce soit contre le Portugal, la République tchèque ou la Turquie, nous donnerons tout ce que nous avons», jure l'ex-Bleu au site de l'UEFA.

9 Plus qu'un simple tournoi pour l'Ukraine?

«L'Ukraine veut faire partie de l'Europe. Un tournoi comme l'Euro, c'est très important pour notre pays.» Le sélectionneur ukrainien, Sergei Rebrov, ne se cache pas : le championnat d'Europe représente une tribune politique pour son pays, en guerre contre la Russie. «Où que nous allions, les gens nous soutiennent», relevait-il récemment, décrivant l'Allemagne comme «le partenaire le plus précieux de l'Ukraine dans cette guerre». Et d'ajouter : «Malheureusement, le football n'est pas la priorité dans notre pays en ce moment... C'est important qu'en Europe et dans le monde, les gens soutiennent l'Ukraine dans cette guerre. Et je suis sûr que le football redeviendra numéro 1 dans notre pays très vite». Ancien Ballon d'Or, et récemment élu à la tête de la Fédération ukrainienne, Andrei Shevchenko, très engagé, est ambassadeur d'une organisation caritative, United24, qui a pour but de récolter des fonds pour financer l'aide urgente à son pays. Rappelons que la Russie est bannie par l'UEFA.

10 Pourquoi l'Allemagne vend-il un Euro «écologique»?

Si l'édition 2021 imaginée par Michel Platini, et ralliée par certains pour s'étendre sur onze villes (Londres, Munich, Bakou, Copenhague...), innovait avec des rencontres aux quatre coins de l'Europe, la version 2024 revient à du classique. 24 équipes et un seul pays organisateur. Pour un Euro qui s'ambitionne écologique. Comment? Avec une répartition des sélections sur trois aires géographiques afin de contraindre les participants à n'utiliser que très peu l'avion lors du premier tour, privilégiant le train ou le car. L'idée est de limiter au maximum les longs déplacements. Autre exemple, les 2,5 millions de spectateurs attendus sont invités à emprunter les transports en commun. Pour faciliter ce choix, la Deutsche Bahn met en place le DB Ticket Euro 2024 qui permet aux détenteurs de billets de se déplacer vers une ville hôte pour un tarif unique de 29,90 euros. Manière de réduire l'empreinte carbone. Métros, tramways, vélos et marche sont conseillés, tandis que la gestion des déchets et la réduction de la consommation d'électricité sont souvent cités en arguments d'une compétition «écologique». Après les paroles, place aux actes. ■

La vague Léon Marchand prête à déferler

Jean-Julien Ezvan

L'étoile de la natation française vient chercher à Chartres sa qualification pour les JO. Dernière halte sur la route de la gloire.

L'Odyssée, à Chartres, sera du dimanche 16 au vendredi 21 juin le théâtre des championnats de France de natation. Maxime Grousset, Florent Manaudou, Mewen Tomac, Yohann Ndoye-Brouard, Charlotte Bonnet, Mélanie Henique, Marie Wattel, Anastasia Kirpichnikova et C^{ie} chercheront à décrocher leurs billets pour les Jeux olympiques. Mais un compétiteur cristallisera les regards : Léon Marchand.

Champion du monde en 2023 du 400 m 4 nages avec le record du monde (« L'ère Léon Marchand commence par l'effacement de Michael Phelps du livre des records », signalait récemment *Sports Illustrated*), du 200 m papillon et du 200 m 4 nages, le Toulousain, petit prince de la natation française, a passé son année aux États-Unis, à Tempe, dans la banlieue de Phoenix. Dans le sillage de son leader français (trois victoires individuelles et une part prépondérante dans le relais), son université Arizona State a remporté le premier titre NCAA masculin de son histoire, à Indianapolis en mars. Léon Marchand a ensuite suivi son mentor Bob Bowman à Austin. Pour se préparer à de nouveaux défis.

Le phénomène débarque en France. Un passage à ne pas rater pour suivre son irrésistible ascension. A tout juste 22 ans, il y a trois ans, lors des JO de Tokyo, Léon Marchand découvrait les JO (6^e du 400 m 4 nages; demi-finaliste du 200 m papillon), avant de partir s'entraîner aux États-Unis et de changer de dimension. Il sera peut-être l'athlète français le plus médaillé aux Jeux de Paris 2024. Il devrait s'aligner sur 200 m 4 nages et 400 m 4 nages, 200 m papillon et 200 m brasse en nage individuelle et participer normalement au relais 4 x 100 m 4 nages. Voir même en fonction de ce qu'il décidera avec ses entraîneurs.

« Léon Marchand peut faire 4 ou 5 médailles. Cela, c'est sur le papier, après il faut le réaliser. Il a montré aux championnats du monde (2023) qu'il était capable d'enchaîner les courses. Il sait gérer tout cela »

Gilles Sezionale Président de la Fédération française de natation

Gilles Sezionale, le président de la Fédération française de natation, présente la tête d'affiche (1,87 m, 77 kg) qui fait du rendez-vous un événement : « Il peut faire 4 ou 5 médailles. Cela, c'est sur le papier, après il faut le réaliser. Il a montré aux championnats du monde (2023) qu'il était capable d'enchaîner les courses. Il sait gérer tout cela. Il a énormément progressé, notamment sur le 100 m brasse. Il est passé pour la première fois sous la minute, ce n'est pas rien. Il n'est pas loin du record de France. Il a progressé en 100 m nage libre et en dos aussi, où il a fait ses meilleurs temps. Il n'a pas encore fait de courses de 200 m 4 nages et 400 m 4 nages en bassin de 50 m mais, au vu de sa saison aux États-Unis, où ce sont des yards, il a fait des temps extraordinaires. Léon est un leader hors pair. Il est très en forme. C'est un nageur en pleine évolution positive qui, tout au long de sa saison universitaire, a eu des résultats incroyables. Il a ensuite fait des meetings en grand bassin, a signé de très belles performances. »

Le président de la FFN décrypte le prodige et avoue : « On ne sait pas quelles sont ses limites. Techniquement, il n'est pas loin de la perfection. C'est un nageur qui, sous l'eau, a une facilité incroyable. C'est là qu'il construit ses courses, c'est le fruit du travail qu'il font



Le quintuple champion du monde, Léon Marchand, a remporté le 400 m 4 nages au Tyr Pro Swim Series de San Antonio (Texas), le 12 avril.

avec son université aux États-Unis, où il nage pratiquement des courses tous les week-ends et cela les oblige à travailler énormément les phases non nagées sous l'eau. Il peut encore progresser sur le 400 m 4 nages, sur le 200 m 4 nages, sur le 200 m brasse, où je pense qu'il peut aller chercher un record aussi. Sa progression est continue, ce n'est pas une explosion. Il est parti aux États-Unis avec un record à 4 minutes 10, 4 minutes 11 au 400 m 4 nages. Et il a battu le record du monde (4' 02" 50). Et parallèlement à ça, il travaille toutes les nages individuelles qui composent le 400 m 4 nages et cela le fait progresser. Quand on voit les temps qu'il fait en 100 m nage libre avec un chrono sympathique ou 200 m nage libre, c'est impressionnant. Comme c'est un nageur parfait sur 400 m 4 nages, il a une gamme incroyable. Il peut pratiquement s'aligner individuellement dans toutes les nages. » Comme si Kevin Mayer s'alignait, en plus du décathlon, sur une épreuve individuelle (une course, un saut ou un lancer).

Du jamais-vu. La France a, dans son histoire, vu défiler des nageurs de talent. Liste non exhaustive : Jean Boiteux (champion olympique du 400 m nage libre en 1952), Christine Caron (médaillée d'argent du 100 m dos aux JO 1964), Michel Rousseau (champion d'Europe du 100 m nage libre en 1970), Stéphane Caron (champion d'Europe du 50 m nage libre en 1985), Catherine Plevinski (quintuple championne d'Europe, double médaillée aux JO et aux Mondiaux, en nage libre et papillon), Roxana Maracineanu (championne du monde du 200 m dos en 1998), Laure Manaudou (22 titres internationaux, dont l'or olympique sur 400 m nage libre en 2004), Alain Bernard (champion olympique du 100 m nage libre en 2008), la regrettée Camille Muffat (championne olympique du 400 m nage libre en 2012)... Mais aucun ne disposait de la polyvalence de Léon Marchand. Gilles Sezionale résume : « On a eu de grands athlètes mais souvent une spécialité. Là, on est dans le cas d'un nageur qui est parfait sur le 4 nages. Laure Manaudou était une nageuse polyvalente mais pas sur le 4 nages. Léon n'a pas vraiment de point faible. Quand on voit ce qu'il est capable de faire en dos, en papillon, en nage libre ou en brasse, c'est assez époustoufflant. Le point faible de beaucoup de nageurs sur le 4 nages, c'est la brasse. Pour Léon, ça vient d'un travail technique. Cela vient aussi de sa personnalité. Il a été très bien formé à Toulouse, avec Nicolas Castel, Castel et Bowman, plus des conditions d'entraînement qui lui permettent de s'épanouir par rapport à ses études, et ça fait un tout. » Une success-story qui a conquis l'Amérique.

Léon Marchand, une tête d'affiche qui gonfle naturellement d'ambition l'équipe de France. Le président de la

fédération française livre : « L'objectif, si toutes les planètes s'alignent, c'est d'avoir des résultats dans les 5 disciplines (natation course, eau libre, natation synchronisée, plongeon, water-polo). Ce qui ne s'est jamais fait. On peut compter sur la natation course. On est redevenu la meilleure nation du monde en eau libre, on espère quelques médailles, on a nos 4 nageurs qualifiés. Le plongeon ramène des médailles à chaque championnat du monde. Pour la première fois, le water-polo est arrivé dans le dernier carré (4^e) du dernier championnat du monde à Doha (en février), ce qui était formidable. Aux Jeux, ils vont avoir le couteau entre les dents, on peut espérer qu'ils rentrent cette fois avec une médaille. Et, en natation artistique, avec le changement de codification, la France se place sur les podiums européens, ce qui est quelque chose parce que c'est en Europe qu'il y a la plus forte densité. Lorsqu'à Londres (en 2012), on a battu notre record de médailles (7, dont 4 d'or), c'était principalement sur la natation course. Cette fois, il y a d'autres espoirs mais la natation course va être le moteur avec des locomotives comme Léon, Maxime (Grousset), Florent (Manaudou), Yohann (Ndoye-Brouard), Mewen (Tomac) pour citer les plus grandes chances. Pour la natation féminine, c'est un peu plus compliqué, mais si tout va bien, avec les relais... et Marie Wattel qui a l'air de revenir, a refait des temps encourageants parce qu'elle revient de loin après ses blessures, on peut évaluer ou battre le record de Londres. »

Et la natation espère profiter durablement de la vague Léon Marchand : « Pour le moment, en termes de licenciés, malgré la crise énergétique et le Covid, cela fait deux années qu'on dépasse les 400 000. Quand j'ai pris la fé-

« Aujourd'hui, la fédération a des bons résultats sportifs, on a une trésorerie saine, on a des fonds propres, on travaille pour les clubs et on essaie de faire en sorte que cela puisse se stabiliser pour la suite »

Gilles Sezionale

dération (en 2017), on était à 300 000. On peut s'attendre à une vague d'inscriptions après les Jeux de Paris parce qu'il y aura un engouement. Encore faut-il avoir la capacité de les accueillir dans nos piscines, qui sont un peu vieillissantes et qui sont souvent en DSP (délégation de service public), c'est le côté sur lequel on travaille avec la fédération pour essayer de reprendre la main pour les clubs, pour pouvoir gérer nos établissements, parce qu'aujourd'hui, on est en difficulté de ce point de vue là », confie Gilles Sezionale.

En contemplant la vitrine et sa fière tête d'affiche au sourire angélique, le président de la FFN indique : « Tout le travail paie, tout ce qu'on espère c'est continuer jusqu'à Los Angeles (Jeux 2028) sur cette logique. On avait modifié le PPF (projet de performance fédéral) avec des clubs d'excellence et les centres de formation, cela a été tout un combat de faire accepter cela de l'Agence (Nationale du sport), aujourd'hui cela paie. Toute cette restructuration, on la doit à notre équipe qui fait un travail formidable. Et pour nos athlètes, être à domicile pour les Jeux, cela va les booster. Comme nous. Dans cette logique, on a obtenu les championnats d'Europe en 2026 et Florent (Manaudou) disait l'autre jour qu'il allait peut-être continuer jusqu'en 2026. » Pour que le soufflé ne retombe pas. « Ce sont des éléments positifs qui doivent nous permettre de continuer à progresser. Ce qui m'intéresse le plus, c'est d'arriver à faire qu'on n'ait plus de trou d'air générationnel, comme on l'a connu après Londres et cela a été compliqué de remettre tout cela en place. Aujourd'hui, la fédération a des bons résultats sportifs, on a une trésorerie saine, on a des fonds propres, on travaille pour les clubs et on essaie de faire en sorte que cela puisse se stabiliser pour la suite », assure Gilles Sezionale.

Sur la route des JO de Paris 2024, Chartres se pose comme un passage obligé. Une mise en lumière. Une rampe de lancement. Un avant-goût d'été. En s'appuyant sur des dates de qualifications qui ont changé, pour faire comme les États-Unis ou l'Australie, rapprocher les qualifications de l'événement. Ensuite, les stages vont s'installer, puis Léon Marchand et les Bleus de la natation course plongeront dans

les compétitions dans l'enceinte de Paris La Défense Arena. Gilles Sezionale décrit : « Une grande cathédrale, une enceinte magnifique. On est allés la voir, elle est en train d'être installée. Avec près de 20 000 places assises, cela va être quelque chose. En France, on n'a jamais nagé dans un tel endroit. Cela va être splendide... » ■

ZOOM

JO : 14 candidats pour être porte-drapeaux

Le CNOSF a dévoilé jeudi la liste des candidats retenus pour officier comme porte-drapeaux à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, le 26 juillet sur la Seine. Chez les femmes, huit candidatures ont été validées : Romane Dicko (judo), Laetitia Guapo (basket), Camille Lecointre (voile), Pauline Ranvier (escrime), Wendie Renard (football), Mélina Robert-Michon (athlétisme), Charlotte Bonnet (natation) et Estelle Mossely (boxe). Côté hommes, ils sont six en lice : Jean-Baptiste Bernaz (voile), Renaud Lavillenie (athlétisme), Florent Manaudou (natation), Earvin Ngapeth (volley-ball), Sofiane Oumiha (boxe) et Enzo Lefort (escrime).

Tous ces candidats vont effectuer leur profession de foi avant d'être soumis à un vote au lendemain de l'officialisation de la délégation olympique française auprès du CIO. Les athlètes sélectionnés auront alors deux jours pour voter (les 9 et 10 juillet) par voie électronique. Les noms des deux élus, qui succéderont à Clarisse Abgbenou et Samir Ait Said, qui avaient mené la délégation française aux Jeux de Tokyo en 2021, seront dévoilés le 12 juillet. Pour les Jeux paralympiques, Nantenin Keita (para-athlétisme), Nelia Barbosa (paracanoe) ont été retenues chez les femmes; Alexis Hanquiquant (paratriathlon) et David Smetanine (paranatation) chez les hommes.

LE
GRAND JURY

Le Grand Jury, le rendez-vous politique incontournable.

DIMANCHE 12H-13H

EN DIRECT DU GRAND STUDIO DE RTL
ET EN DIFFUSION SIMULTANÉE SUR PREMIÈRE

Olivier BOST
Anaïs BOUTON
Loris BOICHOT

RTL
LE FIGARO
RTL

#LeGrandJury

0156 52 27 27

carnetdujour@media.figaro.fr

communications

Venez fêter l'ouverture du **château Archambeau-Laloin** en assistant aux **Ballades à boire !** Un monologue assoiffant de Rach à Bacchus, les mardi 9, jeudi 11 et samedi 13 juillet, à 19 h 30, ou aux **Ballades amoureuses** Les plus beaux poèmes d'amour de la littérature, les mercredi 10, vendredi 12 et dimanche 14 juillet, à 19 h 30, interprétées par **Alain Carré** comédien, musicien de la langue française. 38, rue Lucien - Mignat, 41500 Sèvres.

La paroisse **Sainte-Odile** 2, avenue Stéphane-Mallarmé, Paris (17), vous invite à sa **kermesse de printemps** le samedi 15 juin 2024 de 10 h 30 à 19 heures, le dimanche 16 juin 2024 de 11 heures à 17 h 45.

Loto familial le samedi 15 juin, à 16 heures.

Stands : brocante, foire à tout, livres, coin du médiane, couture, linge de maison et linge ancien, jeux et jouets d'occasion, atelier créatif, Brad Mode : vêtements et bijoux d'occasion. Salon de thé et restauration simple.

Contact : 01 42 27 18 37 courriel : sainteodile75017@gmail.com

conférences

Le **Collège des Bernardins** organise une table ronde le mercredi 26 juin 2024, à 19 heures,

Vivants jusqu'à la mort ?

Participation à prévoir. 20, rue de Poissy, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

Le **Collège des Bernardins** organise une soirée le lundi 17 juin 2024, à 19 h 30,

« Plus vite, plus haut, plus fort » : qui se cache derrière la devise olympique ?

Participation à prévoir. 20, rue de Poissy, Paris (5^e), téléphone : 01 53 10 74 44, www.collegedesbernardins.fr

deuils

La communauté **Fleg du 6^e et de la Rive Gauche** a la grande tristesse d'annoncer la disparition de

Serge ABOUKRAT

Un ami fidèle, un poète de la vie, un galeriste reconnu.

Son inhumation a eu lieu à Petah Tikva (Israël).

M. **Éric Weinberg**, son fils,

à la tristesse de vous faire part du décès de

Mme Rose-Marie AROTCE

survenu le 3 juin 2024, dans sa 93^e année.

Selon sa volonté, la crémation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

M. et Mme **Emmanuel Boyer-Vidal**, leurs enfants, Charles et Louise,

et toute sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Annie BOYER-VIDAL née Roussel,

survenu le 2 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, ce vendredi 14 juin, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière du Havre, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

73, rue de Colombes, 92600 Asnières-sur-Seine.

Claude Brochériou, son époux, Isabelle et Laurent Spelle, sa fille et son gendre, Adrien et Remy Spelle, ses petits-fils, Monique Brochériou, sa belle-sœur, Frédéric Aumont, Sara Doumenc-Aumont, son neveu et sa nièce,

ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Pierre BROCHÉRIOU professeur de lettres, chevalier des Palmes académiques,

survenu le 10 juin 2024, à l'âge de 97 ans.

La cérémonie civile aura lieu le mardi 18 juin 2024, à 11 h 30, au cimetière du Montparnasse, Paris (14^e).

Jeanne Canameras, son épouse, Olivier, Vincent, ses fils, Vanessa, sa belle-fille, Margaux, Mari, Thibault, Léo, ses petits-enfants, Martine Pierre, sa sœur, Michel Canameras, son frère, et l'ensemble de sa famille

ont l'immense tristesse de vous faire part du décès de

Gilbert CANAMERAS chevalier de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 11 juin 2024, à Neuilly-sur-Seine, dans sa 75^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 juin, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Théodorit-et-Saint-Firmin, à Uzès (Gard), suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).

Jérôme Carrus, son époux, Marie, Timothée, Lambert, ses enfants, Marie-Charlotte, sa belle-fille, Hugo, Suzanne, Georges, ses petits-enfants,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Françoise CARRUS née Joly,

survenu le 6 juin 2024, à l'âge de 68 ans, à Villeneuve-Loubet.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-d'Auteuil, Paris (16^e), le mardi 25 juin, à 10 h 30.

Henri-François Dauphin, son fils, le comte et la comtesse Remi Macé de Gastines, son gendre et sa fille, Charlotte Macé de Gastines, sa petite-fille, Hélie Tollinchi-Durazzo, ses enfants et petits-enfants, les enfants et petits-enfants de son frère Hector et de ses sœurs, Angèle et Philomène,

les familles Durazzo de Campomoro et de Fozzano, Abbatucci, Cuttoli, Pietri, Phipel, Quilichini de Sartène, Danti, Colonna d'Istria, de Giovanni, Guerrini, Rocca-Serra, d'Ortol, Fittipaldi, Lorenzi de Bradi, Peretti della Rocca, Condé, Grisoli, Olivieri, Casabianca, Tremblat, Lefort-Vidal, Macé de Gastines, Villedon de Naide, Sergeant, Périer de Larsan, Kónz

ont l'immense tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Palma DAUPHIN née Durazzo,

le 10 juin 2024, à l'âge de 102 ans.

La famille tient à remercier son médecin et ami, le professeur Jean-Jacques Mourad.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 19 juin, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marie de Sartène (Corse-du-Sud), suivie de l'inhumation dans la chapelle familiale, où repose Henri Dauphin, son mari.

Selon la volonté de la défunte, la famille ne portera pas de deuil.

Les condoléances seront reçues sur le parvis de l'église à l'issue de la cérémonie religieuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La comtesse Alain de David-Beauregard, son épouse,

le comte et la comtesse Benoît de David-Beauregard, le comte et la comtesse Fabien de David-Beauregard, M. et Mme Jean-Baptiste Ravanans, ses enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu du

comte Alain de DAVID-BEAUREGARD

le 9 juin 2024, dans sa 69^e année.

La messe d'À-Dieu sera célébrée le samedi 15 juin, à 10 heures, en l'église Saint-Saturnin de Calvisson (Gard).

L'inhumation aura lieu dans la chapelle du château de Villeleille (Gard).

M. et Mme Gérard Louit, M. et Mme Frank Fournier, le docteur Manuela Fournier, M. et Mme Christian Jouslin de Noray, ses enfants,

ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Marie FOURNIER née Jourdain de Muizon, dame de commanderie d'Ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem,

le 12 juin 2024, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbatiale de Saint-Sever (Landes), le samedi 15 juin, à 11 heures.

Le Perreux-sur-Marne (Val-de-Marne).

Danièle Pavie, son épouse,

Sandrine et Cédric, ses enfants,

Louis, Paul et Augustin, ses petits-fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès du

professeur Alain PAVIE chirurgien cardiaque, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 7 juin 2024, à l'âge de 76 ans, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris (13^e).

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbatiale de Saint-Sever (Landes), le samedi 15 juin, à 11 heures.

Castels-et-Bézenac (Dordogne).

M. et Mme **Arnaud Dubouys de Labarre** et leurs enfants, Thomas, Axelle, Alice, Lucile, Jean et Henri,

le comte et la comtesse Bruno de Saint-Exupéry et leurs enfants, Blanche et Joseph,

ses enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Henry DUBOYS de LABARRE née Claude Fourcaud-Laussac,

le 12 juin 2024, à l'âge de 86 ans, à Issigac, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'abbatiale de Saint-Cyprien (Dordogne), le samedi 15 juin 2024, à 10 h 30.

L'inhumation se déroulera dans l'intimité familiale.

M. et Mme (†) **Christian Ferault**, M. et Mme **Henry Lefebvre-Vary**, ses frère, sœur, belle-sœur et beau-frère,

Stéphanie, Valentine, Martin et Fabien, ses neveux et nièces,

Timothé, Apolline, Sixtine, Violette, Madeleine, Achille et Léa, ses petits-neveux et petites-nièces,

M. Bertrand Darblay et toute la famille

vous font part du rappel à Dieu de

Mme Nicole FÉRAULT

à Paris, le 8 juin 2024, à l'âge de 71 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 18 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île, 19 bis, rue Saint-Louis-en-l'Île, Paris (4^e), par le père Jean-Baptiste Arnaud, cure de la paroisse.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

23, quai aux Fleurs, 75004 Paris.

Xavier Morane, Sophie Domange, Domitille Perrière, Fabienne Mûnger, Virginie Knowles, Isabelle Rist, Claire Catonné, ses enfants, et leurs conjoints,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de

Monique MORANE née de Baillencourt dit Courcol,

dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Laurent, à Ollioules (Var), le samedi 15 juin 2024, à 10 h 30.

Yolande Gatignol, son épouse, Pierre, Yves, Jean, Béatrice, Frédéric, Nathalie, ses enfants, leurs épouses et époux, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Roland GATIGNOL

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

offices religieux

La Fondation Shmouel et Bassie Azimov vous informe que **l'allumage des bougies de Chabbat avec bénédiction** deux bougies pour les femmes mariées, une bougie pour les jeunes filles, se fera ce vendredi 14 juin 2024, à 21 h 38 (horaire pour l'Île-de-France). **Le respect des lumières de Chabbat conduira aux lumières de la Délivrance.** Renseignements Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

Carla Pointel, née Crivelli, son épouse,

sa famille française dont 11 arrière-petits-enfants, Alliéon, Maxence, Aurore, Eloïse, Antoine, Maxime Jean-Georges, Raphaël, Estelle, Isabelle, Margot et Juliette,

sa famille italienne et tous ses amis

ont la douleur de vous faire part du décès de

Jean-Georges POINTEL

survenu le 9 juin 2024.

Une cérémonie religieuse aura lieu le mardi 18 juin, en l'église Saint-Louis de Garches, suivie de la crémation au crématorium du Mont-Valérien de Nanterre.

L'inhumation aura lieu le mercredi 19 juin, au cimetière de Montrouge.

Moulins, Toulon-sur-Allier (Allier).

M. et Mme Guy de Francieu, Mme Geneviève de Roquefeuil et M. Jamiloddin Nezami, le comte et la comtesse Xavier de Roquefeuil, le comte Dominique de Roquefeuil, ses enfants, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

font part du rappel à Dieu de la

comtesse François de ROQUEFEUIL née Monique de Dreuille,

le 12 juin 2024, dans sa 91^e année, munie des sacrements de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Sacré-Cœur, à Moulins, le samedi 15 juin 2024, à 10 h 30.

Lacapelle-del-Fraisse (Cantal).

Mme **Éric Sarrauste de Menthrière** en union avec le docteur **Éric Sarrauste de Menthrière** (†), M. et Mme Hervé Sarrauste de Menthrière, le baron et la baronne Amaury de Bouvet, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,

son frère et ses belles-sœurs, tous ses neveux et nièces

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Louis-Géraud SARRAUSTE de MENTHÈRE

le 10 juin 2024, muni des sacrements de l'Église.

Il a rejoint dans la paix, son épouse, née Claude Attaix.

La cérémonie religieuse sera célébrée par son filleul, le père Guillaume Sarrauste de Menthrière, le lundi 17 juin, à 15 heures, en l'église de Lacapelle-del-Fraisse.

remerciements

Yolande Gatignol, son épouse, Pierre, Yves, Jean, Béatrice, Frédéric, Nathalie, ses enfants, leurs épouses et époux, ses petits-enfants,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Roland GATIGNOL

vous prient de trouver ici leurs sincères remerciements.

offices religieux

La Fondation Shmouel et Bassie Azimov vous informe que **l'allumage des bougies de Chabbat avec bénédiction** deux bougies pour les femmes mariées, une bougie pour les jeunes filles, se fera ce vendredi 14 juin 2024, à 21 h 38 (horaire pour l'Île-de-France). **Le respect des lumières de Chabbat conduira aux lumières de la Délivrance.** Renseignements Beth Loubavitch : 01 45 26 87 60.

Cultiver sa liberté, c'est cultiver sa curiosité.



Recevez Le Figaro chaque jour et ses magazines le week-end. Accédez aux versions numériques du journal, des magazines et des hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

299€ pour 6 mois au lieu de 629,40€

LE FIGARO La culture de la liberté depuis 1826

ABONNEZ-VOUS AU FIGARO

À renvoyer dans une enveloppe affranchie à : LE FIGARO ABONNEMENT 45 avenue du Général-Leclerc 60643 CHANTILLY CEDEX

☐ OUI, je m'abonne à la **Formule CLUB** pour 299€ au lieu de 629,40€, soit 52% de réduction. Je reçois pendant 6 mois Le Figaro du lundi au samedi, accompagné des cahiers thématiques et des magazines du week-end. J'accède à leurs versions numériques et aux hors-séries culturels ainsi qu'aux applications Figaro Jeux et Le Figaro Cuisine.

Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____ Tél. portable : _____ pour améliorer le suivi de votre livraison

Pour accéder aux versions numériques, il est indispensable de compléter votre adresse mail : E-mail : _____ en majuscules

Je joins mon règlement par : ☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Figaro ☐ CB N° _____ Expire fin : _____

Date et signature : _____

FAP2401

Offre métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés valable jusqu'au 31/12/2024. Les tarifs sont révisibles à l'issue de chaque année d'abonnement. Les informations recueillies sur ce bulletin sont destinées au Figaro et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et uniquement au Figaro pour vous adresser des offres commerciales pour des produits et services offerts par Le Figaro. Afin d'exercer les droits relatifs à vos données personnelles dans les limites prévues par la loi, vous pouvez vous adresser à Le Figaro, DPO, 101 rue de l'Abbé Groult, 75015 Paris. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case [] Si vous disposez du droit de la prospection commerciale postale, cochez cette case [] Vous disposez du droit de saisir la Cnil, de toute réclamation concernant le traitement des données vous concernant. Notre politique de confidentialité et nos CGV sont disponibles sur https://mentions-legales.lefigaro.fr/le-figaro/politique-de-confidentialite-figaro et https://boutique.lefigaro.fr/conditions-generales-de-vente.

Et vous, vous l'aimez grand comment ?

Pour la fête des pères, dites-lui votre affection dans Le Figaro du samedi 15 juin !

01 56 52 27 27 carnetdujour@media.figaro.fr

Getty Images



PAR
Julian Colling
Envoyé spécial à Barnaoul
et Iekaterinbourg

Tout a commencé avec un buste, exhumé d'une forêt en 2017, et qui trône fièrement au milieu de la carrée. Quelque 200 kilogrammes de granit à l'effigie de Joseph Staline, qui régna d'une main d'acier sur l'Union soviétique de 1922 à sa mort en 1953. « C'est notre pièce maîtresse, et c'est à la suite de sa découverte que l'idée du Centre Staline est née », explique avec enthousiasme Sergueï Matassov, la trentaine, cofondateur de cette sorte de minuscule dédié au « généralissime ». « Notre région a toujours été rouge, à forte tradition communiste », précise-t-il.

Nous sommes en Sibérie du Sud, à Barnaoul, capitale du kraï de l'Altai. La ville, 500 000 âmes environ, n'évoque sans doute rien au lecteur européen. Elle est sise non loin des mythiques monts de l'Altai, de la Mongolie et du Kazakhstan. Non loin également du bassin minier voisin du Kouzbass, dont le charbon alimente toute la Russie. Barnaoul, plaque tournante d'une région traditionnellement agricole, est une ville moyenne russe typique. Avec cette particularité : elle présente non pas une, mais deux grandes statues de Lénine en son centre-ville.

Le fameux buste de Staline, installé dans les années 1930 à proximité d'une usine et déboulonné lors du dégel voulu par Khrouchtchev, avait été conservé discrètement par un habitant dans son jardin, puis enterré en forêt. Après son exhumation, il fut légué à des membres du petit parti Communistes de Russie - une branche plus radicale du parti communiste -, dont Matassov est un élu local. Ce centre culturel nommé Staline est une première en Russie.

L'endroit ne paie pas de mine, au sous-sol d'un de ces petits immeubles de bureaux qui ont proliféré dans la Russie des années 1990. Le musée se résume pour l'instant à une seule pièce avec, en majesté, le buste restauré et repeint. Sont également exposés toutes sortes d'objets soviétiques, épingles et cartes du parti, photos de Staline lors de sa venue dans la région en 1928, éditions d'époque de la Pravda ou de livres écrits par Staline ou son bras droit, le brutal Lavrenti Beria. Un coin est aussi dédié à la visite du numéro un chinois Mao Zedong en URSS en 1949, « qui représente l'amitié éternelle entre nos deux peuples », dit Matassov. Il nous montre la déclaration de Charles de Gaulle en hommage à Staline après sa mort. Le député régional nous présente également les vinyles de sa collection personnelle contenant des enregistrements de la voix de celui qu'il appelle sans cesse le « camarade » Staline. « Ce lieu n'est que provisoire, on vise plus grand », assure le jeune staliniste. Plus troublant, un mannequin habillé d'un costume d'officier du NKVD - la terrible police politique qui sévit dans les années 1930 - occupe la pièce. « Nous voulions saluer les unités du NKVD qui ont débarrassé héroïquement la forteresse de Brest (en Biélorussie, NDLR) pendant la Grande Guerre patriotique. Pour nous, Staline est avant tout celui qui a mené l'URSS à la victoire contre l'Allemagne nazie. Il a aussi remis le pays sur pied après la guerre civile russe, puis après 1945. Il a industrialisé et développé le pays de manière rapide, sorti les gens de la pauvreté, amené l'éducation et le logement pour tous... Nous souhaitons jeter une nouvelle lumière sur son bilan, souvent critiqué. »

Le centre organise des conférences, des reconstitutions avec déguisements dans les rues de Barnaoul, sous le regard tolérant des autorités locales. Le centre poste sur ses réseaux sociaux les photos des visiteurs, des familles, « des patriotes ». Il a récemment participé à la « Nuit des musées » en Russie, en invoquant l'âme de Staline lors d'une « séance spirituelle ». Pas un mot dans l'exposition, en revanche, sur le coût humain de la collectivisation à marche forcée. La visite du leader dans la région en 1928, visant à remettre fermement les paysans au travail, a débouché sur de sévères punitions, de koulaaks notamment. Et quid de la terreur, des répressions de masse ? « Nous ne nions pas que des mesures draconiennes ont été prises, mais dans le contexte de l'époque, cela pouvait se comprendre, afin par exemple de lutter contre la corruption », dit Matassov, attablé avec quelques collègues autour d'un whisky occidental et d'un plat de butterbrod, petits-fours populaires en Russie datant de l'époque soviétique.

Son camarade Valéry, historien de formation, ajoute : « Nous retenons avant tout de Staline l'économie stalinienne, basée sur la planification et sur la fixation des prix, qui a bénéficié au plus grand nombre. Ses mesures sociales. Au fait, nous avons aussi pour exemple la Commune de Paris ! », lance-t-il. Ces joyeux stalinistes estiment que si la figure du généralissime gagne en popularité depuis des années d'après les sondages, c'est parce que les Russes ont une forte demande de plus de justice et de moins de corruption et d'oligarchie. Et besoin d'un leader fort.

Est-ce à dire que le président actuel n'en est pas un ? « Le Centre Staline se tient loin de la politique », répond Sergueï Matassov. Les rouges de Barnaoul ne diront rien non plus sur la guerre en Ukraine, qui ne semble toutefois guère les enchanter. La figure de Staline connaît en tout cas une réhabilitation certaine en Russie depuis une dizaine d'années, véhiculée par le Kremlin et le discours officiel. « Un Centre Staline a été ouvert dans notre ville ? Je n'étais pas au courant, mais dans l'idée je ne suis pas contre », commentait dans les rues de Barnaoul Ivan, 28 ans, informaticien. « Quoi qu'on en pense il a été un grand dirigeant de notre pays, et un personnage éminemment important de notre histoire. »

Quelque 48 nouveaux bustes du dictateur sont apparus à travers le pays en dix ans. Dans la région de Nijni Novgorod, un autre « centre Staline », un mu-



Au Centre Staline de Barnaoul sont exposés toutes sortes d'objets soviétiques, documents, épingles et cartes du Parti. Le centre organise aussi des conférences, des reconstitutions avec déguisements dans les rues de la ville, sous le regard tolérant des autorités locales.

Comment la Russie de Poutine joue Staline contre Eltsine

L'ouverture d'un Centre Staline en Sibérie illustre le tournant conservateur encouragé par le sommet de l'État. En miroir, le Centre Eltsine d'Iekaterinbourg, vestige libéral, est dans l'œil du cyclone.

sée de quatre étages cette fois, est en train d'être construit. En Bouriatie (Sibérie orientale), les communistes vont créer une « association Staline », mouvement pour la mise en valeur de l'œuvre de ce dernier. Dans le Donbass enfin, Donetsk sera désormais renommée trois jours par an « Stalino », son nom de 1924 à 1961. « Le pouvoir regarde en arrière afin de trouver des motifs de fierté et d'unité », analyse l'éminente anthropologue et spécialiste du folklore russe Alexandra Arkhipova. « Staline est alors effectivement présenté comme un manager efficace, plutôt que quelqu'un qui a fait tuer des millions de gens. Dans les manuels scolaires, on parle de « personnes envoyées en Sibérie », sans préciser leur sort. J'observe aussi l'émergence d'une image culte et folk de Staline, celle d'un leader idéal, propre, jamais corrompu, qui éblouissait l'ordre. Un homme qui est mort simplement avec son manteau et ses bottes en sa possession. »

De l'autre côté du spectre, une tout autre Russie fait, elle, le dos rond, sous pression. C'est la Russie dite « libérale ». Celle des années 1990 et de la libéralisation (chaotique) qui a suivi la perestroïka, puis la chute de l'URSS. Celle du premier président de la Russie indépendante, le réformateur Boris Eltsine.

Ces deux idées opposées de la Russie s'éloignent de plus en plus. En plein tournant conservateur et patriotique dans le pays, la Russie incarnée par Eltsine se trouve plus que jamais sous le feu des critiques. L'ancien président est lui-même mal aimé du Russe moyen, car vu comme celui qui a converti de force le pays à l'économie de marché, laissant en chemin de très nombreux Russes dans la pauvreté et la crise sociale. Et faisant émerger dans le même temps la corruption et la classe des puissants oligarques.

Iekaterinbourg, quatrième ville de Russie, a la réputation frondeuse. Elle est un peu l'antithèse d'une ville rouge : première municipalité à retrouver en 1991 son nom d'avant la révolution bolchevique ; première ville à installer un mémorial en mémoire

des victimes de répressions soviétiques... Ici, le grand Centre Eltsine (il était de la région), ouvert en 2015 en présence de Vladimir Poutine, porte toujours beau aux abords du bassin d'eau municipal. Mais depuis l'invasion de l'Ukraine, le centre tourne quelque peu au ralenti - en tout cas son programme culturel. « On a interrompu les événements massifs, les festivals, cela nous semblait inapproprié vu le moment et l'humeur dans le pays », admet Elena Volodarskaïa, 39 ans. Elle est membre de l'encadrement de cette sorte de grand centre culturel et lieu de rassemblement multifonctions, qui abrite aussi le Musée Boris Eltsine.

Le Centre Eltsine a été, depuis son inauguration, un espace et une plateforme pour les idées libérales et démocratiques en Russie. Mais depuis 2022, la volée de conférences aux accents politiques a été largement réduite. « On essaie de se concentrer sur la scène locale, de promouvoir de jeunes artistes », dit Volodarskaïa. Peu après le 24 février 2022, la direction du Centre prend publiquement position contre l'invasion de l'Ukraine. Le vitriol des voix ultra-patriotiques fuse ; les autorités russes forcent rapidement l'institution à retirer le message de son site web et des réseaux. Cela n'affaiblit pas le feu des critiques. Le propagandiste télévisé en chef Vladimir Soloviev conspu la ville d'Iekaterinbourg, refuge de la vermine libérale selon lui. Plusieurs élus locaux, des communistes notamment, demandent carrément en 2023 le classement du Centre Eltsine comme « agent de l'étranger » - sans succès pour l'heure. Les blogueurs patriotes lancent régulièrement des raids sur Telegram à son encontre. Le célèbre cinéaste pro-Kremlin Nikita Mikhalkov redouble ses attaques contre l'institution, qu'il accuse de jouer contre la Russie et d'enjoliver la période Eltsine, marquée à ses yeux par la trahison de la patrie.

« En réalité, c'est depuis son ouverture que certains demandent sa fermeture, ce n'est pas nouveau, on a l'habitude », relativise Anna Borodouline, 32 ans, directrice du Musée Eltsine au sein du centre. L'intelligentsia russe s'inquiète toutefois pour l'avenir du lieu, ironise sur son futur « remplacement par un hô-

« Staline est avant tout celui qui a mené l'URSS à la victoire contre l'Allemagne nazie. Il a aussi remis le pays sur pied après la guerre civile russe, puis après 1945. Il a industrialisé et développé le pays de manière rapide, sorti les gens de la pauvreté, amené l'éducation et le logement pour tous... Nous souhaitons jeter une nouvelle lumière sur son bilan, souvent critiqué »

Sergueï Matassov Cofondateur du Centre Staline, à Barnaoul

pital pour vétérans de la guerre en Ukraine ». « Personnellement, j'ai toujours considéré l'existence d'un tel endroit - un centre de soutien aux idées démocratiques - comme une anomalie dans la Russie de Poutine », juge Dmitri Kolezev, journaliste indépendant renommé, originaire d'Iekaterinbourg et aujourd'hui en exil. « À travers son cas, on voit clairement l'affrontement entre une idée de liberté individuelle incarnée par les années Eltsine et une vision élitiste et autoritariste qui estime que l'État doit passer avant tout, défendre par les critiques ardents du centre. »

Anna Borodouline est née dans les années 1990. « Pour moi, cette décennie a été un moment important de formation de la subjectivité des gens en Russie, comme citoyens. Je crois beaucoup aux valeurs de justice, de liberté, de démocratie, comme en la société civile. Ces valeurs me sont chères et il me semble qu'à l'époque d'Eltsine, on a essayé de fonder des institutions représentant ces valeurs, même maladroitement. » Elle n'est pas la seule, semble-t-il, car en cette journée de printemps, les visiteurs du musée Eltsine sont nombreux.

Le lieu revêtait-il, depuis février 2022, une signification différente pour les Russes ? « Je crois que les gens y viennent désormais aussi pour se sentir tout simplement entourés par des gens qui sont sur la même longueur d'onde au sujet des événements en cours », pense Dmitri Kolezev.

« Moi, je suis ici pour la deuxième fois, pour rendre hommage à Eltsine. Quoi qu'on en dise, il a œuvré pour le pays, témoigne Irina, la cinquantaine, une entrepreneuse. Son époque était une période de liberté en Russie, c'était nouveau pour nous et ça n'a pas de prix. » Dans le programme interactif du musée, filmé pour son ouverture en 2015, de nombreuses personnalités interviewées, d'obédience libérale, sont entre-temps devenues « agents de l'étranger », comme le remarque avec malice Elena Volodarskaïa.

La dernière grande salle de la visite projette toujours en très grand sur les murs le mot *svoboda*, « liberté » en russe. Des jeunes prennent des selfies devant ces inscriptions ; d'autres avec la statue d'Eltsine dans le patio central. « Nous ne disons pas que tout est OK autour de nous, que tout est rose, non. Bien sûr, il y a parfois des moments d'angoisse, observe Volodarskaïa. Mais il faut continuer à travailler tant qu'on existe. »

« Je crois que le centre revêt en effet une importance différente désormais », ajoute Borodouline. Pour certains les notions liberté, de droit, d'humanité sont vécues de manière plus sensible aujourd'hui, plus à fleur de peau. Et ces mots sont très présents dans le centre, voilà tout. On a peut-être ainsi acquis une sorte de fonction thérapeutique, dans la Russie d'aujourd'hui. »

Toutefois, le fossé continuera sans doute de se creuser avec l'autre Russie. Lors de l'ouverture du Centre Staline en décembre dernier, Sergueï Matassov promettait, en plaisantant, de « s'occuper de ces Centre Eltsine et autres agents de l'étranger », dans le texte, « à la manière stalinienne ». ■

Macron annonce que l'extrême droite entraînerait le déclassement... d'un pays qui se sent déjà déclassé

➤ Lire aussi PAGES DE 2 À 9



PIERRE VERMEREN

C'est l'addition des colères et la baisse continue des revenus relatifs des classes populaires depuis la désindustrialisation de la France qui a conduit au vote du 9 juin, analyse l'historien*.

Dans sa déclaration le soir des élections européennes du 9 juin 2024, le président de la République a annoncé que «l'extrême droite» apporterait aux Français «l'appauvrissement», et au pays «le déclassement». Or le pays se vit déjà comme déclassé - avec l'embarras du choix des critères - et sa population est en partie «smicardisée» - de l'aveu même du premier ministre qui voulait œuvrer à la désincardisation des travailleurs, selon sa déclaration de politique générale de janvier. La menace du président ne manquait ni de sel ni d'humour. Il est en effet bien placé pour connaître le double effet des deux phénomènes évoqués, puisque ses sept années de gouvernement ont vu se succéder une série de jacqueries et de révoltes inédites depuis le premier XIX^e siècle : révolte des hospitaliers et des policiers, jacquerie des «gilets jaunes», grèves et cortèges des salariés contre les deux réformes des retraites, révolte insurrectionnelle des banlieues, révolte et blocages des paysans, révolte meurtrière et pillages en Nouvelle-Calédonie, etc.

L'addition de ces colères et la stagnation ou la baisse continue des revenus relatifs des classes populaires depuis la désindustrialisation de la France a précisément conduit au vote du 9 juin, fruit d'un long processus qu'il est ici inutile de re-raconter, consciencieusement alimenté le temps de la campagne par le gouvernement (réforme du chômage) et par le Conseil constitutionnel (universalité des aides en France).

Faut-il rappeler quelques faits matériels au président : les étudiants et les professeurs n'ont plus les moyens d'acheter des livres neufs, leur ancien outil de travail ; les petits et moyens fonctionnaires n'ont plus les moyens d'habiter près de leur travail dans les zones urbaines ; plusieurs millions d'enfants vivent dans des foyers pauvres ; un Français sur deux ne part pas en vacances ; des millions de Français ne se chauffent plus pendant des semaines d'hiver ; des millions d'autres renoncent à se faire soigner, tandis que des pénuries croissantes de médicaments touchent même des indispensables ; la fréquentation des coiffeurs s'est effondrée en France depuis le Covid ; l'inflation récente a fait chuter la consommation de fruits et légumes de plus en plus importés ; seuls 17 % du marché alimentaire français est bio ou labellisé, faute des moyens pour les autres ; la viande de bœuf et le poisson sont devenus des produits de luxe ; l'âge moyen du parc automobile français a doublé en vingt ans, et la voiture électrique est inabordable pour 90 % de la population ; pour des raisons de coût, moins de 5 % des restaurants français font du «fait maison» ; les hard-discounts et les soupes populaires (alias Restaurants du cœur, Secours catholique et Banque alimentaire) étendent leur action

d'année en année ; l'économie du troc a fait s'effondrer les boutiques et marques de vêtements en France, etc.

Pour nos élites dirigeantes et les millions de cadres qui résident dans les métropoles - dont je ne saurais m'abstraire non plus que la plupart de mes relations -, la pauvreté croissante des classes populaires et moyennes n'est qu'un récit. Les deux bourgeoisies - celle de droite et celle de gauche - qui vivent côte à côte dans les métropoles depuis les années 1990 et 2000, après en avoir délogé les derniers représentants des classes populaires et ouvrières, ont l'impression de vivre comme le reste de la population. Or elles ne vivent plus avec les classes populaires, seulement croisées dans leurs activités professionnelles (comme élèves, patients, employés, usagers, etc.). Les seuls pauvres qu'elles fréquentent sont les classes populaires d'immigration récente qui habitent à proximité des métropoles - voire en leur sein -, affectées aux services à la personne dont elles ont besoin (portage des repas à domicile, fourniture de drogues ou nettoyage des logements et bureaux...). Les 93 % de communes qui

«Pour nos élites dirigeantes et les millions de cadres qui résident dans les métropoles, la pauvreté croissante des classes populaires et moyennes n'est qu'un récit»

ont placé le vote Bardella en tête (généralement à plus de 35 % ou 40 %) sont le décalque inversé des 5 % de communes qui placent en tête l'ex-majorité présidentielle (bourgeoisie de centre droit) ou une liste de l'ancienne Nupes (bourgeoisie de gauche).

Jamais depuis le XIX^e siècle, la France n'a été aussi dangereusement livrée et ses habitants séparés, étrangers les uns aux autres. Les effets de 150 ans de républicanisation de la société se sont peu à peu estompés, sous le triple coût de l'effondrement de la production nationale, de la déprise des services publics et de la financiarisation des activités et de l'économie. Au XIX^e siècle aussi, il existait une fine pellicule de notables en surplomb des classes populaires qui représentaient 90 % de la population. Mais elle était présente dans l'ensemble du pays. Dans cette étroite élite sociale se tenaient à la fois la révolution et la contre-révolution, le rouge et le noir, les milieux patronaux et les élites républicaines, le parti laïc et le parti catholique, les officiers républicains et les professeurs, le clergé et les intellectuels.

Tous avaient des clientèles ou des partis dans le peuple, réussissant à capter des segments croissants de lettrés et d'intelligentsias ouvrières, artistiques ou syndicales. Les effets du républicanisme et du socialisme, l'Église, l'école, le capitalisme industriel, l'exten-

sion de l'État bureaucratique et de ses services ont peu à peu liquidé la grande pauvreté, enrichi les classes populaires et forgé une classe moyenne que les Trente Glorieuses ont porté à son faite. Les partis de gauche puis les gaullistes ont en leur temps intégré politiquement ces populations à la République, populations de lecteurs, d'électeurs et de travailleurs curieux, éclairés par l'école et par la raison dans un pays qui était à la pointe de l'innovation politique, scientifique et esthétique mondiale.

Qu'en reste-t-il ? Apparemment pas grand-chose. La grande différence avec le XIX^e siècle est que les élites bourgeoisies ont grossi, représentant près de 20 % de la population. Les métropoles où elles résident - à l'image des «Français de l'étranger» - placent en tête aux dernières élections trois blocs partisans : la droite classique résiduelle ; le parti présidentiel, qui a perdu en sept ans sa capacité unificatrice des votes bourgeois de gauche et de droite (rassemblant l'inscrit sur 13) ; et la gauche urbaine (écologistes et socialistes). À regarder de près les résultats du 9 juin, le vote Bardella (l'inscrit sur 6) et les divers votes émanant des classes populaires représentent le second quart de l'électorat. Il n'en reste pas moins que le vote populaire s'abstient dans son immense majorité, un électeur sur deux n'ayant pas voté (soit 24 millions de personnes). Ainsi, le vote Bardella n'est que la pointe émergée du bloc populaire, tandis que les deux bourgeoisies, celle de gauche et celle de droite, occupent l'essentiel des médias, de la presse, du commentaire et de la scène politique et intellectuelle nationale. C'est précisément pour cette raison que le président a pu faire sa déclaration sans déclencher une bronca générale ; le peuple appauvri n'a pas vraiment de voix.

La France ignorée des déchetteries, des éoliennes, des ronds-points et des plateformes logistiques géantes - derniers réservoirs d'emplois pour smicards des campagnes - ne représente pas un grand danger. Depuis la Grande Peur de l'été 1789, elle n'a jamais beaucoup ému Paris. Il y eut bien la Vendée ou la Résistance, puis les «gilets jaunes»... Mais il est rare que la France provinciale menace la stabilité du pouvoir. Les guerres civiles naissent à l'intérieur des élites sociales et opposent divers segments des classes bourgeoisies, quand leurs intérêts sont menacés. Au regard de l'histoire et de notre riche expérience en matière de guerre civiles, c'est au cœur des métropoles, et de Paris en particulier, que sourdent les fermentes les plus dangereuses - parce qu'historiquement très meurtrières - des conflits politiques à venir. ■

* Normalien, agrégé et docteur en histoire, Pierre Vermeren est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages remarqués, dont «La France qui décline. De la désindustrialisation à la crise sanitaire», Tallandier, 2020.

Est-il permis d'envisager sereinement la cohabitation ?



RENAUD DUTREIL

Dénier aux Français le droit de faire le choix de la cohabitation, y compris avec Jordan Bardella comme premier ministre, revient à se ranger parmi les adversaires de la démocratie, estime l'ancien ministre de Jacques Chirac.

Sommes-nous, en France, capables de pratiquer la démocratie comme des citoyens civilisés, et non comme des bêtes féroces assoiffées de haine ? Si oui et sans préjuger d'un éventuel retournement du sentiment national tel qu'il s'est exprimé dimanche, il faut considérer une cohabitation Macron - Bardella comme la probable et prochaine traduction démocratique de la situation dans laquelle nous nous retrouvons. Dimanche dernier, le peuple a clairement indiqué sa préférence pour le Rassemblement national. Il y a un incontestable désir, chez les Français de toutes les catégories sociales et de toutes les générations d'essayer ce qu'ils n'ont jamais testé. Dénier aux Français le droit de faire ce choix, c'est se ranger parmi les adversaires de la démocratie. Cette tentation est très forte à gauche, où l'on a l'habitude de considérer que la démocratie n'existe que quand c'est la gauche qui gagne. Elle est forte aussi chez les partisans d'Emmanuel Macron, qui au lieu de se demander pourquoi les Français se sont détournés d'eux, croient toujours solide le rempart de la diabolisation. Les faits sont là, l'heure est celle du RN, aux quatre coins du pays.

Emmanuel Macron, quant à lui, a été élu régulièrement en 2022 pour un mandat de cinq ans. Il n'y a aucune raison de lui dénier le droit d'exercer son mandat jusqu'au dernier jour, d'exiger sa démission en cas de défaite de son camp aux législatives, sauf, là encore, à s'attaquer à l'essence même de la République. Tous, aujourd'hui, le tiennent responsables de tous les maux du pays. Avec quelle rare injustice ! Haro sur l'Élysée ! Même dans ses propres rangs, celles et ceux qui ne seraient rien sans lui l'accablent. «Animal aux têtes frivoles», écrivait La Fontaine des Athéniens qui ressemblent tant aux Français d'aujourd'hui. L'histoire, qui relèvera les erreurs d'Emmanuel Macron, lui rendra certainement justice pour ce qu'il a fait d'utile et de novateur pour la France. Mais occupons-nous du présent : aujourd'hui, il est le président de la République, le chef de l'État, le gardien de nos institutions. Et il doit le rester jusqu'en 2027. S'il n'est pas démocrate et républicain, il faut bien soumettre ses passions aux institutions. Les ones sont passagères et les autres permanentes, ce qui n'est pas leur moindre mérite. Dans une démocratie, quelque chose de sacré, quelque chose d'intangibilité doit demeurer debout et recueillir l'assentiment de tous. Qu'elles nous arrangent ou qu'elles nous dérangent, nous devons res-

pecter nos institutions. Elles nous protègent de nos caprices, de nos folies, de nos impatiences. Emmanuel Macron est un président légitime et il le sera encore au lendemain des législatives.

Si Bardella a une majorité à l'Assemblée nationale et que le chef de l'État le nomme premier ministre, comme le veut la Constitution, nous entrerons dans une cohabitation très particulière : brève (trois ans maximum), rude (tout les oppose), forcée (le président ne peut dissoudre une nouvelle fois dans l'année qui vient et sauf à démissionner, doit laisser le gouvernement gouverner dans la limite des compétences prévues par la Constitution). Une cohabitation qui les obligera l'un envers l'autre, mais surtout envers les Français. Chef de l'État, Emmanuel Macron nous apportera trois garanties : 1° le maintien d'une politique étrangère française indépendante, capable de tenir tête à Poutine et à Trump si celui-ci est élu, d'être en-

«Ce ne sera pas une lune de miel, bien au contraire, mais cela peut, cela doit, fonctionner»

tendue à l'ONU et aux quatre coins du monde. 2° Le maintien de la France dans le projet européen dont elle est un des principaux architectes, depuis presque un siècle, et le respect des traités internationaux qu'elle a signés. 3° l'expérience d'un chef des armées convaincu de la nécessaire défense du monde libre et des règles tacites de la dissuasion nucléaire. Macron sera aussi le contre-pouvoir, au cœur de l'État, face à une majorité qui fera ses débuts dans l'exercice difficile du pouvoir. Il ne pourra s'opposer au gouvernement et à sa majorité que dans la limite de ses pouvoirs présidentiels mais il pourra éventuellement le faire et sa parole aura du poids, ses conseils seront avisés. Enfin, le président n'étant pas rééligible pour un troisième mandat «consécutif» et le premier ministre probable n'étant pas - pour l'instant - candidat à la présidentielle, nous sera épargnée la compétition tendue qui opposa naguère Chirac et Mitterrand, tous deux candidats à l'élection présidentielle. Ce ne sera pas une lune de miel, bien au contraire, mais cela peut, cela doit fonctionner.

Il peut paraître étrange d'envisager sereinement cette cohabitation comme une composition naturelle, sinon souhaitable, au lendemain des législatives. Les

vrais apprentis sorciers, aujourd'hui, ce ne sont pas ceux qui, comme Emmanuel Macron, utilisent le droit présidentiel de dissolution pour sortir d'une impasse préjudiciable, on le voit bien depuis deux ans, à la marche vers l'avant du pays. Ce sont ceux qui guettent, provoquent, appellent de leurs vœux le chaos. La situation est assez chaotique par elle-même pour ne pas en rajouter. Prenons garde, avant toute chose, aux pyromanes, qui aiment le feu pour sa force de destruction. La France, l'Europe ont la guerre à leur porte, à moins de cinq étapes du Tour de France aurait dit le général de Gaulle. Les comptes de l'État, dette et déficit, les comptes sociaux, retraites, hôpital et collectivités locales, sont dans le rouge. L'insécurité inquiète nos concitoyens, l'antisémitisme renaît, encouragé par des élus irresponsables, la violence primaire est maintenant qualifiée de légitime et des parties du territoire ont fait sécession de la loi. Le pouvoir d'achat d'une part croissante des classes moyennes stagne sans solution d'amélioration. L'école de la République creuse les inégalités sociales au lieu de les corriger, le chantier de la réindustrialisation, si bien entamé par le président, est loin d'être achevé, et le chômage, repoussé par le même président avec une constance injustement méconnue, menace encore.

Dans quelques semaines, les regards du monde entier seront tournés vers la France, hôte, cent ans après 1924, des Jeux olympiques, de cette grande fête du sport, de l'affrontement dans les règles, de l'esprit de «fair-play» qui réunit tous les humains pour une trêve heureuse. Où que l'on se tourne en France, l'on voit des chantiers à ouvrir, des chantiers à poursuivre, des défis à relever. Pas un seul espace pour le festin des folies. Pas une minute à distraire des priorités de l'heure. La gravité de tous les problèmes qu'il faut traiter, leur urgence ne laissent aucune place pour la déstabilisation, l'agitation et la violence.

La cohabitation entre deux pouvoirs antagonistes n'est pas une bonne solution pour la France, mais ce pourrait bien être une force majeure. Nous avons vécu des cohabitations. Nous n'en sommes pas morts. Dans quelques jours, il apparaîtra aux uns et aux autres de se hisser au-dessus de leurs différends pour ne pas faire honte à la France. Dans tous les partis, le mot d'ordre devrait être aujourd'hui : affrontons-nous, soit, oui, mais dans les règles, et sans sacrifier à nos ambitions personnelles et à nos idéologies ce bien fragile qui nous réunit tous, par-delà nos différences : la France. ■

Le délicat art de perdre



LE BLOC-NOTES
Laurence de Charette

Quelques mois avant l'issue de son deuxième mandat, Barack Obama, empêché, comme l'est aujourd'hui Emmanuel Macron, de se représenter, publiait une vidéo parodique et fantasque dans laquelle le président des États-Unis mettait en scène son impuissance de fin de règne, tournant en dérision des présomptions inquiètes quant à son avenir. On l'y voit, les pieds croisés sur le bureau lustré de la Maison-Blanche, s'interroger sur son emploi du temps à venir, puis se lamenter sur son sort : « *Je ne peux pas jouer au golf toute la journée quand même ?* », abandonné sur un canapé du Bureau ovale aux côtés du vice-président de l'époque, Joe Biden, lui-même occupé à essayer différentes paires de lunettes de soleil, toutes à peu près semblables... « *Vous aimez le sport, lui souffle ce dernier, toujours concentré sur les verres qu'il s'emploie consciencieusement à faire briller, vous pourriez sans doute vous proposer pour l'entraînement d'une équipe dans le coin ?* » Et le président des États-Unis d'expliquer au téléphone, dans la séquence suivante, à un interlocuteur si peu convaincu qu'il abrège la conversation : « *Mais si, j'ai beaucoup suivi les équipes de mes filles.* » Évidemment, le clip a beau être empreint d'une réjouissante autodérision, il n'est pas dénué pour autant d'intention politique : il vante à merveille la face « cool » du président démocrate. Mais il n'en reste pas moins qu'il manifeste une vérité souvent tue du pouvoir : le déchirement du retrait, les affres du départ, et, pis encore, la blessure de la défaite. Va savoir pourquoi, on peine à imaginer Emmanuel Macron dans le même exercice humoristique.

Il n'est pas nombreux au reste à s'être confiés sur cette douleur si particulière, cette « brûlure démocratique » selon le mot de Manuel Valls – un habitué des départs. Il n'y a pas si longtemps, la vie politique se présentait comme un marathon, dans lequel les Français tendaient à privilégier le coureur de fond au dernier entré en lice. On doit sans doute à François Mitterrand et à Jacques Chirac d'avoir, à travers leur trajectoire, façonné l'imaginaire de la conquête du pouvoir depuis l'instauration du suffrage universel à l'instar de celle de la Terre promise, jalonnée de

revers livrant au fur et à mesure leurs enseignements, et d'une – une, au moins ! – traversée du désert libératrice avant l'avènement du chef, et la suprême victoire politique. Dans l'exercice de la défaite, grand rite de passage démocratique, naissent les feux du triomphe à venir... « *L'important, professait Mitterrand, un expert du genre, qui, comme Jacques Chirac, dut s'y reprendre à trois fois avant d'accéder à l'Élysée, n'est pas l'échec, mais ce qu'on en fait.* »

On a bien vu aussi, quelques mauvais perdants jeter l'éponge, comme Lionel Jospin, ou surjouer leurs adieux, à la mode Giscard – son inimitable « *au revoir* » est gravé dans les annales de la vie politique française – mais les observateurs connaissent les chausse-trappes des grandes déclarations à chaud, les mauvais jours – en 2022, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ne juraient-ils pas leurs grands dieux qu'ils ne se représenteraient pas ?

Jamais toutefois, on n'avait encore expérimenté le chaos inouï dans lequel Emmanuel Macron, cet enfant gâté de la politique qui n'avait jamais éprouvé les tourments cathartiques des revers électoraux, les vertiges de ses montagnes russes, a volontairement plongé les institutions comme on tire la nappe et le couvert à terre au dessert. « *Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'histoire, d'une effraction* », disait-il, lors de son entrée au Palais de l'Élysée... Voici la brutalité bien servie en retour. Et dans l'expectative du prochain scrutin, le 7 juillet.

Retour du réel

Au milieu des champs, des silhouettes patibulaires encapuchonnées, vêtements de noir, masque et cache-nez sur le visage, et à leur côté, un individu en tutu rose et soutien-gorge noir, le ventre balafé, lunettes roses et mini-guitare à la main, mi-Femen, mi-Polnareff... : l'image a été saisie le week-end passé par l'AFP à Puy-laurens. Pendant que les Français étaient appelés aux urnes, dans le Tarn, les militants de la nébuleuse écologie avaient choisi d'en découdre une nouvelle fois avec les forces de l'ordre. Au prétexte des protestations contre l'autoroute A69, 1200 radicaux, pour certains d'entre eux fichés S, équipés de planches à clous, de couteaux de toutes tailles, de frondes et de serpentes avaient rejoint l'événement

ment opportunément baptisé « roue libre », qui charriait comme à l'accoutumée un agglomérat de militants « intersectionnels » dont les luttes obscures semblent chaque jour plus éloignées de la sauvegarde de la nature. Faut-il vraiment s'étonner de la chute des Verts ?

La liste d'Europe Écologie-Les Verts de Marie Toussaint n'a réuni dimanche dernier que 5,5 % des suffrages, une bien piètre performance au regard des espérances nourries par les écologistes, mais surtout du dernier scrutin européen. En 2019, les verts affichaient avec Yannick Jadot 13,48 % des voix ; en 2024, ils rattrapent de peu la disparition du Parlement et franchissent tout juste la barre des 5 % nécessaires pour envoyer des représentants à Strasbourg.

Même recul outre-Rhin : en Allemagne, les écologistes ont obtenu 11,9 % des voix, contre 20,5 % en 2019 – la réouverture des centrales à charbon à la suite de la guerre en Ukraine ne passe pas bien... Les Verts reculent donc fortement dans les deux pays qui fournissent traditionnellement les plus gros bataillons au Parlement européen. Les peuples sont-ils indifférents au réchauffement climatique ? Probablement pas – jamais sans doute il n'a été si présent aux esprits.

L'Europe, certes, a brillé par son approche à la fois technocratique et punitive du dossier, parvenant à mobiliser, y compris dans les rangs des défenseurs affirmés de la « planète », de nouveaux adversaires à son « pacte vert ».

L'affaiblissement des écologistes n'est cependant pas à chercher uniquement, dans leurs propositions dites « vertes », mais précisément... dans toutes les autres – qui occupent une part de plus en plus large de leurs préoccupations, allant de la booty therapy en congrès à l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien en campagne... La chute des Verts peut être lue comme un signe qui dépasse largement l'appareil lui-même : elle souligne ce retour en boomerang du réel qui signe les derniers résultats électoraux.

Proposer une anthropologie imaginaire et hors-sol en réponse aux nouveaux défis du III^e millénaire, ou nier l'angoisse existentielle des peuples face au délitement culturel de l'Occident, voilà les deux facettes d'un mensonge que les électeurs S'emploient, de scrutin en scrutin, à dissiper par tous moyens. ■

L'économie est bien plus vulnérable aujourd'hui qu'elle ne l'était en mai 1981 à l'arrivée de la gauche



ANALYSE
Jean-Pierre Robin

Les alternances politiques ont des cycles très longs sous la V^e République. La gauche avait dû attendre 23 ans pour renouer avec le pouvoir, propulsant François Mitterrand à l'Élysée en mai 1981. Il se sera écoulé 22 ans entre l'émergence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle d'avril 2002 et la victoire de Jordan Bardella aux élections européennes du 9 juin, plaçant le Rassemblement national aux portes de Matignon.

D'un séisme politique à l'autre, de l'union de la gauche du printemps 1981 avec l'arrivée de quatre ministres communistes à Paris en plein milieu de la guerre froide, à la conquête du pouvoir par l'extrême droite, le choc est également socioéconomique. À plus de quarante ans de distance et sous des appellations opposées, les deux mouvements revendiquent leur électorat populaire. Au printemps 1981, la courte victoire de François Mitterrand sur Valéry Giscard d'Estaing (51,76 % des suffrages) s'expliquait par le vote des ouvriers dont les trois-quarts avaient plébiscité l'Union de la gauche. De même Jordan Bardella lors du scrutin des Européennes du week-end dernier, tout comme Marine Le Pen à la présidentielle d'avril 2022, font leurs meilleurs scores chez les catégories sociales les moins favorisées.

Au-delà de leurs différences idéologiques et du changement d'époque – au début des années 1980 l'immigration n'était pas encore un sujet – les programmes expriment des préoccupations similaires. Le plan de relance « de la consommation populaire » de Pierre Mauroy, premier ministre de François Mitterrand, répondait aux vœux de son électorat. Relèvement de 10 % du smic, revalorisation de 20 %

à 25 % des allocations familiales et au logement, et peu après, l'abaissement de 65 à 60 ans de l'âge de départ à la retraite : autant de mesures populaires motivées par une stratégie de relance de la consommation censée enrayer la montée du chômage.

Le Rassemblement national et le couple Bardella-Le Pen jouent dans le même registre du pouvoir d'achat : baisses de la TVA, notamment sur l'électricité, exonération de l'impôt sur le revenu pour les moins de 30 ans, réduction des cotisations salariales patronales de façon à augmenter les salaires de 10 %, abandon de la réforme de la retraite à 64 ans dont le seuil serait ramené à 62 voire 60 ans...

À ce stade les mesures économiques du RN restent assez floues et les chiffres se fondent sur le programme de Marine Le Pen de l'élection présidentielle de 2022. L'Institut Montaigne avait alors estimé son coût à 100 milliards d'euros pour les finances publiques. C'est ce chiffre qu'Emmanuel Macron a repris lors de sa conférence de presse du 12 juin pour le discréditer. Une telle enveloppe est en effet gigantesque ne représentant pas moins de 3,5 % du PIB. C'est plus du double de la relance Mauroy de 1981-1982, évaluée à 1,5 % par l'Institut de conjoncture OFCE. Rappelons que la grande erreur de cette relance fut son timing totalement à contretemps : nos partenaires occidentaux étaient de leur côté en récession à la suite des États-Unis qui voulaient torse le cou à l'inflation (les taux d'intérêt ont grimpé jusqu'à 20 %). Ce décalage de conjonctures s'est heurté à la contrainte extérieure », nous obligeant à trois dévaluations du franc entre octobre 1981 et mars 1982.

Et pourtant en mai 1981 la Maison France avait les reins bien plus solides qu'aujourd'hui. Dans l'état

des lieux dressé le 20 mai 1981, lors du dernier Conseil des ministres, Raymond Barre note que la dette publique représente 16,7 % du PIB, que le déficit budgétaire a été de 1,1 % du PIB en 1980 et la balance commerciale déficitaire de 1,3 % du PIB. Les deux points noirs sont alors l'inflation, 12,5 % sur les douze derniers mois, et le 1,724 million de chômeurs (taux de chômage de 7,1 %). Ce tableau de bord sera certes amené à se dégrader, sans jamais que le déficit public ne dépasse 3,2 % durant le premier septennat Mitterrand.

Autres temps, autres mœurs. Par la grâce de la monnaie européenne, nous n'avons plus à craindre les dévaluations. Mais paradoxalement le bouclier de l'euro constitue un pousse-au-crime. En 25 ans d'existence de l'euro, la France n'a respecté que six fois le plafond des 3 % du PIB pour le déficit public et la dette atteint 110,6 % du PIB. Nous sommes « des rentiers de l'euro » selon l'expression d'Alain Minc.

C'est un leurre. L'incertitude politique dans laquelle nous a plongés la dissolution de l'Assemblée nationale a fait grimper les taux d'intérêt sur la dette de l'État. Le meilleur indicateur à cet égard est le différentiel de taux sur les emprunts à 10 ans comparé à l'Allemagne : il est passé de 47 à 67 points de base (0,67 %) en quelques jours. Et ce n'est pas fini : ce spread avait atteint 1,5 % en 2012, lorsque les marchés redoutaient un éclatement de l'euro. C'est une mauvaise nouvelle pour les crédits immobiliers dont les taux sont indexés sur les emprunts d'État. Emmanuel Macron n'a pas manqué de le souligner dans sa conférence de presse, oubliant qu'il en est à l'origine avec son coup de dés de la dissolution. « *Un coup de dés jamais n'abolira le hasard* », dit-on. Tous vulnérables au chaos. ■

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95 %)
23-25 rue de Provence
75009 Paris
Président-directeur général
Charles Edelstenne
Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25 rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Directeurs des rédactions
Alexis Brézet
Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Économie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gélle (International),

Anne Huet-Wuilleme (Édition,
Photo, Revision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Étienne de Montety (Figaro
Littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes,
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle
Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)
Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général
Aurore Domont
Directeur, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris
Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'imprimerie, 79, rue de Roissy
92290 Tremblay-en-France
Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux
ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022
Pour vous abonner Lundi au vendredi de 7h à 18h :
sam. de 9h à 15h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 56 56 70 11.
Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client
Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 € Club : 524 € Semestrier : 475 € Week-end
Prestige : 429 € Week-end : 359 €

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement
Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%
Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écocert européen
sous le numéro PF 011/001. Écotourisme : PPM 0.002 kg/tourne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier : 20 pages
Édition Abonnés (DF)
1^{er} cahier : 24 pages
Cahier 2 Économie
4 pages
Cahier 3 Le Figaro
et vous 12 pages
Sur certaines éditions :
Supplément 4 Magazine
160 pages
Cahier TV 68 pages
Supplément 5 Madame
120 pages
Promo Portage
Nationale diffusion sur une
partie du territoire national

The TUMI logo is displayed in a large, white, stylized font. The letters are bold and geometric, with the 'T' and 'M' featuring distinctive horizontal bars. The background of the entire advertisement is a photograph of a man in a black suit and white shirt standing next to a silver TUMI suitcase. The man is looking towards the camera with a slight smile. The background is a modern architectural structure with large glass panels and dark metal frames, creating a geometric pattern of light and shadow. The overall aesthetic is clean, professional, and modern.

TUMI

19 DEGREE
ALUMINIUM

SON HEUNG-MIN
FOOTBALLEUR
PROFESSIONNEL

[TUMI.COM](https://www.tumi.com)

LE FIGARO économie



BUDGET

UN RAPPORT DU SÉNAT
DÉNONÇE UN TOUR DE PASSE-
PASSE À 16 MILLIARDS PAGE 24

ÉDITION

L'EX-PDG D'HACHETTE ARNAUD
NOURRY DÉVOILE LES AMBITIONS
DE SON NOUVEAU GROUPE PAGE 27



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO, VINCENT SORE/JP3 PRESS/MAXPPP, PALL DELORT/LE FIGARO, BERTRAND GUAYAT

Les grands magasins contraints de se réinventer

Seuls ceux situés dans les métropoles ont encore un potentiel de croissance, à condition de monter en gamme et de développer des services personnalisés. PAGE 22

Dissolution: la tension s'accroît sur les taux français

Ce n'est pas encore la panique, mais l'instabilité politique française ne cesse d'inquiéter les investisseurs internationaux. Jeudi, le spread (écart) entre l'obligation française et son équivalent allemand s'est encore élargi, atteignant au cours de la journée un plus haut depuis 2017 à près de 70 points de base, signe de grande défiance envers Paris. La ner-

vosité pourrait se poursuivre au fil des prochaines annonces et sondages. Les agences de notation Moody's et Fitch ont déjà manifesté leur inquiétude face à la possible dérive des comptes publics si les élections législatives débouchaient sur une cohabitation. « Comme nous l'avons noté lors de la révision de la notation, une augmentation importante et persistante

de la dette publique rapportée au PIB résultant de déficits publics plus élevés que prévu et d'une augmentation des rigidités fiscales pourrait conduire à une action négative de la part de la notation. Les défis politiques peuvent également bloquer la promulgation de réformes structurelles qui auraient favorisé une relance en stimulant la croissance économique ou même augmenter les

risques de revirement politique », note ainsi l'agence Fitch. Les marchés seront surtout attentifs, à l'issue des élections, aux déclarations du prochain gouvernement. Toute annonce de nouvelles dépenses non financées pourrait, dans ce contexte électrique, provoquer un vent de panique.

ANNE DE GUIGNÉ

> FOCUS

LES DÉFAILLANCES DE PME ET D'ETI BONDISSENT

La tendance à la hausse des faillites d'entreprises se poursuit en France. Fin mai, la Banque de France recense ainsi 60 210 défaillances sur les douze derniers mois, soit un niveau « légèrement supérieur au niveau moyen mesuré sur la période 2010-2019 », qui s'établit à 59 342. Cette dynamique haussière ne semble néanmoins pas inquiéter outre mesure la Banque de France qui associe ces chiffres à un « rattrapage attendu » du « retard de défaillances » dû à la crise sanitaire. Une période durant laquelle le soutien de l'État aux entreprises via les prêts garantis par l'État, le chômage partiel ou encore le report d'échéances fiscales a permis à de nombreuses sociétés de se maintenir à flot. Le ralentissement de l'économie, malgré une croissance positive mais faible, à 0,8 %, apparaît comme une autre variable explicative de cette tendance à la hausse. Si le discours se veut rassurant, il semble néanmoins ne pas tenir compte de la hausse plus significative encore de faillites de moyennes entreprises et plus encore des faillites d'entreprises de taille intermédiaire (ETI) et de grandes entreprises (GE). Ainsi, alors que l'on compte en moyenne annuelle 33 défaillances d'ETI et GE sur la période 2010-2019, la France en a enregistré 63 sur un an, à fin mai 2024. Soit près du double. Quant aux grosses PME, 476 ont fait faillite sur un an contre 330 en moyenne entre 2010 et 2019. Une réalité qui n'est pas sans effet sur l'économie, notamment en matière d'emplois potentiellement menacés par ces défaillances.

LOUISE DARBON

le PLUS du FIGARO ÉCO

AUDIOVISUEL
L'Euro de football,
un enjeu crucial
pour TF1 et M6

PAGE 26

Accédez à plus de 400 cryptos et diversifiez vos investissements

Les cryptomonnaies sont volatiles et peuvent engendrer une perte totale du capital investi

L'HISTOIRE

Des bateaux-taxis privatisables sur la Seine, entre le Louvre et la tour Eiffel

Ce pourrait être le nouveau chic parisien. Voguer du Louvre à la tour Eiffel dans un bateau privatisé, en évitant la foule des bords de Seine et les aléas des transports en commun. À quelques semaines des Jeux olympiques, l'office du tourisme de Paris, avec la communauté portuaire de Paris et Haropa Port, inaugure un nouveau service de navettes fluviales entre les deux monuments les plus visités de la capitale. Prix de ce petit luxe : 145 euros la traversée d'une vingtaine de minutes, à partager éventuellement entre le nombre de passagers. « Divisé par six, le maximum de personnes autorisé à bord, ça fait moins de 25 euros, précise Olivier Jamey, président de la Communauté portuaire, qui dit s'être inspiré de Venise pour le Taxi Seine Paris. Un bateau de croisière traditionnelle (comme les Bateaux-Mouches, NDLR), c'est entre 15 et 20 euros

le tour d'une heure ». Les réservations se font sur internet exclusivement. Les commandes peuvent être faites à la toute dernière minute, au plus tôt 24 heures à l'avance. « L'idée de ce projet remonte à l'été dernier, raconte Corinne Menegaux, directrice générale de Paris je t'aime-office de tourisme. La difficulté est de trouver un modèle économique tenable. Les bateaux de Taxi Seine Paris ont déjà des activités de croisières privées. Nous les utilisons lorsqu'ils sont disponibles. C'est donc une activité complémentaire pour eux ». Et pour Paris un enjeu d'image sur la Seine, qui sera la star de l'été. Actuellement, seule une dizaine de bateaux-taxis font la navette entre deux escales : Louvre et La Bourdonnais. À terme, l'idée est d'augmenter la flotte et pourquoi pas d'aller de Bibliothèque nationale à Beaugrenelle entre l'est et l'ouest de la capitale. ■

MATHILDE
VISEYRIAS



Les Français ont acheté moins de produits bio en 2023

Les Français ont encore réduit leurs achats de produits biologiques en 2023. L'Agence bio, qui a publié le bilan 2023 du secteur, préfère cependant voir le verre à moitié plein : le nombre de fermes engagées dans ce mode de production a augmenté. En valeur, « on a maintenu le marché à 12 milliards d'euros », a déclaré Laure Verdeau, la directrice de l'agence, plateforme nationale chargée de la promotion et du développement de l'agriculture biologique. Mais cette stabilité du secteur s'explique uniquement par une hausse des prix de vente, même si l'inflation des produits bio est restée en deçà de celle des produits non bio en 2023, à 7,7 % contre 11,8 %, selon un communiqué de l'agence. Les volumes de produits bio écoulés ont, eux, connu une baisse significative. La part du bio dans les achats alimentaires des Français a reculé à 5,6 % l'an dernier, contre 6 % en 2022 et 6,4 % en

2021. L'Autriche ou la Suisse sont entre 9 % et 12 %. Le marché a commencé à se retourner en 2021 après des années de croissance à deux chiffres qui avaient dopé les conversions vers cette agriculture sans pesticides ni engrais issus de la chimie de synthèse. Parmi les points noirs de 2023 : un recul du cheptel bio et une baisse inédite (-2 %) des surfaces agricoles dédiées à ce mode de production, avec 54 000 hectares en moins sur un total de 2,8 millions d'hectares. Le bio représente désormais 10,4 % de la surface agricole utile du pays, loin de l'objectif de 21 % en 2030. Dans un monde agricole qui vieillit et se dépeuple, 40 % des prétendants à l'installation veulent faire du bio, souligne Laure Verdeau. Un peu moins de 30 % des aliments bio consommés en France sont importés, principalement des fruits exotiques, du café, du thé, des crevettes ou du saumon. (AVEC AFP)

L'espace est accessible depuis le sixième étage du majestueux bâtiment Art nouveau des Galeries Lafayette situé boulevard Haussmann. Un hall à la moquette bleu nuit mène jusqu'à un vaste salon lumineux décoré d'un canapé orange et d'une table basse vintage, sur laquelle se trouve un beau livre sur le couturier Yves Saint Laurent. En face, un dressing plutôt discret abrite des habits et chaussures de marques de luxe. Une terrasse offre une vue imprenable sur les toits de Paris, avec au loin la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre. « *Un espace pour faire des achats le plus confidentiellement possible* », lance Nicolas Houzé, le directeur général des Galeries Lafayette et descendant du fondateur du grand magasin, Théophile Bader.

Ce service de conciergerie très premium, qui met à disposition des clients un salon privé pour essayer des vêtements, n'est pas le seul présent au sein du grand magasin historique. À chaque étage, les marques peuvent présenter leurs nouvelles collections dans ces endroits plus intimistes. Le Printemps aussi met en avant un service de « shopping personnalisé » : il est offert aux clients qui peuvent prendre rendez-vous en ligne pour définir leurs envies d'achat avant d'être conseillés par un vendeur.

Proposer des services aux clients plus personnalisés et davantage haut de gamme en se recentrant dans les grandes agglomérations : c'est la stratégie des grands magasins qui, fortement secoués ces dernières années, cherchent à se réinventer. Certes, ce modèle qui propose différentes marques de vêtements, de maroquinerie et de cosmétiques sous un même toit suscite toujours un attachement, lié à leur longue histoire. Les Galeries fêtent leurs 130 ans cette année. Le Printemps ses 159 ans. En Italie, la célèbre chaîne Rinascente présente dans plusieurs villes, dont Milan, est centenaire, tout comme l'émblématique Macy's aux États-Unis.

Mais le contexte est aujourd'hui bien plus difficile. Aux États-Unis, Macy's, situé en plein cœur de Manhattan à New York, traverse une mauvaise passe. En Europe, l'équivalent allemand des Galeries Lafayette, la chaîne Galeria Karstadt Kaufhof est en passe d'être reprise par un consortium de fonds d'investissement germano-américain après avoir été placé en redressement judiciaire en début d'année. En Espagne, El Corte Inglés n'est pas non plus en très bonne forme. « *Les magasins à Madrid et Barcelone tournent bien, mais c'est plus difficile en province* », analyse Olivier Salomon, directeur chez AlixPartners.

« Nous avons pensé qu'au sortir de ces crises, il fallait concentrer nos efforts humains et financiers sur notre marque cœur »

Nicolas Houzé Directeur général des Galeries Lafayette

« En Europe ou aux États-Unis, les grands magasins font face aux mêmes défis », précise l'expert. Mis à mal par l'essor d'internet, qui permet aux clients d'acheter des produits en ligne à des prix plus intéressants, ces magasins ont également souffert de la multiplication des centres commerciaux en périphérie des villes. La multiplication des boutiques de luxe (Louis Vuitton, Dior ou encore Hermès) a également pesé sur l'attrait de ces grands magasins, même si les marques de cet univers ont maintenu leur présence via des corners. « *Les marques de luxe passent de moins en moins par les distributeurs multimarques comme c'était le cas dans les années 1970. Elles ont développé leur propre réseau* », observe Olivier Salomon. « *Les marques préfèrent maîtriser leurs propres clients que d'être mélangées* », renchérit Laurent Thoumine, responsable Europe du secteur retail chez Accenture.

C'est dans ce contexte que la crise du coronavirus a frappé, déstabilisant encore davantage ces grands magasins qui avaient misé sur une clientèle plus touristique dans les grandes villes. À l'exception notable du Bon Marché, à Paris, qui a toujours réussi à attirer une clientèle locale. Exit les cars de touristes asiatiques qui représentaient une bonne partie des visiteurs. Un retournement de tendance qui explique en partie le succès mitigé de la Samaritaine, ouvert en 2021 après quinze ans de fermeture, « *au pire moment* », note un observateur. « *La nouvelle Samaritaine est conçue comme un commerce destiné aux*

À chaque étage des Galeries Lafayette, un service de conciergerie accueille les clients pour un shopping premium.
PAUL DELORT/LE FIGARO



Montée en gamme et services personnalisés, planche de salut des grands magasins

Manon Malherbe

En difficulté depuis plusieurs années, ces chaînes iconiques essaient de rebondir en faisant évoluer leur modèle économique.

touristes et manque de chaleur et d'identité », estime Olivier Salomon. Expérience similaire pour les Galeries Lafayette, qui ont inauguré leur magasin sur les Champs Élysées destiné principalement aux visiteurs étrangers en mars 2019.

La pandémie a finalement eu l'effet d'un électrochoc pour ces enseignes qui n'ont pas eu d'autre choix que d'accélérer la transformation de leur modèle pour sortir de l'ornière. Les grands magasins se sont recentrés sur les capitales et les grandes villes. Des zones où ils peuvent compter sur une clientèle locale au pouvoir d'achat plus élevé, ainsi que sur la présence de touristes (qui

sont revenus en grande partie). En avril dernier, la chaîne allemande Galeria a ainsi annoncé la fermeture de 16 de ses 92 magasins.

En France, de nombreux grands magasins situés en région ont été fermés ou passés en franchise. Leur activité était trop faible dans des villes de taille moyenne. Fini le temps où ils étaient la locomotive des centres-villes partout dans le pays. Le Printemps a ainsi tiré le rideau à Strasbourg et Metz (et à Paris, place d'Italie, pour d'autres raisons) et détient aujourd'hui 15 magasins dans l'Hexagone (dont 4 affiliés). Les Galeries Lafayette ont décidé de se concentrer sur 19 magasins situés dans des vil-

les stratégiques comme Paris mais aussi Annecy, Nice et Strasbourg. L'enseigne a cédé en franchise 37 magasins. 26 d'entre eux, en difficulté, ont été repris en 2018 et 2021 par l'homme d'affaires bordelais Michel Ohayon : ceux d'Amiens, Chalon-sur-Saône, La Rochelle-sur-Yon, Libourne ou encore Niort. Les autres ont été repris par la foncière Société des grands magasins.

Pendant de ces décisions, les Galeries Lafayette se développent dans les grandes villes à l'international. Déjà présentes à Dubaï, Shanghai ou encore Berlin, l'enseigne prévoit d'ouvrir un magasin à Bombay l'an prochain. « *Nous avons pensé qu'au sortir de ces crises, il fallait*

8%

Progression du chiffre d'affaires des Galeries Lafayette en 2023 par rapport à 2022

5,5%

Recul du chiffre d'affaires de Macy's en 2023 par rapport à 2022

concentrer nos efforts humains et financiers sur notre marque cœur », explique Nicolas Houzé. Et les résultats sont encourageants. Les magasins sous enseigne (en direct, en franchise, en France et à l'international) ont enregistré une progression de 8 % du chiffre d'affaires en 2023 par rapport à 2022, à 3,6 milliards d'euros et espèrent retrouver le niveau d'activité pré-covid fin 2024. Le magasin boulevard Haussmann ayant réalisé à lui seul un chiffre d'affaires de 1,9 milliard d'euros, l'an dernier.

Ce recentrage géographique ne fonctionne que s'il va de pair avec un changement de l'offre. Aux États-Unis, Bloomingdale's, l'enseigne de luxe du groupe Macy's, a connu de solides performances que le groupe entend développer davantage. « *Il y a une volonté de monter en gamme, ce qui explique les investissements qatariens dans certains grands magasins comme Harrods à Londres et le Printemps en France* », analyse Laurent Thoumine. Selon l'expert de chez Accenture, « *Harrods est l'un des rares grands magasins de luxe premium qui marche très bien. Les paniers moyens achetés par les consommateurs sont très élevés. Ce magasin ne s'est pas dispersé en ouvrant, par exemple, d'autres lieux* ». Discret sur ses résultats, Harrods aurait retrouvé un niveau de ventes d'avant-crise dès 2022, selon la presse britannique.

Cette recherche d'une offre toujours plus premium ne vise pas seulement les produits. Pour attirer le chaland, et en particulier les clients locaux, ces chaînes redoublent d'efforts pour se différencier vis-à-vis des boutiques de marque. « *Il faut vraiment que ce soit une destination recherchée qui donne l'envie d'y passer 2 heures à 3 heures* », estime Olivier Salomon. Les salons privés ne sont pas les seuls services mis en avant pour séduire. L'expérience est cruciale. C'est d'ailleurs ce qui fait la force de Harrods, qui « *propose des services différenciés attractifs* », selon Laurent Thoumine, notamment dans l'alimentation. L'enseigne offre à ses clients un restaurant très prisé dans son sous-sol ainsi qu'un bar à cocktail Barracat intimiste où les boissons sont servies dans des verres en cristal.

« *Il se passe toujours quelque chose aux Galeries Lafayette. C'est ce que nous utilisons pour faire en sorte que les clients viennent* », insiste Nicolas Houzé. Dans le vaisseau amiral du boulevard Haussmann, le parcours client a été entièrement revistifié ces dernières années. Un restaurant sur la terrasse a été ouvert en 2019 ; un centre de soins haut de gamme a récemment vu le jour au sous-sol. « *Ce qui est important est aussi d'avoir de l'exclusivité* », indique-t-on du côté du Printemps. L'enseigne vient tout juste d'installer en exclusivité le « corner » de la marque de beauté Typology, qui n'était disponible qu'en ligne jusqu'à présent. Autre segment en plein essor pour séduire plus spécifiquement les nouvelles générations : les rayons consacrés à la mode circulaire avec la vente de vêtements de seconde main ainsi que des services de réparation.

L'équation financière reste néanmoins difficile pour ces magasins qui opèrent dans de grands espaces dont les coûts immobiliers et d'infrastructures restent élevés. Pour couvrir une partie de ces frais, ces enseignes comptent de plus en plus sur le modèle de rémunération à la commission des marchandises vendues par les marques installées chez eux, analysent plusieurs experts. L'autre modèle historique étant l'achat ferme des marchandises : il est plus coûteux dans la mesure où il nécessite de gérer le stock et les invendus. « *Cela signifie que ces magasins sont de moins en moins des "retailers" et davantage des centres commerciaux premium. Ils s'apparentent à des foncières qui essaient de louer de plus en plus cher leurs emplacements aux marques* », estime Laurent Thoumine. ■



Harrods à Londres est un des rares grands magasins à tirer son épingle du jeu. À Milan, Rinascente, place du Dôme, reste une institution italienne. CHRIS DORNEY - STOCKADORE.COM; FABRIZIO ROBBIA/ALAMY VIA REUTERS CONNECT



Keir Starmer veut stopper le « chaos sans fin des conservateurs »

Arnaud de La Grange Correspondant à Londres

Le leader travailliste, donné gagnant aux législatives du 4 juillet, s'engage dans son programme à ne pas augmenter les impôts.

Keir Starmer voit loin. En dévoilant le programme électoral de son parti ce jeudi, le leader travailliste a promis au pays une décennie de « *renouveau national* ». Celui que tous les sondages donnent vainqueur des législatives du 4 juillet se voit faire deux mandats pour mettre un terme au « *chaos sans fin des conservateurs* ». Il a présenté une feuille de route axée sur la croissance économique et empreinte d'une prudence revendiquée.

Depuis Manchester, dans le nord de l'Angleterre, le patron du Labour a déclaré qu'il était possible de « *jeter à nouveau les bases de la stabilité et s'appuyer sur elles pour rebâtir la Grande-Bretagne* ». L'irruption d'un manifestant, l'accusant de faire la même politique que les conservateurs, lui a permis de faire valoir la transformation du Parti travailliste depuis qu'il en a pris la tête il y a quatre ans. L'ancien avocat de 60 ans a ainsi réaffirmé que le Labour avait cessé « *d'être un parti*

de protestation » pour devenir un « *parti de gouvernement* ». L'heure est plus que jamais à la rupture avec l'ère « *gauchiste* » de Jeremy Corbyn et au recentrage.

Dans la continuité de ces derniers mois, Starmer a réaffirmé que le Labour était « *favorable aux entreprises et aux travailleurs* » et « *le parti de la création de richesse* ». Il s'est défendu de vouloir augmenter les impôts, comme les conservateurs l'en accusent. Il a annoncé 8,6 milliards de livres - 10 milliards d'euros - par an de recettes fiscales supplémentaires. Sur ce montant, quelque 5,2 milliards de livres proviendront du renforcement de la lutte contre l'évasion fiscale et 1,5 milliard de la taxation des frais de scolarité dans les établissements privés.

Les travaillistes entendent aussi lever 1,2 milliard de livres grâce à une taxe exceptionnelle sur les sociétés pétrolières et gazières, ainsi que 3,5 milliards de livres via des emprunts supplémentaires, pour financer leur plan de prospérité verte. Ils veulent ainsi

créer un fonds dédié aux investissements dans les industries du futur et au financement de la transition vers les énergies vertes. Le programme du Labour prévoit aussi de débloquer des dizaines de milliers de rendez-vous dans le service public de santé (NHS), où les immenses listes d'attente ont recommencé à s'allonger, et d'embaucher 6 500 professeurs.

Mais le financement de ce programme se heurte à un certain scepticisme. Directeur du centre de réflexion Institute for Fiscal Studies, Paul Johnson a accusé le Labour d'une « *conspiration du silence* » sur les dépenses. Il fait remarquer que si la croissance, sur la

quelle mise Starmer, n'est pas au rendez-vous, ce dernier n'aura pas d'autres solutions que de « *procéder à des coupes budgétaires, revoir les objectifs ou augmenter les impôts* ».

Une approche pragmatique

Sur le front de l'immigration, Keir Starmer abandonnera le projet du gouvernement conservateur d'envoyer des demandeurs d'asile arrivés illégalement au Royaume-Uni vers le Rwanda. Mais il a réaffirmé vouloir réduire lui aussi le nombre d'arrivées d'étrangers dans le pays. Face à l'ère d'insécurité dans laquelle le monde se trouve, le Labour veut maintenir la garde côté dé-

fense et continuer à soutenir l'Ukraine face à la Russie.

Il vise aussi à une reconnaissance de l'État palestinien, dans le cadre d'un processus de paix. Côté Brexit, Starmer veut se rapprocher davantage de l'Union européenne, tout en excluant de la réintégrer. Enfin, les travaillistes veulent supprimer 91 des 92 pairs héréditaires de la Chambre des lords et y fixer une limite d'âge à 80 ans.

Alors qu'au sein de son parti, certains lui reprochent sa trop grande prudence, Keir Starmer a défendu son approche pragmatique et sérieuse. « *Je suis en compétition pour devenir premier ministre, a-t-il dit, pas pour diriger un cirque.* » ■



Keir Starmer a dévoilé le programme électoral du Parti travailliste, jeudi, à Manchester.

PHIL NOBLE/REUTERS

Les sociétés d'autoroutes emportent une manche contre la nouvelle taxe

Emmanuel Egloff

Le Conseil d'État juge recevable un recours et le renvoie vers le Conseil constitutionnel.

C'est une première étape de franchise pour les sociétés concessionnaires d'autoroutes et les grands aéroports français. Le Conseil constitutionnel va devoir statuer d'ici à trois prochains mois sur la conformité de la nouvelle « *taxe sur les infrastructures de transport de longue distance* » instaurée par le gouvernement l'année dernière. C'est la décision rendue par le Conseil d'État, la plus haute juridiction administrative française, le jeudi 13 juin.

C'est en septembre dernier que le gouvernement avait annoncé une taxe ciblant les sociétés d'autoroutes. Sauf que ces dernières sont protégées de toute charge nouvelle qu'elles ne pourraient pas répercuter par les contrats qu'elles ont signés avec l'État. L'article 32 de ces contrats de concession prévoit ainsi que toute modification de la fiscalité spécifique aux sociétés d'autoroutes « *de nature à dégrader l'équilibre économique et financier de la concession* » doit être intégralement compensée. Conscient de cette situation, le gouvernement a donc instauré une taxe plus large, ne ciblant pas spécifiquement les autoroutes, mais concernant toutes « *les infrastructures de transport longue distance* ». Toutes ?

« Distorsions de concurrence »

Pas réellement en réalité, puisque les sociétés binationales (comme Getlink, qui gère le tunnel sous la Manche) ou celles réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 120 millions d'euros, en ont été exclues. Conséquence : seuls les sociétés d'autoroutes et les gros aéroports français vont l'acquitter. Au total, cette taxe devait rapporter 600 millions d'euros, dont

500 millions provenant des seuls concessionnaires autoroutiers.

Les trois acteurs majeurs du secteur autoroutiers (Vinci, Eiffage et Sanef) mais également ADP, l'aéroport de Nice et l'Union des aéroports français (UAF) ont donc décidé de porter l'affaire devant la justice en mars dernier. Plus précisément, ils ont saisi le Conseil constitutionnel sur une question prioritaire de constitutionnalité (QPC). Les sociétés d'autoroutes notent « *des inégalités de traitement entre exploitants d'infrastructures de transport sans rapport avec l'objet de la taxe* », puisque la taxe exclut « *un très grand nombre de redevables potentiels du secteur portuaire, aéroportuaire, ferroviaire, du transport collectif de voyageurs et introduit des distorsions de concurrence entre opérateurs d'un même secteur* ». Pointant le seuil des 120 millions d'euros de chiffre d'affaires pour que la taxe s'applique, ADP estime qu'elle crée « *une rupture d'égalité* » par rapport aux autres exploitants.

Une première étape

Pour que le Conseil constitutionnel examine cette question, il fallait cependant obtenir l'aval du Conseil d'État. Ce dernier a estimé, ce jeudi, que les arguments des aéroports et autoroutes soulèvent « *des questions qui présentent un caractère nouveau ou sérieux* » de nature à justifier la transmission d'une QPC au Conseil constitutionnel. Cela ne préjuge en rien de la décision finale. Mais c'est une première étape qu'il fallait franchir pour les opérateurs des infrastructures de transport. Une nouvelle manche commence aujourd'hui dans ce bras de fer qui promet d'être long. ■

Vouloir une retraite hyperactive ? Oui, ça arrive.



Avec nos conseillers, constituez dès maintenant une épargne pour vous préparer une retraite pleine de possibilités. Devenez acteur de votre avenir. Rendez-vous sur www.ag2ramondiale.fr

Plan d'Épargne Retraite

- ↳ Épargne
- ↳ Retraite
- ↳ Santé
- ↳ Prévoyance



AG2R LA MONDIALE

Prendre la main sur demain

Plans d'épargne retraite, individuels ou obligatoires, régis notamment par les articles L224-1 et suivants du code monétaire et financier, proposés et couverts par La Mondiale Retraite supplémentaire, Société anonyme au capital social de 250 000 000 euros. Fonds de retraite professionnelle supplémentaire régi par le code des assurances, 32 avenue Emile Zola, 59370 Mons-en-Barœul, RCS Lille Métropole 903 475 515. Les unités de compte comportent un risque de perte en capital. La Mondiale Retraite Supplémentaire ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte, mais pas sur leur valeur. Les valeurs de ces unités de compte, qui reflètent la valeur d'actifs sous-jacents, n'est pas garantie mais est sujette à des fluctuations, à la hausse ou à la baisse, dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers. Crédit photo : Getty Images. Document à caractère publicitaire.

La charge du Sénat contre la gestion budgétaire du gouvernement

Julie Ruiz Perez

Un rapport sur le dérapage des comptes publics dénonce un tour de passe-passe à 16 milliards d'euros.

Comment le gouvernement a-t-il pu se tromper à ce point sur ses prévisions macroéconomiques, conduisant à un dérapage du déficit ? « Procrastination coupable », « imprudence », « inaction », « manque de sérieux », « aveuglement », « déni de réalité » voire « déni de démocratie... ». La réponse est sévère dans le rapport sénatorial sur « la dégradation des finances publiques depuis 2023 », présenté ce jeudi par le rapporteur général du budget à la commission des finances du Palais du Luxembourg, Jean-François Husson (LR).

« Aucune crise comparable ne justifie le déficit public de l'année 2023 », a indiqué Jean-François Husson, qui avait fait une descente surprise à Bercy en mars dernier pour effectuer un contrôle sur pièces. Pointant « une confusion entre la solidité, la rigueur des chiffres et le pari politique de l'exécutif », le sénateur a tenu à publier ses conclusions, même si les travaux en séance publique de la Chambre haute sont suspendus depuis lundi en raison de la dissolution de l'Assemblée nationale.

Ce volumineux document - plus de 250 pages - a été réalisé suite au dérapage du déficit public 2023 qui s'est établi à 5,5 % du PIB, bien loin de la prévision du gouvernement (4,9 %). En cause, des recettes budgétaires très inférieures aux prévisions de Bercy (-7,8 milliards d'euros) qui ont enfoncé les comptes publics dans le rouge. Sourd aux alertes de son administration sur le dérapage des comptes (une note interne de Bercy sonnait l'alerte sur les recettes dès la fin de l'année 2023), le gouvernement n'a pas réellement pris de mesures d'économie pour corriger la trajectoire. Il n'était « pas prudent de s'accrocher toute l'année à un objectif de déficit de 4,9 % devenu inaccessible », tacle Claude Raynal, président socialiste de la commission des finances du Sénat, fustigeant « l'opacité de la communication budgétaire ». Au final, le rapport impute l'« erreur de prévision » à « un manque de prudence » de la part du gouvernement voire à « un optimisme déraisonnable, peut-être pour attester de l'efficacité de la politique économique menée depuis sept ans ou pour afficher un prétendu volontarisme qui ne convainc plus que lui-même ».

Le rapport s'inquiète également des répercussions que ces mauvaises esti-



« Les reports de crédits ne constituent pas une cagnotte » mais plutôt « des opérations de gestion », se défend Bruno Le Maire.

mations pourraient avoir sur le déficit de cette année. Si les recettes étaient de nouveau en berne, « les perspectives des finances publiques pour les années 2024 et suivantes » s'en trouveraient « fortement assombries », indique le rapport.

« Politique délétère du laisser-aller »

Les deux sénateurs chargés de cette mission s'indignent tout particulièrement de la pratique gouvernementale du report de crédits budgétaires d'une année sur l'autre, chiffré pour 2024 à 16,1 milliards d'euros. Une pratique qui ne conforme à la rigueur budgétaire et à la transparence, qui permet de réduire le déficit d'une année tout en augmentant gentiment celui de l'année suivante, a raillé Jean-François Husson. Ainsi, l'exécutif a choisi à la fin de l'année dernière de reporter en 2024 certains crédits (1,6 milliard d'euros pour

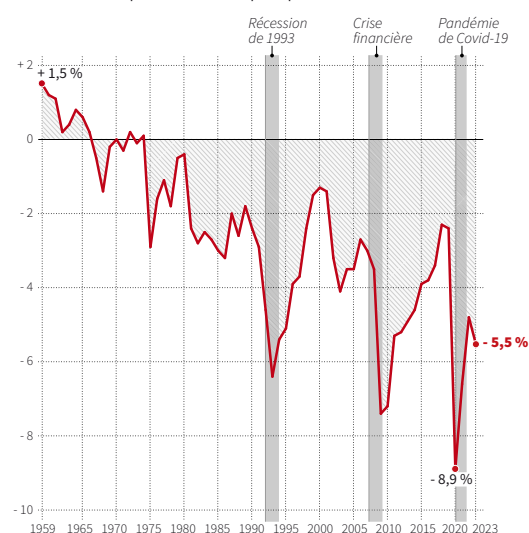
la défense, 2,4 milliards d'euros pour l'économie, par exemple) plutôt que de les annuler.

Or, la règle d'or du budget est son annualité : chaque année, le Parlement vote les crédits alloués à chaque mission de l'État. Le report de crédits d'une année sur l'autre est possible, mais constitue une exception à la règle. Il doit simplement permettre de transférer certains budgets - les montants sont encadrés - d'une année sur l'autre, afin d'éviter que les ministères soient tentés de dépenser précipitamment l'intégralité de leurs crédits en fin d'année pour éviter de les perdre. Sur la période 2007-2019, cet arrangement comptable représentait en moyenne 2,4 milliards d'euros par an.

Mais, cette pratique a « considérablement dérivé depuis quatre ans, (...) la dévoyant totalement de son objectif initial », accuse le rapport. Entre 2023 et

La France en déficit public depuis 50 ans

Évolution du solde public sous la V^e République en % du PIB



Source : Insee

2024, plus de 16 milliards d'euros ont ainsi été « reportés » par le gouvernement, annulant les effets du « plan d'économies de 10 milliards » annoncé par Bruno Le Maire en février. De ce fait, le budget de l'État est actuellement supérieur à son montant voté par le Parlement en loi de finances en décembre dernier. La Cour des comptes fait observer que cette succession d'additions et de soustractions opérées par Bercy dans les comptes publics « ne contribue pas à la lisibilité de la politique budgétaire et soulève la question de la sincérité de certaines prévisions de dépenses ».

Ce tour de passe-passe avec les reports de crédits - que le sénateur Husson qualifie de « politique délétère du laisser-aller » - serait même au cœur des tractations budgétaires entre Bercy et les ministères depuis quelques années. Les documents obtenus par la

mission d'information indiquent que « les reports de crédits, malgré les dénégations du gouvernement, constituent une politique délibérée ». En clair, le ministère de l'Économie se servirait de ce levier pour satisfaire les demandes d'augmentation de budget des différents ministères, sans que cela apparaisse de manière trop visible dans la loi de finances. Pour se dégager des marges de manœuvre, Bercy gonflerait les crédits alloués à certaines missions. La Cour des comptes signale que « pour plusieurs dispositifs, les montants ouverts en loi de finances de fin de gestion n'apparaissent pas en lien avec les besoins réellement constatés ». Lors de son audition par la mission parlementaire, Bruno Le Maire s'est défendu de ces graves accusations en affirmant que « les reports de crédits ne constituent pas une cagnotte » mais plutôt « des opérations de gestion ». ■

L'exécutif tient bon sur la réforme de l'assurance-chômage

Thomas Engrand

Il met en garde contre l'impact économique, au cas où une nouvelle majorité voudrait effectuer un retour en arrière.

Vite tourner la page. Jeudi matin, le premier ministre a assuré sur France Inter que le décret réformant l'assurance-chômage serait bien pris « d'ici au 1^{er} juillet ». Des propos clairs et concis qui tranchent avec les explications du chef de l'État la veille. Face à des dizaines de journalistes et membres de la majorité, Emmanuel Macron avait alterné le chaud et le froid sur ce chantier en cours. « C'est une réforme importante pour le pays, indispensable même. Elle est assumée », avait-il commencé. Avant de donner une impression de flottement. « Si certains veulent l'améliorer, la changer (...) Je ne peux pas vous dire que je crois à la coconstruction et vous dire que c'est intangible », avait ensuite ajouté le chef de l'État.

Un discours d'autant plus surprenant que la réforme de l'assurance-chômage est la dernière grande réforme de la majorité qui pouvait aboutir. Contrairement au projet de loi sur la fin de vie par exemple, ce texte relève du réglementaire, et ne nécessite donc pas de vote de l'Assemblée nationale. Le premier ministre s'est donc attelé à rappeler deux choses. D'une part, que le décret suivait son cours. Le Conseil d'État

doit ainsi rapidement se prononcer sur le projet envoyé par le gouvernement. Ce dernier n'a d'ailleurs pas vraiment le choix : sans nouveau texte au 1^{er} juillet, le versement des indemnités devrait s'arrêter du jour au lendemain. Impensable, en particulier entre les deux tours des élections législatives. D'autre part, Gabriel Attal a rappelé que ses ministres et lui-même assumaient pleinement ce durcissement des conditions d'indemnisation « qui permettent un meilleur accompagnement des chômeurs vers le retour à l'emploi ».

Si nouvelle majorité il y a, elle devra donc compter avec une réforme déjà promulguée, même si son impact n'aura pas commencé à se faire sentir. La majorité des mesures que contient le projet du gouvernement ne doit entrer en vigueur qu'au 1^{er} décembre. C'est le cas notamment de l'obligation pour toucher une allocation d'avoir travaillé au minimum huit mois au cours des vingt derniers, contre six mois au cours des deux dernières années jusqu'à présent. Ce durcissement entraîne la baisse de la durée d'indemnisation de 18 à 15 mois pour les demandeurs d'emploi de moins de 57 ans. En attendant la fin d'année, les règles actuelles sont re-

conduites. Ce décalage dans le temps est assumé par Emmanuel Macron, pour qui cette réforme doit accompagner le redémarrage de l'économie française qu'il anticipe début 2025. « On agit au bon moment du cycle, parce que c'est lorsque la croissance s'apprête à repartir qu'il faut préparer les conditions d'un durcissement de l'assurance-chômage », a-t-il insisté dans une interview donnée fin mai dans L'Express.

Cible des oppositions

Mais le chef de l'État a conscience qu'en cas d'alternance, une nouvelle majorité pourrait revenir sur ce chantier. La gauche est vent debout contre cette réforme « dont personne ne veut et que nul ne demande » selon le député socialiste Boris Vallaud. Un texte « cruel et injuste » estime pour sa part Hadrien Clouet de La France insoumise (LFI).

Du côté des syndicats, l'intersyndicale s'est reformée quelques heures, le temps de rédiger un communiqué affirmant que « l'exécutif doit renoncer à la réforme de l'assurance-chômage ». Les huit organisations la qualifient de « réforme la plus inutile, la plus injuste et la plus violente jamais vue ». Moins caté-

gorique, le Rassemblement national (RN) a lui aussi critiqué le choix du gouvernement de vouloir coûte que coûte promulguer un texte le 1^{er} juillet. « Ça me rappelle un peu les votes du budget au 49.3, on passe en force », a réagi Philippe Ballard, porte-parole du parti frontiste, suite à la déclaration de Gabriel Attal ce matin. « On n'est pas chômeur par plaisir, donc on n'a pas besoin d'être sanctionné une deuxième fois », a ajouté le député sortant de l'Oise, au micro de Franceinfo. Alors que le RN cherche de nouveaux alliés à droite, comment concilier ce point de vue diamétralement opposé avec Les Républicains (LR), qui eux défendent la réforme ? « On va se mettre autour de la table », assure Philippe Ballard.

Détricoter la réforme de l'assurance-chômage serait techniquement possible en cas de nouvelle majorité à l'Assemblée nationale. Après l'échec des négociations entre organisations syndicales et patronales sur l'emploi des seniors début avril, l'exécutif a repris la gestion du régime. Il est donc libre d'en modifier les paramètres. Une autre option serait de redonner la main aux partenaires sociaux. Le futur gouvernement devrait alors leur envoyer une nouvelle

lettre de cadrage énumérant les contraintes à respecter, puis les laisser élaborer ensemble une nouvelle feuille de route pour les trois prochaines années. Mais ni le RN ni les partis de gauche ne se sont pour le moment prononcés sur le sujet.

Ces dernières heures, l'exécutif a cependant tenté de mettre en garde contre toutes velléités de retour en arrière et leur impact sur la santé financière du pays. « Le programme du RN, c'est 100 milliards d'euros dès la première année. C'est-à-dire 5000 ou 6000 euros par contribuables. Bon courage ! », a tancé mercredi le président de la République. Il n'a pas hésité à pointer la hausse des taux d'emprunt français pour appuyer ses propos. Même mise en garde de la part du chef du gouvernement jeudi matin. « L'extrême droite a un projet de ruine économique et d'amateurisme sidérant », a averti Gabriel Attal. En ce début de campagne, il a présenté le projet de la majorité comme celui de ceux qui travaillent. « Pour moi, il y a une majorité de Français qui sont attachés au travailisme (...) Ils trouveront davantage cette valeur dans la liste Ensemble », a conclu le premier ministre. ■

Ivan Letessier

Déjà propriétaire du mythique Venice Simplon Orient Express, le leader mondial du luxe, rachète une part importante de la filiale du géant de l'hôtellerie.

Née en 1883, une 76^e «maison légendaire» s'apprête à rejoindre Louis Vuitton (1854), Moët&Chandon (1743), Hennessy (1765), Guerlain (1828), Tiffany (1837), Tag Heuer (1860) ou encore Berluti (1895). LVMH, qui exploite déjà le mythique train Venice Simplon Orient Express, rachète à Accor une part significative du capital de la société Orient Express. Les deux groupes ont décidé «d'unir leurs forces» pour accélérer le développement de «nouveaux projets emblématiques de trains, hôtels et voiliers dont le niveau d'exigence témoignera de son positionnement exceptionnel au sein de l'univers du voyage».

C'est une alliance d'intérêts entre deux fleurons français. D'un côté LVMH, le leader mondial du luxe, qui a entamé une diversification dans le tourisme avec ses palaces Cheval Blanc et l'acquisition, en avril 2019, du groupe Belmond, propriétaire d'une trentaine d'hôtels mythiques (dont le Cipriani à Venise, Grand Hotel Timeo à Taormine, le Reid's Palace à Madère ou encore le Copacabana Palace à Rio de Janeiro) et de trains de luxe, dont le Venice Simplon Orient Express.

De l'autre Accor, l'un des plus grands groupes hôteliers du monde, qui a mis les bouchées doubles ces dernières années pour moins dépendre de ses marques d'entrée et moyenne gamme (Formule 1, Ibis, Mercure, Novotel) et accélérer dans le luxe, avec la relance de Sofitel et l'acquisition, en 2016, de FRHI (Fairmont, Raffles...). Le groupe dirigé par Sébastien Bazin s'est, lui aussi, diversifié dans les trains de luxe... sous la marque Orient Express, qu'il a rachetée à la SNCF entre 2019 et 2022. «Nous sommes arrivés exactement là où je voulais», confie le PDG d'Accor, qui avait promis à ses actionnaires, en 2023, de chercher un partenaire pour cette activité, afin qu'Accor n'en supporte pas la dette. LVMH est le partenaire rêvé depuis le début. Ils vont nous apporter des choses auxquelles nous n'avons pas pensé. Ensemble, nous irons plus vite et plus loin.»



LVMH et Accor s'allient pour faire rayonner Orient Express

Le montant de l'investissement et la part du capital d'Orient Express détenus par LVMH sont tenus secrets, mais il est prévu que la participation du géant du luxe puisse augmenter. Le groupe présidé par Bernard Arnault a bien l'intention d'être un actionnaire actif. LVMH pourra notamment partager son savoir-faire dans l'ultraluxe et dans le luxe expérimentiel. «Nous sommes très heureux de nous associer avec Accor pour accélérer le renouveau de cet emblème du voyage qu'est Orient Express», assure Bernard Arnault, le PDG de LVMH. Chacun de nos groupes apportera le meilleur de ses savoir-faire pour porter Orient Express au sommet de l'art de recevoir.»

Les projets lancés par Accor sont multiples, et pas seulement dans les trains dont six «Dolce Vita», dotés de wagons des années 1970 rénovés avec faste. Le premier entrera en circulation début 2025 sur les voies secondaires

italiennes. Mais le train le plus luxueux sera le nouvel Orient Express, constitué de seize wagons en acier construits en 1908 et ayant circulé dans les années 1920. Retrouvés en Biélorussie, ils ont été rachetés par Accor en 2019 et sont en cours de rénovation entre la France et l'Italie, pour un budget d'environ 200 millions d'euros. Chaque wagon comprendra deux ou trois suites, chacune étant dotée d'une salle de bains. Ce train entrera en circulation en novembre 2025 au départ de Paris et à destination de Vienne, Budapest et Istanbul.

Deux yachts ultraluxe

Orient Express a, par ailleurs, prévu d'ouvrir l'an prochain deux hôtels en Italie : la Minerva, à Rome, et le Palazzo Donà Giovanelli, à Venise ; d'autres sont attendus à Riyad (Arabie saoudite), Istanbul et en Égypte. Autre projet : deux yachts d'ultraluxe dotés

chacun de 52 cabines, propulsés à la voile. Baptisé Orient Express Silenseas Corinthian, le premier d'entre eux, dont la construction a commencé en mars, sera mis à l'eau le 22 mars 2026 pour naviguer en mer Égée, en Méditerranée et dans les Caraïbes. À partir de l'année suivante, le second voguera en Asie et au Moyen-Orient. Pour cette activité, très intensive en capital (chaque bateau coûte plusieurs centaines de millions d'euros), Accor et LVMH sont à la recherche d'un troisième partenaire. Leurs critères : une capacité financière, la compréhension du secteur «moveable luxury assets» (actifs de luxe mobiles), et une compatibilité avec les deux groupes français et leur vision de l'ultraluxe pour la croisière.

La concrétisation de ces projets constituera la deuxième renaissance de l'Orient Express. Lancé en 1883 par la Compagnie internationale des wagons-lits, le premier train, en bois, re-

liait Paris à Vienne. Une deuxième génération, avec des wagons en acier, a essaimé en Europe à partir des années 1920. Après avoir connu son âge d'or, pendant l'entre-deux-guerres, le service a décliné ensuite. Tout a changé en 1982, quand James Sherwood, un riche Anglais, a relancé le train après avoir rénové des wagons et signé un accord de licence avec la SNCF, propriétaire de la marque. Il avait aussi baptisé son groupe hôtelier Orient Express, avant que la SNCF ne mette fin au contrat de licence en 2014, l'obligeant à se rebaptiser Belmond. C'est ce groupe que LVMH s'est offert en 2019, pour la bagatelle de 2,6 milliards d'euros. Le Venice Simplon Orient Express, exploité sous cette marque avec une licence renouvelable de 75 ans avec la SNCF, ne sera pas intégré à la contreprise avec Accor. Et il n'est pas prévu, à ce stade, que Belmond retrouve son nom d'origine. ■

Hydrogène : la France empile les usines d'électrolyseurs

Emmanuel Egloff

L'inauguration du site de McPhy à Belfort montre que le secteur avance. Mais les autres annonces de projets, qui s'étaient multipliées ces dernières années, tardent à se concrétiser.

Les dirigeants de la start-up McPhy s'attendaient sans doute à une ambiance différente pour l'inauguration de leur usine de fabrication d'électrolyseur jeudi, à Belfort. À la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale et l'entrée en campagne électorale, ni le préfet, devoir de réserve en période électorale oblige, ni le ministre délégué en charge de l'Industrie n'ont pu faire le déplacement dans l'usine de la France. La construction de cette usine n'aurait pourtant pu avoir lieu sans un soutien public massif, puisque la société reconnaît avoir bénéficié de 114 millions d'euros d'argent public pour la construire mais également financer la montée en cadence et la R&D.

Les électrolyseurs sont des machines qui fabriquent de l'hydrogène à partir d'eau et d'électricité. Aujourd'hui, 100 millions de tonnes sont produites chaque année dans le monde, mais l'immense majorité est issu du gaz fossile. L'utilisation d'un électrolyseur permet de fabriquer de l'hydrogène «vert». L'utilisation de ce gaz devrait

croître fortement dans les prochaines années. On en parle régulièrement dans le domaine de la mobilité, notamment pour les transports lourds (poids lourds mais également navires, trains et même avion). Mais l'essentiel des besoins à moyen terme concerne la décarbonation de l'industrie, ce qui est la production des engrais azotés ou de l'acier.

L'usine de McPhy, qui représente un investissement de 50 millions d'euros, s'étend sur une surface de 20 000 m² et fera travailler 450 salariés. «On peut qualifier cette usine de "gigafactory" car elle aura une capacité de production à pleine capacité de 1 gigawatt (GW) d'électrolyseurs par an», s'enthousiasme Antoine Ressicaud, directeur général adjoint de McPhy. Elle est très flexible dans son processus de production, afin de pouvoir s'adapter et fabriquer les électrolyseurs de demain. Les premiers appareils de présérie vont sortir en juillet prochain. Chaque électrolyseur sera constitué de quatre «stacks» (modules, NDLR), pesant chacun une trentaine de tonnes et affichant une puis-

sance de 16 mégawatts (MW). Le premier client devrait être le groupe allemand de distribution d'énergie HMS Oil & Gas. La mise en service de ce projet de 64 MW est prévue pour 2025, mais la décision finale d'investissement n'est pas encore prise.

«Le secteur avance. 700 taxis à hydrogène circulent dans Paris. 70 stations de recharge sont opérationnelles en France. Les usines sortent de terre. On investit et on crée des emplois»

Philippe Boucly
Président de France Hydrogène

C'est bien le problème. Alors que les annonces de projets liés à l'hydrogène vert se sont multipliées ces dernières années en France mais également dans le monde, leur concrétisation prend beaucoup plus de temps que prévu. «Le

secteur de l'hydrogène met plus de temps qu'anticipé à démarrer», reconnaît Antoine Ressicaud. Philippe Boucly, le président de France Hydrogène, qui regroupe les acteurs du secteur, confirme les difficultés actuelles. «À fin 2023, il y avait seulement 30 MW d'électrolyseurs installés en France et 300 MW en projet. C'est très loin des ambitions du gouvernement, qui vise 6 500 MW en 2030. Le passage à l'échelle est effectivement plus difficile qu'anticipé.»

Pour autant, l'inauguration de l'usine McPhy montre bien que le secteur n'est pas à l'arrêt. «Nous sommes fiers d'inaugurer la première usine d'électrolyseurs en France», se félicite Antoine Ressicaud. Elle ne va pas rester longtemps seule. Quatre autres usines sont en cours de construction. Celle du belge John Cockerill doit ouvrir d'ici à la fin de l'année à Aspach-Michelbach (Haut-Rhin). Elogen doit lancer la sienne à Vendôme (Loir-et-Cher) en 2025. Gen-Hy en construit une à Montbéliard (Doubs), juste à côté de Belfort. Et Genvia travaille sur la sienne à Béziers (Hérault). «Le secteur avance,

revendique Philippe Boucly. 700 taxis à hydrogène circulent dans Paris. 70 stations de recharge sont opérationnelles en France. Les usines sortent de terre. On investit et on crée des emplois. Nous avons pris du retard, oui. Mais quel secteur n'en a pas aujourd'hui?»

Il faut néanmoins peaufiner les modèles économiques dans cet environnement moins favorable qu'espéré. C'est le cas de McPhy. «La décarbonation de l'industrie reste une nécessité, analyse Antoine Ressicaud. Et elle passera par l'hydrogène. C'est pour ça que nous avons décidé de nous focaliser sur ce segment.» Mais l'incertitude politique qui découle des événements de dimanche dernier trouble l'horizon. «Les contraintes budgétaires vont-elles permettre de poursuivre le soutien à l'hydrogène, qui en a encore absolument besoin», s'interroge Philippe Boucly. Le gouvernement avait prévu une mise à jour de la stratégie nationale hydrogène le mois prochain. Ça ne sera pas le cas. Toutes les parties prenantes observent avec inquiétude les différents sondages... ■

Caroline Sallé

Elles diffuseront les 25 meilleures affiches et parient sur l'engouement des Français, malgré le contexte agité.

La dissolution de l'Assemblée, la tenue d'élections législatives anticipées, les Jeux olympiques de Paris ont été... Pour un peu, l'Euro de foot, qui débute ce vendredi en Allemagne et se déroule jusqu'au 14 juillet prochain, a presque donné l'impression d'avoir été dilué par l'actualité. Il aura même fallu attendre la dernière ligne droite, il y a une semaine, pour que beIN Sports annonce l'acquisition de l'intégralité des 51 matchs de l'Euro 2024, dont 26 rencontres en exclusivité...

TF1 et M6, les diffuseurs en clair des 25 meilleures rencontres de la compétition, ne s'affolent pas. « Les performances des premiers matchs viendront démontrer l'intérêt du public pour la compétition, assure Frédéric de Vincelles, le directeur général des programmes chargé des plateformes et du sport du groupe M6. Dans des moments un peu compliqués, les gens apprécient de se retrouver autour d'un grand spectacle fédérateur, comme le football. »

TF1 diffusera douze rencontres, dont le match d'ouverture ce vendredi à 21 heures Allemagne-Écosse, cinq autres matchs de poules, y compris deux de l'équipe de France, trois huitièmes de finale, deux quarts et une demi-finale, potentiellement celle des Bleus, s'ils parviennent jusqu'à ce stade de la compétition. Les commentaires des principaux matchs ont été confiés à ses voix habituelles Grégoire Margotton, Bixente Lizarazu et, sur le terrain, Saber Desfarges. Le magazine d'après-match sera présenté par Denis Brogniard et « Téléfoot » se délocalisera en Allemagne. Au cas où les Bleus se retrouvaient à devoir disputer un éventuel huitième de finale en pleine soirée électorale du premier tour des élections législatives le 30 juin prochain, TF1 se prépare. « L'antenne travaille sur toutes les options. Nous avons du temps et nous saurons faire », balaye François Pellissier.

Un statut premium

De son côté, M6 diffusera 13 matchs, sept rencontres de poules, dont France-Pays-Bas, deux huitièmes de finale, deux quarts, dont celui de la France si elle y participe, une demi-finale ainsi que la finale. « Nous allons muscler notre jeu concernant le traitement éditorial de cet Euro, prévient Frédéric de Vincelles. Avec l'acquisition des Mondiaux de 2026 et 2030, nous sommes maintenant engagés à long terme dans le foot. » L'ancien attaquant et champion du monde Christophe Dugarry commentera ainsi la compétition.

Les deux diffuseurs en clair espèrent aussi capitaliser sur l'Euro afin de doper la fréquentation de leur plateforme. Sur TF1+, « nous proposerons nos matchs en live, avec beaucoup de data, les résumés des 25 plus belles affiches de l'Euro, des ar-



Lors de l'Euro 2021, 7,5 millions de téléspectateurs avaient en moyenne suivi les matchs.

chives. La fonctionnalité Top Chrono offrira la possibilité de créer des formats de cinq, dix ou quinze minutes des meilleurs moments d'un match », détaille François Pellissier. Sur M6+, les téléspectateurs expérimenteront notamment la « Fan zone », un visionnage des matchs en live enrichi de nombreuses statistiques.

En règle générale, le football est un fort pourvoyeur d'audience pour les chaînes. Lors du précédent Euro, organisé en 2021, ce sont 7,5 millions de téléspecta-

teurs en moyenne qui ont suivi les matchs. Ils étaient même 16,4 millions devant le huitième de finale opposant la France et la Suisse sur TF1. Fédérateur, capable de rassembler toutes les générations sur le canapé, l'Euro, à l'instar des grandes compétitions sportives, est en principe plébiscité par les annonceurs. « La demande est forte. La régie est en avance sur la montée en charge des écrans publicitaires comparée à 2021 », indique Frédéric de Vincelles. Même son de clo-

che chez TF1 ? où « le taux de remplissage des écrans est très bon pour le premier tour et un taux normal pour la phase finale, les annonceurs attendant de connaître les affiches avant de se positionner », constate François Pellissier. Prix du spot le plus cher sur la Une : 330 000 euros brut en demi-finale si les Bleus sont qualifiés. Sur M6, il est affiché à 365 000 euros brut, à condition que la France accède en finale.

Les deux chaînes ont payé chacune environ 28,5 millions d'euros pour diffuser

l'Euro, - beIN Sports a déboursé de son côté 25 millions d'euros. Pourront-elles rentabiliser leur investissement ? Tout dépendra du parcours des Bleus dans la compétition. « Malgré un coût élevé, les compétitions sportives restent de formidables opportunités pour la télévision gratuite », analyse Frédéric de Vincelles. Elles confèrent un statut premium aux chaînes. À l'ère de la vidéo à la demande, elles demeurent surtout l'un des derniers grands totems de la télévision linéaire. ■

Les opérateurs de paris sportifs se frottent déjà les mains

Mathilde Visseyr

Un mois en or. L'Euro 2024, qui débute ce vendredi pour se terminer le 14 juillet, s'annonce déjà comme une manne pour les paris sportifs. Les opérateurs en ligne (Winamax, Betclix, Unibet...) mais aussi la FDJ, seule autorisée à proposer une offre dans des points de vente, se frottent les mains.

Le foot est la discipline reine des parieurs : à lui seul, il capte 52 % des mises de paris sportifs en ligne, devant le tennis et le basket. Malgré un contexte économique et politique bouleversé comme jamais à cause de la dissolution de l'Assemblée nationale, l'Euro devrait permettre de battre de nouveaux records de mises. L'Autorité nationale

des jeux (ANI), le gendarme du secteur, estime que le cap du milliard d'euros pourrait être atteint, principalement grâce aux opérateurs en ligne. Ce record couronnerait la bonne santé d'un secteur légalisé en France en 2010. Mais il dépend du parcours que fera l'Euro de France. L'Euro 2020, qui s'est tenu en juin 2021, avait déjà généré 700 millions de mises. La Coupe du monde 2022, 900 millions d'euros.

Des « risques d'addiction »

« Avec la Coupe du monde de foot et les Jeux olympiques, l'Euro fait partie des trois plus grands événements sportifs pour les sites de paris sportifs en ligne, reconnaît Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (Afjel), qui compte parmi ses membres Betclix, Bwin, PokerStars, Unibet ou

encore le PMU. L'Euro 2024 va permettre de recruter de nouveaux clients, qui viennent s'essayer à parier pendant les gros matchs. L'Euro 2021 avait représenté 5 % à 7 % des mises de l'année, ce qui est à la fois beaucoup et pas colossal. Mais il avait permis de recruter 15 % à 20 % des nouveaux joueurs de l'année. »

Les amateurs de sport grand public aiment l'Euro, qui permet de se retrouver entre amis. Pour les opérateurs agréés de paris sportifs, c'est le moment idéal de faire connaître l'offre légale. Avec Parions Sport (en ligne et points de vente), La Française des jeux (FDJ) proposera « une offre récréative » sur tous les matchs, notamment via les paris IN2 (vainqueur du match ou match nul) et les paris meilleurs buteurs (pour chaque match, pour la compétition), qui sont les plus joués. Début juin, Winamax a pour sa part lancé une campagne publicitaire partout en France, avec un slogan (« À chaque région, son gain ») rappelant qu'en 2023 les parieurs ont gagné plus de 4,6 milliards d'euros sur sa plateforme. À l'approche de l'Euro, la marque a voulu dire aux Français qu'ils avaient déjà gagné ces milliards d'euros. Un moyen de cibler un public le plus large possible, et gagner des parts de marché jusque dans les campagnes les plus reculées.

Paradoxalement, ce succès inquiète. En 2023, on comptait plus de 4 millions de comptes actifs de parieurs sportifs, avec 1982 euros de mise moyenne annuelle par compte. Une somme plus élevée que le budget vacances des Français... « L'Euro représente un enjeu économique majeur pour les seize opérateurs en ligne agréés et la FDJ, insiste Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANI). Le succès de ces jeux d'argent incite à être de plus en plus vigilant sur les risques d'addiction. » Selon elle, s'est installée l'idée qu'on pouvait gagner de l'argent grâce aux paris sportifs, où la part des joueurs excessifs est six fois plus élevée que pour les jeux de loterie (soit 5,9 % pour les paris sportifs). Une idée fallacieuse. « Il y a des gens qui gagnent. Mais statistiquement, on perd, martèle Isabelle Falque-Pierrotin. Il faut bien s'en rendre compte. Le jeu doit rester un plaisir. Ce n'est pas un moyen d'arrondir ses fins de mois. »

Après les débordements de l'Euro 2021, où l'on a assisté à une surenchère de publicités et d'annonces de bonus alléchantes, l'ANI a mis le holà et fait signer une charte encadrant les pratiques. « Il y a eu une prise de conscience, se félicite sa présidente. Les opérateurs se sont responsabilisés depuis, en limitant notamment les bonus à 100 euros. » L'ANI a examiné tous les plans de communication pour l'Euro. Elle examinera ceux des JO à partir du 15 juin. Sachant que plus de la moitié des Français compte suivre l'Euro et plus d'un tiers d'entre eux à l'intention de parier, l'Autorité a aussi lancé début juin une campagne de prévention contre les dangers du jeu excessif. Celle-ci met en lumière les mentions légales qui figurent sur les publicités pour les jeux d'argent et que les gens lisent de façon automatique, sans mesurer vraiment la réalité qu'il y a derrière. « Être dépendant, c'est une vie de souffrance », avance Isabelle Falque-Pierrotin.

Essor des sites illégaux

Les opérateurs en sont bien conscients. Mais l'Afel rappelle que lors de la dernière Coupe du monde de foot, les joueurs ont misé 8,50 euros en moyenne par semaine. L'association précise aussi que, depuis deux ans, le nombre de parieurs a tendance à diminuer, alors qu'il progresse de 5 % à 10 % ailleurs en Europe. « La seule explication, c'est que les nouveaux joueurs vont sur des sites illégaux, déplore Nicolas Béraud. Ces sites attireraient au début avec des jeux de casino, maintenant avec des paris sportifs. Selon une étude de l'ANI, on peut estimer qu'ils captent 3 à 4 millions de joueurs, avec des cotes beaucoup plus attractives que les sites légaux. » S'il se dit favorable au cadre strict imposé aux opérateurs de paris sportifs agréés, il s'inquiète de l'essor des sites illégaux. « Ces sites appartiennent à des sociétés basées dans des paradis fiscaux, qui potentiellement financent des activités terroristes, avance-t-il. N'est-il pas opportun de sensibiliser aussi sur les risques du jeu illégal, bien plus addictif ? » ■

LA SÉANCE DU JEUDI 13 JUIN

LE CAC									
	BOUR	STAR	HAUT BOUR	BAS BOUR	SCAP CAC	SI 12		BOUR	STAR
ACCOR	38,36	-2,17	39,11	38,35	0,254	+10,87	LMVH	730,4	-0,68
AIR LIQUIDE	163,28	-3,51	169,36	163,24	0,162	-7,29	MICHELIN	38,24	-0,34
ARBUS	145,8	-2,38	149,3	145,8	0,175	+4,31	ORANGE	9,442	-10,3
ARCELORMITTAL SA	22,2	-1,42	22,53	22,1	0,263	-13,53	PERNOD RICARD	132,6	-0,93
AXA	20,95	-4,03	22,35	20,7	0,407	+4,95	PUBLICIS GROUPE SA	101,1	-17
BNP PARIBAS ACT A	60	-2,94	61,76	58,98	0,521	-4,14	RENAULT	49,63	-2,26
BOUYGUES	31,24	-2,28	32,04	31,16	0,323	-8,44	SAFRAN	202,8	-2,59
CAPGEMINI	186,05	-2,82	192,05	186,05	0,293	-1,43	SAINT GOBAIN	75,56	-3,2
CARREFOUR	14,62	-1,38	14,995	14,545	0,247	-11,74	SANOFI	87,93	-1,53
CREDIT AGRICOLE	13,435	-2,5	13,775	13,3	0,307	+4,54	SCHNEIDER ELECTRIC	229,65	-2,94
DANONE	59,76	-64	60	59,46	0,186	-1,84	SOCIETE GENERALE	22,97	-1,63
DASSAULT SYSTEMES	35,7	-3,07	36,87	35,7	0,104	-16,29	STELLANTIS NV	16,676	-2,69
EDENRED	41,89	-3,88	43,54	41,39	0,372	-22,63	STMICROELECTRONICS	40,725	-2,38
ENGIE	13,63	-2,64	13,98	13,54	0,56	-14,37	TELEPERFORMANCE	97,88	-2,36
ESSILORLUXOTTICA	206,3	-1,15	208,8	206	0,07	+13,6	THALES	161,1	-14,1
EUROFINS SCIENT.	53,18	-3,97	55,24	53,18	0,177	-9,83	TOTALENERGIES	62,31	-2,55
HERMES INTL	276,8	-0,56	280	274,3	0,056	+12,99	UNISAL-RODAMCO-WE	75,62	-1,1
KERING	314,55	-0,71	318,6	310,6	0,213	-21,17	VEOLIA ENVIRON	29,28	-2,01
L'OREAL	450,9	-0,98	456,2	447,75	0,044	-0,06	VINCI	100,4	-2,62
LEGRAND	96,84	-2,46	99,38	96,66	0,152	+2,91	VIVENDI SE	9,802	-0,57

LES DEVISES			1 EURO =			L'OR		
	MONNAIE					VEILLE		31/12
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,6232	AUD		Lingot 100g	69 011,66C	+14,79 %
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4823	CAD		Lingot 100g	+14,06C	+14,77 %
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING		0,8447	GBP		Lingot 50g	3 462,03C	+14,74 %
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG		8,4224	HKD		Lingot 10g	2 758,57C	+14,71 %
JAPON	YEN		169,58	JPY		Lingot 1g	425,82C	+14,55 %
SUISSE	FRANC SUISSE		0,9668	CHF		Lingot 2,5g	182,25C	+13,89 %
ETATS-UNIS	DOLLAR		1,0784	USD		20F-NAPOLÉON	430,63C	+14,8 %
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,361	TND		20F-SUISSE	425,82C	+14,8 %
MAROC	DIRHAM		11,03	MAD		SOVERAIGN	537,43C	+14,8 %
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE		34,8311	TRY		KRUGGERAND	2 295,47C	+14,8 %
EGYPTE	LIVRE EGYPTIENNE		91,2036	EGP		50 PESOS	2 742,98C	+14,8 %
CHINE	YUAN		7,2811	CNY		10 DOLLARS	112,12C	+14,8 %
INDE	ROUPIE		90,112	INR		20 DOLLARS	2 242,42C	+14,8 %
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		144,4	DZD				

Nicolas Beytout fait entrer Daniel Kretinsky au capital du groupe L'Opinion

Ingrid Vergara

Son pôle médias CMI France rachète 49% de la participation du PDG fondateur, qui reste actionnaire majoritaire.

Donner un second souffle en apportant une grande bouffée d'oxygène financier. Onze ans après la création du quotidien *L'Opinion*, son président fondateur, Nicolas Beytout, a décidé d'ouvrir le capital du groupe Bey Médias à Daniel Kretinsky et à sa filiale médias CMI France (Elle, Franc-Tireur, Le Routard, Télé 7 jours, B Smart...). Le journaliste est actuellement l'unique propriétaire d'un bloc détenant 38% de Bey Médias, le reste du capital du groupe étant détenu par une douzaine d'autres actionnaires. L'accord de négociations exclusives signé ce jeudi avec l'homme d'affaires tchèque prévoit que CMI France prendra 49% de ce bloc, dont Nicolas Beytout restera l'actionnaire majoritaire (51%), avec l'engagement pour lui d'y rester pendant au moins trois ans. L'objectif du deal est que CMI France devienne majoritaire à terme. Le montant mis sur la table pour le rachat des 49% n'est pas communiqué.

L'accord prévoit que CMI France apportera de nouveaux capitaux « à hauteur de plusieurs millions d'euros » pour assurer le développement et la croissance des titres du groupe. « Il s'agit à la fois de favoriser l'investissement sur la conquête de l'abonnement numérique et d'être en pointe sur l'intégration de l'intelligence artificielle sous contrôle de la rédaction », explique Nicolas Beytout au Figaro.

Pour le quotidien, qui revendique une diffusion France payée moyenne de 38 000 exemplaires et 1,77 million de visites sur son site payant (classement ACPM d'avril), il n'était plus envisageable de continuer le chemin seul, d'autant que le groupe reste déficitaire. « Nous sommes dans la situation d'une start-up qui a besoin de faire une seconde levée de fonds pour assurer sa croissance », poursuit le président fondateur. D'autant que le secteur des médias exige désormais des investissements technologiques conséquents. Il faut que nous changions de dimension et c'est la bonne opportunité pour le faire. » Fondé en 2013, le groupe Bey Médias emploie 150 collaborateurs, dont plus de 80 journalistes répartis sur différents supports



« Nous sommes dans la situation d'une start-up qui a besoin de faire une seconde levée de fonds pour assurer sa croissance », observe Nicolas Beytout (à gauche), à propos de l'entrée dans son capital de Daniel Kretinsky et de sa filiale médias CMI France. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA / LE FIGARO, DAVID W. CERNY / REUTERS



médias. Aux côtés du titre phare *L'Opinion*, qui se décline en un quotidien papier et un média numérique, figurent depuis leur rachat en 2019 les médias de l'Agefi (*L'Agefi Quotidien*, *Agefi.fr*, *L'Agefi Hebdo*, *L'Agefi Actifs*, *Newsmanagers*, *The Financial Newswire-Dow Jones*...).

En bonne intelligence

Pour constituer ce bloc de 38%, Nicolas Beytout a acquis les parts détenues par une des holdings de LVMH, qui vient, par ailleurs, de racheter le prestigieux magazine *Paris Match* au groupe Lagardère. Une opération faite en bonne intelligence avec les dirigeants du groupe de luxe, selon le patron de pres-

se : « Ils ont été des actionnaires exceptionnels, ce qui m'a permis de constituer un bloc intéressant pour négocier avec un nouvel entrant. » Nicolas Beytout a rencontré plusieurs investisseurs potentiels, pour finalement conclure l'affaire avec CMI France, après dix-huit mois de discussions plus ou moins intenses.

« Nous sommes très heureux de contribuer au développement de ce titre remarquable, sur un segment de marché que nous connaissons bien, avec Franc-Tireur, et qui a du potentiel, indique, de son côté, Denis Olivénnes, le président du Conseil de surveillance de CMI France. Notre expérience acquise dans l'abonnement numérique (Marianne,

Elle, Libération) et notre souhait d'investir dans l'IA - dans le respect des rédactions - vont aider le projet de croissance de *L'Opinion*. »

Une ligne éditoriale partagée

Les pistes d'investissements seront abordées au cours de la phase de due diligence qui s'ouvre avec la signature de l'accord, tout comme les objectifs visés pour les abonnements numériques. La ligne éditoriale du quotidien, qui se définit depuis sa création comme « libérale, pro business et proeuropéen » est proche des valeurs revendiquées par l'homme d'affaires tchèque au moment de l'annonce de la mise en vente de l'hebdomadaire *Marianne*. « Daniel

Kretinsky investit dans notre groupe parce qu'il partage cette ligne éditoriale », précise Nicolas Beytout. Un pacte d'actionnaires garantit à ce dernier un contrôle total sur cette ligne. Par ailleurs, *L'Opinion* restera bien une publication digitale et print, assure-t-il.

En revanche, la question de savoir ce que décideront les autres actionnaires de Bey Médias reste entière, et Nicolas Beytout reste discret sur ce sujet. « Tous les actionnaires seront invités à rester en cas d'augmentation de capital », ajoute-t-il. Le dirigeant n'écartera pas la possibilité de racheter leurs parts si certains souhaitent sortir. « Ce sujet n'a pas été abordé avec CMI France », précise le fondateur. ■

De retour dans l'édition, Arnaud Nourry dévoile ses ambitions

Chloé Woitier

L'ex-PDG d'Hachette crée un nouveau groupe qui donnera naissance à plusieurs maisons d'ici à la fin 2025.

Le paysage de l'édition française compte un nouvel acteur qui n'entend pas faire de la figuration. Trois ans après son éviction de la tête du groupe Hachette par son actionnaire Lagardère, et quelques semaines après l'expiration de sa clause de non-concurrence, Arnaud Nourry a confirmé mercredi, par le biais d'un communiqué, les bruits qui circulaient dans le milieu du livre.

Celui qui a dirigé durant 18 ans le premier acteur français de l'édition est de retour aux affaires avec la création des Nouveaux Éditeurs, un groupe indépendant qui a pour vocation de faire naître d'ici fin 2025 de 4 à 6 maisons - dont la moitié des cette année - portées par des éditeurs confirmés « qui ont un vrai appétit pour l'indépendance et l'esprit d'entreprise », détaille-t-il auprès du Figaro. « Les premières annonces auront lieu après l'été, et nos premiers ouvrages seront en librairie pour la rentrée d'hiver », poursuit celui qui veut se positionner sur la littérature, les essais, les beaux livres, éventuellement la bande dessinée « s'il y a une bonne rencontre », mais pas le scolaire ni l'universitaire. En attendant, le jeune groupe s'approprie à s'installer dans ses locaux situés rue Séguier (Paris 6^e), en plein cœur de Saint-Germain-des-Près.

Les Nouveaux Éditeurs détiennent un capital de « 5 à 10 millions d'euros » collectés auprès d'Arnaud Nourry (51% des parts) et de sa famille (son fils Ugo est nommé directeur des opérations) ainsi que de ses amis (l'éditeur de BD Olivier Sulpice - groupe Bamboo -, le fondateur de l'agence de conseil en innovation Fabernovel Stéphane Distinguin ou le communicant Ronald Blunden font partie des associés). « Nous avons de quoi tenir 2 à 3 ans. Ce n'est qu'ensuite que j'irai chercher des fonds », précise le PDG. Le groupe décidera d'ici fin juillet qui assurera sa diffusion et sa distribution parmi les acteurs de ces segments cruciaux, où figurent Interforum (Editis), Hachette Livre Distribution, Sodus (Madrigall) ou MDS (Media Participations).

« Un espace de liberté »

Si le projet a commencé à coaguler fin 2023, l'idée a germé il y a environ un an dans l'esprit d'Arnaud Nourry. « Il y a un mouvement des plaques dans le secteur de l'édition, un moment unique pour lancer un groupe qui veut faire bouger les lignes », explique le PDG. Les deux premiers acteurs Hachette et Editis ont récemment changé de mains après la prise de contrôle de Lagardère par Vivendi, qui a conduit à la revente d'Editis au tchèque Daniel Kretinsky. « Des actionnaires qui découvrent le

métier », tranche Arnaud Nourry. En parallèle, « des acteurs comme Humensis sont en vente, alors que des grands groupes familiaux comme Gallimard ou Actes Sud arrivent au seuil du changement de génération, ce qui est toujours une secousse. » De quoi donner des envies d'ailleurs à certains éditeurs... « Ma porte est ouverte à tous, mais je ne suis pas dans une démarche de prédation envers qui ce soit », insiste celui qui dit « s'inscrire dans le temps long ». Avant de préciser : « Je n'ai pas envie d'abimer Hachette. »

Ceux qui rejoindront Arnaud Nourry obtiendront des parts « significatives » au capital des Nouveaux Éditeurs, un modèle courant dans la production audiovisuelle ou musicale mais inédit dans le livre. Ces éditeurs auront « une liberté éditoriale garantie » dans les statuts. Le PDG souhaite offrir « un espace de liberté aux gens qui ont des choses à dire », et plus particulièrement dans l'enquête et les documents.

« Chez Hachette, nous avions publié Alice Coffin comme le général de Villiers, l'enquête *« Les Fossoyeurs »* de Victor Castanet sur Orpea, *« Un président ne devrait pas dire ça »* de Gérard Davet et *Fabrice Lhommé*. L'édition a une place de plus en plus importante dans le débat politique et sociétal, et j'ai très envie que Les Nouveaux Éditeurs

aient cette dimension. D'autant que je ne suis pas certains que ce type d'ouvrages soit aujourd'hui une priorité chez les gros groupes... »

Rationaliser les prises de décision

Arnaud Nourry, qui veut « aller vers moins de production, ce qui est plus facile à faire quand on part de zéro », entend également « rééquilibrer » les relations entre éditeurs et auteurs, « qui sont mécontents » du manque de transparence sur les chiffres de ventes et des cessions de droit, des délais de paiements de leurs droits d'auteur... « Les auteurs français signent des contrats qui courent 70 ans après leur mort, soit en moyenne sur plus d'un siècle, et ils doivent apporter la preuve que l'éditeur n'a pas fait son travail s'ils veulent reprendre leurs droits... ce n'est pas raisonnable », expose-t-il. Mais qu'entend-il proposer précisément aux auteurs ? Le PDG n'en dit mot pour le moment.

Autre marqueur, l'usage de l'intelligence artificielle. « Mais surtout pas dans l'écriture d'ouvrages ou leur traduction, mes convictions sur ces sujets sont très fortes ! Bien sûr que l'IA peut par exemple servir à traduire des manuels d'utilisation, mais pas des œuvres culturelles. C'est insensé et triste de vouloir faire des économies de bouts de

chandelle là-dessus », estime Arnaud Nourry. Mais ce dernier souhaite explorer comment l'IA pourrait aider son groupe à rationaliser les prises de décision sur, par exemple, le volume d'impressions d'un titre et la détection des points de vente les mieux adaptés. « Sur ces questions, le métier d'éditeur reste aujourd'hui assez rustique », sourit-il.

Les Nouveaux Éditeurs auront l'occasion de discuter de ces sujets avec le titan américain Simon & Schuster, qu'Arnaud Nourry a tenté d'acquiescer quand il était à la tête d'Hachette. Les deux groupes ont en effet dévolé mercredi un accord de coopération. « Nous échangerons sur l'innovation, la tech et l'IA d'une à deux fois par an. Mais surtout, nous avons signé un accord de première option réciproque », détaille le PDG. Ainsi, si Simon & Schuster détient les droits mondiaux d'un ouvrage, Les Nouveaux Éditeurs seront prioritaires pour en obtenir les droits exclusifs en français, et vice versa.

« Cela devrait concerner quelques dizaines d'opportunités par an en romans ou en essais anglo-saxons. Bien sûr, les grands auteurs américains resteront dans leurs maisons françaises historiques », précise-t-il. Les deux groupes pourront aussi participer conjointement de des enchères pour acquiescer des droits. ■

NOUVEAU



9 €
90

HORS SERIE EXCEPTIONNEL EN VENTE ACTUELLEMENT
Chez tous les marchands de journaux et sur www.figarostore.fr



STYLE
UN DÉFILÉ MAX MARA
SUR LES TRACES DU LUXE VÉNITIEN
PAGE 33



MODE MASCULINE
DE SON MÉTIER DE CRÉATEUR
À L'ÉVOLUTION DU STYLE DES HOMMES,
PAUL SMITH SE RACONTE PAGE 32

Thibault Cauvin et -M-, passion guitare

Ensemble ils ont conçu « L'Heure miroir », un album exigeant qui mêle le classique du premier et la pop du second. Avant de partir en tournée, ils se confient sur cette aventure mélodique hors norme.

PAGE 30



MAX MARA: ASTRA MARINA CABRAS; LISA ROZE

Trente ans plus tard, les Taïnos de retour

Éric Biétry-Rivierre

À Paris, le Quai Branly rend hommage à l'exposition de 1994, voulue au Petit Palais par Chirac, sur cette société précolombienne des Antilles.

« On ne va sûrement pas commémorer cette aventure des Espagnols en Amérique qui ont asservi des peuples et se sont comportés comme des sagouins. On va célébrer les peuples premiers d'Amérique, les Taïnos. » Il y a trente ans, Jacques Chirac se démarquait du concert international de louanges lié au 500^e anniversaire de la « découverte » de Christophe Colomb. Alors maire de Paris, il initiait au Petit Palais une exposition sur ce peuple autochtone caribéen, premier parmi les nombreuses sociétés ancestrales du Nouveau Monde à disparaître.

Aujourd'hui, on taxerait ce parti pris de dérive woke, mais ce fut un double succès. Populaire et politique, puisque l'image du candidat donné perdant à la présidentielle de 1995 s'était améliorée. Par le biais de cet événement révélant le génie plastique des Taïnos, les Français découvraient un passionné d'arts lointains et, plutôt qu'un technocrate, un humaniste passionné.

« À bien des égards, cette exposition montée par le marchand d'art et militant d'un Musée des arts premiers, Jacques Kerchache, ami et mentor, peut être considérée comme un prélude à la naissance du Musée du quai Branly-Jacques Chirac », explique André Delpeuch. Cet ancien responsable des collections amérindiennes de ce musée, puis directeur du Musée de l'homme de 2017 à fin 2021, désormais conservateur général du patrimoine à l'École des hautes études en sciences

sociales, propose un rappel in situ. Dans la mezzanine centrale du bâtiment, où il a installé 70 statuettes, armes d'apparat et autres instruments de rituels, il fait aussi le point sur les progrès de la connaissance relative aux Taïnos ainsi que sur leurs voisins dans l'archipel des Petites Antilles, les Kalinagos, des cannibales... Surprise : l'ADN a parlé, bien que créolisés, des descendants de ces groupes existent, notamment à La Dominique ou Porto Rico.

Une mosaïque de principautés

Les recherches récentes donnent aussi un panorama plus complexe des structures sociales premières, d'une histoire qu'on sait remonter au premier millénaire avant notre ère, de la progression maritime de l'homme depuis les côtes de l'actuel Venezuela. Et enfin elles esquissent la nature des contacts entre les territoires.

Il faut désormais penser les Antilles à l'arrivée des Espagnols non comme une aire homogène, mais comme une mosaïque de principautés gouvernées par des chefs ou caciques, aux organisations variées et parlant des langues différentes (cinq sur l'île d'Hispaniola partagée entre République dominicaine et Haïti). Un monde se précise, donc, et il serait mieux compris si, sur place, le travail des archéologues et des ethnologues était moins parcel-

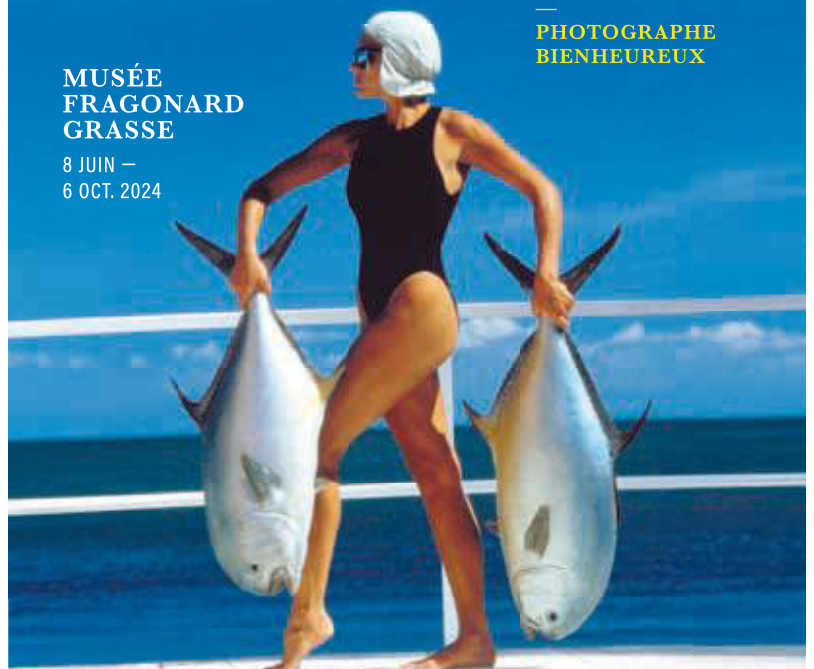
Jusqu'au 13 octobre. www.quaibranly.fr

JEAN-DANIEL LORIEUX

—
PHOTOGRAPHE
BIENHEUREUX

MUSÉE
FRAGONARD
GRASSE

8 JUIN —
6 OCT. 2024



Fragonard
PARFUMEUR

Le Journal
du Dimanche

3 semaines
pour 10€ d'essai

LE FIGARO



Thierry Millériteau

Le virtuose classique et l'artiste pop publient «L'Heure miroir», une rencontre inédite entre leurs deux univers. Un voyage onirique qu'ils emportent en tournée dès le 26 juin.

Un instant suspendu entre rêve et réalité... C'est ainsi que le guitariste classique Thibault Cauvin, qui s'est fait connaître à 20 ans lors d'une tournée autour du monde qui l'entraîna dans plus de cent vingt pays, et la star de la pop Matthieu Chedid, alias -M-, ont imaginé *L'Heure miroir*. Référence à l'heure bleue : période incertaine entre le jour et la nuit où les couleurs se confondent. Comme se confondent leurs guitares et leurs univers, dans cet album exigeant et singulier qui sort aujourd'hui chez Labo M, composé de reprises instrumentales pures des titres de -M-, mais aussi de clin d'œil à l'univers classique, de la chanson ou du rock, où puisent leurs racines. Un voyage instrumentale, mais avant tout mélodique, dans lequel ils entendent embarquer tous les publics lors d'une vaste tournée dans toute la France, qui les amènera du Théâtre antique de Vaison-la-Romaine au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris.

LE FIGARO. - Comment est née l'idée de ce «récital à deux guitares» ?

MATTHIEU CHEDID. - Je suis celui qui a allumé la mèche. Nous nous étions rencontrés en 2018 pour l'album *Cities II*, sur lequel Thibault m'avait invité. Je voulais lui rendre la pareille. En écoutant son dernier disque, *Films*, consacré aux bandes originales qui l'avaient le plus marqué, et en voyant comment ils les avaient transformées avec son frère Jordan pour se les réapproprier avec sa seule guitare, j'ai été profondément fasciné. Pour moi qui ai toujours nourri une quête de musique instrumentale, sans jamais vraiment oser y aller parce que j'étais trop timoré, ce fut comme une révélation. Je lui ai donc demandé si ça l'intéressait d'entreprendre un tel voyage instrumental à travers mes musiques. Mais je n'imaginais pas qu'il allait me proposer d'en être moi aussi.

THIBAUT CAUVIN. - Sauf que je suis de nature gourmande. C'est mon côté bordelais. (*Rires*) Je me suis dit que l'expérience serait plus belle et signifiante s'il embarquait avec moi et il a accepté. Ce fut le début de notre étonnant voyage. Commencé il y a maintenant un an et demi, celui-ci s'apprete à prendre un nouvel envol grâce à la tournée, qui va nous permettre de confronter tout ce travail et d'embarquer le public dans nos deux univers. Pour l'un comme pour l'autre, c'est un nouveau saut vers l'inconnu. Avec l'ambition que ce soit chaque soir un nouveau voyage. C'est un peu cela le concept d'heure miroir : un récital chaque fois unique, où l'on veut se laisser inspirer à deux par les lieux souvent hors norme où nous allons jouer, chargés d'histoire, par le public et l'humeur du moment !

Comment avez-vous justement travaillé de concert, et lequel de vous deux inspire l'autre sur scène ?

T.C. - Pour le disque, mon frère et moi-même nous sommes d'abord laissés inspirer par l'univers de Matthieu. On a commencé par se replonger dans ses enregistrements. Pour y déterrer les musiques qu'on aimait, mais surtout celles où on sentait qu'on pouvait apporter quelque chose de neuf en tordant la partition pour l'amener ailleurs, la faire pousser sur un versant différent, un autre territoire. Pendant de longs mois, il y a eu beaucoup d'allers-retours. Puis -M- est entré dans la danse. On a fait plusieurs sessions de résidences dans son studio, nous laissant influencer l'un et l'autre par nos échanges, l'inspiration du moment, les idées qui nous venaient en jouant. Cette double approche, à la fois classique avec une première base écrite, et plus pop où on a laissé libre cours à l'expérimentation, fut pour moi quelque chose d'incroyablement instructif.



Bien plus qu'une œuvre à deux guitares, Thibault Cauvin (à gauche) et Matthieu Chedid nous offrent un récital à douze cordes. LISA ROZE

Thibault Cauvin et -M- : «Il n'y a pas de guitar heroes, seulement des hérauts de la guitare»

M.C. - Même chose pour moi. D'autant que, pour l'enregistrement, on a vraiment souhaité garder une démarche de musiciens classiques. En enregistrant tout ensemble, sous la forme d'un récital à deux voix. Ou plus exactement à deux guitares, comme on le dit dans le sous-titre de l'album. On ne voulait pas superposer les pistes comme ça se fait parfois dans la pop. Ni de surenchère d'effets, mais au contraire avoir la démarche la plus pure et la plus authentique possible. Être dans l'interprétation, et aller le plus loin possible vers l'unité. Ne faire qu'un.

T.C. - Presque comme deux musiciens baroques ! Plutôt qu'un récital à deux guitares, c'est presque un récital à douze cordes. Cette dimension d'épure nous a vraiment guidés. C'est un projet à contre-courant des standards actuels. Le disque dure près d'une heure. On ne cherche pas la séduction par l'effet mais la simplicité. Avec des évidences : ma guitare a un côté plus harmonique, celle de Matthieu plus lyrique. Mais on prend aussi plaisir à se perdre et on aimerait que le public se perde avec nous.

M.C. - On est dans le sacré, plus que dans l'entertainment !

«On a eu l'idée de convoquer quelques madeines de Proust. Que ce soit en reprenant les *Glossiennes* de Satie, ou des titres qui nous étaient chers comme *La Bohème*, *Les Mots bleus*»

Matthieu Chedid

Une recherche d'unité qui vous a poussés à ne pas vous limiter au seul répertoire de -M-, mais à proposer quelques autres reprises... Y compris du répertoire classique ?

T.C. - Dès nos premiers échanges en studio, on s'est rendu compte que cette

inspiration mutuelle fonctionnait. On s'est dit que c'était dommage d'en rester là et que ce serait encore mieux si on proposait des inédits. Entre deux résidences, Matthieu est parti au Costa Rica. Comme j'adore surfer, il a composé un titre inspiré des musiques de là-bas. De même, mon frère a voyagé en Espagne et j'ai eu envie de lui demander un morceau pour Matthieu et moi qui évoquerait cette terre natale de la guitare, c'est comme ça qu'est né *13h31*...

M.C. - Et dans un troisième temps, on a eu l'idée de convoquer quelques madeines de Proust. Que ce soit en reprenant les *Glossiennes* de Satie, ou des titres qui nous étaient chers comme *La Bohème*, *Les Mots bleus*, de Christophe, qui était un grand ami de mon père, ou *Imagine*, de Lennon.

Pour un disque de guitare seule, il y a d'ailleurs une dimension très mélodique. Presque vocale. Est-elle assumée ?

M.C. - Totalement ! Parce que c'était une évidence pour nous deux que la guitare ce n'est pas qu'un instrument d'accompagnement. C'est aussi un chant, une voix. Même si je peux parfois donner l'impression d'être dans la démonstration quand je joue, ce n'est pas du tout ce que je cherche. Ma quête c'est l'émotion, la vibration. C'est celle du bluesman : de la note au bon endroit, pas de la quantité de notes. J'aime de moins en moins les musiciens bavards. Les vrais guitar heroes, ce ne sont pas ceux qui sont dans la démonstration permanente, mais ceux qui se font les hérauts de cette émotion très simple que peut procurer l'instrument par une ritournelle. On voulait retrouver cette essentialité presque enfantine. Que le mélodique prenne la place du démonstratif.

Puisqu'on parle d'enfance, quel rapport entretenez-vous avec les musiques de l'autre dans votre jeunesse ?

M.C. - Quand je pense à la musique classique je pense surtout à ma grand-mère maternelle. Elle aimait beaucoup l'opéra et en écoutait souvent. Il lui arrivait même de chanter des airs d'opéra. Mais je suis avant tout un enfant de la pop music. Des Beatles, de Supertramp. Le classique a toujours été un peu extérieur à mon monde qui était peuplé de guitares électriques et de chansons françaises. Même si j'aime les grandes mélodies et que la musique classique n'en manque pas ! Il y a de véritables splendeurs, et j'ai toujours adoré les dénicher derrière la complexité apparente de certains morceaux classiques. Car ce qu'on retient toujours, à la fin, c'est la mélodie. C'est ce que m'a dit Vladimir Cosma un jour : «Tu peux composer la musique de films la plus longue et complexe au monde, au final, ce qu'il restera, c'est la mélodie la plus simple.» Je suis de cette école. Mon père aussi, je crois.

«Il est clair que le côté touche-à-tout de mon père, guitariste qui vient à la fois du rock, du jazz et du classique, a forgé l'artiste classique que je suis aujourd'hui. Passionné par la technique de guitare virtuose»

Thibault Cauvin

Il y a pourtant dans l'identité que vous vous êtes construite, tant visuelle que vocale, une dimension assez opératique. Y compris dans l'utilisation du *falsetto* qui évoque la voix des contre-ténors... M.C. - C'est drôle que vous disiez ça. Comme quand Thibault parle du lyrisme de ma guitare. Car, en réalité, j'ai toujours eu ce complexe plus ou moins bien placé du chanteur que n'en est pas un. Je suis un guitariste qui s'est mis à

chanter, et je ne me vois absolument pas comme un chanteur qui joue aussi de la guitare. Et jusqu'à aujourd'hui, j'ai toujours été dans cette mécanique de penser que je n'étais qu'un chanteur occasionnel. D'autant que je n'ai pas une voix puissante. C'était d'ailleurs intéressant de devoir me priver de ma voix pour ce disque. Car, tout à coup, je laissais place à quelque chose d'autre. Là où ma voix, d'ordinaire, imite ma guitare, je me suis rendu compte qu'inconsciemment, ma guitare imitait ma voix. On en revient à cette dimension mélodique de l'instrument dont on parlait tout à l'heure, et qui pour moi demeure primordiale.

T.C. - De mon côté, il est clair que le côté touche-à-tout de mon père, guitariste qui vient à la fois du rock, du jazz et du classique, a forgé l'artiste classique que je suis aujourd'hui. Passionné par la technique de guitare virtuose. Par cette approche presque sportive et de performance, qui parle au surfeur que je suis et a été une grande partie de ma vie. Tout comme je suis un amoureux des partitions centenaires, de ce patrimoine extraordinaire. Mais j'ai toujours eu une fascination pour la capacité du rock et de la pop à fédérer. À rassembler. Enfant, quand j'allais voir des concerts de classique, je pouvais être touché, mais j'avais souvent la sensation d'être en dehors du tableau. Simple spectateur. Alors que j'ai toujours trouvé que les musiciens rock embarquent le public avec eux, jouent avec lui. Cette idée de liberté, d'une musique qui n'est pas calibrée comme peut l'être une partition classique, c'est quelque chose que j'ai moi-même essayé de retrouver dans mes récitals classiques. Y compris en allant jouer dans des lieux improbables comme au milieu du désert pour des communautés avec lesquelles communier par la musique fait sens. Et c'est ce que j'espère vivre à travers cette tournée avec Matthieu.

M.C. - C'est amusant que tu parles de choses qui ne sont pas calibrées, car parfois j'ai au contraire l'impression que dans le monde de la pop d'aujourd'hui, tout est de plus en plus ultra-calibré. Les concerts sont de plus en plus millimétrés. On est dans une surenchère de technique et d'effets, certes très efficaces, mais qui pour l'être impliquent que tout soit de plus en plus automatisé. Des lumières aux effets vidéos. Cela laisse de moins en moins la place à l'improvisation, aux interactions. Paradoxalement, j'ai l'impression que le concert classique laisse presque plus de place à l'instant qui frappe. Or, pour moi, le concert réussit, c'est celui où l'on vit dans l'instant. Où tout le monde est dans l'oubli.

Thibault évoquait ses longues tournées au bout du monde...

Au-delà de la passion pour la guitare, ce qui vous relie, n'est-ce pas ce goût de l'ailleurs et du métissage que vous partagez ?

M.C. - C'est vrai. C'était d'ailleurs extrêmement troublant lorsque j'ai entendu Thibault jouer pour la première fois la partie de kora de *Manitoumani* à la guitare. D'autant que Toumani Diabaté est un musicien que je connais bien et que j'ai vraiment beaucoup écouté, et j'ai vu que Thibault avait capté des choses essentielles de son jeu. C'est le propre des musiciens qui savent écouter. Je crois que s'il fallait résumer ce projet d'*Heure miroir*, ce serait la notion d'écoute qui reviendrait le plus. C'est un projet où l'on écoute beaucoup. Où les silences disent tellement. Où même quand on ne joue pas parce qu'on écoute l'autre, on joue quand même. C'est aussi cela le goût de l'ailleurs. Être capable de se laisser embarquer en écoutant l'autre. T.C. - Il y a une dimension spirituelle, presque chamanique, dans cette écoute de l'autre dont parle Matthieu. Je crois que nous sommes tous les deux des rêveurs. J'espère que ce disque plaira aux rêveurs. Ce s'ils l'écoutent, ils auront plein d'images de voyages, de personnalités en tête. Et que lorsqu'ils viendront nous écouter, on pourra rêver tout ensemble. ■

Tournée du 26 juin au 29 novembre.

Toutes les dates sur www.l-productions.fr/artistes/tourneetheuremiroir

Trente ans qu'on les attend, ces Noces de crins entre le Cadre noir de Saumur et Bartabas. Trente ans que le fondateur de Zingaro y va à reculons. Au galop arrière, précisément, allure qu'il avait réussi à enseigner à Quichotte et qui avait attiré à Aubervilliers les écuyers du Cadre. Au début lorsqu'ils avaient entendu dire que Bartabas galopait en arrière, ils l'avaient convié à venir faire une démonstration à Saumur : « J'avais refusé. Je ne me produisais pas en démonstration. Si ça les intéressait, ils n'avaient qu'à venir voir le spectacle, et ce qui s'en dégageait. C'étaient des militaires, ils sont tous venus, certains y envoyaient même leurs enfants. Ça les amusait de débarrer sous le chapiteau, le cabaret, le vin, l'ambiance. Nuno Oliveira (écuyer portugais considéré comme le plus grand maître de l'art équestre, NDLR) accompagnait une de leurs virées : ce que j'ai préféré, m'a-t-il dit, c'est le bruit de la bouche du cheval sur le mors qui traduit sa décontraction. »

Depuis, il s'était passé du temps, et de Saumur à Aubervilliers on se regardait de loin, moins peut-être qu'il y a vingt ans, quand Bartabas a créé l'Académie de Versailles. Ses écuyères vont parfois travailler avec le Cadre à Saumur. Celle-là même qui danse Noces de crins à la Villette avec le Cadre noir dans une chorégraphie créée spécialement par Bartabas. « Pour l'écrire, il fallait bien comprendre ce qu'est Saumur, afin de mettre en valeur la spécificité du Cadre et de l'Académie. Eux montent de grands chevaux, avec beaucoup de rebonds, de la force, de la propulsion. Ceux de l'académie sont petits, ont plus d'élévation et de souplesse », explique Bartabas.

Au vrai si les deux « formations » pratiquent l'équitation de tradition française, classée au Patrimoine mondial de l'Unesco en 2011, elles s'opposent sur tout le reste. Saumur aura 200 ans l'an prochain, a des origines militaires, et compte 4 femmes sur 31 écuyers. « Le Cadre noir a quatre missions : c'est d'abord un corps d'enseignants qui forme des professionnels de l'équitation. Ensuite il représente l'équitation de tradition française qui se définit par l'harmonie, la légèreté, le respect de l'animal, la confiance réciproque telle qu'on en donne la démonstration dans des reprises du Cadre qui sont nos galas. Le Cadre noir s'inscrit en outre dans des compétitions sportives en concours de saut d'obstacles (CSO), dressage et complet et nous devrions avoir d'ailleurs une cavalière aux Jeux olympiques en dressage. Enfin, nous participons à des travaux de recherche sur le sujet du cheval », raconte Thibaut Vallette, écuyer en chef, qui monte avec des rênes dorées et une selle rose amaranthe, symbole d'immortalité.

À Versailles, l'académie forme ses 12 écuyères à une équitation « qui aurait du sentiment », dit Bartabas. D'où à leur programme la pratique d'autres disciplines comme le chant, l'escrime et la danse. « Le but ? Que les écuyères sachent interpréter, mais aussi mettre en scène des spectacles équestres. Et Bartabas de se réjouir de l'attention réelle que les écuyers du cadre portent à cette expérience. « J'adore leur reprise de gala qui marque la tradition, mais quand ils essaient d'en sortir, ça peut être moins réussi », confie Bartabas. Thibaut Vallette affirme : « Le galop arrière, non, ça ne m'intéresse pas. C'est très différent de l'équitation moderne et sportive qui est la nôtre. L'équitation française est faite d'harmonie, de simplicité et sans esbroufe. Le pas espagnol non plus n'est pas de notre école ».

L'art à Versailles, le sport à Saumur ? Les marier dans le cadre des Olympiades culturelles ? Pas si simple et pas si facile. Qu'est-ce vraiment que l'équitation ? La querelle a déchaîné passions et combats au XIX^e siècle, lorsque le cavalier François Baucher faisait affluer les foules avec ses démonstrations de dressage sur une piste de cirque bâtissant une théorie de décomposition de la force et du mouvement. Il voulait qu'elle révolutionne l'art équestre. En face, le baron d'Aure, partisan d'une équitation de guerre sur le plat, lui reprochait ses manières de contorsionniste. « La vérité, c'est qu'on n'a pas le choix de décomposer les forces quand on travaille un pur-sang anglais sur treize mètres de diamètre. Sur du plat, le cheval est plus assis, mais il tire », tranche Bartabas qui connaît bien les deux méthodes pour avoir monté à la fois en courses et sur le cercle de Zingaro. Reste que les passionnés d'équitation sont prompts à prendre le mors aux dents.

La première fois que Bartabas et Thibaut Vallette se sont rencontrés à la Villette, il y a un an, le ton est monté. « On est venu me chercher en urgence dans



Répétition de Noces de crins.

BENOIT LEMARE / JFCE

Bartabas et le Cadre noir ont franchi les obstacles pour « Noces de crins »

Ariane Bavelier

Le fondateur de Zingaro réunit ses écuyers de l'Académie équestre de Versailles et ceux de Saumur pour ce ballet présenté à la Villette. Une alliance pas toujours facile à sceller.

mon bureau, se souvient Didier Fusillier, à l'époque président de la Villette. J'ai trouvé les deux face à face, le visage et les poings tendus, épaulés par leur équipe respective. Bartabas voulait que les chevaux évoluent sur un tapis recouvert de pouzzolane, comme à l'académie. L'écuyer en chef voulait qu'ils aillent sur du sable blanc. C'était tendu. » Après débat, à la Villette, le blanc est mis, du sable mélangé avec de la fibre, plus épais et amortissant, compatible avec les courbettes et les croupades des sauteurs du Cadre qui ne sont pas ferrés, et avec les grandes allures des chevaux de Saumur qui toisent entre 1,65 et 1,75 au garot, alors que les chevaux de l'académie sont plus petits et légers.

Bartabas a répondu en faisant le casting. Éliminant toutes les juments du Cadre, qui en a pourtant beaucoup, au motif que les chevaux de l'académie sont des entiers, que ces Noces de crins n'étaient qu'un titre et qu'il avait prévu pour la musique bien autre chose qu'un concert de hennissements : Bach revu par le groupe Arandel. Bartabas a aussi choisi les robes des chevaux : bai brun en contraste avec les crèmes de l'académie, pour une ouverture en noir et blanc. Bai clair pour les sauteurs pour s'accorder aux montures isabelle des escrimeuses. Cette fois, les militaires ont obéi.

Mélange des savoirs

Puis Bartabas a dessiné la reprise, Laure Guillaume à l'académie l'a fait répéter. Le 12 mars, sous le manège couvert de Porchefontaine, les académiciennes ont filmé la reprise, exécutant leurs parties, et celles du Cadre noir, dans un désordre amplifié par le tintamarre de la pluie. Après montage, la vidéo est partie à Saumur : « Nous avons beaucoup travaillé pour apprendre ces tracés auxquels nous ne sommes pas habitués », dit Thibaut Vallette. À la Villette, les chevaux se sont découverts pour la première fois, mardi, en main, puis ont commencé à travailler la reprise au pas, mercredi, pour figurer les détails jeudi. Dans la tribune, Bartabas, un peu intimidé, s'est d'abord adressé aux filles : « Votre cercle est si écaillé qu'on dirait une patate. Avant d'oser reprendre : "Le Cadre : il faudrait traverser vraiment dans l'appuyer". »

À mesure, il a ajusté les chorégraphies sur la musique, changé les entrées pour que le trot splendide et aérien du Cadre noir rencontre le galop des académiciennes plutôt que leur trot, qui, en comparaison, semble tricoté à l'étroit. Il a mélangé les savoirs, chorégraphie de bras des écuyères autour d'un solo de l'écuyer en chef, pas de trois, longues rênes, choisissant comment compléter les forces de chaque formation : « Marier deux écoles différentes, c'est créer une richesse supplémentaire : aucune des deux

ne dénature l'autre », apprécie Thibaut Vallette, champion olympique et champion du monde complet, plutôt heureux de ces Noces de crins.

Bartabas, plus artiste, goûte les remises en question qu'elles lui laissent, satisfait que son académie d'à peine 20 ans puisse côtoyer une autre vieille de 200

ans. Bartabas ne s'interroge pas tant sur la qualité de l'équitation que sur les moyens déployés. « À Saumur, ils rentrent 30 chevaux par an, moi un à peine, et notre écurie est si juste que nous ne pouvons pas compter de cheval boiteux. Nos cavaliers ajustent le travail à cette fin. Et cela donne une équitation plus sen-

sible, plus douce, plus à l'écoute d'autant plus qu'au box, les cavalières pensent elles-mêmes leur cheval. » Un soupire laisse cependant deviner le regret des très beaux chevaux qu'il n'aura jamais travaillés. ■

Noces de crins, à la Villette (Paris 19^e), du 16 au 23 juin. www.lavillette.com

CHOREGIES
D'ORANGE

2024

MALANDAIN /
GUIDO-VIVALDI

RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

MALANDAIN BALLET
BIARRITZ

LES
SAISONS

VENDREDI 12 JUILLET / 21H30

THÉÂTRE ANTIQUE
D'ORANGE

18 > 100 €

04 90 34 24 24
www.choregies.fr

Compagnie
D'ORANGE

Ministère
de la Culture

Paul Smith: « Nos costumes peuvent être portés par un homme politique comme par une rock star »

Matthieu Morge Zucconi
Envoyé spécial à Florence

L'évolution du métier de créateur, la mainmise du marketing, le rapport décomplexé des hommes à la mode... Entretien avec le Britannique qui présentait, ce mardi, son vestiaire de l'été 2025 à Florence.

Il est un des vétérans du Pitti Uomo. Sa première fois ici, c'était il y a plus de trente ans. Juste pour cette saison, il délaisse donc la Fashion Week de Paris et a choisi Florence pour présenter sa collection printemps-été 2025. « Il y a quelque chose de touchant dans ce salon, nous dit-il. On y croise des marchands, des vrais, des gens qui tiennent des petites boutiques en Italie et sont passionnés par leur métier, des artisans qui produisent des vêtements, des accessoires... C'est ce que j'adore, personnellement, cet échange, ce sens du commerce. On a un peu perdu de vue tout cela au fil des années... »

Mardi, il présentait ainsi une trentaine de looks dans un format intimiste entre les murs de la Villa Favard, des archétypes revisités (blousons Harrington, vestes militaires, costumes...) et ses grâces classiques à rayures. « Seule une marque comme la nôtre peut se permettre ce genre de format intimiste. Nous avons toujours été une marque libre, qui n'en faisait qu'à sa tête ! » Le ton est donné... Entretien avec un créateur qui, depuis le début des années 1970, a vu (et souvent préfiguré) les nombreuses évolutions de la garde-robe masculine.

LE FIGARO. - Vous êtes autant créateur que commerçant dans l'âme. On dit même que vous passez une partie de vos samedis dans votre magasin de Covent Garden...
PAUL SMITH. - C'est tout à fait vrai ! Et je ne le fais pas pour qu'on me reconnaisse ou pour vérifier que mes équipes travaillent bien (rires). J'adore les boutiques, leur ambiance, j'aime conseiller mes clients, et surtout apprendre à les connaître... Et dans un contexte tendu pour les magasins, les nôtres fonctionnent très bien. Je continue de croire que le commerce physique restera fort. Il y a quelque temps, le nec plus ultra, c'était de recevoir un colis très rapidement. Mais au vu des difficultés que rencontrent aujourd'hui les sites tels Matches et Farfetch, je pense que les consommateurs veulent renouer avec l'expérience personnelle que l'on peut vivre dans un lieu, en créant des liens tangibles avec d'autres gens.



Paul Smith (à gauche) présentait à Florence, lors d'un événement intimiste, une trentaine de looks masculins pour l'été prochain. PAUL SMITH

Vous avez observé la mode masculine considérablement évoluer depuis vos débuts...

À l'époque, je voulais créer des vêtements que j'aimais, tout en espérant que quel'un d'autre les aimerait ! Tout partait d'une idée que j'avais dans mon cœur, dans ma tête. Et c'était comme ça pour tous les créateurs qui se sont lancés en même temps que moi. Aujourd'hui, le business fonctionne différemment. Un jeune stylistes pense tout de suite au marketing, aux influenceurs, aux sites de vente en ligne... À l'argent, en résumé. Le métier a beaucoup changé. Chez nous, pas tant que ça, car je suis encore là. Sans moi, l'équipe ferait sans doute les choses différemment... Lors-que le marketing est roi, on travaille avec beaucoup plus de pression. Le costume doit coûter tant, ce budget doit être alloué à tel ou tel poste de dépense. Demeurer fidèle à ses principes est plus compliqué.

Vous ouvrez votre première boutique en 1970, vous présentez votre première collection homme en 1976, à Paris. Votre longévité est exceptionnelle. Comment parvenez-vous à rester créatif après tant d'années ? Dans ce métier, le plus important est d'avoir un point de vue. L'expression est

certaines galvaudée mais elle est tellement vraie chez Paul Smith : nous faisons vraiment des « classics with a twist » (des classiques un peu décalés). Je crée des vêtements portables, avec une petite dose d'humour, un pas de côté. Nos costumes peuvent être portés par un homme politique comme par une rock star. Et si la marque marche, c'est parce que les magasins

« Dans les années 1980, Giorgio Armani et Ralph Lauren, et moi dans une certaine mesure, nous avons changé la manière dont les hommes portaient le costume »

Paul Smith

ont besoin de ce genre de propositions. Bien sûr, la mode très extravagante fait de l'effet dans les magazines. Mais quand le contexte économique est plus difficile, les multimarques ne peuvent plus se permettre d'acheter des collections d'image qui ne se vendent qu'en soldes. Ils ont alors besoin de vêtements portables avec juste ce qu'il faut d'originalité. Surtout



chez l'homme, un secteur plus traditionnel que la femme.

Pensez-vous que les nouvelles générations de créateurs peuvent aspirer à une telle carrière ?

La carrière d'un jeune designer est très proche de celle d'un sportif de haut niveau : l'athlète a huit ou dix ans au cours desquels il est au top, puis son niveau décline, et il n'est plus capable d'accomplir ce qu'il faisait avant. Un créatif peut connaître un moment de grâce, rencontrer beaucoup de succès, et puis soudain, tout change. Il s'entend dire qu'il ne vend pas assez... Je crois malheureusement qu'il est de plus en plus difficile de durer.

Le rapport des hommes au vêtement a-t-il beaucoup changé depuis vos débuts ?

À vrai dire, quand j'ai commencé à la fin des années 1960, les hommes expérimentaient énormément. C'était l'époque des Rolling Stones, des Beatles, de Pink Floyd... On avait les cheveux longs, des pantalons pattes d'ef, on osait les imprimés. Puis, dans les années 1980, Giorgio Armani et Ralph Lauren, et moi dans une certaine mesure, nous avons changé la manière dont ils portaient le costume. On tombait la cravate, on enfilait une veste sur un tee-

shirt, ou le complet avec des baskets. Nous avons modernisé le vestiaire, chacun à notre échelle et sans nous en rendre compte sur le moment. Récemment, le Covid a été un autre grand bouleversement : les gens se sont habitués à rester chez eux en sweat à capuche et pantalon de survêtement, et à considérer le costume comme trop guindé. Aujourd'hui, comme s'ils avaient fait la synthèse du passé, les hommes s'habillent à nouveau, tout en cherchant quelque chose de facile, qui ressemble à un costume mais se porte de manière plus décontractée. C'est ce que nous proposons avec ce que j'appelle la « modern working wardrobe » (la garde-robe moderne pour aller au bureau) comme des vestes de travail dans de beaux laines de costume, par exemple. Ce vestiaire a tous les avantages du tailoring, sans le côté strict d'autrefois ! Ceci dit, on assiste aussi à une sorte d'uniformisation de l'habillement. Beaucoup d'hommes ont peur de s'exprimer à travers leurs vêtements et je vois de moins en moins de personnalité dans la manière dont ils s'habillent. Ce qui explique sans doute que les logos soient si populaires. C'est une façon de dire : « Je suis à la mode, je suis membre du club et j'ai de l'argent ! » Être soi-même demande de l'effort, une confiance en soi, et d'assumer sa personnalité. ■

CONCERTO POUR LA PAIX
AU THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS -
18 SEPTEMBRE 2024
- 19H30 -

OMAR HARFOUCH

UNE CRÉATION ORIGINALE DE

LE FIGARO
« Un pianiste et compositeur »

Le Monde
« Un moment d'exception »

Marché
« Un message universel de fraternité »

Le Figaro Culture
« Certains spectateurs n'ont pas pu retenir quelques larmes »

THEATRE CHAMPS-ÉLYSÉES

AVEC L'ORCHESTRE SYMPHONIQUE BÉZIERS MÉDITERRANÉE

produit par CAYMAN

omarharfouch.com

À Florence, les premiers pas de l'homme selon

On a déjà tout écrit, ou presque, sur Marine Serre, sa manière de faire du neuf avec du vieux (on appelle ça, en langage marketing, de l'« up-cycling »), la radicalité de son approche et de son esthétique qui ne ressemble à rien d'autre... Trouver sa voie, et sa voix, pour un jeune créateur, et a fortiori une femme dans un milieu qui n'en compte que trop peu, est sans doute la chose la plus ardue.

Depuis ses débuts, en 2017, à seulement 25 ans, la jeune Corrézienne a pourtant su s'affirmer, établissant petit à petit son langage au fil de shows spectaculaires à Paris. Cette saison, elle quitte la capitale, destination Florence, pour ce qui devait être son tout premier défilé masculin (printemps-été 2025). « Et finalement, j'ai été si inspirée par ce lieu que j'ai décidé de montrer de la femme et même quelques looks couture ! » Et quel lieu ! La splendide Villa di Maiano, sur les hauteurs de Florence, datant du XV^e siècle et dont les jardins sont plongés dans une lumière qui n'existe que sur les col-

lines toscanes. « C'est la première fois que la maison Marine Serre voyage pour un show en dehors de Paris, s'enthousiasme-t-elle en coulisses. C'est

un moment très important, pour moi, pour mon équipe, pour les gens qui travaillent avec moi depuis si longtemps... »



La collection de l'été 2025 de Marine Serre a défilé dans les jardins de la Villa di Maiano.

Comment devenir une star du street style ?

La pire chose qui peut arriver à un élégant en route vers le Pitti Uomo, la grand-messe florentine ouvrant la saison des collections masculines ? Perdre sa valise, pardi ! C'est ce qui est arrivé à Jian DeLeon. Le directeur de la mode des grands magasins américains Nordstrom s'est fait dérober son bagage dans un train entre Milan et Florence. Un phénomène, dit-on, de plus en plus fréquent en Italie. Quelques influenceuses en ont fait les frais ces derniers jours... « J'avais tout ce que je comptais porter à Florence et même mes sous-vêtements ! », raconte Jian DeLeon franchement dépitée. Côté street stylers (ces photographes qui capturent les looks de rue aux abords du salon, NDLR) fait partie du microcosme de la mode homme. Je prends ça en compte lorsque je prépare ma valise. J'emporte ce que j'ai vraiment envie de porter, mes dernières acquisitions, des marques que je veux mettre en avant, des pièces d'archives qui me sont chères... l'essai d'être paré à toute éventualité ! À Florence, je m'aperçois que j'opte plus souvent pour un costume qu'à Milan. Côté marques, je vais porter plutôt du Prada à Milan et du Louis Vuitton ou du Dries Van Noten à Paris. »

Mais c'est bien le salon florentin qui, depuis une bonne dizaine d'années, s'est établi comme le haut lieu du street style. Aux abords de la Fortezza da Basso, des nuées de photographes sont en quête de ce qui est chic autant que de ce qui est extravagant, voire too much. Certains visiteurs sont même devenus des stars du genre, presque aussi photographiés que Lady Di sur le yacht de Dodi Al-Fayed. Parmi eux, le journaliste du GQ américain, Sam Hine. « Lorsque j'ai commencé à couvrir les défilés, je me mettais beaucoup de pression sur mon look, sourit-il. Le Pitti était alors mythique

dans l'industrie, c'était le moment où tout le monde s'habillait, les photos étaient partout sur internet... Pour ma première saison, j'avais acheté des pièces spécialement. Je n'étais pas forcément à l'aise dans mes vêtements et je doute d'avoir été beaucoup photographié ! Avec le temps, j'ai développé mon propre style et, honnêtement, je me soucie un peu moins de ça, je pense avant tout à être bien dans mes vêtements, à porter des choses qui me plaisent et qui correspondent à ce que je dois faire dans ma journée. Je glisse dans ma valise tout ce que je porte dans ma vie de tous les jours, mais je fais un effort pour les dîners et certains défilés... Et si je suis photographié, tant mieux ! (Rires.) Si je devais donner un conseil à quelqu'un qui veut être "street style", c'est d'aller chez le coiffeur avant la saison, et de prendre soin de soi. Les lunettes de soleil sont aussi pratiques pour cacher les cernes ! »

Documenter les tendances à un instant T

Si le street style est si important, c'est parce qu'il dit beaucoup de la manière dont les acteurs de l'industrie font et défont les tendances. « Depuis une dizaine d'années que je viens à Florence, j'ai vu toutes les évolutions du style masculin, raconte Marc Richardson, photographe de street style aux 43 000 followers sur son compte Instagram @shooting.people. À mes débuts, on voyait beaucoup de ce qu'on a appelé les "peacocks", ces extravagants qui n'existent qu'ici. Puis ont suivi la tendance workwear, le streetwear... Aujourd'hui, le paysage s'est diversifié, il y a un peu de tout. Ce que je cherche ici à capturer, ce ne sont pas des gens déguisés pour être pris en photo mais des personnalités qui portent vraiment leurs vêtements, ce qui fait toute la différence en matière de style ! »

Chaque saison, le Pitti Uomo est aussi l'occasion de voir « en vrai » quelques-uns des best-sellers du moment. En juin 2023, tout le monde ou presque portait fièrement ses Adidas Samba argentées, cosignées avec la Britannique Wales Bonner. Ce mois-ci, on voit aux pieds le même modèle en jaune fluo (collaboration avec le podcast américain Throwing Fits) et les dernières Asics du designer londonien Kiko Kostadinov. « Ce genre de pièces se remarque, surtout lorsqu'elle est portée par une cinquantaine de personnes au salon, affirme Marc Richardson. Finalement, nos photographes documentent les tendances qui vont et viennent dans la mode. »

D'autant qu'au Pitti, les visiteurs s'habillent dans les vêtements qu'ils ont achetés à la différence des Fashion Weeks qui sont l'occasion pour les marques de prêter des silhouettes entières ou d'offrir des pièces aux vedettes des réseaux sociaux afin de pousser leurs nouveautés. « Pour moi, le total look ne fonctionne pas, mais il marche sur quelques influenceurs, glisse Jian DeLeon. Personnellement, mon objectif le matin est plutôt d'insuffler de la personnalité dans mes tenues, de porter mes habits à ma manière. C'est ce qui m'excite et m'amuse ! C'est comme un jeu ! » ■

M. M. Z.



La collection de la marque italienne fait écho à la richesse baroque de la Sérénissime. MAX MARA

À Venise, Max Mara aux sources du luxe

Valérie Guédon Envoyée spéciale à Venise

Mardi soir, la maison italienne présentait, dans une majestueuse loggia du Palais des doges, son défilé resort 2025 inspiré par l'explorateur vénitien Marco Polo et l'opulence de la Sérénissime.

Traditionnellement, ce vestiaire d'entre-deux-saisons est destiné aux riches clientes fuyant l'hiver de la Vieille Europe pour voguer vers des régions du monde plus ensoleillées. En boutique de novembre à mai, il se doit d'être « commercial », c'est-à-dire fonctionnel et désirable par tous les temps, de Paris à Dubaï. Autant dire la quadrature du cercle en termes de vêtements auquel s'est rajouté, à l'ère des réseaux sociaux, un enjeu majeur de communication pour toute marque de luxe qui se respecte. Car ce défilé hors Fashion Week se doit de « raconter une histoire », de « proposer une expérience » à la poignée de grandes clientes, célébrités, journalistes et influenceuses qui y assistent. Après Chanel sur le toit de la Cité radieuse à Marseille, Gucci sur les traces de son fondateur à Londres, Louis Vuitton sous les mosaïques du parc Güell à Barcelone, Dior dans les jardins du château de Drummond en Écosse, et il y a quelques jours, l'outsider Jacquemus qui a marqué les esprits (et les réseaux) sur le toit de la villa Malaparte à Capri, nous voilà donc à Venise, sous les alcôves gothiques du Palais des doges, pour le défilé Max Mara.

Le défi pour la discrète maison italienne est, elle aussi, d'inscrire sa marque dans le paysage du luxe mondial sans pour autant perdre son âme. Curieusement, son directeur artistique Ian Griffiths n'a pas tiré le fil patrimonial pour cette collection mais choisit un thème aussi historique qu'éloigné des tailleurs pour dames d'Achille Maramotti, le fondateur de Max Mara : Marco Polo. Le Vénitien, premier explorateur de l'Extrême-Orient, n'a a priori pas de liens avec le quiet luxury à l'italienne et le manteau beige en poil de chameau qui ont fait le succès de la marque. Et pourtant...

« Mon objectif avec ce défilé était de considérer le luxe d'un point de vue historique. Alors que ce mot n'a jamais été aussi galvaudé, je voulais simplement rappeler que l'une des plus belles villes italiennes et sans doute du monde a été construite grâce au commerce du luxe et en particulier à Marco Polo qui en est l'un de ses plus éminents marchands. Ce qui me conforte dans l'idée que le désir pour le luxe a toujours existé et qu'il existera toujours, nous explique, quelques heures avant le show, le designer britannique que l'on sait aussi réservé et bien élevé que la maison pour laquelle il officie depuis... 1987 ! Ceci dit, il ne s'agissait

pas non plus de recréer une fiction historique de la BBC. J'espère qu'il émerge de cette collection une femme inspirée par le destin de Marco Polo, de son long voyage jusqu'à la cour de l'Empereur Kubilai Khan au XIII^e siècle où il a eu tant de succès en tant qu'émissaire impérial qu'il y est resté 17 ans. J'aime bien la comparaison avec une femme d'affaires qui devrait se rendre à New York rencontrer le PDG d'une grosse multinationale, et qui choisirait sa tenue pour gagner la confiance et éprouver ce sentiment de pouvoir, l'aidant à accomplir ce qu'elle a à faire. »

« La première fois que je suis venu ici, j'étais un jeune homme, étudiant dans une école d'art à Manchester »

Ian Griffiths

Directeur artistique de Max Mara

Ce mardi soir, entre chien et loup, une aventurière des temps modernes, drapée dans un étrange manteau cape d'un blanc lumineux, s'avance dans la majestueuse loggia du Palais des doges, éclairée par la lumière si particulière de la Sérénissime. Sa chevelure d'un blond vénitien dessine des boucles dans le vent, sa démarche semble affirmée dans ses ballerines à bouts pointus... Dans son sillage, autant de femmes puissantes se succèdent vêtues de longs chemisiers à manches gigot en

brocat de soie imprimé d'arabesques, de peignoirs de taffetas aubergine comme des manteaux d'opéra, ou encore, de manteaux de cachemire ceinturés d'un cordon de passementerie. Un trench reprend l'art de la mosaïque vénitienne dans un incroyable jacquard de fils or et ocre : il a été réalisé par les artisans de Max Mara Atelier, l'équivalent de la haute couture appliquée aux manteaux. Des robes de cachemire double face, simples comme des toges monastiques, sont bijoutées de longs sautoirs ornés de pierres de couleurs que ne renierait pas la plus chic des scurians milanaises. Si les silhouettes font référence l'opulence de la Cité des doges, elles esquissent l'écueil du costume historique. Certaines évoquent surtout le power dressing minimaliste d'Anne Marie Beretta, l'immense créatrice des années 1980 qui a inventé le fameux camel coat, encore aujourd'hui best-seller de Max Mara.

« La première fois que j'ai visité Venise, j'étais un jeune étudiant en école d'art à Manchester, se rappelle Ian Griffiths. J'avais économisé assez d'argent pour me payer un billet Interrail qui me permettait de voyager en train dans toute l'Europe pendant un mois. En escalade ici, j'ai découvert la basilique Saint-Marc et ses magnifiques mosaïques qui m'ont tant marqué que je m'en suis inspiré pour mon projet de fin d'études en design textile. Par hasard, j'ai retrouvé ces pièces cette année et elles m'ont semblé parfaites ! C'est ainsi que quatre des looks de cette collection sont des répliques des motifs que j'avais créés à l'époque. Une manière très personnelle de boucler la boucle ! » Le jeune homme d' alors n'aurait sans doute pas imaginé qu'il serait quarante ans après le maître d'œuvre de Max Mara. Dans sa valise, il a aussi emporté un compatriote, le plus grand chapelier de la mode et en particulier de Dior, Stephen Jones, auteur de ces incroyables turbans casquettes de la collection croisière. « J'ai choisi de travailler une matière "pauvre", le coton, avec des petites paillettes d'enfant pour contrebalancer les ornements et l'opulence de la collection, nous explique dans un français parfait le modiste britannique. Avec Ian, nous sommes très vite partis sur cette coiffe orientale dont j'ai voulu concentrer l'allure plutôt que reproduire la forme. Max Mara m'a toujours évoqué ce luxe à l'italienne, ce sens de l'élégance sans trop en faire. Les Italiens ont poussé l'idée de prêt-à-porter de luxe à son paroxysme. Ici, le manteau camel est comme une robe de haute couture chez Dior. » ■



MAX MARA

Marine Serre

En 25 looks (c'est peu, quand on sait qu'un défilé masculin compte habituellement plus de 50 passages), Marine Serre dévoile donc « son » homme.



VANNI BASSETTI

Costumes très structurés à larges épaules, simples ou croisés, chemise rouge et cravate noire (un grand classique des shows masculins inspiré par le groupe de musique électronique Kraftwerk), ensembles (sublimes) en cuir brosse comme patinés et marqués de son logo croissant de lune, longs manteaux croisés noirs... C'est du vêtement, du vrai, bien conçu et résolument portable, même si moins radical que les propositions précédentes de la Française. Heureusement, à la femme, les expérimentations autour du recyclage satisfont ses fans les plus hardcore : une robe faite de sacs de tennis réassemblés, une autre construite à partir de nappes vintage, une sorte de longue chemise passée sur de la lingerie blanche... Et, pour finir, une dernière robe faite de tee-shirts upcyclés ornée de messages de paix. « Je pense que dans le contexte actuel, il est essentiel de transmettre ce discours. Un artiste ne peut pas créer sans prendre en compte ce qu'il se passe dans le monde. Les dix derniers looks, tous blancs, sont comme un drapeau blanc et symbolisent l'envie et le besoin de paix. » ■

M. M. Z.

«Fauteuils d'orchestre»: Pretty Yende en majesté

Thierry Hillérieteau

La soprano sud-africaine est l'invitée spéciale d'Anne Sinclair, au côté du violoniste Maxim Vengerov et de la violoncelliste Sol Gabetta.

O ubliée, la détonante robe tulipe au jaune étincelant qu'elle portait au couronnement du roi Charles III à Westminster. La sculpture d'organza conçue par Stéphane Rolland en moins de dix jours a cédé la place à un simple bustier noir sur jupe aux reflets dorés, mais la chanteuse, elle, n'a rien perdu de son éclat. Dès les premières envolées du fameux «air des bijoux», tiré du *Faust* de Gounod, avec lequel elle a fait son entrée sur la scène de l'Opéra Comique, la soprano sud-africaine captive par son aisance. Sa fraîcheur intacte. Ce timbre velouté, qui a gagné en épaisseur depuis ses débuts à Paris chez Rossini... Sans rien perdre de son agilité ni de son hédonisme communicatif.

Elle est comme ça, Pretty Yende, elle reste toujours aussi simple. Même si, à 38 ans, la chanteuse est la première de son pays à s'être produite à un sacre de souverain britannique. C'est elle aussi qui a été nommée, il y a quelques mois,

égérie de la maison Dior et a eu ses portefeuilles dans *Vanity Fair* ou *Paris Match*. Elle n'a pas changé, toujours touchante comme à ses débuts. Et cette affection pour la France séduit. Notre pays la vit presque débiter à l'échelle internationale, en 2016, dans un *Barbier de Séville* qui révélait sur la scène de l'Opéra Bastille une Rosine plus mutine et féline que jamais.

L'effort, son meilleur ami

C'est en tout cas ce que vient révéler ce nouveau numéro de «Fauteuils d'orchestre», tourné au printemps dernier sous les ors de l'Opéra Comique, à Paris. Pretty Yende y revient, au micro d'Anne Sinclair, sur son parcours de chanteuse, née dans l'atmosphère gospel des chœurs d'église des townships sud-africains, et convertie à l'opéra sur le tard, après avoir vu un spot télévisé au moment de l'adolescence. Une destinée hors norme. Mais aussi, comme l'explique la chanteuse, le fruit d'un travail de longue haleine, pour celle qui a su faire, selon ses



Pretty Yende sur la scène de l'Opéra Comique, à Paris, le 28 mars. ANTOINE MONÉGIER DU SORBIER

propres termes - et selon la recommandation de son professeur de chant -, de l'effort son meilleur ami.

Des efforts, Maxim Vengerov a dû en faire, lui aussi, pour revenir au plus haut niveau, il y a dix ans, après une blessure de la coiffe des rotateurs de l'épaule qui lui valut de devoir remiser son Stradivarius pendant plus de trois ans, et de tout réapprendre après une opération presque miraculeuse. Des efforts, et un moral d'acier forgé par les années de disette et de travail acharné de son enfance à Novossibirsk. Avec un père hautboïste et une mère pianiste, la musique était comme une religion, se

souvenait-il sur le plateau. Mais c'était surtout et avant tout un merveilleux moyen de s'exprimer. Si le virtuose russe a sans conteste fait de l'expressivité l'un de ses atouts maîtres (comme en témoignera lors de la soirée son interprétation du redoutable troisième mouvement du concerto de Mendelssohn), c'est une qualité qu'il partage avec la violoncelliste Sol Gabetta. L'interprète argentine, elle aussi bien connue du public français, que ce soit au travers de ses interprétations de notre répertoire ou de ses duos avec le pianiste Bertrand Chamayou, viendra livrer, dans un geste d'une virtuosité solaire, un irrésistible Allegro du rare *Concerto n° 2* de Saint-Saëns. Un jeu plein de cette imagination qu'elle dit devoir à son premier professeur en

Argentine, et à son jardin aux mille couleurs. Car des couleurs, son violoncelle n'en manque pas. Il suffit, pour s'en convaincre, de le voir dialoguer avec l'Orchestre de chambre de Paris. Mené par l'ancienne assistante de Klaus Mäkelä à la Philharmonie, Sora Elisabeth Lee, ce dernier aura fait tout au long de l'émission la preuve de sa grande flexibilité, accompagnant solistes et chanteuses dans un répertoire allant de Mendelssohn à Donizetti, dont la jeune Marine Chagnon, membre de la toute nouvelle troupe de l'Opéra de Paris, livre un extrait de *Lucrèce Borgia*. ■

«Fauteuils d'orchestre»
À 21h05, sur France 5
Notre avis : ●●●●

La fin de carrière gâchée de l'influençable Paul Pogba

Laurent Louët

Ce documentaire raconte la descente aux enfers du milieu de terrain, dont l'avenir est suspendu au jugement du tribunal arbitral du sport.

Talent technique époustouflant et physique imposant au service d'une vision hors du commun, Paul Pogba fait partie de ces artistes qui font s'illuminer un terrain de football. En digne héritier des maîtres du jeu à la française - Raymond Kopa, Michel Platini et Zinedine Zidane. Champion du monde des moins de 20 ans, puis vainqueur de la Coupe du monde 2018, le garçon né en banlieue parisienne, à Lagny-sur-Marne (Seine-et-Marne) de parents guinéens, avait imposé son style en équipe de France. «Un être sensible, généreux, influençable aussi, qui se donne des airs», rappelle Philippe Tournon, l'ancien attaché de presse en chef des Bleus à propos du

joueur, dont les dernières sélections remontent maintenant à mars 2022.

Réalisé par Jules Bian-Rosa et Sébastien Tarrago, le film *Paul Pogba. Liaisons toxiques* montre combien l'équilibre d'un footballeur professionnel - aussi exceptionnel soit-il - la balle au pied - reste fragile. En dépit de quelques longueurs, le documentaire démontre efficacement la descente aux enfers du plus jeune de la fratrie Pogba. Il faut bien avouer qu'il s'agit d'un cas édifiant. Un contre-exemple à montrer dans tous les centres de formation. Paul Pogba n'a plus joué depuis le 3 septembre 2023, il s'enlaine seul chez lui, gagne 2000 euros nets mensuels - loin des 8 millions de salaire annuel négociés avec son club employeur jusqu'en 2026 - et son avenir est

suspendu au jugement du Tribunal arbitral du sport, qui livrera son verdict cet été. Pogba a fait appel, plaçant sa bonne foi. «Ce qui est sûr, c'est qu'il n'a jamais voulu enfreindre la loi», affirme son agent, Rafaela Pimenta.

Cinq heures de séquestration

Le dopage a été l'erreur qui a fait basculer sa carrière dans le vide. La bêtise de trop pour le génial animateur de toutes les équipes où il a joué. Autour du rectangle vert, celui qui fut transféré de la Juve à Manchester United pour 105 M€ en 2016 s'est toujours distingué des autres. Beau gosse aimant la sappe et le clinquant, il jouait de son regard et de son sourire permanent, comme s'il voulait faire oublier des affaires moins

reluisantes en coulisses. Celles d'une vie personnelle qui est tombée dans le chaos à l'âge de 31 ans. Dans le documentaire *Paul Pogba. Liaisons toxiques*, il est en effet longuement question de l'instruction close en mai 2024 d'une sombre affaire d'extorsion d'argent. En 2022, le footballeur a été victime d'une tentative de racket sous la menace d'une arme de guerre par des amis d'enfance. Son frère Mathias a été associé au scénario digne d'un mauvais film. Cinq heures de séquestration dans la nuit du 19 au 20 mars. «Emotionnellement, ça l'a détruit, lui a percé le cœur. Il n'a plus confiance en rien ni en personne», reprend la représentante du joueur.

Sébastien Tarrago tente d'expliquer la tentative d'extorsion, mais aussi de dé-

crypter la personnalité de Paul Pogba au travers de témoignages de ses proches. Pour la première fois depuis la fin de la détention vécue dans le cadre de cette affaire misérable, Mathias Pogba, le grand frère incriminé, répond aux questions d'un journaliste face à la caméra. «On va surprendre plein de gens», sourit-il lorsqu'on lui demande si une réconciliation avec son frère est possible. «La famille restera toujours la famille, quoi qu'il arrive», glisse-t-il en conclusion. On a bien du mal à y croire. ■

«Paul Pogba, liaisons toxiques»
Disponible sur la plateforme L'Équipe Explore
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6631

HORIZONTALEMENT

1. Elle a vécu un amour impossible avec Léo. - 2. Représentent certains nombres. - 3. Pilote d'avion téléguide.
4. Ne prend pas que des bonnes résolutions. Margousier.
5. Va se faire cueillir. Air de révolte. - 6. Instrument d'arrosage. Il a la face noire mais les fesses très colorées.
7. Pouvoir calorifique. Très culottée ou très déshabillée.
8. Sont à labour. - 9. Interdite à la circulation. - 10. La «ville des rois» au Pérou. Musique jamaïcaine. - 11. Se tient toujours à l'écart. Château d'eau. - 12. Portés sur la chair.

VERTICALEMENT

1. Tout bêtement rebelles à la soumission. - 2. Occupait un emploi précaire, avant d'être en trop. - 3. Est brûlant au lit ou a un lit glacial. Rouge vif naturel tiré de la cochenille. - 4. Descendance étrangère. Sur la pointe du pied. Sciures ou chiures. - 5. Verte et littéralement paisible. Personnage tout d'une pièce. En Seine-Maritime et dans l'Eure. - 6. Attaquées avec un rayon. - 7. Du corps jaune. Litron de rouge. - 8. Modèle à imiter. Pleins de coups.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6630

HORIZONTALEMENT 1. Bracelet. - 2. Olivét. - 3. Desserre. - 4. Huit. - 5. Iseran. - 6. Sète. Sar. - 7. TSF. Ve. - 8. The. Open. - 9. To. Usina. - 10. Vues. Etc. - 11. Allergie. - 12. Sauriens.

VERTICALEMENT 1. Bodhisattvas. - 2. Rieuse. Houla. - 3. Assiette. Élu. - 4. Cistres. User. - 5. Eve. Fos. Ri. - 6. Lérins. Piège. - 7. Ètre. Aventin. - 8. Tee. Arenacés.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



MOTS MÉLANGÉS

RCI JEUX

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ABÊTIR	CAFÉTÉRIA	ERRE	RESTE	VERMINE
AIËUL	COUCHETTE	HABITACLE	RHÉAN	VÊTEMENT
AMANTE	CRÉANCE	HUÎTRE	SEVRER	VIBRATION
ARIEN	CRIARDE	IRRÉEL	SOUS-FIFRE	
BARREUR	DARE-DARE	LUNAIRE	SUAVITÉ	
BENOÎT	DÉBIT	MATRICULE	TIE-BREAK	
BOUTRE	ÉFENDI	MERLU	TORCHON	

E	K	A	C	N	S	N	B	L	E	R	R	E	I	N
L	A	I	E	O	L	O	C	L	U	T	T	D	E	S
C	E	R	T	I	U	H	U	E	S	N	N	R	U	E
A	R	E	S	T	E	C	R	S	E	E	A	A	N	C
T	B	T	R	A	I	R	H	M	F	D	V	I	M	N
I	E	E	I	R	A	O	E	E	E	I	M	R	R	A
B	I	F	T	B	I	T	N	R	T	R	F	C	E	E
A	T	A	R	I	E	N	A	E	E	T	L	R	T	R
H	M	C	A	V	R	D	N	V	B	R	E	U	E	C

SOLUTION DU N° 4795

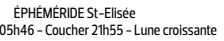
3	9	1	5	2	8	6	4	7
7	8	4	1	6	9	5	2	3
6	2	5	7	3	4	9	8	1
4	6	2	3	9	7	1	5	8
1	3	9	8	5	6	4	7	2
5	7	8	2	4	1	3	6	9
2	1	3	6	7	5	8	9	4
8	4	6	9	1	2	7	3	5
9	5	7	4	8	3	2	1	6

SOLUTION DU N° 4796

2	6	3	1	9	7	8	4	5
4	9	1	3	5	8	6	2	7
5	7	8	6	4	2	9	3	1
1	8	4	2	6	5	3	7	9
6	3	5	7	8	9	4	1	2
9	2	7	4	1	3	5	6	8
3	5	2	9	7	6	1	8	4
8	4	6	5	2	1	7	9	3
7	1	9	8	3	4	2	5	6

SOLUTION DU MOTS À MOT

Les mots sont :
PROFIT - NÉROLI - BISTRO.



À LA DEMANDE



Still : la vie de Michael J. Fox



Dans les années 80, l'acteur canadien Michael J. Fox est le chouchou d'Hollywood. Il est parvenu à imposer sa petite taille, son visage d'ange et son extraordinaire énergie tant dans la franchise «Retour vers le futur» que dans des comédies ou des films d'adulte exotiques. Quand, en 1991, on lui diagnostique la maladie de Parkinson à l'âge de 29 ans, il parvient à cacher son état durant quelques années avant de devoir espacer ses apparitions. Reconstitutions, extraits de films, images d'archives et entretiens dans l'intimité de la star retracent de manière extrêmement vivante le parcours de ce dingue de travail au sourire solaire, qui évoque sa fulgurante carrière et son quotidien marqué par la maladie.

6
21.10
Joyeuse retraite 2
 Film. Comédie

 Fra. 2022. Réal. : Fabrice Bracq. 114-0.
 Avec Michèle Laroque. Inédit. Un couple de retraités part en vacances avec ses trois petits-enfants dans sa nouvelle maison au Portugal. Une fois sur place, c'est la catastrophe.
22.50 Joyeuse retraite ! Film.
 Comédie. Avec Thierry Hermite.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 **Mika à l'Accor Arena : le concert**
Concert. 2h20. Inédit. Le 25 mars 2024, Mika a achevé son "Apocalypse Calypso Tour", après seize dates à travers les Zéniths de France, avec ses principaux tubes internationaux et français.

23.45 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE 

20.10 Historiquement Show. Mag.

20.50 **L'ombre d'un doute** Magazine. Prés. : Franck Ferrand. 1h50. 2 volets. Le travail des historiens, leurs récentes découvertes, mais aussi une lecture savante des Évangiles ont permis de reconstituer une partie de la vie de Jésus.

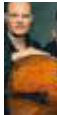
22.40 **L'ombre d'un doute**. Magazine. Jeanne d'Arc, femme providentielle ?

LE FIGARO TV
Ile-de-France

13.00. Points de vue.
18.30. Le Buzz TV.
Sylvie Tellier auteur du livre
Couronne et préjugés.
Interviewée par Nicolas Vollaix
et Sarah Lecoeuvre.

**19.00. Bienvenue
en Ile-de-France.**
Présenté par Damien Canivez.

21.00



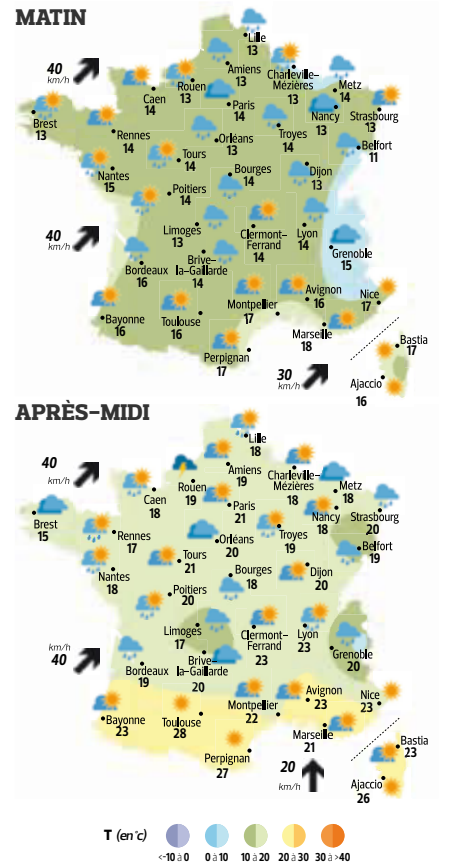
**Le quatuor Artemis
au Konzerthaus
de Vienne**


Concert. Ce groupe berlinois
de grand talent, à l'allure pop,
s'est fait une place de choix
dans la musique classique.

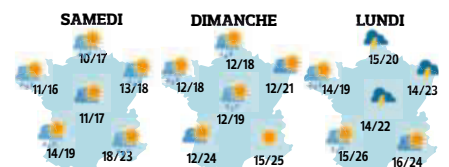
22.30. Libre à vous.
Guyonne de Montjou reçoit
le comédien Jacques Weber.

**Pour regarder
le Figaro TV ?**
Canal 34 de la TNT
en Ile-de-France ou sur les bo

SFR 468	Orange 345
Free 904	Bouygues 308



ALGER		21/29	AMSTERDAM		13/17	ATHÈNES		25/35
BARCELONE		19/26	BELGRADE		13/23	BERLIN		11/22
BERNE		9/19	BRUXELLES		13/19	BUDAPEST		12/24
COPENHAGUE		12/17	DUBLIN		11/16	LISBONNE		17/25
LONDRES		13/17	MADRID		16/30	PRAGUE		10/19
RABAT		20/23	ROME		16/28	TUNIS		18/28



la chaîne **météo** lachainemeteo.com
 Par téléphone : **3201** **LIVE 24/24** **CANAL+** Sur **L'APPLI GRATUITE** La Chaîne Météo

[illegible]

Les dix meilleures tables du 20^e arrondissement

Alice Bosio et Emmanuel Rubin

Piochées parmi les nouveautés comme les valeurs sûres, voici nos adresses favorites facturant moins de 50 euros, à Belleville,



Dandelion.



Le Grand Bain.

Dans la bouillonnante Belleville, à Ménilmontant la bobo, mais aussi dans le quartier Réunion, qui monte, découvrez nos tables préférées pour un repas complet (entrée, plat, dessert) ne dépassant pas les 50 euros (ou presque, inflation oblige!).

Bistrot Le Baratin

Hors la grosse faute de goût, impensable de passer à côté de ce bistrot entré vivant dans la légende il y a trente-sept ans, à voir le comptoir patinier son acajou, les clients virés adeptes et Raquel Carena, femme fourneaux, blanchir, cinq jours sur sept, une ardoise que l'on emporterait fatalement sur une île déserte. La seule chose que porte mal Le Baratin, c'est son nom tant les plats qui y passent et repassent installent leur addiction, sur-sapides, imparables de régularité et de juste prix. Une de ces cuisines « yeux fermés, gueule ouverte » avec son chapelet de recettes, son petit évangile païen et sa liturgie d'abats, miraculeuse à convertir même les plus rétifs à la cervelle de veau révélée de beurre citronné, l'affriolante fraise de veau tomate et câpres, ce voyage au bout du ris de veau et, dans un inattendu registre marin, la petite folie d'une terrine de foie de lotte. Définitivement incontournable.

POUR QUAND ? Dès qu'une table se libère...
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le canard au sang Burgaud en deux cuissons au vinaigre de Xérès.
3, rue Jouye-Rouve. Tél. : 01 43 49 39 70.
Tj sf dim. et lun. Carte : 35-50 €.

Assiettes à partager Le Grand Bain

Sept ans que ce bistrot au cachet rétro - carrelage casson, poutres au plafond et grand zinc central - fait battre le cœur de la bigarrée rue Dénoyez, où l'ont rejoint la boulangerie Le Petit Grain et la terrasse à apéro du Café des Délices, par la même équipe. Dans la cuisine ouverte, les jeunes chefs globe-trotters se succèdent. Dernier en date, l'Italien Fabio Massimo, dont la quinzaïne de petites assiettes ensoulées et fusionnantes agui-che une clientèle hétéroclite et souvent branchée : tempura de joue de lotte croustillante escortée d'une savoureuse sauce romesco et herbes fraîches; pappal pomodoro, grand classique gourmand des enfants transalpins, twistée avec de la burrata et du kimchi; tartare d'agneau

au couteau, balancé par l'iode du tarama et le végétal de mange-tout crus; brioche perdue façon tiramisu décadente.
POUR QUAND ? Un soir de fin de semaine entre copains pour partager un maximum d'assiettes et profiter des vins nature et des cocktails.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Les remarquables panisses et leur mayo aux herbes.
14, rue Dénoyez. Tél. : 09 83 02 72 02.
Tj sf lun. et mar. Carte : 35-50 €.

Bistronomique Dandelion

Le petit nouveau d'un 20^e en passe de revenir en force et en forme au ventre parisien. Et celui-là tonique à régler ses plats sur les plates-bandes bistronomiques, l'angle d'une placette, les arbres sages sur les pavés, le ciel Sempé en terrasse, une coquetterie de murs blancs accessoirisés de bon chic et un jeune duo masculin-féminin qui balade la bonne brise de son menu-carte. Il y a un mois, la pluie noyait copieusement le quartier Buzenval en même temps que les débuts de cette table délicieusement naïviste, sans jamais doucher le printemps de cette sardine charmue et laquée dans son petit jardin d'épinards et prik pao de tournesol, ce ris de veau croustimoelleux condimenté d'anchoïade, ce lieu jaune qui se laissait effeuiller entre oseille et fleur d'acacia et ce gros chou travaillé à la tropézienne. Lorsque ce dernier a débarqué dans son petit soleil de sucre, la rue des Vignes valait bien toutes les places des Lices.
POUR QUAND ? Un dîner en fin de semaine.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. La bouillabaisse quand elle y passe.
46, rue des Vignes. Tél. : 01 42 50 01 55.
Tj sf dim. et lun. ven. et sam. au déj. Carte : 40-50 €.

Bar à tapas Amagat

Prière de s'engouffrer dans cette impasse en retrait de la rue de Bagnolet pour un voyage dans le temps. Tout au fond, pas les anciens ateliers industriels du XIX^e siècle, deux tables se partagent une terrasse arborée au charme fou, longeant les murs du Père-Lachaise : la marine Caché et cet Amagat qui fait la part belle aux tapas arrosées de vins catalans. Tandis que la braise embaume depuis la cuisine ouverte, se succèdent, dans une ambiance tamisée, jambon ibérique, montagne de patatas bravas en version allumette, asperges, petits pois cro-

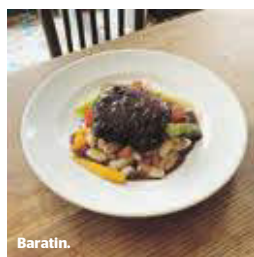
quants et beurre à l'ail des ours, poule et daurade entière grillés au barbecue et arrosés de sauces relevées. Les assiettes sont solidement tarifées, mais la magie des lieux aide à l'oublier.
POUR QUAND ? Un soir de beau temps pour s'installer en terrasse.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le secreto à la parilla, pièce de porc prise située derrière la joue du cochon ibérique, servi sur un lit de piquillos confits.
23, villa Riberolle. Tél. : 06 19 37 71 31.
Tj sf lun. et mar. Carte : 40-60 €.

Fusion BangBang

Déco électrique, saveurs éclectiques, si-non l'inverse pour ce pétard de cantine



Amagat.



Baratin.



Paloma.

cosmopolite et activée par un duo dano-colombien fusionnant des nourritures où le piment n'est jamais loin. Passé les premières bouchées, on ne sait d'ailleurs plus très bien par où les papilles s'excitent (Amérique du Sud, Asie, ailleurs) et ce qui pique le plus entre les murs flashy et les petites assiettes spicy. Les croquettes plongent dans des sauces acides, les salades thaïes chauffent de se frotter au Pérou et les feuilles de vigne farcies à la ricotta découvrent le curry vert. Les bières artisanales de Ménilmuche font de leur mieux pour éteindre le vigoureux incendie et, si l'on peut certes raconter toute la séquence en déclinant les verbes débrider, décoincer, déboussoler, dégoupiller, on sort surtout du repas la bouche pleine de ces onomatopées - wouh, warf, blim, bang - qui font le bonheur des « comics ».
POUR QUAND ? L'épice du samedi soir.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Les croquettes de tofu.
9, rue du Liban. Tél. : 07 82 43 82 26.
Tj sf lun. et mar., le WE au déj. Carte : 20-40 €.

Troquet Paloma

Lancé en plein confinement, début 2021, par deux copines des Beaux-Arts, Marie-Anna Delgado (chef) et Olivia Brunet (ébéniste), ce bistrot du quartier Belleville fait le plein autant sur sa vaste terrasse au calme que dans son intérieur rétro (mur brut, tomettes, tables en bois). Et pour cause, sa formule déjeuner se révèle imbattable (16 € entrée-plat-dessert), avec des assiettes familiales changées quotidiennement - dernière-ment, une généreuse salade d'effiloché de bœuf, un riz ibérique au lard, piquillos et brocoli, un moelleux au citron. Le soir, place aux petites assiettes voyageuses à partager et aux vins nature. Le tout servi avec le sourire.
POUR QUAND ? Un déjeuner en semaine!
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Régulièrement à l'ardoise du soir, les bulots mayo au miso ou les pommes dauphine fromagères.
93, rue Julien-Lacroix. Tél. : 06 65 96 88 46.
Tj sf sam. (déj) et dim. Menu : 16 € (déj). Carte : 25-35 € (din.).

Néobistrot Le Jourdain

Avant même d'y mettre la bouche, fermez les yeux ou laissez trainer un micro, car vous tenez là une parfaite petite musique de bistrot Belleville. Au parquet de

la salle comme au ciel de la courte terrasse, l'appétit vire sonore avec le service zélé, le public chaud devant, les verres qui tintent et trinquent, les voix qui sonnent leur contentement et les couverts qui percutent à faire chorus. Au menu carré du midi ou aux manières tapas du soir, la cuisine a ce doigté swing, ce phrasé slam qui s'y entend à lâcher les jolies notes, plutôt solaires, d'un tarama artisanal dans lequel on plonge quelques pimientos de Padron avant de taper dans la nouvelle canaille d'un carpaccio de veau, d'une friture de chipiron mayo gingembre, d'un orzotto moules-chorizo et, allez zou, la soupe d'étrilles coco, citronnelle pour arroser le tout. Des assiettes qui, même sous la pluie, ont le talent du beau temps.
POUR QUAND ? Le mercredi pour la parenthèse du milieu de semaine.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Les coeurs de canard en persillade et sauce au vin rouge.
101, rue des Couronnes.
Tél. : 01 43 66 29 10. Tj sf sam. et dim. Carte : 20-40 €.

Auberge urbaine Paulownia

L'enseigne fait référence à l'arbre exotique qui pousse devant le restaurant. Ouverte à l'automne par un couple passé par l'Arpège, elle en salle et lui en cuisine, ce bistrot séduit d'abord par son cadre de maison de campagne lumineuse au cœur du quartier Réunion. Avant de confirmer grâce à sa cuisine française raffinée, généreuse et de saison, tout en pièces rôties, sauces, beurres blancs et bouillons parfumés. L'agneau aveyronnais est cuisiné entier - abats, ravigoles, à la grille -, l'ail de raie à la dieppoise, mais les végétariens ne sont pas oubliés avec un millefeuille de légume foisonnant. Pas plus que les becs sucrés avec la crêpe Suzette flambee en salle au calvados.
POUR QUAND ? Un dîner entre amis, puisque l'espace le permet, ou en amoureux à la bougie.
LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le petit pâté chaud feuilleté au cochon d'Auvergne, graines de moutarde et condiment betterave.
15, rue des Vignes. Tél. : 01 43 73 57 88.
Tj sf dim. et lun. Carte : 50-75 €.

Bar gourmet Kissproof Belleville

À suivre les bandes plus ou moins hipsters (et plutôt plus que moins) régulièrement ralliées à ce spot postbelle-

Ménilmontant ou Jourdain.



DANIELON, LE GRAND BAIN, SHIRLEY GARRIER, DARANTIN PALOMA

villois, alertez que les nourritures d'ici seraient plutôt du genre liquide et si, potote il y a, c'est d'abord dans cette fougue à nourrir le cocktail, gonfler le mezzal de betteraves, citron vert et sal de gusano avant que d'assaisonner le pisco d'abricot et d'estragon. À l'usage, reconnaître une vraie gourmandise à cette mixologie, une gouaille à trrousser du breuvage sans coller les gommettes, une malice à raviver la mémoire aperi-tive du quartier (joli travail sur les absinthes, le calva et le lillet rosé) et, en soutien, une politesse à tout de même faire valser le comptoir de quelques assiettes où l'exotique se partage au solide (labné fumée-stracciatella-huile de fogarashi, tartare-topinambours-comté, croque-monsieur-salsa verde-gardiniera). À certaines heures, certains soirs, le repaire invente une espèce d'humeur bobos flingueurs franchise-mat pas démeritante.

POUR QUAND ? Au passage et à n'im-porte quel moment dès la nuit tombée.

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le chicken sandwich (coriandre, chi-potle, citron vert) et un Death In The Afternoon (absinthe, poiré, bubbleburst). 50, rue de Belleville. Tél. : 01 40 31 07 16. Tj sf lun. Jusqu'à 1h30. Carte : 20-40 €.

Italien
Dilia

Issu, comme Simone Tondo (Racines), de la génération Rino auprès de Giovanni Passerini, le Toscan Michele Farnesi a posé ses valises il y a neuf ans au pied de l'église Notre-Dame-de-la-Croix de Ménilmontant. Au charme de sa terrasse ensoleillée de 30 couverts ou dans la salle façon petite auberge (tomettes, murs de brique, miroir piqué), sa cuisine transal-pine aux saveurs marquées fait des étin-celles, en formule à prix doux à midi comme en menu dégustation plus ambi-tieux le soir. Ainsi récemment au déjeu-ner d'un beignet de cabillaud parfaite-ment cuit, salade de tomates et mayo aux câpres, de gros fusillis al dente au ragout d'agneau et olives parfumé au romarin et d'une rascasse, émulsion de homard et bouillon de légumineuses croquantes. Bon à savoir, à deux pas, rue Étienne-Dolet, Dilia se décline en cave à vin natu-re et bientôt en traiteur.

POUR QUAND ? Jeudi ou vendredi midi pour rester sous la barre des 50 euros!

LE PLAT À NE PAS LAISSER FILER. Le chou au sarrasin, fraise et espuma de lait fermenté à la verveine, mérite de se laisser tenter par un dessert.

1, rue d'Eupatoria. Tél. : 09 53 56 24 14. Tj sf lun. (déj), mar. et mer. Menus : de 21 € à 42 € (déj jeu. et ven.) et de 59 € à 92 €.

HACHÉ MENU
PAR EMMANUEL RUBIN

RETOUR
AU CHIBERTA ?

I l y avait quelque chose de trou-blant à se retrouver à cette table précise durant ce très implosif week-end électoral, car qui se souvient encore du Chiberta ? Sans trop vouloir mélanger potage et politique (quoique), on se rappel-lera tout de même cette adresse longtemps parmi les restos d'élite, très en vogue dans les années Mitterrand quand la gauche se mit à assumer son caviar, toujours bien en place aux saisons suivantes et chira-quiennes lorsque la droite baronne pompait ses derniers cigares. Les Champs étaient encore Élysées, Publi-cis frimait à deux pas, le cognac flambait au fumoir et l'étoile Miche-lin était inlassablement reconduite. Depuis vingt ans, c'est Guy Savoy qui tenait la baraque dans un gastro-centrisme chic mais un peu paumé entre les montées bistrotoniques et foodueuses fomentées par les nouvelles générations du côté des ex-quartiers popus. Deux semaines pourtant que, sans chaos, sans cata-clysmes, Savoy a passé la main. Mais où va donc le Chiberta ?

Charme de l'entre-deux 20 heu-res, samedi dernier, le voilà aux mains d'un ex-Savoy, quadra de bonne école, la veste déjà brodée au nom de Clément Leroy, la salle tou-jours dans ses murs noirs dessinés il y a vingt ans par un Wilmotte sous influence Soulages. À la retrouver (ou la découvrir), on la trouvera habile à se savoir un style et ne pas se précipiter dans les révolutions de peinture et de rideau. En attendant les réformes déjà murmurées (ça va, paraît-il, sérieusement bouger à la rentrée), le Chiberta balance entre le droit d'inventaire (*lire plus bas le service et le public*) et les premiers frissons d'un changement attendu. Une sorte de table dans les charmes d'entre-deux-tours.

Plat vraiment signature C'est d'ailleurs entre deux assiettes, entre la belle mâche d'une gourmande huitre rose Tarbouriech tiédie dans un bouillon de pot-au-feu à la moelle et ce capitonné ris de veau roussi et rebondi sur un buisson de seiche et pil-pil, que l'on tombait bec à bec sur l'un des meilleurs plats de l'année, composition de bel augure, pas loin d'avoir le droit de se légitimer en vraie recette signature. Un foie gras de canard présenté en salle dans un insoupçonné confit de cire d'abeille avant de se retrouver dix minutes plus loin moelleux et vernis de volupté à faire sa planche sur un bouillon subtil et surprise qui accor-de pollen, thym, safran. Le genre de rencontre qui vous coince la nuque sur l'assiette et pourrait bien faire croire aux promesses de lendemain.

MAIS ENCORE...

LE SERVICE. Dans son costume «grand restaurant», touchant à vous balader dans son plateau de fromages, nostalgique de son âge d'or mais, qui sait, prêt à bientôt cohabiter avec une jeune garde.

LE PUBLIC. Des touristes pas affo-lés de leurs vols carbonés, l'Ouest parisien dans sa place, les cadres Publicis de retour au déjeuner, les judicieusement ravis du Chambolle-Musigny, Clos de l'Orme, chez Bernard Munier.

EST-CE CHER ? Inutile de tergi-verser, c'est oui mais sans indignité. Menus à 135 € et 185 €. Environ 150 € à la carte.

FAUT-IL Y ALLER ? Oui pour ce drôle de foie gras. Sinon, à l'automne prochain.

3, rue Arsène-Houssaye (8^e). Tél. : 01 53 53 42 00. Tj sf sam. (déj) et dim. Métro : George V.

Casa Luisa, tapas mondaines

Gare de la Muette, le Moma Group invite un étoilé catalan au-dessus d'Andia.

D es lustres que cette gare de La Muette se rêve une posté-rité en jouant au restaurant, des lustres qu'elle déraile consciencieusement à chaque nouveau passage. C'est bien simple, avec elle et jusqu'alors, l'échec ne cachait même plus le suivant. Train vraiment d'enfer où sa jolie frimousse de guillerette gare à la Prévert n'a jamais réussi à faire passer le triste inventaire de plats pou-sifs comme tortillards. On y aurait servi du sandwich SNCF que cela n'aurait pas été vraiment pire.

Avec ce nouveau printemps, on atten-dait donc le énième aiguillage qui la ver-raït se ramasser avant la fin de l'été si ce n'est, cette fois, le spot enfin sur des bons rails, car voilà ce 16^e narcissique désormais à l'heure tapas. Non contente de trouver là un genre suffisamment vo-lage pour taquiner l'appétit d'un public qui ne l'est pas moins, cette fraîchement baptisée Casa Luisa se dégote un certain Romain Fornell, le plus occitan des chefs catalans devenu référence du côté de cette Barcelone culinaire jamais frileuse

à chahuter les codes. Et sa vision de tapas franchement fusante à n'en faire qu'à sa bouche, mélange de classiques du genre et de détournements, les uns comme les autres traités au cordeau. Côté incon-tournables, un pan con tomate sonore, solaire, bien disposé à lâcher tous les croustillants de ce rare et fameux pain cristal que même les Ramblas ont fini par oublier. Plus décon-certante mais pas moins convaincante, cette tortilla ouverte à la morue que l'on at-tendait dans son habi-tuelle version pneu-matique avant de la découvrir délicieusement svelte, sexy, ci-tadine.

Nul doute que quelques mal lunés couchés à 20 heures s'étonneront de croiser la mozzarella et la truffe au flanc du bikini (sorte de croque ibérique) tandis que jusqu'à minuit, les becs net-tement moins coincés décrocheront la petite lune des crevettes de Palamos fraîches à l'ail et piment, du tartare de tomates et d'un gaspacho que l'on si-phonnerait bien à la paille. Acceptons la bonne surprise d'un Neuilly Auteuil Ta-pas!

AVEC QUI ? Carlos Alcaraz quand il re-passera par Roland-Garros.

UNE, DEUX, TROIS ASSIETTES... Cro-quettes de jambon : friandes. Tortilla



CASA LUISA

ouverte à la morue : remarquablement aérienne. Ganache chocolat, huile d'olive et fleur de sel : haute définition.

DANS LE VERRE ? Au bar plus qu'à la cave avec une série de cocktails bien banderilles dont cette sangria maison aussi sérieusement dosée qu'arrangée.

SERVICE : souriant, sportif, très à son aise dans le porté d'assiette.

L'ATTENTION : l'ouverture des portes dès 11 heures, la disponibilité du voitu-rier.

ZUT ! Aucune résa, le rosé bio Leos de Patrick Bruel franchement pas top.

L'ADDITION : entre 35 € et 70 €, selon les pioches et l'entrain qu'on y mettra.

QUELLE TABLE ? Au vert de la véranda.

E. R.

BADOIT
BULLES DE JOIE

FRONDS NOUS
BOUILLERONT

1778
SOURCE
BADOIT
FRUITEMENT DE TALLER

© 2024 Badoit S.A. - Eau minérale - 100% naturel



Le parcours du Roy, une promenade au bord de la Charente.



Tabouret Pénis, de JB Blunk, à la Fondation Martell.

Cognac distille fièrement son art de vivre culturel

Sophie de Santis Envoyée spéciale à Cognac

La cité charentaise, célèbre pour son eau-de-vie, est aussi une terre d'histoire et de création contemporaine. De François 1^{er} au

À moins d'une heure de Royan et à une heure et demie d'Oléron, Cognac est une terre de vignes et d'influence marine. Douceur et sérénité semblent régner imperturbablement dans la cité médiévale de moins de 20 000 habitants. D'un côté de la Charente, son cœur de vieille ville, avec ses rues pavées et ses maisons basses en pierres blanches et pans de bois, transmet une image presque désuète, de l'autre côté, c'est plus animé. Commerces, restaurants et guinguettes y fleurissent avec un air de campagne à la ville. Le temps semble ralentir. Les deux tours du château, symboles de la fortification de Cognac, en cours de restauration, qui marquent le point de mire, encadrent fièrement la façade resplendissante de blancheur. Tout juste nettoyée de ses champignons (bénéfiques au vieillissement du cognac, paraît-il).

Tandis qu'un peu plus loin le Musée d'art et d'histoire (48, bd Denfert-Rochereau, les-distillateurs-culturels.fr), un bel hôtel particulier de 1840 qui fut la demeure d'un négociant, vient d'inaugurer l'exposition « François 1^{er}, un roi cognacais ». Un parcours retraçant avec brio le destin du natif de Cognac, François d'Angoulême, devenu roi de France (à voir jusqu'au 1^{er} décembre). Ne passez pas à côté des collections permanentes (du XVI^e au XX^e siècle) qui recèlent, notamment, un très bel ensemble de céramiques et de pièces d'art nouveau signées Gallé, Daum ou Lalique.

■ destination-cognac.com

Visite

1. Fondation Martell

La Fondation Martell est un passage obligé pour qui aime découvrir le travail d'artistes et designers contemporains. Son bâtiment, datant de 1929, qui abritait autrefois l'usine d'embouteillage de la maison, est remarquable par son architecture moderniste de cubes en béton, inspirée du Bauhaus. Depuis 2017, expositions, ateliers de recherche et un café sur le toit ont remplacé l'activité industrielle. La Fondation Martell (fleuron du groupe Pernod Ricard) propose cette saison une belle découverte : JB Blunk (1926-2002).

L'exposition « Continuum » (à voir jusqu'au 29 décembre) met en lumière le travail du sculpteur californien James Blain Blunk. Croisant art et artisanat, ce dernier vivait et créait en symbiose complète avec la nature. Sa maison, nichée au cœur de la forêt californienne, était à la fois son atelier

et une source d'inspiration. « Précurseur, il décloisonnait les genres », constate Anne-Claire Duprat, la directrice de la Fondation Martell, qui a découvert l'artiste lorsqu'elle vivait à New York.

Céramique, bois, pierre... étaient les matières premières que JB Blunk traitait la plupart du temps dans leur forme la plus brute. Dans les nombreux documents d'archives, on le voit s'attaquer aux souches de bois massives à la tronçonneuse ! JB Blunk récupérait des troncs de bois flottés après l'abattage industriel des séquoias, près de chez lui. Ses œuvres, largement influencées par le Japon de Noguchi, mais aussi la rondeur des pièces de Henry Moore et de Brancusi, s'inscrivent dans un style primitif et aborigène, entre art pariétal et art animiste. L'exposition nous entraîne dans un voyage lointain au cœur de l'intime.

■ 16, av. Paul-Firino-Martell.

Tél. : 05 45 36 33 51.

fondationdenrepreneurmartell.com

Où dormir ?

2. Chais Monnet

La grande allée qui mène aux anciens chais annonce le luxe atypique d'une belle demeure. L'Hôtel Chais Monnet & Spa, ouvert depuis six ans, propose 104 chambres, suites et appartements, un restaurant gastronomique étoilé, une brasserie contemporaine, un bar très animé avant le dîner, accueillant un pianiste de jazz. Ainsi qu'un rooftop qui domine la ville. Restaurés dans le respect du patrimoine local, les différents bâtiments (un peu labyrinthiques) de pierres claires offrent le confort discret d'un 5-étoiles. N'oubliez pas votre maillot pour faire quelques longueurs dans la piscine. Chambre double à partir de 264 €, petit déjeuner 24 € ou 35 € (buffet).

■ 50, av. Paul-Firino-Martell.

Tél. : 05 17 22 32 23.

chaismonnethotel.com

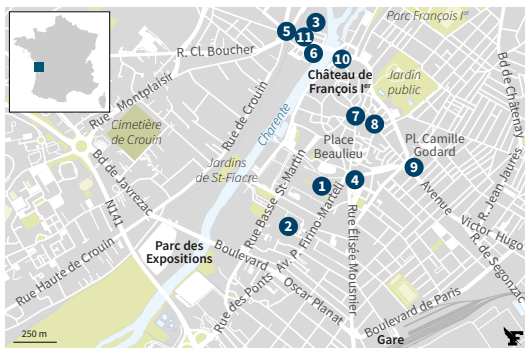
3. Quai des Pontis

L'endroit est dépaysant. Au bord de la rivière Solençon, une ancienne cartonnerie a été transformée en hôtel de 36 chambres (89 €), auxquelles s'ajoutent des roulettes (120 €) des cabanes sur pilotis (140 €), toutes thématiques (tropicale, scandinave...) et très surprenantes. Petit déjeuner : 12,50 €. Ambiance familiale et festive autour du piano au salon. Seul hic : très fréquenté par des groupes en séminaire.

■ 16, rue des Pontis.

Tél. : 05 45 32 47 40.

quaidespontis.com



À table !

4. Chez Bianca et Philippe

Un bistrot à l'ancienne avec à l'étage le charme d'un décor rouge théâtre et des toilettes dont les murs sont tapissés de vieilles coupures de journaux. Dans l'assiette se joue une partition entre terre et mer : tartare de charolais et frites à la graisse de bœuf (19 €), huîtres de l'île de Ré (14 € les 6, et crevettes roses), grosses crevettes sauvages avec tian de légumes (dans la formule entrée-plat à 23 €) accompagné d'un verre de Maine au Bois, sauvignon (4,50 €). Authentique et délicieux.

■ 3, allée Bernard-Guionnet.

Tél. : 05 45 82 83 83.

5. Poulpette

Pêche du jour, produits du marché, tarama et foie gras maison, vins naturels... La rigueur d'une cuisine exigeante et sourcée. Profitez d'un vendredi pour y déjeuner ou dîner. Menu unique à 36 €.

■ 46, av. de Lattre-de-Tassigny.

Tél. : 05 45 82 22 08.

6. Guinguette

Le Pont qui bouge

Idealement posée depuis deux ans au bord de la Charente, dans le quartier Saint-Jacques. Dès les beaux jours, les Cognacais s'y retrouvent en terrasse dans un esprit festif de bodega, autour de cocktails (10 €), tapas et burgers à la bonne franquette et planches mixtes (19 €). De 11 h à minuit le week-end.

■ 2, pl. du Solençon. Tél. : 05 45 83 07 71.

Produits à rapporter

7. Le Gourmet Charentais

L'épicerie fine regorge de produits gourmands dont la plupart sont fabriqués dans la région. Mention spéciale à la fameuse galette charentaise à l'angélique de la biscuiterie Beurley, vénérable recette datant de 1848 (5,90 €), les cornuelles, des biscuits secs triangulaires à l'anis (9,90 €, le sachet), la moutarde au pineau des Charentes (à partir de 4,90 €), ou encore la terrine de cagouille au cognac à base de porc et d'escargots (11,90 €).

■ 22, rue du Canton. Tél. : 09 81 81 69 74. legourmetcharentais.fr

8. Le marché

Sur le modèle des halles Baltard, le marché, au cœur de la vieille ville, réunit les meilleurs producteurs locaux de chèvre (à noter la figuettine confite chez Delphine Haustraete).

■ 16, pl. d'Armes. Tlj sf lun de 8h à 13h.

Expériences

9. Bar Louise

Sur la place François-1^{er}, cœur battant de la cité, ce bar, installé dans les murs de l'Hôtel Louise, est le rendez-vous des Cognacais amateurs de bons cocktails. Fort d'une solide formation en école hôtelière à Poitiers puis à Angoulême, Julien Ravard exerce son talent de mixologue pour faire connaître toutes les combinaisons possibles avec le cognac et les spiritueux locaux. Lors de l'atelier de mixologie, on ap-



Hôtel Chais Monnet.



Le château de Bouteville.



Mixologie au Bar Louise.



Maison atelier de JB Blunk en Californie.

LES LIEUX WILLIAMSON

et gourmand

sculpteur JB Blunk, laissez-vous griser !

prend les rudiments du bon dosage et à manier le shaker, pour fabriquer un Side-Car ou un Old-Fashioned. Compter 40 € (cognac VSOP) pour 1h30 avec dégustation. Réservation au 07 80 91 50 04.
■ 1, place François 1^{er}, Tél. : 05 45 80 80 80. Sam. de 15h à 19h.

Le Baume de Bouteville

À environ 30 min de Cognac, au pied du château de Bouteville (voir ci-dessous), la fabrique de vinaigre révèle une autre facette de la richesse de la production locale. La tradition du vinaigre est ancienne – ce fut l'activité de plusieurs générations dans la famille Mitterrand à Jarnac –, mais connaît un sursaut au début des années 1990. Alors que l'exportation du cognac vers l'Asie connaît un sérieux ralentissement, les viticulteurs se retrouvent avec un stock considérable de moût de raisin. C'est alors que Jacques Bufet, un vétérinaire, marie sa fille à un Italien originaire de la région de Modène, région réputée pour le vinaigre balsamique. Nait ainsi La Compagnie de Bouteville, qui propose des vinaigres gastronomiques et des condiments élevés en barrique ayant contenu du cognac. La société change de mains en 2021 et développe visites et dégustations. L'atelier découverte au milieu des fûts vaut le détour : du lun au sam. de 10h à 18h : 5,50 € (20 min sans réservation) ; 11 € (1h, à réserver 48h avant) avec un accompagnement d'huîtres, de fromage, de charcuterie. On peut repartir avec une bouteille de balsamique n°6 (19,90 €), le best-seller, et à tester chez soi avec différentes recettes.
■ 1, rue Montmorency, 16120 Bouteville. Tél. : 05 45 64 92 76. bouteville-laboutique.com

10. Château de Cognac

C'est d'abord le lieu de naissance de François I^{er} (1494-1547). Même s'il n'y vécut que jusqu'à ses 4 ans, sa famille habita le château pendant plusieurs générations. Monument privé depuis le début des années 1990, le site conserve aujourd'hui les meilleurs fûts de cognac de la maison Otard & d'Ussé. La visite des chais dans la pénombre dévoile à la fois une partie des secrets de vieillissement de l'eau-de-vie et des vieilles pierres. Une dégustation est proposée en fin de parcours. Tarif :

1h15, 24 € pour adultes ; 5 € pour les 12-18 ans. Sam. à 11h, 15h30 et 16h30.
■ 127, bd Denfert-Rochereau. Tél. : 05 45 36 88 86. chateaudecognac.com

11. Maison des vins charentais

Parce que le cognac n'est pas la seule richesse de la région, on se laisse surprendre par la variété et la qualité des vins charentais reconnus IGP (indication géographique protégée) en 2009. Bénéficiant d'un climat tempéré aux influences océaniques, la terre est propice à la culture céréalière et... à la vigne. Les vignes occupant plus de 1500 hectares, on en voit à perte de vue en sillonnant les environs. Ainsi, depuis moins de deux mois, les vignerons ont leur vitrine dans le quartier Saint-Jacques, afin de valoriser leur savoir-faire et proposer quelque 180 références dans les trois couleurs : Garancille blanc, Saute-Bergère rouge sans soufre ajouté... Les jeunes œnologues passionnés vous font déguster leurs coups de cœur et promettent des prix inférieurs aux cavistes.
■ 26, av. de Lattre-de-Tassigny. Tél. : 05 17 22 00 00. vinscharentais.fr

Excursions Château de Bouteville

C'est l'événement très attendu de la saison ! Depuis le 1^{er} juin, le château de Bouteville, à 25 km de Cognac, a ouvert ses portes aux visiteurs. Après de longues années de restauration (5 millions d'euros dont 60 % de subventions), la ruine à l'abandon était envahie de lierre et n'était qu'un tas de vieilles pierres perché sur un promontoire. Pourtant, la bâtisse médiévale, pillée et dégradée au fil des siècles, avait été témoin des chevauchées de Richard Cœur de Lion et du Prince noir. C'était aussi le fief de la famille de François I^{er}. Le château – après avoir été classé en 1984 –, ressuscité aujourd'hui avec un dispositif scénographique original visuel et sonore, permettant de redécouvrir de manière ludique le site plus que millénaire. Tailleurs de pierres et sculpteurs charentais (dont Marc Deligny, spécialiste de la statuaire) ont eu la tâche immense de rebâtir la monumentale cheminée Renaissance. À ne pas manquer.

■ Impasse du Château, 16120 Bouteville. grand-cognac.fr

Nos 5 coups de cœur à Cherbourg-en-Cotentin

Antoine Besson

Dans la cité portuaire du Nord-Ouest normand, les restaurants affichent fièrement leur identité radicalement marine.

Alors que l'on vient de célébrer les 80 ans du Débarquement allié en France, les côtes du Cotentin se parent des couleurs du souvenir. Privilégiés pour le tourisme de mémoire, Cherbourg et son port se révèlent aussi une destination de bouche où la mer est reine.

La plus remuante Carabot

CARTE : env. 55 €. 55, place de la Révolution (Cherbourg-en-Cotentin). Tél. : 02 33 04 78 26. Du mar. au sam. soir et sam. midi.

LE LIEU. Un brigand révolutionnaire qui a tout pour plaire. Avec cette adresse vivante à l'ambiance agitée, au service franc et aux assiettes légèrement irrévérencieuses, Brice Moncuit, chef au parcours étoilé, assume sa révolution de bistrot et n'en fait qu'à sa tête. Dans sa cuisine ouverte, il souffle des embruns sexy et rock'n'roll sur la bourgeoisie Normande.
L'ASSIETTE. Ça gratte un peu, ça pique, ça réchauffe le palais, comme cette seiche en salade : tentacules relevés à la braise des piments et morceaux court-bouillonnés fondants comme une bouchée d'écume. Marié au fenouil et au petit pois, assaisonné à l'huile d'avocat, le céphalopode servi en entrée a du caractère. Les plats sont du même acabit, libres et généreux.
BRAVO. L'effiloché de raie doré et croustillant servi avec un risotto de petit épeautre et une crème d'asperges aux pointes rôties, particulièrement gourmands.
DOMMAGE. On est bien au Carabot et cela se sait : l'exiguité du lieu rend la circulation difficile, et le bruit parfois envahissant. Les 30 convives au maximum ne sont pas là pour le calme.



Le Plouc 2.

LE PLOUC 2, L'ARMOIRE À DÉLICES, CARABOT, CLOPOING



L'Armoire à Délices.



Carabot.



Le Clopoing.

La plus iodée Le Clopoing

CARTE : env. 30 €. 48, quai Caligny (Cherbourg-en-Cotentin). Tél. : 02 33 43 42 23. Du mar. (din.) au sam.

LE LIEU. Dernier arrivé dans l'alignement gourmand des restaurants du quai Caligny, sa devanture bleu océan affiche la couleur. Entièrement tournée vers la mer, dans l'assiette comme en salle, l'enseigne fait référence à ce vieux crabe semblable à un poing « clos » que l'on connaît désormais mieux sous le nom de tourteau. On s'y attarde volontiers pour discuter en bord de baie vitrée. Le goût du propriétaire, qui joue la carte marine à fond en peuplant ses murs de poissons créés par des artistes locaux, complète à merveille l'ambiance.
L'ASSIETTE. Fraîche, simple et efficace, elle est inventée au gré des arrivages et justifie une présentation à l'ardoise de propositions souvent changeantes. Lors de notre passage, un lieu assaisonné d'une sauce vierge à base de betteraves cuisinées comme des pickles, un vrai fish'n'chips frit dans sa robe en beignet ou encore des pinces de crabe à déguster au maillet, clin d'œil convivial à l'enseigne.
BRAVO. Le service jeune et sympathique qui donne du relief à cette cuisine de marché, et l'atmosphère lumineuse et conviviale.
DOMMAGE. La microterrasse sur un trottoir passant et devant une route empruntée n'a pas grand attrait.

La plus détendue L'Armoire à Délices

MENU : 21,90 €. 2, place Chantereyne (Cherbourg-en-Cotentin). Tél. : 02 33 95 23 02. Du mer. au sam. en continu de 9h à 1h.

LE LIEU. Ne vous fiez pas à l'allure de hangar de ce bâti moderne sur le port de plaisance de Cherbourg. L'Armoire à Délices est un établissement à tiroirs : dédale de petits espaces sympathiques qui alternent les ambiances et les univers de caractère.
L'ASSIETTE. Inattendue, cette table normande s'est découverte une humeur voyageuse. Fini, le chauvinisme culinaire, Cherbourg croque le soleil dans sa rade et garnit ses assiettes de tapas.

Un pari réussi avec, en star, des saint-jacques panées croustillantes servies avec une mayonnaise à l'ail noir ou un ceviche de cabillaud rafraichissant.
BRAVO. Évidemment, l'adresse est particulièrement gourmande quand elle joue la partition de la mer. Mention spéciale pour les acras de morue ou le poulpe.
DOMMAGE. L'accumulation de friture nuit à l'équilibre, et les panures panko se seraient bien accommodées d'un peu de verdure.

La plus classique Le Plouc 2

MENUS : à partir de 27,50 €. 59, rue Blé (Cherbourg-en-Cotentin). Tél. : 02 33 01 06 46. Tlj sf sam. (dég.), dim. (din.) et lun.

LE LIEU. Au cœur du vieux quartier où Jacques Demy fit chanter Catherine Deneuve dans sa mythique boutique de parapluies, cette adresse est à mi-chemin entre l'auberge à l'ancienne et le restaurant moderne.
L'ASSIETTE. Une cuisine sans réelle surprise, qui a l'avantage de reconforter le client en appétit. On sert dans ce décor de pierre et de poutre des accords simples mais efficaces : huîtres chaudes au lard, joue de bœuf braisée, cabillaud à l'andouille de Vire et autres poissons blancs en bouillotte.
BRAVO. Par beau temps, la terrasse installée dans une cour dominée par les immeubles en pierre de schistes bleus est un cadre idyllique.
DOMMAGE. Légèrement désuète, cette cuisine rassure, mais ne plaira pas à tous.

La plus « hors les murs » L'Auberge des Grottes

MENU : 31 €. 8, rue des Falaises, Jobourg (La Hague). Tél. : 02 33 52 71 44. Tlj sf mar. (din.), mer. et dim. (din.).

LE LIEU. Depuis la ville portuaire, il faut faire un peu de route pour gagner la vue du nez de Jobourg, l'une des plus hautes falaises d'Europe (128 m), et sa table associée. Si le site naturel est d'une beauté renversante, les plats servies sont à la hauteur du spectacle.
L'ASSIETTE. Le mer régenté tout sur la presqu'île du Cotentin et, si elle creuse et façonne les falaises à sa fantaisie, elle donne lieu ici à des assiettes qui associent maîtrise et simplicité. Ainsi de la pêche du jour : un pavé de mulot grillé rehaussé d'une crème de basilic servi simplement avec des légumes de printemps juste croquants.
BRAVO. Les desserts, dont cette île flottante mûlle et agrume sans œufs – régal de fraîcheur tout en douceur. Mais aussi ce défi amusant : à chaque carte, un dessert entièrement cuisiné à partir d'un légume de saison. Ces temps-ci, c'est l'artichaut qui s'y colle : cœur en compote, pied confit en dés et galette de sarrasin cuite comme un kouign-amann... Coup de foudre garanti.
DOMMAGE. Un tel repas ne s'improvise pas et, pour profiter de cette table avec vue, mieux vaut s'y prendre un peu à l'avance pour réserver.

Virginie Jamin, illustratrice tout-terrain



PAR
Alyette Debray

Elle réalise depuis près de vingt ans des motifs de carrés Hermès et vient de signer le décor du nouveau service de table de la maison du Faubourg Saint-Honoré, à Paris, baptisé Tressages Équestres.

A Milan, la Pelota est l'un de ces lieux secrets que l'on découvre au fond d'une cour dans le quartier artistique de Brera. C'est là qu'Hermès prend traditionnellement ses quartiers lors du Salone del Mobile pour présenter sa collection maison et recevoir le petit monde de la création. Ce 15 avril, peu avant 21 heures, 160 convives étaient invités à prendre place autour des tables de banquet dressées au bord de cet ancien terrain de pelote basque. Lorsque nous demandons à notre voisine de table – comme le veut la bienséance – ce qu'elle fait dans la vie, elle nous répond d'une voix fluette, presque gênée : « Je dessine des motifs pour les carrés de soie Hermès. Je suis l'une des soixante illustratrices qui collabore avec la maison dans leurs différents univers – les foulards, les nappes, les draps de plage, le prêt-à-porter... J'ai été invitée ce soir car j'ai réalisé, avec Benoît Pierre Emery, le directeur de la création de la table, le décor du nouveau service de table, Tressages Équestres, dans lequel va être servi le dîner. » Il émane de cette quinquagénaire, aux cheveux courts et au visage d'une étonnante douceur, une grande délicatesse. On l'imagi-



Virginie Jamin, dans son atelier, à Paris. L'ex-directrice du studio dessin chez Hermès, Christine Duvinéau, l'a découverte à l'occasion d'une signature de ses livres pour enfant. FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

ne penchée sur ses croquis, minutieuse dans son geste, imperturbable dans son travail. Quelques instants plus tard, un turbot recouvert de courgettes tressées reprenant les motifs des assiettes est servi. L'assemblée est sous le charme.

Nous rencontrons à nouveau Virginie Jamin quelques semaines plus tard dans son atelier du 7^e arrondissement de Paris, donnant sur un jardin verdoyant, à deux pas de l'Hôtel Matignon. Toujours aussi

bienveillante et sereine. On s'attendait à découvrir un joyeux fouteur, un établi avec des feuilles étalées un peu partout, des palettes et des pots de peinture. Il n'en est rien. Murs blancs, mobilier minimaliste, le décor est zen. Sur le bureau, un écran de Macintosh et des pots de crayons, méthodiquement rangés par couleurs. Sur une autre table, des croquis des pièces de la collection Tressages Équestres, qui sort ce mois-ci dans les boutiques Hermès. Au milieu, un ballon ergonomique sur lequel elle s'assoit pour dessiner, « pour avoir le corps mobile et la main fluide », explique-t-elle. Elle nous a préparé des douceurs achetées chez Masmoudi, une pâtisserie orientale du quartier, et précise au passage qu'elle y va souvent, son mari étant tunisien. À propos de cette soirée milanaise, elle nous glisse avoir été « subjuguée et émue » par le travail du chef qui a mis en scène son service de table.

« Je voulais quelque chose à la fois simple et complexe, lisible et équilibré. Qui ne soit ni répétitif ni mécanique. Pour cela, j'ai travaillé la lumière et les ombres qui donnent vie au dessin »

C'est la première fois que Virginie Jamin, qui collabore depuis près de vingt ans avec Hermès, se prêtait à cet exercice. Jusqu'ici, elle avait imaginé des imprimés pour les carrés de soie, les tapis de plage ou les vide-poches. Elle avait donc déjà travaillé la porcelaine mais cette fois-ci, l'intention était différente. « Un service de table est modulaire et se compose de pièces pouvant être utilisées et achetées séparément. Elles doivent avoir leur propre identité. Je voulais quelque chose d'aéré magnifiant le blanc laiteux de la porcelaine et laissant de l'espace pour la nourriture. Avec Benoît Pierre Emery, nous avons eu l'idée du tressage, graphique ment beau, varié et qui s'avère être un hommage à l'artisanat de la maison. » Le travail du duo a démarré derrière les murs du Conservatoire et du « musée » Émile Hermès de la rue du Faubourg-Saint-Honoré. Virginie Jamin y a pioché des photos de tressage, des objets comme des fouets ou des sangles de selle, des albums de colportage du début du XX^e siècle dont les dessins sont d'incroyables

sources d'inspiration. Elle les a longuement observés avant de réaliser des esquisses imaginant la manière dont ce tressage recouvrirait chaque pièce. « Je voulais quelque chose à la fois simple et complexe, lisible et équilibré. Qui ne soit ni répétitif ni mécanique. Pour cela, j'ai travaillé la lumière et les ombres qui donnent vie au dessin. »

Que ce soit pour une assiette ou un foulard en soie, l'intention de la dessinatrice consiste toujours à donner un sentiment de vitalité à ses créations. C'est la même démarche qui animait cette cadette d'une fratrie de trois filles, élevée à Saint-Germain-des-Près, lorsqu'elle imaginait, enfant, des bandes dessinées ou reproduisait des toiles de peintres. Un loisir révélateur de son caractère. Calme et appliquée. Après son baccalauréat – « et des cours de dessin chez Madame Jouanet, entourée de seniors, dans un atelier qui sentait la térébenthine » – elle fait un passage éclair à l'École des arts appliqués (Paris 15^e). Préférant se former sur le terrain dans des entreprises d'identité visuelle et des bureaux de design. Elle se tourne vers l'univers des livres pour enfants, qu'elle illustre et écrit. « Un jour, je signalais à la librairie Chante-livre, à côté de l'hôtel Lutetia, lorsque Christine Duvinéau, l'ex-directrice du studio dessin chez Hermès, me dit : "Je travaille pour une maison qui fait de la porcelaine et j'aimerais vous rencontrer." Elle me glisse sa carte de visite où je vois écrit Hermès. J'ai commencé à travailler sur un vide-poches puis réalisé mon premier carré, Belles du Mexique, en 2007. » Depuis, Virginie Jamin a réalisé une trentaine de foulards dont certains best-sellers. Colliers de chien, Les cannes, Grand Tralala... « À une époque, le carré avait une connotation bourgeoise. Aujourd'hui, la jeunesse se l'est appropriée et plusieurs modèles sont devenus collectors. »

Les inspirations de Virginie Jamin sont nombreuses. En vrac, elle cite, « le monde équestre, riche d'objets beaux et plein de sens, la nature, dont les formes organiques sont saisissantes, les églises romanes, aux lignes sobres et lisibles. » Sa dernière création, Émile et une nuit, réalisée pour la collection automne-hiver 2024, met en scène les animaux des archives Émile Hermès faisant la fête dans un musée quand la ville dort. « Un dessin complexe et déstructuré, à l'opposé de ma passion pour la beauté sobre », avoue la dessinatrice, plus sensible à une esquisse de Matisse au crayon, toute simple, qu'à une œuvre complexe. ■



24.05
— 22.09

Musée des Beaux-Arts
ROUEN

WHISTLER
L'effet papillon

NORMANDIE
IMPRESSIONNISTE
2024



UN DERNIER MOT Par Étienne de Montety

Exclusion (ex-klu-zion) n. f. Radiation qui peut se révéler mortelle.

L'actualité politique est marquée par une succession d'exclusions à droite. Le mot vient du verbe latin *excludere*, qui signifie initialement ne pas laisser entrer, puis chasser. C'est cette acception qui est retenue ces jours-ci dans la classe politique. Depuis des années, la mode en politique était plutôt de se montrer inclusifs. Et de proclamer son engagement dans la lutte contre l'exclusion. Ce temps n'est plus. Ce n'est plus une exclu : Éric Ciotti l'est. Ainsi un parti, joliment fondé par le général de Gaulle sous la dénomination de rassemblement, est devenu un modèle exclusif. Avec des risques : soit d'occlusion, soit d'explosion. Cette politique n'est pas l'exclusive des Républicains. À Reconquête aussi, qui avait obtenu des sièges au Parlement européen : aussitôt on exclut les élus. Quelle va être la conclusion de ces exclusions à droite ? Vont-elles cesser ? Pas sûr : même l'apaisement, pour le moment, est exclu. ■